

imagine

DEMAIN LE MONDE

ÉCOLOGIE
SOCIÉTÉ
NORD-SUD

SLOW PRESS

www.imagine-magazine.com
mars - avril 2018 / n°126 • 8,50 euros

David Van Reybrouck
*“Notre monde manque
de silence”*

**GAND
GENT**

**Métamorphose
d'une ville**

**RÉSEAUX SOCIAUX PLUS DE LIENS, VRAIMENT ?
PÊCHE AQUACULTURE EN EAUX TROUBLES
BURE LA RÉSISTANCE ANTI-NUCLÉAIRE**



5 414306 180147

DÉCOUVRIR

5 **Edito**

6 **Nucléaire**
Bures à cuire



12 **Les lanceurs d'avenir**

14 **Le portrait**
Adriana Costa Santos et Mehdi Kassou
Passionnément humains



16 **L'instant positif**
Runa Khan et les oubliés du Bangladesh

17 **Les métamorphoses**
UGent, le bureau de durabilité

APPRENDRE

18 **Dossier**
L'histoire d'une métamorphose



30 **Politique**
Une politique ferme mais humaine,
par John Pitseys, du Crisp

32 **Géostratège**
Le progressisme au défi du national-populisme,
par Arnaud Zacharie, du CNCD-11.11.11

34 **Environnement**
Aquaculture en eaux troubles

37 **Du Nord au Sud. Et à l'envers**
Guérisseurs du sud



40 **Du Nord au Sud. Et à l'envers**
Une seconde vie pour le phosphore

42 **Sciences**
L'intuition pour penser les catastrophes,
par Pablo Servigne

AGIR

44 **L'atelier**
En marche vers une alimentation sans CO₂



48 **New York**
Anthony, un amérindien en résistance

50 **Combat(s) de là-bas**
Rabiatou Diallo et Hadja Idrissa Bah : rendre justice aux filles

52 **Slow watt**
L'énergie des océans

54 **Un homme, une cause**
Antoine Deltour, lanceur d'alerte

56 **Vélove**
Des roues libres et des ailes

59 **Ma vie en habitat groupé**
Compter ses heures ou pas

61 **Babel cuisines**
Le ragoût gantois

64 **A voir, à faire**

SE RETROUVER

66 Nouvelles technologies
Les réseaux sociaux nous rapprochent-ils vraiment ?

72 Avec ou sans steak
Abattoirs : des alternatives à la mort industrielle



76 Connais-toi toi-même
Christophe André, la vie intérieure

78 Philocité
Viens, je t'attends...

Errata

En page 29 de notre numéro de janvier-février, la photo de l'association 269 Life Libération Animale n'a malencontreusement pas été créditée. Il s'agit d'une image réalisée par la photographe Marine Blue (www.marinebluephotographe.com). Toutes nos excuses à l'intéressée.

PRENDRE LE TEMPS

80 Grand entretien
David Van Reybrouck
« Il faut d'urgence se rappeler l'humanisme et l'universalisme »

86 Congo
Ludo De Witte et notre passé colonial

88 Le pays petit
par Claude Semal

89 Positions
par François Brabant

90 Littérature
Les rivières mentales
de Stefan Hertmans



94 En tous genres
Fabuleuses conneries,
par Caroline Lamarche

94 Culture
Coups de cœurs

99 Au rayon essais

imagine

DEMAIN LE MONDE

www.imagine-magazine.com

Imagine Magazine

56, rue du Palais 4000 Liège / Belgique
Tél : +32 (0)4 380 13 37
info@imagine-magazine.com

Fondateur **André Ruwet**

Rédacteur en chef **Hugues Dorzée**
hugues.dorzee@imagine-magazine.com

Journalistes

François Brabant
francois.brabant@imagine-magazine.com

Laure de Hessel
ldh@imagine-magazine.com

Jean-François Pollet
jfp@imagine-magazine.com

Secrétariat, comptabilité, relations avec les abonnés

Pascale Derricks
info@imagine-magazine.com

Maquette, mise en page

David Cauwe david@davidcauwe.be / www.davidcauwe.be

Partenaires rédactionnels CNCD-11.11.11

Arnaud Zacharie, Eric Walravens, Frédéric Lévêque, Nicolas Van Nuffel

Ont collaboré à ce numéro :

Amélie Mouton, Caroline Lamarche, Pablo Servigne, John Pitseys, Pierre Jassogne, Mathieu Minet, Pascale Sury, Gaëlle Jeanmart, Claude Semal, Thierry Detienne, Max Vandervorst, Bas Bogaerts, Philippe Marczewski et Arnaud Zacharie.

Illustrations

Julie Graux, Kanar et Mathieu La Mine

Portraits des chroniqueurs : **Vivien Leseur**

Photo de couverture

Tim Dirven

Régie publicitaire

En Belgique : **Target Advertising**, rue de Jausse 109, 5100 Namur (Wierde) / +32 (0)4 256 50 03, targetadvertising.be
En France : **Social Régie**, thomas.lavoissiere@socialregie.com
+ 33 (0)6 58 45 93 55
www.socialregie.com

Impression

Kliemo Eupen

Routeur

Access, Parc industriel des Hauts-Sarts 25, rue d'Abhoos, 4040 Herstal (Belgique) / 04-256 50 03

Distribution

En Belgique : **Tondeur Diffusion**

En France : **Messageries Lyonnaises de Presse (MLP)**

Editeur responsable

Hugues Dorzée, 56 rue du Palais, 4000 Liège / Belgique



Imagine Demain le monde est un bimestriel belge qui traite des questions d'écologie, de société et de rapports Nord-Sud. Il paraît six fois par an (janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre). Créé en 1996, il est géré depuis 2002 par l'équipe qui le réalise. Il est indépendant de tout groupe de presse ou parti politique.

Clôture de ce numéro le 19 février 2018.

Le prochain numéro sortira de presse début mai 2018.

Nos partenaires



Notre printemps gantois



En matière d'éco-quartiers et d'aménagements urbains exemplaires, on cite régulièrement Fribourg, Stockholm, Grenoble, Barcelone et d'autres villes-pilotes moins connues, mais pourquoi courir si loin ? A deux heures de train de la rédaction d'*Imagine*, de l'autre côté de cette frontière linguistique que l'on franchit bien trop rarement, il existe une métropole de 255 000 habitants pleinement engagée dans une transition écologique de grande ampleur et souvent citée elle aussi en modèle : Gand.

Aussi, plutôt que nous contenter d'un reportage *one shot*, nous avons décidé de vous proposer notre « printemps flamand » en nous installant dans l'ancienne capitale des comtes de Flandre, berceau du socialisme belge au 19^e siècle, qui en quelques décennies a opéré une impressionnante métamorphose, et dont l'objectif pour 2050 est de devenir une ville neutre en carbone. Dans ce numéro spécial, *Imagine* est allé à la rencontre de ces Gantois et ces Gantoises qui, à l'instar de leur lieu culturel emblématique, le Vooruit (En avant), ont choisi de se mettre en mouvement autour d'initia-

tives porteuses de changements durables, ainsi que des personnalités d'envergure : la réalisatrice Christina Vandekerckhove, l'écrivain Stefan Hertmans, le bourgmestre Daniel Termont, le journaliste John Vandaele, la coordinatrice du Timelab Evi Swinnen, etc.

Une plongée journalistique entre la Lys et l'Escaut, sans vision laudative ni critique excessive, au plus près de cette ancienne cité ouvrière chargée d'histoire, bouillonnante et attachante.

Une édition inédite qui a par ailleurs été réalisée en partenariat avec l'équipe d'*Alors on change !* (RTBF / télévisions locales). Pour fêter leur cinquantième numéro, nos confrères ont choisi eux aussi de s'intéresser de près à cette Flandre qui bouge en rencontrant des acteurs de la transition à Gand, Bruges, Courtrai et Aarschot. Une émission où l'on parlera alimentation saine, mouvement des communs, mobilisation citoyenne et permaculture¹. Bonne découverte et bon printemps gantois dans *Imagine* et avec *Alors on change !*

1. L'émission d'*Alors on change !* sera diffusée le 7 mars à 23 heures, sur la Deux, et sur toutes les télévisions locales francophones.



A gagner !

10 x 2 places pour :

- *La part sauvage*, de Guérin van de Vorst, à voir aux cinémas des Grignoux (Liège et Namur).
- *Oh Lucy*, d'Atsuko Hirayanagi, à voir au Cinéma Palace, à Bruxelles. (voir p. 96)

Spectacle *Les Cœurs Atomiques*

par le Zététique Théâtre à la Caserne Fonck à Liège

5 x 2 places adultes (gratuit pour les moins de 19 ans) au choix vendredi 20 ou samedi 21 avril à 20h (voir p. 98)

Contactez la rédaction 04 380 13 37
ou info@imagine-magazine.com

Imagine prix de la presse écrite du Conseil fédéral du développement durable

Avant de réaliser ce numéro spécial Gand en transition, nous avons déposé un projet auprès du Conseil fédéral du développement durable (CFDD) dans le cadre du prix de presse 2018. Début février, le jury a octroyé à *Imagine* le prix de la catégorie « presse écrite » en soulignant la qualité de ce projet « *mêlant à la fois du concret et de la théorie, du contenu et de la gouvernance* », ainsi que son caractère « *interfédéral et interculturel* ». www.frdo-cfdd.be

Les curieux du dimanche dans Week-end Première

Retrouvez *Imagine* le dimanche 4 mars, dès 7 h 30, dans Week-end Première (RTBF), l'émission présentée par Sophie Moens, avec une chronique libre, non-conformiste et inspirante en lien avec notre projet slow press.



Partenaires particuliers

En mars et avril, *Imagine* enchaînera quelques partenariats. Au travers d'un supplément coréalisé avec la Fondation des Générations Futures encarté dans ce magazine, au sein du salon Tomorrow now qui se tiendra les 21 et 22 avril au Palais des Congrès Liège (voir affiche), lors des Journées folles de l'économie sociale (p.64 et 100), en partenariat avec le festival Nourrir Liège (p.63) ou encore via le premier festival du film de voyage à vélo En roue libre, qui se tient le 17 mars, à Boitsfort (p.56).



ÉDITO

Hugues Dorzée
Rédacteur en chef

Au nom du genre humain

Des artistes sans-papiers raflés sans ménagement dans un centre culturel bruxellois. Des ressortissants soudanais expulsés dans un pays qui a tout d'une dictature. Un projet de loi autorisant les visites domiciliaires de policiers pour contrôler et arrêter des migrants. La création de trois nouveaux centres fermés et des unités particulières destinées aux familles en situation illégale. Chaque jour qui passe et le gouvernement fédéral s'enfoncent un peu plus dans une politique migratoire « inutile, dangereuse et fondée sur le mensonge », comme le dénonçait récemment un vaste collectif de chercheurs en sciences politiques¹.

Mais où, bon sang, s'arrêteront-ils !, serait-on tenté d'écrire dans un grand élan d'indignation.

Hélas, il n'y a absolument rien d'inattendu dans cette succession de mesures qui manquent cruellement d'humanité et d'équité et qui s'apparentent à de violents coups de canifs dans notre bel Etat de droit.

Depuis qu'elle est arrivée au pouvoir, la droite nationaliste flamande (N-VA) ne cesse de monter en puissance sur ces questions migratoires par la voix de son très populiste secrétaire d'Etat à l'asile, Theo Francken, qui par ses paroles et ses actes attise et flatte le bon peuple flamand à coup de tweets ravageurs indignes d'un homme d'Etat. Mais l'intéressé est redoutable d'intelligence et de cynisme et applique à la lettre le programme sécuritaire et anti-migrations de la N-VA, avec la complicité aveugle du CD&V et des libéraux, le Premier ministre Charles Michel en tête, prêts à renier leurs idéaux humanistes pour conserver le pouvoir à tout prix.

À quelques mois des élections communales et à un an d'une année électorale de tous les dangers, cette alliance de convenance et d'intérêts douteux devient de plus en plus insupportable.

Une démocratie « malade »

Le populisme est le symptôme d'une « démocratie malade », rappelle avec beaucoup d'à propos l'historien David Van Reybrouck, dans le grand entretien qu'il nous accorde en page 80, avant d'évoquer ce « prolétariat blanc » trop souvent délaissé par la gauche progressiste devenu aujourd'hui l'une des cibles de la N-VA et de tous ses alliés national-populistes en Europe.

L'historien a raison : l'indignation de bon aloi ne suffit plus, le mal est tenace et c'est ce qui rend d'ailleurs tout le combat contre leurs idées empoisonnées particulièrement ardu.

Notre démocratie est effectivement « malade », un traitement de choc s'impose. Pour réenchanter la politique, lui redonner du sens, du souffle, de la perspective, et permettre à chaque citoyen de se sentir pleinement impliqué dans un projet de société commun et mobilisateur.

Quand M. Francken brandit des mots magiques (« invasions », « frontières », « expulsion »...) et des mesures sécuritaires simplistes, son électorat applaudit et en redemande. En face, les progressistes peinent à convaincre avec des chiffres précis et des arguments fondés car la question migratoire est complexe, incertaine et mondialisée. A force, cela en devient usant, voire désespérant pour tous ceux qui se battent sans relâche aux côtés de ces milliers d'hommes et de femmes qui fuient la guerre, la misère, les dérèglements climatiques qu'aucun mur ni armada policière n'empêcheront de migrer pour tenter de décrocher un avenir meilleur.

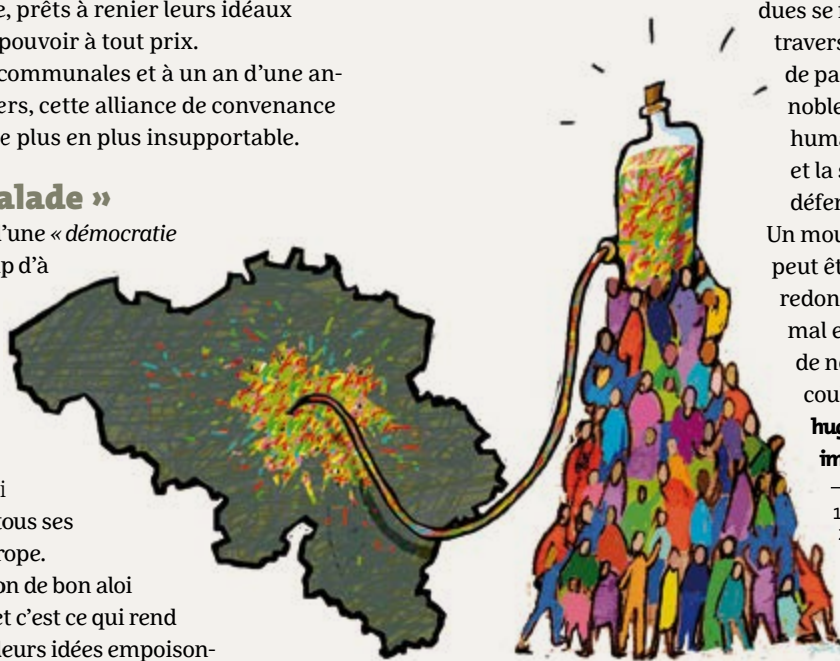
Mais quelque chose de réjouissant est en train d'émerger au royaume de Belgique. Depuis quelques mois, des milliers de citoyens ont décidé d'accueillir des migrants chez eux autour du parc Maximilien (lire en p.14). « Tous ces gens ont trouvé un endroit où se rassembler et faire de la politique. Ils retrouvent le sens physique, matériel, de ce que signifie l'espace démocratique à côté des espaces symboliques, dématérialisés », souligne notre chroniqueur John Pitseys, philosophe au Crisp (lire en p.30).² Des collectifs de magistrats, d'avocats, d'universitaires, d'acteurs culturels et associatifs se mobilisent. Des alliances inattendues se forment. Et une force collective

traverse soudain la société belge de part en part autour de valeurs nobles : l'appartenance au genre humain, la bonté, la bienveillance et la solidarité, mais aussi l'absolue défense de l'Etat de droit.

Un mouvement riche, inattendu et peut être fédérateur à terme, qui redonne soudain à ce patient si mal en point, notre démocratie, de nouvelles et passionnantes couleurs. —

**hugues.dorzee@
imagine-magazine.com**

1. *Le Soir*, 30 janvier 2018.
2. *Le Soir*, 2 janvier 2018



Bures à cuire

Entre la Meuse et la Haute-Marne, l'Etat français et les géants de l'énergie ont nucléarisé toute la région. Avec, au cœur de ce dispositif : un projet de centre d'enfouissement des déchets hautement radioactifs sur lequel le gouvernement devra se prononcer d'ici peu. Reportage à Bure où, depuis vingt ans, opposants à cette « mono-industrie prédatrice » et redoutables nucléocrates se livrent une bataille sans merci.

De là-haut, rien n'échappe au rapide. Le ciel ondoyant et déchiré par les pluies diluviennes qui se sont abattues les jours précédents sur le nord-est de la France. La Saulx voisine brutalement sortie de son lit. La succession de villages déserts et silencieux. Les maisonnettes aux volets clos et les nombreux écriteaux « A vendre ». Un morceau de territoire lorrain enclavé où, à une centaine de kilomètres de là, en 1916, la plus sanglante de toutes les batailles, Verdun, a fait 700 000 victimes. Et puis, ces milliers d'hectares de labours et de bosquets exposés à tous vents, caillouteux et gorgés d'eau, qui jouxtent la départementale 123 que cette buse variable survole majestueusement, traversant une frontière imaginaire entre la Meuse et la Haute-Marne, deux départements désormais unis pour le meilleur et pour le pire face à un même déclin annoncé.

« Pas de cimetièrre nucléaire chez nous ! », « Andra = mafia », « Non à Cigéoland ! » Aucun doute n'est permis, c'est la bonne route. Celle

qui mène à Bure, au laboratoire souterrain de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra). Au cœur du projet Cigéo, un chantier faramineux commencé en 1998 et visant à implanter, dans ce hameau de quatre-vingt deux habitants, un centre industriel de stockage géologique destiné à accueillir, en 2030, tous les déchets hautement radioactifs et à durée de vie longue produits par la filière nucléaire française qui compte aujourd'hui 18 centrales et 59 réacteurs.

Un projet colossal : 83 500 m³ de « cendres » du combustible nucléaire conditionnées dans 260 000 « colis » enfouis à cinq cents mètres de profondeur, dans une couche de roche argileuse vieille de cent soixante millions d'années, dont le coût total est estimé entre 15 et 70 milliards d'euros, selon différentes prévisions.

Au final, 99,9 % de toute la radioactivité du pays serait ainsi concentrée dans une galerie souterraine longue de trois cents kilomètres installée sous les pieds des habitants de Bure, Bonnet, Mandres, Saudron et Ribeaucourt, cinq localités immédiatement touchées par les « seigneurs de l'atome », comme on les baptise ici. Lesquels « seigneurs » ont peu à peu colonisé l'ensemble du territoire sur un rayon de cent kilomètres à la ronde, avec pas moins de trente-quatre projets à l'étude ou en activité, tous liés de près ou de loin à la filière nucléaire (stockage de pièces, tri, logistique, blanchisserie...).

Derrière ceux-ci, on retrouve les géants de l'énergie EDF, Areva, CEA et leurs filiales, et bien entendu l'Etat français. Avec une « nucléarisation forcée » de la Meuse et de la Haute-Marne par une « mono-industrie prédatrice », comme le dénoncent Gaspard d'Allens et Andrea Fuori, les auteurs de *Bure, la bataille du nucléaire*, un récit militant et bien documenté retraçant la rébellion qui « couve ici depuis vingt ans ».

Au fil des années, la région est ainsi devenue le théâtre d'une pièce sidérante où se croisent, s'allient et s'affrontent des acteurs aux intérêts multiples (nucléocrates, élus, riverains, militants...). Entre promesses de développement économique, expérimentations scientifiques, vérités écologiques, marchandage intensif, compromissions politiques et lutte acharnée et collective pour sauver ce petit bout de France appelé à devenir, au mieux, « un désert économique et social », au pire « une poubelle atomique », comme s'en inquiètent les opposants depuis deux décennies.

« La radicalité qui se réinvente ici ne se résume pas à un sursaut de colère, elle dépasse l'enjeu nucléaire et interroge les fondements du système, résumant Gaspard d'Allens et Andrea Fuori. Deux rapports au monde antagonistes se font face. D'un côté, la fuite en avant capitaliste et productiviste, le renforcement autoritaire de l'Etat policier, les massacres écologiques. De l'autre des tentatives enthousiastes et fragiles de se réapproprier collectivement nos existences, d'inventer des manières de vivre, lutter, produire, à la fois contagieuses et hors contrôle. Là où l'Etat et l'économie façonnent le désert, une vie désirable peut éclore. »

“ La radicalité qui se réinvente ici ne se résume pas à un sursaut de colère ”

Gaspard d'Allens, auteur et journaliste



En attendant cette renaissance, les usines ferment, les jeunes s'en vont et les villages se vident. Le prix de l'immobilier chute, celui de la terre agricole flambe et les agriculteurs trinquent. Et parmi les habitants, une rage sourde et contenue monte inexorablement.

Au sommet de la République, les deux ans à venir s'annoncent décisifs. Le président Macron et son ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, vont devoir trancher : accorder à l'Andra son permis d'enfouissement, « la seule solution sûre à long terme pour gérer ces déchets », selon les promoteurs, ou le refuser, comme le réclament à cor et à cri les opposants qui dénoncent une « hérésie environnementale » à très haut risque (fuites, incendie, séisme, explosions...), au coût incalculable et « affectant les générations futures pour des



Quelques-uns des participants à la pétition-photo « Cigéo Bure, je dis non ! » contre le projet d'enfouissement des déchets radioactifs, qui a été signée par plus de 11 400 personnes en France et à l'étranger.



Dans Bure Zone Libre, des activistes mènent une résistance joyeuse, inventive et radicale « contre le nucléaire et son monde ».

milliers d'années ». « Cruel » dilemme pour l'ex-animateur d'Ushuaia qui, le 8 octobre 2016, lors de l'inauguration de la foire bio de Guichen, en Ille-et-Vilaine, avait posé en public avec une pancarte « Cigéo Bure, je dis non ! »...

« Il faut le voir la nuit, super éclairé, on dirait un vaisseau spatial ! », ironise un Buréen, en pointant du doigt le « labo » implanté au milieu d'un étrange *no man's land* situé à la sortie du village : 17 hectares d'installations en surface, deux puits d'accès à une galerie de six cents mètres déjà creusée, le bâtiment d'accueil, un hôtel-restaurant, des locaux administratifs, un espace technologique, mais aussi, une « écothèque » qui abrite, outre un « espace d'informations », les échantillons recueillis par l'Observatoire pérenne de l'environnement mis en place par l'Andra en 2007 et destiné à surveiller l'impact du chantier et du stockage sur l'eau, les sols, la faune et la flore locale.

« Cette écothèque, c'est un pur alibi environnemental !, ricane un activiste de Bure Stop, une des quinze associations mobilisées dans la région. Quand on sait que ces saloperies seront radioactives pendant cent mille ans au moins, parler de 'conservation de la mémoire' ou de 'plan de surveillance', c'est de la foutaise ! »

Entièrement grillagé et surveillé par plusieurs caméras de vigilance, le laboratoire domine outrageusement la rase campagne. Il n'y a pas

âme qui vive dans le périmètre. Et la gendarmerie mobile patrouille en permanence. « Ils sont cesse sur les dents », grogne un voisin. Un déploiement sécuritaire qui, en cette fin janvier maussade, contraste étrangement avec l'allure paisible des lieux.

« Ce labo, on nous l'a imposé d'en haut. On vit avec, mais on aurait préféré un supermarché ou une entreprise qui crée réellement de l'emploi ! » soupire un riverain qui souhaite rester anonyme.

« Vingt ans que ça dure, on en a marre. Ici, tout le monde fout le camp. Quand ces déchets toxiques seront sous terre qui sait ce que nos baraques vaudront encore ? Et nos terrains, ils vont perdre de la valeur. Ce truc, c'est un canard boiteux ! », complète un agriculteur remonté.

Dans le patelin, on ressent un mélange de gêne et de lassitude face à ce projet nucléaire qui « déchaîne toutes les passions », comme le glisse une habitante pressée. Mais, entre le drapeau bleu-blanc-rouge qui flotte sur la mairie, la charmante église Saint Jean-Baptiste du 17^e siècle et son carré militaire honorant « les soldats morts pour la France », on sent peu le vent de la contestation. A moins de suivre le sens de l'éolienne bricolée qui surplombe fièrement une belle bâtisse retapée et flanquée du calicot « Maison de la résistance à la poubelle nucléaire »...

“ On est face à un autoritarisme d'Etat et une stratégie de criminalisation du mouvement ”

Juliette Geoffroy, porte-parole du Cedra



Pour pénétrer cette « base arrière de la lutte », comme l'appellera plus tard « Velours », l'un des activistes, il nous faudra montrer patte blanche. Car la semaine précédente, une cohorte de médias ont débarqué ici quand le gouvernement a annoncé qu'il renonçait au projet d'aéroport à Notre-Dames-des-Landes avec l'idée que la Zone à défendre (ZAD) nantaise allait déménager ses quartiers à Bure. Info ou intox, peu importe, sur la banderole en façade, on peut désormais lire : « Les journalistes, c'est comme l'Andra, on n'en veut pas ! Bisou ».

Après avoir finalement passé deux jours à BZL (pour Bure Zone Libre), dans cet étonnant espace « antiautoritaire et anticapitaliste » développant un « projet de vie collective libérée des rapports de domination et de marchandise », on y découvre les dessous d'une

maison plutôt ouverte et paisible où chacun « s'efforce de trouver sa place », comme nous le confiera Joséphine, l'une des occupantes, laquelle a opté pour un pseudo comme la plupart des cohabitants.

Achetée et rénovée par un couple d'activistes écologiste allemands, le bâtiment est désormais cogéré par une société coopérative financée par des particuliers et par le réseau français Sortir du nucléaire. « Il sert à la fois de lieu de vie, de centre de contre-information et d'antichambre pour la lutte », précise Velours. Ce quartier général « antinuk » est en connexion permanente avec le Bois Lejuc tout proche occupé par Les Hiboux, (lire en p.11), mais aussi l'ancienne gare de Luméville voisine transformée en espace alternatif, et puis tous les « camarades du coin » qui rachètent ou louent des maisons, ouvrent ici une cantine et là un fournil à pain. Le tout en lien étroit avec divers groupements de France et d'ailleurs (No Border, NDL, Action climat, Val Susa...). Une large galaxie où gravitent des anarcho-libertaires, des altermondialistes, des écologistes radicaux et des anti-nucléaires historiques.

Dans la Maison, rien n'est figé, tout est à réinventer. Les uns sont de passage, les autres s'installent. Un jour, une semaine, un an, à chacun son projet du moment. « On est à la fois dans la liberté, la cogestion et l'expérience horizontale », explique Faisan, 26 ans, qui a « flashé sur l'endroit » lors d'un camp organisé par le collectif VMC en 2015.

L'opposition à Cigéo est un moteur, mais la Maison c'est « bien plus que ça ». Pour s'en convaincre, il suffit de voir le chantier participatif en cours dans la cuisine : « Vas-y, tiens bien la planche droite ! », propose un bricoleur avisé. On scie, on peint et on siffle. Et la future cantine collective prend doucement forme.

Dans le jardin détrempe, Romain, venu de Sivens à vélo, s'attaque au potager « en attendant le printemps ». A la « chauffumerie », où ronronne l'imposante chaudière à bois, on refait le monde autour d'un joint. Et, de la grange bric-à-brac au grenier aménagé en vaste dortoir, aucun espace n'est laissé au hasard, avec un atelier vélo, un free shop pour les vêtements, une bibliothèque militante, des toilettes sèches, un coin laverie, un cyber actif...

Le lieu est rudimentaire, foutraque et vivant à la fois. « Et on y mange tous à notre faim », ajoute Faisan en souriant. Grâce à la récupération d'aliments invendus, les dons de sympathisants et les caisses « prix libre », « on fait tourner la marmite ».

“ La fermeture du collège, c'est la goutte de trop ! ”

La colère monte à Montiers-sur-Saulx, un petit village situé juste à côté de Bure : le 14 décembre, le Conseil départemental a entériné la fermeture du collège, avec quatre autres établissements du coin. « C'est un pas de trop vers la désertification de notre région !, s'insurge le maire, Daniel Rhuland. Quand l'Andra est arrivée ici, elle nous a fait miroiter des emplois, du redéveloppement, que du vent ! L'option nucléaire est un échec. Les jeunes s'en vont, nos villages se vident, l'agriculture a pris un coup. A Montiers, nous avions 570 habitants, il en reste à peine 370 ! Il y avait un bureau de poste, plusieurs commerces de proximité, un médecin, deux bars-restaurants. Tout ça a fermé. Et maintenant le collège et ses 94 élèves, c'est une honte. On ne se laissera pas faire ». —

“ Au début, on nous prenait pour des soixant-huitards attardés, les médias locaux étaient contre nous. Petit à petit, on a fait nos preuves ”



Michel Marie, opposant au projet Cigéo

Sans chichis ni horaires, chacun prépare ou picore, du chou rouge, des pois chiches, de la semoule, des pancakes... En attendant « la gravitante » de ce mercredi soir, une sorte de pow wow hebdomadaire où tous les militants de BZL viennent proposer, critiquer ou (se) confronter. Et ce soir, elle sera un peu chaude, la gravitante, avec, à l'ordre du jour, une requête écrite des occupants du Bois Lejuc qui ont décidé de ne plus accepter la presse, lassés de voir « ces cow-boys et leurs foutues caméras », comme balancera l'un d'eux un rien énervé, avant de rejoindre la forêt emmitoufflé dans sa veste de pluie.

Parmi ces néo-Buréens, on croise Zéole arrivée la veille du centre de la France, qui a tout de suite aimé « l'esprit bienveillant » qui règne entre ces murs, et puis Arthur, un jeune venu de Namur « poussé par un copain ».

Il y a aussi Sacha, 26 ans, diplômé en guitare classique, qui a tout planté voici un an et qui a lancé, dans le dernier Hibou express, le bulletin de liaison, un projet d'auto-école alternative. « On a racheté d'occz' une voiture à double

commande pour permettre à ceux qui le veulent de passer leur permis en dehors du privé. »

Bill, lui, était bibliothécaire à Tihonville. Avec la réduction des contrats aidés voulue par Macron, il a perdu son job. Titulaire d'un master en édition, il cherche du boulot. « Entre les coups, je viens militer ici et je me nourris de belles rencontres. »

Habitué des ZAD, des squats et proche des Enfants de Don Quichotte à Paris, Gargamel, c'est 100 % anar, veste militaire et sourire en coin, venu combattre « le nucléaire et son monde ».

Joséphine, elle, bossait dans l'Horeca, elle en a eu marre de ce « système qui enferme. Le travail, l'Etat, le patriarcat, que des carcans ! ». A la Maison, elle se sent « pleinement elle-même, car ici on accepte les nuances, les contradictions, les erreurs et les frottements », tout en reconnaissant que la Maison est « très mâle, blanche, universitaire, et peu mixte ».

En « zone libre », tout n'est pas rose pour autant : « La communauté, la promiscuité, l'absence d'intimité, c'est usant », confie l'un. « On n'a pas tous la même vision de la lutte », enchaîne l'autre. « Il y a aussi de vives tensions », admet un troisième. Contester, oui, mais comment ? Désobéir, pratiquer l'agitprop, saboter, jusqu'où aller dans l'antirépression ? Dans la Maison, les avis divergent. A fortiori ces derniers mois, depuis que la pression policière s'est intensifiée. Avec une surveillance rapprochée des opposants, des contrôles d'identité permanents, plusieurs poursuites judiciaires en cours et cette perquisition, d'une grande brutalité, organisée le 20 septembre dernier. « A six heures du matin, près de deux cent gendarmes ont quadrillé le quartier, défoncé la porte (qui était ouverte !), saisi des PC, des clés USB, des appareils photos. Ils cherchaient à tout prix à nous faire tomber pour l'association »

NUCLÉAIRE

de malfaiteurs'. C'était violent, démesuré et il y a eu plusieurs blessés », dénonce un témoin.

Le 13 février dernier, une quarantaine d'associations ont appelé à manifester devant le tribunal de Bar-le-Duc où se tenait le procès de deux militants. « On est face à un autoritarisme d'Etat et une stratégie de criminalisation du mouvement, dénonce Juliette Geoffroy, porte-parole du Cedra, le collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs. Cette répression lourde et disproportionnée vise à décourager, diviser et discréditer les militants et à détourner l'attention des véritables dangers du nucléaire ! »

« On veut nous épuiser, nous faire peur, casser les énergies et pousser nos jeunes à bout », déplore Jacques Leray, ex-maire de Beurville et opposant historique.

Désormais, beaucoup sont sur leurs gardes. Ils surfent cryptés, désosent leurs portables en réunion et évitent les contrôles intempestifs. Mais cette pression sécuritaire n'empêche pas une lutte assumée et créative « Nous, on contestait, défilait et pétitionnait sagement. Eux, ils sont à la fois plus insoucians et plus réfléchis. Ils travaillent en réseau et au niveau communication, ils sont redoutables. Désormais, toute la France nous regarde enfin ! », se réjouit Michel Labat, militant de la première heure à Mandres-en-Barrois.

« On avait un peu épuisé toutes les formes classiques de lutte, reconnaît volontiers Claude Kaizer, l'ex-maire de Ménil-la-Horgne et membre actif de l'Eodra, l'Association des élus de Lorraine et Champagne-Ardenne opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs. En face, ils nous ont méprisés et ridiculisés comme ces colonisés à qui ont offert de la verroterie pour qu'ils se taisent ! Nous étions franchement épuisés, moins visibles, peu audibles, et ces jeunes nous ont redonné de l'énergie et de l'espoir. Aujourd'hui, le mouvement renaît de ses cendres. »

Vingt ans qu'ils se battent, ces « Bures à cuire », dans une région qui, a priori, s'avère peu propice à la résistance : « L'Etat n'a pas choisi ce coin par hasard. Ils se contrefichaient de la géologie, ils ont opté pour un espace étendu et peu peuplé (30 habitants/km², et 8 à Bure, ndlr), aux confins de deux départements, menacé par le déclin économique, où se pratique l'agriculture intensive et où la conscience écologique est peu développée. Une région qui a toujours été sous les ordres

d'envahisseurs (les Huns, les Vandales, les Goths... et plus tard, après 1789, les maîtres des forges), qui, au fil du temps, a développé une forme de culture de la soumission. Ils se sont dit : ces ploucs ne bougeront pas !, sourit Michel Marie, ex-permanent du Cedra, et fin observateur du dossier. Au début, on nous prenait pour des soixant-huitards attardés, les médias locaux étaient contre nous. Et, petit à petit, on a fait nos preuves. En travaillant nos dossiers. En tablant sur les faits, rien que les faits ! »

“ Nous étions épuisés, moins visibles, peu audibles, les jeunes nous ont redonné de l'énergie et de l'espoir ”

Claude Kaizer, ex-maire de Ménil-la-Horgne



Les opposants se sont entourés d'éminents scientifiques. Ils ont construit une contre-expertise citoyenne démontrant les failles et les risques du chantier Cigéo (incendie, infiltrations d'eau, chocs, attaques terroristes...). Multiplié les recours en justice pour obtenir des pièces administratives cachées ou dénoncer des vices de procédure. Enchaîné les actions chocs (manifestations, pétition de 55 000 signatures réclamant une consultation populaire, sit-in, festival...). Proposé des alternatives énergétiques comme la géothermie. Et attaqué de toutes parts ce projet « immoral, non viable, truffé de problèmes non résolus et insolubles, que l'on va imposer pour des milliers d'années aux générations futures ! », comme le dénonce Claude Kaizer.

« Bure, comme Notre-Dame-des-Landes, sont l'incarnation de ces grands travaux inutiles, dispendieux, désastreux pour l'environnement. On gagnera la bataille en travaillant sur tous les fronts : juridique, scientifique, physique... », estime Juliette, du Cedra. « Notre pire ennemi, c'est le fatalisme », enchaîne Jean-Marie Rimelet, maire de Bonnet de 1995 à 2014, pour qui Cigéo, est « le combat d'une vie et de toutes celles qui viennent après ».

Pendant ce temps, l'Andra a colonisé peu à peu la région. En achetant des centaines d'hectares de terres en direct ou via la Safer, une société foncière semi-publique dont la mission

d'intérêt général consiste en principe à « dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers ». « Ils ont mis la main sur environ 3 000 hectares dans un rayon de soixante kilomètres autour de Bure, mais pour en faire quoi ?, s'interroge Jean-Pierre Simon, un agriculteur en lutte. Pour le projet Cigéo, c'est no limit ! Ils s'accaparent les terres, contrôlent tout le territoire, font commerce avec des élus agriculteurs ou syndicalistes, on baigne en plein conflit d'intérêts. Ils mettent à disposition des parcelles via les fameux contrats d'occupation provisoire et précaire. Les collègues sont pieds poings liés, ils ne peuvent pas contester et pendant ce temps, le prix à l'hectare a doublé en dix ans, et on installe le désert ! »

Les producteurs de déchets radioactifs ont par ailleurs distribué à tour de bras des subventions aux communes des deux départements via les groupements d'intérêt public (GIP) : 36 millions d'euros en 2000, 40 millions en 2005, 60 millions en 2010... Les mairies situées dans un rayon de dix kilomètres autour du site bénéficiant, par ailleurs, d'une dotation de 480 euros par an et par habitant. Sans compter tous les « parrainages » d'activités locales (fêtes, classes de découverte, joggings...) financées par l'Andra (318 000 euros en 2015). « On est entre l'achat de conscience, la corruption légale et le clientélisme organisé ! », dénonce Jacques Leray. « C'est digne d'une république bananière : on distribue de l'argent public pour faire accepter des nuisances ! » s'insurge Claude Kaizer. Avec des villages entièrement remis à neuf (routes, égouttage, éclairage public...), « mais plus personne pour les habiter ». Et des élus déchirés entre accepter ou non cet « accompagnement économique » en des temps de conjoncture difficile... Mais dans les champs lorrains, le vent tourne lentement. Avec deux rapports récents des « gendarmes » français du nucléaire (ASN et ISN) critiquant le projet Cigéo. Les expériences étrangères d'enfouissement qui tournent court (USA et Suède). Et le provisionnement de l'Etat qui s'annonce totalement insuffisant (5 milliards pour un chantier estimé entre 15 et 70 milliards !).

A la « contagion joyeuse » portée par les néo-résistants de Bure Zone Libre se mêle désormais la voix des locaux : « Les gens d'ici se sentent roulés dans la farine, conclut Michel Marie. Ils ne veulent pas que l'on défigure leur région et installe le désert. » Et, en haut de la départementale 123, dans le ciel déchiré de janvier, notre rapace voit monter des champs délavés une force de résistance qui n'est pas prête de retomber. — Hugues Dorzée



Les Hiboux du Bois Lejuc

« Et la forêt, elle est à qui ? Elle est à nous ! » scandent les Hiboux qui, depuis 2016, occupent le Bois Lejuc que l'Agence nucléaire a tenté d'aménager en toute illégalité. Ils ont construit des cabanes et mènent une vie au plus près de la nature.

« **E**t la forêt, elle est à qui ? Elle est à nous ! » Depuis juin 2016, ce cri de ralliement résonne dans le Bois Lejuc, une forêt de 220 hectares, vieille de trois cents ans et propriété de la commune de Mandres-en-Barrois, que l'Andra a acquis et défriché illégalement sur fond de conflits d'intérêts, avant d'être contrainte, par le tribunal, de remettre les lieux en l'état. Elle espérait y installer sa « zone de puits » destinée à ventiler les galeries de déchets nucléaires. Mais c'était sans compter sur la détermination d'une poignée de Hiboux...

Après une occupation de dix-neuf jours, trois jours d'affrontements violents avec la police, une expulsion brutale et forcée, la construction d'un mur « anti-occupation » de six kilomètres (!), plusieurs recours gagnants en justice et la démolition triomphale de ce « Bure de Berlin », le 14 août 2016, par cinq cents marcheurs dans leur bon droit, le Bois Lejuc est devenu le symbole de la lutte locale. « Cette forêt est un bien public, il nous appartient à tous !, tonne Michel Labat, un des opposants. L'Andra a tenté de l'échanger à vil prix, en manipulant les élus, en promettant des recettes fiscales mirobolantes pour la commune. Elle a défriché sans autorisation de 8 à 10 hectares en pleine sève, saccagé cette zone d'intérêts faunistique et floristique. La justice nous a donné raison. Mais le combat n'est pas terminé ! »

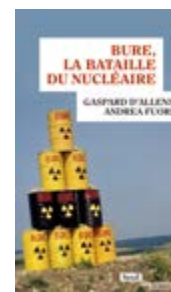
Et les Hiboux ont repris le chemin du Bois Lejuc. En construisant une vingtaine de cabanes perchées ou dissimulées entre les arbres. Chacune porte un nom poétique (Le Drakkar, La Salamandre, La Guêpière...). Deux tours, la Vigie nord et sud, permettent de surveiller le ballet des gendarmes omniprésents. Mais ils n'en ont cure, les Hiboux. Ils vivent à la manière d'Henri

D. Thoreau, dans *Walden ou la vie dans les bois*. Sobrement. Sur le qui-vive. Entre précarité et nature intense. Il y a Laurent, formateur à Paris, ex-militant d'Act Up, qui fait des allers-retours ici. Il aime « l'énergie, la prise de risque, le mode de vie décroissant et les méthodes radicales de désobéissance civique ».

Il y a Justine, 30 ans, qui a plaqué son boulot dans le sport adapté, pour rejoindre Bure. Elle loge çà et là au Bois et « aime ce mélange de silence et de bruits naturels. Les chants d'oiseaux, les traces de vie animale, les odeurs. C'est un autre rapport au temps. Pour se faire un thé, il faut ramasser du bois, allumer un feu, chauffer de l'eau. » Elle rêve d'y construire une cabane et voit cette occupation comme une résistance légitime : « L'homme se croit au sommet des écosystèmes, il saccage tout et manque d'humilité ». Humbles hiboux bien déterminés à sauver ce joli bois des griffes de l'envahisseur nucléaire... — H.Do.

En savoir +

- Les sites des opposants : cedra52.fr, burestop.eu, sortirdunucleaire.fr
- Le site de l'Andra : cigeo.com
- Deux livres : *Bure, la bataille du nucléaire*, Gaspard D'Allens, Andrea Fuori, Seuil / Reporterre, 2017.
- *L'opposition citoyenne au projet Cigéo*, collectif d'auteurs sous la direction de Pierre Ginot, L'Harmattan, 2017



Peerby, des voisins partageurs

Partager des objets dont l'usage est limité plutôt que les acheter ? C'est l'idée de l'initiative Peerby lancée par l'association gantoise WijDelen (Nous partageons), récent lauréat du fonds SE'nSE (Seed Equity & Sustainable Entrepreneurship¹) et qui s'apprête à passer en coopérative. Le principe de ce projet d'économie collaborative est simple. Votre perceuse ne vous sert que trois fois par an ? Vous possédez une tente de cinq personnes, mais vous partez rarement camper ? Vous recevez du monde et vous avez besoin d'une chaise pour enfant, d'un appareil à fondue ou d'une boule à facettes ? Vous vous inscrivez via le site Internet ou l'application Peerby en mentionnant l'objet que vous cherchez. Un message est alors envoyé à l'ensemble des voisins inscrits dans un rayon de 7,5 km maximum. Ceux-ci répondent s'ils sont propriétaires et disposés à prêter l'objet en question. Dans 85 % des cas, c'est bingo !, la tente ou l'extracteur de jus recherché sera rapidement trouvé.

Histoire de ne pas encombrer inutilement sa boîte mail, l'utilisateur peut lui-même déterminer le nombre de demandes quotidiennes qu'il accepte de recevoir. Les réponses positives quant à elles sont mémorisées par le système, qui saura ainsi peu à peu à qui demander ce que vous cherchez. Enfin, chacun peut visualiser sur une carte où habitent ses voisins prêteurs, voir les offres les plus courantes ou consulter les

demandes passées.

L'objectif est évidemment écologique, diminuer les achats et donc la production d'objets, mais aussi social : emprunter ou prêter sa friteuse ou son marteau est également l'occasion de rencontrer ses voisins, d'entamer une conversation, de créer du lien. Lancée au départ aux Pays-Bas, la plateforme Peerby est gratuite, mais une formule payante pour les groupes appelée Peergroups est développée parallèlement. Une entreprise, une association ou même un parc d'activités qui désire encourager les relations sociales entre les employés peut ainsi créer son propre « club » d'échange... — **L.d.H.**

En savoir +

www.peerby.com
peergroups.be

1. « Fonds d'amorçage pour startups durables à portée environnementale élevée », créé par l'entrepreneur Pierre Mottet d'IBA au sein de la Fondation pour les générations futures.



Wooncoop Coopérateurs, propriétaires et locataires

Gand n'échappe pas à la crise du logement. Ici aussi trouver un appartement ou une maison à un prix raisonnable devient difficile, notamment pour les familles monoparentales et les célibataires. Les habitats groupés et autres *cohousing*, dont les habitants ont acheté et construit ensemble un bâtiment où ils partagent ensuite des espaces communs, sont nombreux et le mouvement y est particulièrement vivant. Mais l'investissement financier nécessaire à ce type de projets reste malheureusement souvent assez élevé, et n'ouvre pas nécessairement les portes d'un logement à ceux qui ont peu de moyens ou tout simplement pas envie d'investir.

Wooncoop propose une solution originale, qui permet de contourner ce problème. Cette coopérative acquiert et rénove des bâtiments grâce aux fonds apportés par des investisseurs et des emprunts bancaires, puis les met en location – pour un loyer correct – aux coopérateurs qui le désirent. Ces derniers peuvent y rester à vie ou pour un temps limité, et sont donc à la fois locataires et (un peu) bailleurs. Wooncoop s'occupe de la gestion des biens, comme un propriétaire classique, mais les coopérateurs ont évidemment voix au chapitre. Deux maisons ont déjà été acquises, et les locataires devraient faire leur entrée dans la première en juin prochain.

EnerGent, un concentré d'énergie gantoise



Penby

Ils profiteront en commun d'un jardin (d'hiver et extérieur), d'un salon, d'une cuisine, d'une cave/buanderie.

La maison compte six chambres, avec deux salles de bain et des toilettes en commun, ainsi qu'un petit appartement deux chambres.

En collaboration avec l'association Labland, qui cherche à concevoir des logements durables et innovants, Wooncoop prévoit également la construction d'un ensemble spécifiquement conçu pour les familles monoparentales. — L.d.H.

En savoir +

www.wooncoop.be

Produire sa propre énergie. C'est la volonté d'un groupe de Gantois lorsqu'ils fondent en 2013 EnerGent, une coopérative énergétique. Comme en Allemagne et en Wallonie, ces écocitoyens refusent que les entreprises privatisent l'énergie éolienne.

Ils se lancent alors dans une collaboration avec Eneco qui projette de construire deux éoliennes à Melle, le long de l'autoroute E40. Une fois qu'elles seront en fonction, EnerGent montera à bord à hauteur de 20 % des parts. Actuellement, les permis sont délivrés, mais un recours en justice est encore pendant. La coopérative s'est ensuite déclarée très intéressée par l'acquisition de terrains situés au sud de Gand, à Zwijnaarde, et désignés par les autorités comme zone où des éoliennes pourraient être installées.

Mais le vent n'est pas l'unique cible d'EnerGent. La coopérative s'est en effet attaquée également à l'isolation, avec un premier symbole : un prêt pour installer des doubles vitrages au centre d'art Le Vooruit. Plus conséquent, le projet « wijkwerf » propose de travailler la question des économies d'énergie non plus maison par maison, mais bien au niveau de tout un quartier, en organisant des appels d'offre collectifs et en sélectionnant par le biais d'un jury les entrepreneurs. Avec des prix moins élevés, l'opération de rénovation est simplifiée. L'idée étant de démocratiser ainsi des travaux qui ne sont bien souvent pas accessibles à tous. La coopérative s'attaque aussi aux lieux collectifs, comme les écoles, les théâtres, l'université, avec l'envie de tester la possibilité de les rendre autonomes en énergie ou du moins d'améliorer le rendement de leurs installations – en remboursant ensuite l'investissement grâce aux économies. « Nous pressentons qu'il y a là un moyen d'impliquer des personnes qui sinon ne franchiraient pas le pas », estime-t-on au sein de la coopérative qui est aussi active du côté du solaire.

Elle recherche pour les équiper de panneaux de grands toits, bien orientés, mais organise également avec Gent zonnestad une campagne d'achats groupés dans l'espoir d'augmenter le nombre de panneaux solaires installés dans la ville. Selon ses calculs, environ 40 % de la surface des toits gantois

seraient susceptibles d'en accueillir, or on en est évidemment loin, notamment dans les quartiers où la population est la plus modeste et en aurait le plus besoin. EnerGent tente enfin de convaincre bailleurs et locataires de s'unir pour installer eux aussi leurs panneaux. Afin que le soleil brille vraiment pour tout le monde ! — L.d.H.



Energent

En savoir +
energent.be

Adriana Costa Santo et Mehdi Kassou

Passionnément humains

Elle était étudiante, il bossait dans une boîte de télécoms. En 2015, ils se sont retrouvés autour de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés. Un mouvement de solidarité exceptionnel né autour du parc Maximilien qui a fédéré plusieurs milliers d'habitants à Bruxelles et au-delà.

Veste blanche sur le dos, siglée Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés, ils sont là presque toutes les nuits. Qu'il vente, qu'il pleuve, ils accueillent et répartissent les jeunes Erythréens, Soudanais, Syriens, Guinéens et les autres migrants du parc Maximilien dans les voitures, en route vers un divan ou un lit chaud chez un hébergeur. Et souvent, très tard dans la soirée, ils postent un message sur leur page Facebook : « Il est 0 h 15 et nous sommes là trempés et frigorifiés avec quinze chouettes gars. C'est maintenant le moment de craquer et de faire une belle rencontre d'une nuit ! » Ou un autre, réjoui, le sentiment du travail accompli. « Le parc est vide ! » Mehdi Kassou et Adriana Costa Santos sont les visages de ce mouvement de solidarité exceptionnel né à Bruxelles en 2015 et qui, tous les jours, permet à quelque trois ou quatre cents migrants d'avoir un espace où loger.

Lui a mis son savoir professionnel de communicant au service de la Plateforme. Il tourne de plateau télé en interview radio, administre la page Facebook qui compte plus de 44 000 amis et n'en finit pas d'accueillir des messages. Elle, elle s'occupe de l'équipe des bénévoles, s'assure qu'il y a toujours du monde en première ligne et, surtout, que tous « les gars » soient bien logés. « Quand j'arrive au parc, que je vois trois cents personnes, je me dis que nous n'allons pas y parvenir... Et finalement si, le parc se vide peu à peu, raconte Adriana. Finalement, il y a peu de jours où nous laissons des personnes dehors, ce qui est toujours encourageant pour le lendemain. Mais parfois, c'est terrible : nous leur avons donné de l'espoir, ils ont attendu pendant des heures, et puis ils restent à quelques-uns sur le carreau... »

Ce jour de janvier, nous avons rendez-vous gare du Nord, devant un café. Direction le hub humanitaire mis en place par diverses associations, dans des bureaux situés aux étages de la gare. Quelques mètres à peine à franchir, mais nous sommes sans cesse arrêtés. Ici, tout le monde connaît le couple, veut les saluer, donner des nouvelles ou prendre conseil. Adriana et Mehdi ont

chacun leur smartphone à la main, vous parlent tout en postant un message sur Messenger ou en réagissant à un SMS. Le multi-tâche est de rigueur !

Mehdi a trente-quatre ans. Il est le premier à avoir rejoint la Plateforme en août 2015. « Je rentrais alors de vacances, j'accompagnais à la gare du Nord un ami qui continuait vers les Pays-Bas. J'avais entendu parler des réfugiés du parc Maximilien. Je suis allé voir sur place si je pouvais faire quelque chose et je suis tombé sur un tout petit garçon qui dormait sur une bâche bleue. Il devait avoir l'âge de mon fils. Je me suis assis par terre et j'ai pleuré. »

Un choc, qu'il transforme immédiatement en action : il achète une centaine de tentes, distribuées en quelques minutes, puis cinquante autres, et rejoint le collectif de bénévoles. Il se retrouve un peu par hasard au pôle dispatching avec Hussein Rassin, un réfugié irakien qui deviendra son grand ami.

« Ce qui s'est passé depuis les attentats du 11-Septembre m'a pas mal traumatisé, raconte Mehdi, leurs conséquences, les bouleversements au Moyen-Orient. Là, nous en avons les suites, juste au pied de notre porte... » Très vite, il accueille du monde à la maison : « J'habite près de Mons, je rentrais chez moi, je voyais mon divan vide, le lit de mon fils vide quand il était chez sa mère. Alors que je savais que des gens dormaient au parc. Je suis donc allé en chercher... »

A l'automne, la Plateforme passe du parc Maximilien à un bâtiment en dur situé un peu plus loin. « Au boulot, je pouvais organiser la majeure partie de ma semaine comme je voulais. Du coup je passais là-bas de temps en temps, entre deux réunions. Et puis de longues soirées, c'est devenu mon point de chute en fin de journée. » Mehdi choisit de rester un électron libre. Il aide à gauche et à droite, devient responsable de la page Facebook et organise des événements.

Adriana, elle, est arrivée du Portugal en octobre 2015. Elle vient de terminer son bac en politique internationale, s'est donnée un an pour notamment développer un projet comme bénévole en Colombie. Elle a un mois devant elle et une amie lui parle du parc Maximilien, alors elle vient voir si elle peut être utile. Elle ne repartira plus. « Il y a tant de choses à faire ici ! »

Tout en s'occupant de l'accueil dans les locaux de la Plateforme, elle écrit alors pour un hebdomadaire portugais, *Visão*, transmet les histoires que veulent lui raconter ceux qu'elle rencontre. « Au Portugal nous parlons peu des migrants en tant que personnes. Là j'avais l'opportunité de leur donner une voix et un visage. » Ses articles font du bruit – elle gagnera même le prix du journalisme



Mehdi Kassou et Adriana Costa Santos, deux visages militants de la Plateforme de soutien aux réfugiés qui organise chaque nuit l'accueil de centaines de migrants dans des familles.

Frédéric Moreau de Bellang - www.bellang.be

pour les droits de l'homme. « L'été dernier je suis rentrée au Portugal pour écrire la première partie de mon mémoire sur l'intégration des réfugiés syriens, glisse-t-elle, et j'ai pris conscience combien il était facile d'ignorer ce qu'il se passe là-bas, combien cette crise humanitaire peut être invisible si personne n'est là pour en parler... »

En 2016, la jeune femme, âgée à présent de vingt-trois ans, reprend un master. Elle vit de petits boulots et décide de s'investir dans la gestion des bénévoles. « Je pouvais faire cela depuis chez moi avec quelques tableaux Excel. L'urgence était moins présente, nous étions davantage dans les questions liées à l'intégration. »

Mais ce n'est qu'une trêve. Après l'hiver – et son accueil organisé pour les sans-abri – la Plateforme doit à nouveau faire face à des besoins criants : de la nourriture, des produits de première nécessité...

“Grâce au mouvement, une nouvelle forme de citoyenneté s'est réveillée”

Les volontaires de la Plateforme distribuent alors des sacs de couchage. Mais les interventions policières sont de plus en plus rapprochées. Les bénévoles ramassent régulièrement, des duvets détruits, des sacs et des chaussures laissés à la hâte par des migrants obligés de se sauver. Ils décident alors d'organiser des « morning Maximilien », pour réveiller tout le monde avant l'arrivée de la police. Et organisent des hébergements chez des particuliers pour les femmes et les enfants. « Mais les rafles devenaient de plus en plus violentes, raconte Mehdi, elles intervenaient même dans les files de distribution de nourriture. Alors nous nous sommes dits : pourquoi ne pas tenter d'accueillir tout le monde ? » C'est le début d'une incroyable aventure...

Le premier soir, ils seront quatre. Une semaine plus tard, quatre-vingt-sept... La suite est connue, ils sont aujourd'hui plusieurs centaines chaque soir à passer la nuit « en famille ».

Depuis lors, Adriana et Mehdi n'ont plus arrêté un instant. Ou plutôt si : Adriana a mis son master sur « pause » (« mon téléphone sonnait tout le temps pendant les cours »), Mehdi a quitté son emploi dans une grande boîte de télécom (« la dissonance cognitive était trop grande, ce n'était plus supportable »).

Pour payer son loyer, la jeune femme garde des enfants en journée, en laissant son smartphone de côté. « A ces heures-là je me consacre aux devoirs, à jouer avec eux, c'est une respiration nécessaire. »

Désormais en couple, nos deux militants ont du mal à parler d'autre chose, à s'occuper d'autre chose... « Récemment, nous sommes arrivés en retard à un repas et nos amis nous ont offert un coffret cadeau pour que nous partions en vacances », sourit Adriana. Qui quelquefois s'impose un break, après une nuit plus compliquée que d'autres, où elle s'est sentie énermée, touchée par la fatigue : « Un soir, nous nous sommes vraiment obligés à discuter de sujets différents, nous avons ainsi parlé de mon grand-père, résistant pendant la dictature, et qui milite toujours activement à 85 ans. »

« Quand nous rentrons à quatre heures du matin, nous n'avons pas le temps de réfléchir à des solutions politiques, et c'est dommage. Ce que nous faisons, c'est bien, mais cela ne suffit pas. In fine, il s'agit d'apporter de réelles réponses humaines. Grâce au mouvement, une nouvelle forme de citoyenneté s'est réveillée. Des centaines d'enfants qui ont accueilli des migrants chez eux ont entendu d'autres musiques. Ils savent ce que c'est qu'être un réfugié, ils ont appris où se situe le Soudan ou l'Erythrée. C'est dans cette société-là que je veux élever mes enfants à venir », ajoute Adriana. Avant de repartir gérer d'autres urgences. — **Laure de Hessel**

En savoir +

www.bxlrefugees.be

L'INSTANT POSITIF

La reporter-photographe Pascale Sury s'est lancée dans un « *tour du monde positif* ». Dans chaque numéro d'*Imagine*, elle nous propose une photo et une histoire d'un citoyen en mouvement.

Runa Khan et les oubliés du Bangladesh



Pascale Sury

Quel personnage que cette Runa Khan, une femme musulmane dans un monde d'hommes, à la tête d'une ONG de 1 800 personnes. Quel parcours, je suis vraiment admirative. Depuis 2002, son association Friendship développe des projets humanitaires sur les « chars », ces îles éphémères situées au milieu des grands fleuves du Bangladesh (le Brahmapoutre, le Gange et le Meghna) sur lesquelles sont installées les populations les plus vulnérables du pays. Plus d'un million d'habitants vivent ainsi sans eau courante, sans électricité, sans moyen de transport et privées de toute infrastructure publique. Ils dépendent de l'agriculture et de la pêche. Et leurs maisons et leurs terres agricoles peuvent en quelques jours, voire quelques heures, disparaître sous le coup des inondations liées à la mousson, de l'érosion, de la fonte des glaciers himalayens voisins et des

dérèglements du climat de plus en plus fréquents. Leur existence sur ces « chars » est limitée, une dizaine d'années maximum, avant que le fleuve n'emporte tout, les force à l'exil et qu'ils viennent grossir les rangs des réfugiés climatiques dans un pays qui figure déjà parmi les plus pauvres et les plus peuplés du monde (160 millions d'habitants). Dans cette zone oubliée du Bangladesh, Runa Khan a décidé de pallier les défaillances de l'Etat. Quand elle a découvert l'existence de ces « chars », la jeune femme a pris les devants : « *Je n'avais jamais vu un tel niveau de pauvreté !*, admet la responsable de Friendship. *Vivre dans la pauvreté, c'est possible, mais sans opportunité ni espoir, c'est impossible ! Comment, en tant que Bangladeshi peut-on laisser faire ça ?* » Son ONG a développé un système de soins de santé via des bateaux-hôpitaux, des cliniques itinérantes voguant de char en char et soignant gratuitement 30 à 40 000

personnes chaque année. Elle a également créé des écoles, des centres de formation pour informer les femmes et les rendre plus autonomes. Avec un combat spécifique : la lutte contre les mariages précoces, une pratique très courante dans cette région du Bangladesh.

« *Les femmes sont le moteur du changement dans le monde, m'explique Runa. Si elles sont touchées, alors, je suis touchée. Et je me retrouve pleinement à travers elles. Chaque jour, elles m'épatent. C'est un travail éprouvant, mais quand je vois tout le boulot accompli par les équipes de Friendship et les résultats qui se concrétisent, cela me donne de l'énergie pour continuer à avancer.* » Runa se bat sans relâche pour le respect et la dignité de ces femmes plongées dans une extrême misère. Un combat et un idéal qui forcent l'admiration. —

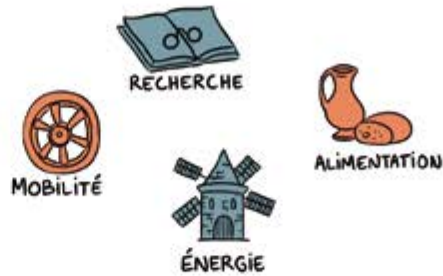
En savoir +
pascalesury.com

LES MÉTAMORPHOSES

Dans chaque numéro, retrouvez le récit graphique inédit de Mathieu Minet dit « la Mine ». Une initiative concrète et innovante en BD.



NON CONTENTE DE TRUSTER LES RANKINGS INTERNATIONAUX, L'UGENT EST PIONNIÈRE DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, NON SEULEMENT SUR LE PLAN DE LA RECHERCHE, MAIS DANS SON ORGANISATION MÊME...



...ET CE, GRÂCE AUX INITIATIVES PORTÉES CES DERNIÈRES ANNÉES PAR LES AUTORITÉS ACADÉMIQUES, LES CHERCHEURS MAIS ÉGALEMENT LES ÉTUDIANTS.

EN 2012, UN PACTE A D'AILLEURS SANCTIONNÉ LA VOLONTÉ DE NOMBREUX ACTEURS DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE DE COORDONNER ET D'ENCOURAGER LES EFFORTS DÉJÀ MENÉS DANS CE DOMAINE.



S'ENSUIT LA FORMATION 1. D'UN GROUPE DE TRAVAIL (TRANSITIE UGENT) CHARGÉ DE RECENSER LES INITIATIVES EXISTANTES ET DE FIXER LES OBJECTIFS COMMUNS EN MATIÈRE DE TRANSITION, ET 2. D'UN AMBITIEUX "THINKTANK" NOMMÉ LE...

DUURZAAMHEIDSKANTOOR

C'EST-À-DIRE LE "BUREAU DE LA DURABILITÉ", CHARGÉ DE CATALYSER LA RÉFLEXION ET L'ACTION DE L'UGENT SUR DIFFÉRENTS ASPECTS DE CE DOMAINE:

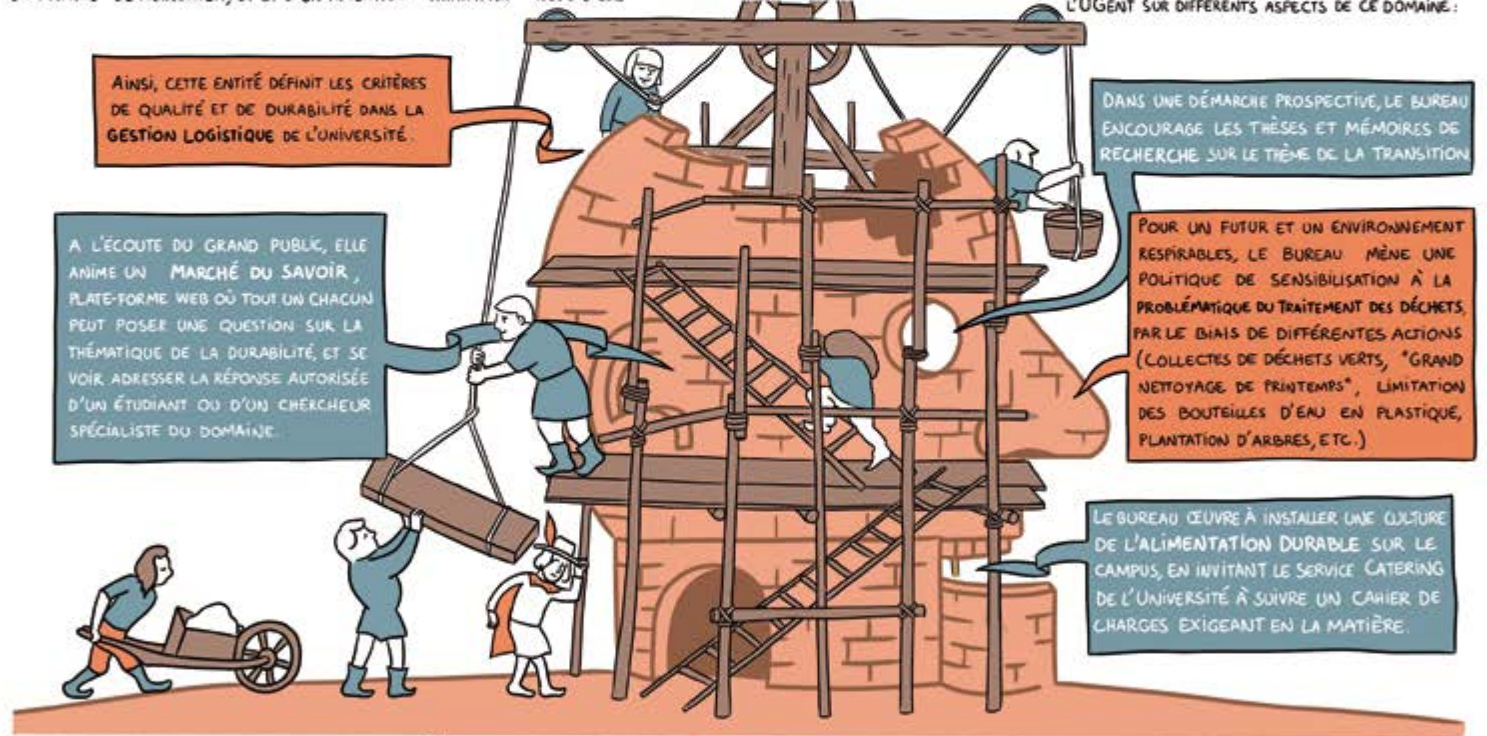
AINSI, CETTE ENTITÉ DÉFINIT LES CRITÈRES DE QUALITÉ ET DE DURABILITÉ DANS LA GESTION LOGISTIQUE DE L'UNIVERSITÉ.

A L'ÉCOUTE DU GRAND PUBLIC, ELLE ANIME UN MARCHÉ DU SAVOIR, PLATE-FORME WEB OÙ TOUT UN CHACUN PEUT POSER UNE QUESTION SUR LA THÉMATIQUE DE LA DURABILITÉ, ET SE VOIR ADRESSER LA RÉPONSE AUTORISÉE D'UN ÉTUDIANT OU D'UN CHERCHEUR SPÉCIALISTE DU DOMAINE.

DANS UNE DÉMARCHÉ PROSPECTIVE, LE BUREAU ENCOURAGE LES THÈSES ET MÉMOIRES DE RECHERCHE SUR LE THÈME DE LA TRANSITION

POUR UN FUTUR ET UN ENVIRONNEMENT RESPIRABLES, LE BUREAU MÈNE UNE POLITIQUE DE SENSIBILISATION À LA PROBLÉMATIQUE DU TRAITEMENT DES DÉCHETS, PAR LE BIAIS DE DIFFÉRENTES ACTIONS (COLLECTES DE DÉCHETS VERTS, "GRAND NETTOYAGE DE PRINTEMPS", LIMITATION DES BOUTEILLES D'EAU EN PLASTIQUE, PLANTATION D'ARBRES, ETC.)

LE BUREAU ŒUVRE À INSTALLER UNE CULTURE DE L'ALIMENTATION DURABLE SUR LE CAMPUS, EN INVITANT LE SERVICE CATERING DE L'UNIVERSITÉ À SUIVRE UN CAHIER DE CHARGES EXIGEANT EN LA MATIÈRE.



Gand, l'histoire d'une métamorphose

L'ancienne capitale des comtes de Flandre a été l'un des berceaux du socialisme belge au 19^e siècle, avant de sombrer dans le déclin. Elle connaît depuis deux décennies un spectaculaire renouveau, qui en fait l'un des laboratoires urbains les plus exaltants en Europe. La société civile se mobilise notamment autour d'un objectif : devenir une ville neutre en carbone en 2050.

La formule surplombe les planches. Elle est inscrite en lettres d'or, juste au-dessus des rideaux rouges, sur toute la largeur de la scène. *Kunst veredelt*. L'art élève. Une profession de foi prométhéenne pour ce qui était jadis la cathédrale du socialisme gantois. Aujourd'hui, cette règle d'or continue d'interpeller les spectateurs qui assistent, dans la salle du théâtre du Vooruit, à des spectacles contemporains. Le Vooruit a cessé d'être un catalyseur de luttes ouvrières. Reconverti en lieu culturel dynamique, il reste néanmoins fidèle à sa vocation initiale : l'émancipation par la culture, la convivialité par-delà les barrières sociales. Au rez-de-chaussée, un vaste café-restaurant donne sur la rue. A travers les fenêtres, on observe le va-et-vient des étudiants de l'université voisine. Un ciel bleu délavé, blanchi par l'hiver, propage une lumière finissante. On vient au Vooruit à toute heure de la journée, pour boire une soupe roborative, une Westmalle ou un cappuccino, dans une ambiance décontractée. La carte affiche un large choix de plats végétariens ; toutes les viandes sont bio. « Nous sélectionnons des ingrédients socialement responsables, écologiques et issus du commerce équitable », proclame un écriteau au-dessus du vénérable bar, tout en bois et en marbre.

Ici même, il y a un siècle, se pressaient ouvriers du textile, cordonniers, cheminots et avocats, tous rassemblés pour la cause du peuple. Le bâtiment est né de la volonté farouche d'Edouard Anseele, l'homme fort du socialisme gantois, fondateur dès 1880 de la coopérative de boulangerie *Vooruit* (en avant), premier modèle du genre en Belgique. Anseele voulait que la gauche se dote d'un édifice de prestige pour l'exposition universelle de 1913, afin de promouvoir l'idée de coopération culturelle auprès des visiteurs attendus à Gand. Il en résulta un bâtiment labyrinthique, d'un gigantisme babylonien : 360 pièces au total, toilettes comprises. « *Le Vooruit est vraiment un endroit hallucinant, hors de proportions* », s'enthousiasme Franky Devos, son actuel directeur.

**“Le Vooruit est vraiment un
endroit hallucinant, hors de
proportions”**

Francky Devos, directeur

Chaque année, en décembre, le Vooruit continue d'organiser un « festival de l'égalité ». Tous les mois, les soirées *Uitgelezen* reçoivent le gratin des lettres néerlandaises pour des lectures publiques et des débats. Les concerts se tiennent au sous-sol, dans une salle aux murs crème et saumon, d'une capacité de onze cents places debout. On y descend par un large escalier aux carrelages mouchetés, comme dans la piscine de notre enfance. L'arrière de la salle donne sur un canal. La lumière du jour se faufile à travers des vitraux à l'esthétique travailliste, glorifiant la vie ouvrière. Une signature y est apposée : « *Ateliers Lebrun, Gand, 1914* ».

Ce témoin monumental de l'histoire sociale belge a bien failli disparaître. A partir des années 1950, l'essor économique de la Flandre, la concurrence nouvelle de la télévision, couplées à la perte d'influence du pilier socialiste, n'ont cessé de faire chuter la fréquentation du Vooruit. La revente du bâtiment, voire sa destruction, s'est peu à peu imposée comme inéluctable. Fin des années 1970, des plans prévoyaient même de transformer en garage cet espace stratégique en plein centre-ville. Le lieu ne dut son salut qu'à la détermination d'une poignée de jeunes Gantois. « *Au début des années 1980, il y avait beaucoup de chômage à Gand, rembobine Franky Devos. Beaucoup de gens cultivés, qui avaient fait des études supérieures, ne trouvaient pas de boulot. Par contre, ils avaient du* »





*Gand nourrit
l'ambition de
devenir la ville
au monde la plus
hospitalière pour
les enfants.*

► temps. Certains d'entre eux se sont dit : allez, on ne peut pas laisser cet endroit unique à l'abandon. Et ils se sont retroussé les manches pour sauver le Vooruit. »

Reconverti en centre culturel en 1982, le lieu va reconquérir peu à peu sa force d'attraction d'antan. « Ce qu'on n'a jamais perdu, c'est la complicité avec la ville, commente Franky Devos. Le Vooruit, c'est Gand ! Par le passé, j'ai dirigé des centres culturels à Courtrai et à Amsterdam, j'ai toujours cherché la connexion avec la ville. Ici, pas de problème : au Vooruit, nous sommes la ville, en quelque sorte. » Une ville en pleine mutation, néanmoins. Environ 45 % des Gantois de moins de cinquante ans ont des racines étrangères. Dans dix ans, on estime que Gand sera une *majority-minority city*, c'est-à-dire une ville où la majorité des habitants seront issus des minorités. « Ici, à 17 heures, le café grouille de monde. Vous rencontrez des Blancs, universitaires, cultivés... Cela ne reflète évidemment pas l'actuelle diversité gantoise. Le Vooruit est une maison du peuple. Mais quelle est le sens d'une maison du peuple en 2018 ? On doit s'interroger, se remettre en question. »

Il fallait ce long détour par le Vooruit pour comprendre tout ce qui fonde la singularité gantoise : un esprit contestataire enraciné dans une tradition ancienne, une créativité souvent venue des habitants eux-mêmes, un renouveau spectaculaire au terme d'une longue traversée du désert, mais aussi des tiraillements au sujet d'un avenir proche.

Quatrième ville de Belgique (après Bruxelles, Anvers et Liège), l'agglomération gantoise englobe 450 000 habitants, dont 255 000 sur le territoire de la commune de Gand elle-même. Elle a vu naître ces dernières années une myriade d'initiatives novatrices, dans des domaines variés : protection de l'environnement, stimulation des communs, mobilité, énergie, aide sociale, alimentation, accueil des réfugiés, culture, économie solidaire, protection des enfants... A tel point que de nombreux observateurs considèrent à présent Gand comme l'un des laboratoires les plus aboutis en Europe en matière de transition écologique.

En 2015, Gand figurait parmi les cinq lauréates du concours « Global earth hour capital », lancé par le WWF, afin de distinguer les villes au monde qui ont le mieux pris en compte la question climatique. Ce prix saluait l'ambition gantoise de devenir à l'horizon 2050 une ville neutre en carbone, mais surtout les initiatives concrètes déjà prises en ce sens par l'administration, les entreprises, les associations, les écoles, l'université, toutes unies sous la bannière « alliance gantoise pour le climat ».

“La mobilité est un combat qui consiste en résumé à choisir entre des places de parking et des aires de jeu pour les enfants”

Elke Decruynaere, échevine

Le Vooruit, ancien temple de la classe ouvrière, a été sauvé de la démolition au début des années 1980, grâce l'action d'une poignée de jeunes Gantois.



Par ailleurs, la Ville a développé une politique unique en Belgique d'occupation provisoire des lieux : dès qu'un bâtiment est vide, tout est fait pour lui donner une utilité temporaire, par exemple au bénéfice d'une association, en attendant sa nouvelle affectation.

L'ancienne capitale des comtes de Flandres a aussi été pionnière en lançant, en 2009, les « jeudis végétariens ». Le concept, proposé par l'association Eva et repris par la majorité locale (socialiste-libérale à l'époque), consiste à proscrire la viande de toutes les cantines scolaires et cafétérias publiques un jour par semaine. L'idée avait suscité l'intérêt, à l'époque, de la presse anglaise et allemande. Elle a depuis lors essaimé dans plusieurs villes belges. Tout aussi remarquable : le projet *Leefstraat* (rue de la Vie), lancé en 2013 par Lab van Troje, une association qui sème à travers la ville des expériences avant-gardistes, pour montrer qu'un changement structurel est non seulement souhaitable, mais aussi possible. Avec *Leefstraat*, l'idée était de transformer radicalement la physionomie d'une rue, en laissant aux habitants carte blanche pour concevoir leur rue rêvée. Pendant une durée d'un à deux mois, ceux-ci avaient la liberté de tout inventer pour diminuer la pression automobile, créer de nouveaux espaces de rencontre et resserrer les liens du voisinage. Un mélange de spontanéité et de travail méthodique, qui a rendu cette initiative, elle aussi, tout à fait unique en Belgique. Le cycle *Leefstraat* s'est achevé en décembre dernier, après cinq ans d'expérimentations parfois décoiffantes, qui auront changé la vie de cinquante-et-une rues au total. Place maintenant à de nouvelles idées.

De toute cette effervescence, il faut sans doute retenir un changement emblématique : le nouveau plan de circulation mis en place par la Ville le 3 avril 2017. Celui-ci divise la ville en sept zones : le centre et six quartiers périphériques. A l'intérieur de chaque zone, il reste possible de circuler assez librement en voiture.

“Notre société doit changer”

Christina Vandekerckhove, réalisatrice

Le Rabot est le quartier le plus pauvre de Gand. Dans les années 1970, trois blocs d'habitations sociales y ont été construits. Elles sont à présent vouées à la démolition. La cinéaste Christina Vandekerckhove a passé trois ans auprès de leurs habitants. Son documentaire, *Rabot*, a été le lauréat surprise du prix du public au dernier Festival du film de Gand. Il donne des visages à la pauvreté dans l'une des régions les plus riches du monde.

“ Les tours de Rabot ressemblent à un village en hauteur. Naturellement, c'est un miroir de la société. Chacun y vit dans son petit appartement, replié sur lui-même. Ces gens ont été mis de côté, rejetés à la marge de la ville, et en un sens, ça arrangeait tout le monde. Pourtant, ils sont bel et bien une partie de notre société.

De tels blocs existent partout. Ce n'est pas une histoire gantoise, c'est une histoire universelle. C'est une tour de ce genre qui a brûlé à Londres en juin 2017, faisant plus de septante victimes.

Ce qui m'importait le plus, c'était de laisser aux habitants leur dignité. Beaucoup sont venus à l'avant-première, au festival du film de Gand. Il était essentiel à mes yeux qu'ils puissent se

reconnaître dans le film. Cela amenait logiquement la question : faut-il tout montrer ? Non, bien sûr. Il y a énormément de racisme parmi les habitants de ces tours, *Rabot* témoigne de cette réalité, mais ça n'avait aucun sens de laisser ces paroles-là envahir tout le film. Il faut doser. J'ai filmé ce que je voulais raconter. Si l'évier est rempli de vaisselle sale, si des restes de nourriture jonchent la table, je ne le filme pas. Ce serait du sensationnalisme.

On sait aujourd'hui que cette conception du logement, où on empile la pauvreté, sans balcon, sans verdure, ça ne marche pas. Les habitants y sont enfermés comme des oiseaux dans une volière, comme le dit l'un des personnages du film. On doit imaginer une autre manière de concevoir le logement social. Mais c'est un avis que j'exprime en tant que citoyenne, pas comme cinéaste.

Je pense que nous devons réellement nous sentir honteux qu'une réalité comme celle-là existe en Flandre, en 2018. Je laisse le spectateur formuler lui-même ce jugement. Je n'impose rien, j'instille juste la réflexion. Je ne suis pas sociologue ni politologue. Je n'ai pas voulu produire un tract vidéo. Mais honnêtement, si je regarde moi-même mon film, je trouve que cette réalité doit nous inspirer de la honte. La société doit changer, nous devons changer. Après avoir vu ce film, on doit agir, on ne peut pas rester passif. » —



Bas Boghearts

A la différence de Fribourg ou Copenhague, Gand n'a pas souhaité instaurer une politique anti-voitures systématique. En revanche, le trafic de transit par le centre-ville est désormais prohibé.

Plus spectaculaire : le passage direct d'une zone à l'autre a été rendu impossible. Entre les six quartiers, les parois sont à présent étanches. Si l'on veut passer de l'un à l'autre, il faut sortir de sa zone, emprunter la périphérique qui ceinture la ville, et rentrer ensuite dans le quartier de son choix. Le système implique parfois plusieurs kilomètres de détour pour rallier des points seulement distants de quelques centaines de mètres. Mais la convivialité retrouvée est à ce prix, tout comme l'ambition de réduire sérieusement les émissions de gaz à effet de serre, et l'espoir de voir les maladies respiratoires enfin refluer.

Ce plan de circulation est aussi motivé par la volonté de faire de Gand la ville de Belgique, voire du monde, la plus hospitalière pour les enfants. Dans une lecture renouvelée de la lutte des

classes, Elke Decruynaere, l'échevine écologiste de l'Enseignement et de la Jeunesse, 36 ans, expliquait récemment que toute gestion urbaine implique un arbitrage entre deux groupes antagonistes : les usagers de la ville (ceux qui y viennent pour acheter ou travailler) et les habitants. « Par conséquent, la mobilité est un combat, qui consiste en résumé à choisir entre des places de parking et des aires de jeu pour les enfants », déclarait-elle.

La Ville a notamment été confortée dans son choix par une enquête menée auprès des enfants gantois. « Nous leur avons demandé ce qu'ils voulaient, explique l'échevine, et leur première réponse était moins de trafic, moins de voitures. C'est une demande aussi émise par certains adultes, mais pour les enfants, c'est vraiment la priorité numéro 1 : des endroits plus sûrs pour marcher et rouler à vélo. La deuxième demande la plus fréquente était plus d'espaces verts, et en troisième, davantage d'aires de jeu. » La Ville en a tiré des conclusions pratiques. Inspirée par une mesure déjà testée à

Washington, aux Etats-Unis, elle a disposé dans différents quartiers des modules de jeu pour les petits. Les autorités gantoises se sont entre-temps attaquées à un chantier d'ampleur, qui n'en est encore qu'à ses balbutiements : convertir toutes les cours de récréation en espaces verts, et laisser ceux-ci ouverts aux enfants en dehors des heures scolaires et pendant les vacances. Mais là encore, l'audace n'est pas née de rien. Le changement radical n'a été possible que parce qu'il s'inscrivait dans une certaine lignée. En 1997, le bourgmestre socialiste Frank Beke avait imposé un plan révolutionnaire pour l'époque, en rendant piétonnières de larges portions du centre-ville. Cela lui avait valu une bronca d'enfer, l'hostilité générale des commerçants, et même des menaces de mort jugées suffisamment sérieuses pour lui imposer le port d'un gilet pare-balles pendant plusieurs semaines. Frank Beke, cependant, avait tenu bon.

“Jusque dans les années 1980, Gand était une ville très sombre, sordide même”

Pascal Verbeken, journaliste

Vingt ans plus tard, le plan de circulation concocté par la coalition socialiste-libérale-écologiste a de nouveau provoqué un déferlement de réactions courroucées dans les journaux flamands. « Le sujet est devenu très explosif, témoigne l'ancien journaliste Jackie Dewaele. L'autre jour, à la baraque à frites, j'ai même vu deux clients en venir quasiment aux mains parce qu'ils n'étaient pas d'accord sur la question. » Mais à l'image de son prédécesseur, l'actuel bourgmestre Daniel Termont a choisi de ne pas transiger. Et curieusement, après plusieurs mois d'application du nouveau plan, l'opposition (incarnée par les nationalistes flamands de la N-VA, les chrétiens-démocrates du CD&V et l'extrême droite du Vlaams Belang) a déjà laissé entendre qu'en cas de changement de majorité, elle ne reviendrait pas en arrière. Un consensus absolu semble régner à Gand sur le fait que le vélo et les transports en commun représentent l'avenir de la mobilité. Le contraste est frappant avec la réalité observée dans les quatre autres grandes villes belges – Bruxelles, Anvers, Liège et Charleroi.

Faute de pouvoir contester la nature même du plan, l'opposition cible ses modalités d'application : l'essentiel du débat local tourne dès lors autour des « conditions préalables » qu'il aurait idéalement fallu remplir avant de lancer une opération d'une telle envergure – notamment en ce qui concerne la création de nouvelles lignes de bus et de tram, ainsi que de parkings de délestage. Lors d'un débat public, début février, l'échevine Elke Decruynaere a coupé court à ces spéculations : « Doit-on attendre que toutes les conditions préalables soient réunies pour avancer ? Désolé, mais on n'a tout simplement pas le temps. »

L'attitude dénote un côté fonceur, typiquement gantois. « On observe à Gand un plus grand consensus des élites que dans les autres villes belges, analyse le journaliste et écrivain Pascal Verbeken. Pourquoi est-ce la seule ville du pays à s'être dotée d'un nouveau stade

Bercée entre la Lys et l'Escaut, Gand et ses canaux forment une ville paisible et attachante.



Bas Bogjaerts

de football ? Parce que tous les décisionnaires se connaissent, ils sont en place et se côtoient depuis des décennies. Ils peuvent faire avancer les choses. Le plan de circulation découle de la même logique : ils ont décidé, ils avancent ! » Cette mentalité gantoise du « ons kent ons » (tout le monde se connaît) favorise les petits arrangements entre amis et les tractations occultes. Elle a aussi le mérite de permettre à des projets ambitieux de se concrétiser. « L'opposition à Gand est extrêmement faible, reprend Pascal Verbeken. Jusqu'à présent, le pouvoir gantois, ça a été un bloc. Quand on compare avec Bruxelles, où tout le monde tire sur tout le monde, la différence est frappante. Les échevins gantois, on peut aimer ou pas leur action, mais on doit reconnaître que ce sont des personnes de qualité. Ils ont une vision assez claire, et l'audace de faire bouger les choses. »

Le fil rouge de la métamorphose gantoise réside sans doute dans une complémentarité hors du commun entre impulsions venues du haut et du bas, entre courage politique et participation citoyenne. Pour l'expliquer, certains intellectuels remontent jusqu'au 16^e siècle. La ville comptait alors plusieurs échevins issus des corporations, c'est-à-dire chargé de représenter les travailleurs. Une façon d'exercer le pouvoir exceptionnelle dans la Flandre de l'époque... jusqu'à ce que Charles-Quint, pourtant né à Gand, n'y mette un terme.

Plus tard, aux premières heures du 19^e siècle, un industriel gantois, Lieven Bauwens, défie le blocus décrété par Napoléon. L'importation illégale de machines anglaises contribue au boom des usines textiles dans le centre-ville. En parallèle, se développe une industrie métallurgique. Cette mutation brutale du paysage urbain entraînera, de façon presque automatique, l'essor du socialisme gantois. Mais celui-ci mettra du temps à s'organiser. C'est en 1840 que naît à Gand le tout premier syndicat (apolitique) de Belgique : la Fraternité des tisserands.

Si Gand a été un bastion des partis et des syndicats ouvriers, c'est surtout le succès des coopératives qui y a été marquant. « Celles-ci comptaient plus d'affiliés qu'à Liège ou Charleroi, rappelle l'historien Donald Weber. Des différentes villes belges, le mouvement socialiste comptait à Gand le plus grand nombre d'adhérents, mais pas le plus grand nombre d'électeurs, car le système

PAROLES DE GANTOIS

“Chacun est le bienvenu à l’abbaye”

John Vandaele, journaliste à MO

John Vandaele, journaliste au magazine Mo, est le responsable d’un collectif de bénévoles qui s’est mobilisé pour ouvrir au public l’abbaye Saint-Bavon, dont les vestiges abritent notamment la plus ancienne fresque murale de Flandre. Ce projet constitue l’un des multiples communs qui ont fleuri à Gand : un groupe de citoyens qui s’organisent pour gérer ensemble un bien matériel ou immatériel.

Plusieurs couches d’histoire se superposent sur ce site. Une première abbaye en bois a été édifée en 630, puis détruite par les Vikings. Une nouvelle abbaye a été construite vers l’an 1000, avec des pierres amenées depuis Tournai par de petits bateaux, via l’Escaut, alors très méandreux. Celle-ci a été rasée par Charles-Quint, qui y a bâti à la place un château fort pour les troupes espagnoles.



Bas Boghearts

En 2003, la ville de Gand a fermé l’abbaye au public, pour des raisons budgétaires. Alors, avec un groupe de voisins, on s’est réunis pour demander au directeur du service du patrimoine de nous permettre d’organiser nous-mêmes des visites le dimanche après-midi. A notre grande surprise, il a tout de suite été d’accord. Il venait même le samedi matin aux réunions du collectif : c’était un fonctionnaire très motivé, qui y croyait. Le service participation citoyenne de la Ville nous a également aidés, en fournissant un appui logistique. L’administration communale a pour sa part mis un local à notre disposition pour les réunions. Notre première activité a eu lieu à Pâques, en 2007 : une chasse aux œufs parmi les ruines de l’abbaye. Cela a été un franc succès. C’était une façon d’envoyer un message au quartier : chacun est le bienvenu dans ce collectif, ce n’est pas réservé aux chrétiens ou aux maniaques de l’histoire médiévale. D’ailleurs, la plupart des membres du collectif ne sont pas croyants, mais on apprécie l’esprit particulier de ce lieu.

La première année, chaque vendredi soir, on allait chercher les clés de l’abbaye à l’hôtel de ville, et on allait les rendre le lundi matin. Mais après un an, le directeur du patrimoine m’a dit : vous pouvez garder les clés. La confiance était là. Par la suite, on a installé des ruches sur le site de l’abbaye. On produit aussi du jus de poires, on a créé une coopérative d’énergie renouvelable (*lire p. 13*). On a même rénové la porte fortifiée des anciens abattoirs tout proches pour en faire un café, l’auberge Macharius. On a un projet de potager collectif. Quand on s’est réunis avec les voisins de l’abbaye, on n’aurait jamais pensé que ça allait prendre de telles proportions. » —

« censitaire pénalisait les ouvriers gantois, trop pauvres pour pouvoir voter. Edouard Anseele, le premier socialiste flamand à être entré à la Chambre, a d’abord été député de la circonscription de Liège, où il s’est présenté et a été élu grâce au soutien d’une bourgeoisie progressiste. »

Gand a par ailleurs été l’un des creusets de la gauche chrétienne. La coopérative Het Volk, qui donnera ensuite naissance au journal du même nom, est née dans la ville où confluent la Lys et l’Escaut. « A l’origine, le mouvement ouvrier chrétien se profilait avant tout comme antisocialiste, indique Donald Weber, chercheur à l’Institut Amsab Il était dès lors logique que celui-ci cherche à s’enraciner à Gand, pour y contrer l’influence socialiste qui y était si forte. »

« Un chiffre en dit long : avant 1914, plus de 50 % des membres flamands du Parti ouvrier belge (POB) étaient gantois », souligne Joost Vandommele. Auteur d’une somme richement illustrée

sur l’histoire ouvrière de la ville¹, celui-ci rappelle que la coopérative « Le Progrès », à Jolimont, près de La Louvière, la plus grande de Wallonie, a été créée en 1886 en s’inspirant du modèle gantois. Le compositeur de L’Internationale, Pierre De Geyter, était également originaire de Gand. Issu d’une famille d’ouvriers du textile, il quittera très jeune sa ville natale pour s’installer à Lille, dans le nord de la France. « Lors de la scission entre socialistes et communistes, De Geyter a choisi les seconds, ce qui explique pourquoi il a été relégué aux oubliettes. Le POB, puis le PS, ont très peu honoré sa mémoire. »

Après la Seconde Guerre Mondiale, l’effondrement de l’industrie textile plonge la ville dans le déclin. Le chômage atteint, dans les anciens quartiers ouvriers, des chiffres affolants. Une atmosphère d’abandon s’empare des venelles médiévales, les quais qui bordent la Lys baignent jour et nuit dans une grisaille lugubre. « Jusque dans les années 1980, Gand était une ville très

Le fil rouge du renouveau gantois réside dans une complémentarité hors du commun entre courage politique et participation citoyenne.



Bas Bogaerts

- *sombre, sordide même, insiste Pascal Verbeken. C'était d'ailleurs l'image qu'elle véhiculait dans la littérature flamande, chez des auteurs comme Jean Ray et Karel van de Woestijne.* »

“Les jeunes venaient de France, de Suède, d'Allemagne, pour passer trois jours dans les clubs gantois”

Jackie Dewaele, ex-animateur radio

Le renouveau va s'amorcer autour d'un événement particulier : les Gentse Feesten (les fêtes de Gand). Cette kermesse géante, née au milieu du 19^e siècle, était tombée en désuétude. Elle va connaître une seconde jeunesse grâce à Walter De Buck, artiste atypique, à la fois peintre, sculpteur et chansonnier. Celui-ci commence par réunir quelques compères au café Het Trefpunt : on y entonne des chants traditionnels flamands, dans une veine anarchisante. En 1969, il donne le coup d'envoi des nouvelles Gentse Feesten. C'est un mélange unique de liesse populaire, de programme culturel pointu, de théâtre de rue et de débats politiques, bien dans l'esprit contestataire de l'époque. Le pouvoir communal ne fait rien pour soutenir l'événement. Au contraire, les édiles se méfient de ce rassemblement de hippies et de gauchistes. Mais les années passent et le succès des Gentse Feesten s'amplifie, au point de compter bientôt parmi les fêtes de masse les plus importantes d'Europe.

Bas Bogaerts



Le revival des Gentse Feesten s'accompagne d'un intense bouillonnement culturel. La scène musicale gantoise, en particulier, va s'affirmer comme l'une des plus intéressantes du continent. Jackie Dewaele, ex-animateur de la radio publique et acteur de séries télé, mieux connu sous le pseudonyme de Zaki, détaille l'écllosion du phénomène. Pour comprendre, dit-il, il faut se souvenir de ce qu'était Gand dans son enfance. Au collège Saint-Amand, où il était inscrit, les journées commençaient invariablement par une messe en latin dans la chapelle de l'école. « C'était une atmosphère à la Harry Potter, avec des bougies, des chants victoriens et une chorale d'enfants. Il y avait une barrière sociale terrible entre le centre-ville bourgeois, encore largement francophone, et les quartiers ouvriers, où l'on apercevait toujours les séquelles de la guerre, notamment le bombardement de la zone portuaire. »

Le visage de la Flandre a ensuite radicalement changé, en très peu de temps, avec le développement de tout un faisceau de PME. Et ce n'est peut-être pas un hasard, si parallèlement à cet éveil économique, la Flandre est devenue l'une des régions du monde avec la plus grande culture rock, et avec la plus grande concentration de festivals musicaux. « 'Imagine', de Lennon... 'The times they are a-changing', de Dylan... Ces chansons correspondaient parfaitement à l'état d'esprit de la Flandre des années 1970, où les temps étaient aussi en train de changer, où l'on pouvait tout imaginer. Je crois que je n'exagère pas si je dis que dans chaque rue de Gand, il y avait alors un groupe de rock. Ensuite, dans les années 1980, la ville est devenue une sorte de capitale de la dance, de la newbeat, de toutes les musiques électroniques. Les jeunes venaient de France, de Suède, d'Allemagne, pour passer trois jours dans les clubs gantois. »

Cette frénésie de musique se reflète parfaitement dans le film *Belgica*, du réalisateur gantois Felix Van Groeningen, sorti en 2016. Celui-ci relate l'aventure de deux frères bien décidés à transformer un vieux bistrot de quartier en une salle de concerts attractive, dans un esprit de débrouillardise et d'anticonformisme. La bande originale est signée par le duo Soulwax, formé notamment par David et Stephen Dewaele, qui ne sont autres que les fils de Zaki. Pour le générique de *Belgica*, Soulwax a remixé des sons de la fanfare De Vieze Gasten, née dans le quartier populaire de la Brugsepoort, et invitée vedette de chaque édition des Gentse Feesten. La boucle est bouclée.

“On fait tomber les œillères”

Farah Laporte, Refu Interim

Farah Laporte est la responsable de Refu Interim, un projet unique en Belgique, qui met en relation plus de cent cinquante migrants (originaires de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, du Soudan...) et soixante associations gantoises à la recherche de bénévoles.

“ Refu Interim s'adresse à tous ceux qu'on appelle les nouveaux venus, donc à la fois les demandeurs d'asile en cours de procédure, les réfugiés reconnus et les migrants intra-européens. On leur propose de travailler comme bénévoles. C'est une façon pour eux de découvrir la ville, de rencontrer des gens, d'apprendre le néerlandais.

L'idée est née au sein de l'association CirQ, qui réunit plus de cent artistes pour produire chaque année un spectacle aux Gentse Feesten, avec un message sociétal, sur un mode humoristique. En 2016, ces artistes se sont dit qu'ils ne voulaient pas d'un spectacle sur les migrants, mais avec les migrants. Ils se sont rendus dans les centres d'accueil de toute la province, pour expliquer aux résidents ce qu'étaient les Gentse Feesten, et les inviter à participer au spectacle. On a par la suite mené des sortes d'entretiens d'embauche avec les candidats, et sur la base de ces entretiens, on les a

répartis en différents groupes : les artistes, le bar, le support technique...

Je suis originaire de la périphérie bruxelloise. Quand je suis arrivée, il y a quinze ans, j'ai travaillé aux Gentse Feesten, c'est le meilleur moyen pour découvrir la ville. En 2016, pendant les dix jours du festival, les migrants ont côtoyé les bénévoles belges, cela a créé un lien très fort. Ils ont pu élargir leur réseau. Certains ont pu trouver un logement dans la foulée. D'autres ont rencontré l'amour. Le projet Refu Interim est né de l'envie de prolonger l'expérience des Gentse Feesten. Les migrants volontaires travaillent ainsi pour différentes associations culturelles qui ont besoin de bénévoles. Cela fait tomber des

œillères : assez vite, les responsables d'associations se rendent compte que ce n'est pas si compliqué de travailler avec des réfugiés. En 2018, on va étendre le projet aux clubs de sport et aux mouvements de jeunesse. Les migrants sont des survivants, ils ont beaucoup de capacités, beaucoup de talent. Nos locaux sont installés sur un ancien dock du port de Gand. C'est une occupation provisoire. Dans deux ans, tout cet espace aura disparu : la Ville prévoit d'y construire un nouveau quartier. En attendant, ce lieu est une des clés du succès de Refu Interim. On a de l'espace pour nos activités. Avec un bureau étroit dans le centre-ville, le projet n'aurait pas marché de la même manière. » —

Ce rapport étroit et passionnel à la musique vaut à la ville de Gand d'avoir reçu de l'Unesco le titre de ville musicale créative, que ne possèdent que vingt-huit villes au monde (Séville, Liverpool, Glasgow, Salvador de Bahia, Bogota...).

Sans doute Gand n'aurait-elle pu connaître une métamorphose aussi spectaculaire sans son université, la plus importante de Belgique. Si on y ajoute les hautes écoles, on arrive à Gand au chiffre colossal de 75 000 étudiants. A titre de comparaison, Cologne, qui abrite la plus grande université d'Allemagne, compte à peu près le même nombre d'étudiants que Gand, mais cinq fois plus d'habitants. « Quand je vais à Charleroi, je me dis toujours que, sans l'université et les hautes écoles, Gand aurait ressemblé à ça, soupire Pascal Verbeken. La ville aurait été une sorte de Charleroi en Flandre. » Franky Devos, le directeur du Vooruit, met aussi en garde contre un excès de triomphalisme : « Ces vingt dernières

années, Gand collecte les succès. A la longue, ça nous aveugle. Je ne suis pas si positif en ce qui concerne l'avenir de Gand. Sur le plan économique, la plupart des innovations en Flandre n'émergent pas ici, les start-up sont plutôt concentrées dans la région de Courtrai et Roulers. » Franky Devos pointe également le fait que Gand est relativement absente sur la carte du théâtre et de la danse. Les plus grandes représentations internationales préfèrent faire escale au Singel (Anvers), au Concertgebouw (Bruges) ou au festival Next (Courtrai, Tournai, Lille). « Le désavantage d'être une avant-garde, c'est que tu es habitué à courir en tête, sans voir tes concurrents qui courent derrière toi, jusqu'au jour où ils te rattrapent et te dépassent. Donc c'est aux Gantois de ne pas s'endormir et de rester en éveil. » —

1. *Gent, een bakermat van democratie en socialisme.* Peut être obtenu auprès de l'auteur : joost.vandommele@skynet.be.



Bas Bogaerts

Daniel Termont

“Je suis l’anti-De Wever”

Daniel Termont, le bourgmestre socialiste de Gand, assume le caractère « *éminemment politique* » de son projet de ville. A six mois de la retraite, il insiste : sa renaissance, Gand la doit avant tout à ses habitants.

Le prolétariat, Daniel Termont connaît : il en vient. Son grand-père gagnait son pain comme aigiseur de couteaux. Il transportait ses outils dans une cariole tirée par des chiens. Habitué à passer de maison en maison, il s’est mis à racheter de vieux meubles pour les revendre. Son fils a ensuite repris l’affaire, sillonnant les marchés pour y vendre divers ustensiles de seconde main, puis des voitures d’occasion. La famille Termont habitait alors dans une roulotte. C’est là que le futur bourgmestre de Gand a passé les trois premières années de sa vie, avant de déménager dans une maison en dur, dans le quartier ouvrier de la Brugespoort.

Daniel Termont est un pur produit de l’appareil socialiste : conseiller communal de 1976 à 1994, échevin de 1995 à 2006, bourgmestre depuis 2007. Désireux de ne pas étouffer la relève, il a déjà annoncé qu’il ne se représenterait pas aux élections communales d’octobre prochain. Las, son règne s’achève dans un climat délétère : plusieurs scandales politico-financiers ont défrayé la chronique gantoise ces deux dernières années. Toujours est-il que la retraite de Termont marquera un tournant : cet homme politique à l’ancienne, qui n’a pas fait d’études supérieures, était capable de s’adresser tout autant à l’électorat populaire, au monde entrepreneurial et au secteur culturel. Après son départ, la Ville gardera-t-elle le même cap ? Le « modèle gantois », tantôt envié, tantôt décrié, est peut-être plus fragile qu’il n’y paraît.

Gand a longtemps traîné une mauvaise réputation. A partir de quel moment l’inflexion a-t-elle eu lieu ?

— Assez récemment. Dans les années 1980 encore, Gand était une ville lugubre, certes avec un décor médiéval, mais pas entretenu. C’est Frank Beke, échevin des Travaux à partir de 1988, qui s’est attelé à rénover tout le centre historique, ainsi que le quartier du Patershol. Son pari a été le suivant : au lieu de disperser l’argent un peu partout, il fallait concentrer les investissements sur un quartier bien précis pendant chaque législature. Après le Patershol, on s’est attaqué à la Brugsepoort, un quartier très dense qui s’est développé lors du boom de l’industrie textile, au 19^e siècle. Notre slogan, c’était : de l’oxygène pour la Brugsepoort. On a créé des parcs, construit des nouvelles écoles, créé des centres culturels. Mais surtout, on a changé les mentalités. Le 1^{er} janvier prochain, je remettrai définitivement mon écharpe maïorale. Eh bien, ce dont je suis le plus fier, c’est ça : le travail de cocréation avec les Gantois. Si la ville a tellement changé, elle le doit d’abord à ses propres habitants. On a su les convaincre non

seulement de s’intéresser à la gestion publique, mais d’y participer eux-mêmes.

La touche gantoise, c’est d’abord la participation citoyenne ?

— Je me suis récemment rendu à La Louvière, où le bourgmestre m’avait invité pour sa réception de nouvel an. Beaucoup de gens sont venus me parler dans un néerlandais impeccable, des ouvriers flamands qui ont jadis migré pour travailler dans l’industrie wallonne. Aujourd’hui, La Louvière est dans une sorte de trou noir, avec un chômage important. La Ville cherche des solutions. Lors de mon speech, j’ai donné ce conseil : de nos jours, les habitants ne peuvent plus se contenter de donner leur avis en votant une fois tous les six ans, ils doivent se sentir concernés au quotidien par le devenir de leur ville. Et c’est possible aussi bien à La Louvière qu’à Gand. En 1996, nous avons débloqué un budget pour les habitants désireux d’organiser une activité avec leur entourage, leurs voisins. S’ils étaient au minimum sept personnes, ils pouvaient recevoir un subside de 2 500 euros. Nous avons ainsi subventionné des repas en plein air, des marchés de Noël, des promenades de quartier...

Comment est née cette idée ?

— Steve Stevaert, alors bourgmestre de Hasselt, donnait de l’argent pour des barbecues. Nous, les socialistes gantois, on trouvait que c’était une idée tellement bonne qu’on l’a reprise, en l’étendant à tout type d’activité collective, pas seulement les barbecues. Cela a coûté beaucoup d’argent, bien sûr. Aujourd’hui encore, la Ville débourse plus de 400 000 euros par an pour soutenir environ cinq cents fêtes de rue. Mais on trouve que ça en vaut la peine. Autre exemple : on a débloqué 1,3 million d’euros pour créer un budget citoyen. On a dit aux Gantois : cette enveloppe est pour vous, à condition que vous nous soumettiez des projets valables. Avec l’aide de l’Université, on a mis en place un comité pour analyser les propositions reçues. On en a retenu cent dix, et on a proposé aux Gantois de voter pour les trois préférées. Plus de quinze mille habitants ont participé à la consultation. Le résultat, c’est qu’on va à présent mener à bien dix-sept projets qui proviennent de la population elle-même.

Gand applique depuis 2017 un plan de circulation qui limite de façon drastique le trafic automobile. Pourquoi ?

— Il est faux de prétendre que nous menons une politique anti-voitures. Il reste possible de venir jusque dans le centre historique en voiture, et de se garer aux abords mêmes de l’hôtel de ville. Par contre, on fait tout pour devenir une ville pauvre en voitures. Dans une grande ville, par définition, trop de gens vivent sur un espace trop petit. Nous ne pouvons donc pas laisser les voitures coloniser l’espace, celui-ci doit revenir aux gens. Jusqu’à présent, tout l’espace public était pensé en fonction de la voiture. Eh bien, on va devoir changer de mentalité. Des villes comme Copenhague, Groningue et Fribourg ont déjà franchi le pas. J’ai



Bart Bogjaerts

été définitivement convaincu de tirer Gand dans cette direction quand un enfant de trois ans a été renversé mortellement par une voiture, dans le quartier de la Brugsepoort. J'ai rendu visite à la famille, et ce jour-là, je me suis dit : ça ne peut plus durer. Depuis l'introduction de notre plan de circulation, le nombre d'accidents à Gand a diminué de moitié. De moitié !

“ Dans une grande ville, trop de gens vivent sur un espace trop petit. Nous ne pouvons donc pas laisser les voitures coloniser l'espace. ”

Les quatre autres grandes villes belges, Bruxelles, Anvers, Liège et Charleroi, s'abstiennent de mener une politique de mobilité aussi radicale. Qu'avez-vous envie de dire à leurs bourgmestres ?

— Je n'ai pas de leçons à donner à mes collègues, mais permettez-moi de remarquer qu'Anvers étouffe sous les embouteillages. Ici, à Gand, tous les embouteillages ont disparu, excepté en quelques points du ring. Avant, il y avait des files dans toutes les artères importantes de la ville, du matin au soir, avec les gaz d'échappement qui allaient avec. Et les enfants respiraient ça. Je considère que la santé des habitants passe avant toute autre considération. Pour moi, les voies d'accès les plus importantes de Gand, ce sont les voies respiratoires de ses habitants. On a pris un grand risque, vous savez. Il y a des élections en octobre prochain. Cela aurait été beaucoup plus confortable d'attendre. Mais si Copenhague,

Groningue ou Fribourg n'avaient pas eu à leur tête des leaders politiques qui ont à un moment fait preuve de courage, rien n'aurait changé non plus. De nombreux maires de toute l'Europe viennent visiter Gand pour s'inspirer de ce qu'on fait, mais beaucoup repartent en me glissant : je n'oserais jamais aller aussi loin dans ma ville. Pascal Smet, le ministre bruxellois de la Mobilité, a appliqué certains de mes conseils, mais selon moi, c'est trop timide. Si on est convaincu qu'un changement s'impose, on ne peut pas l'appliquer à moitié. Non ! On doit faire table rase, et puis, en avant, lancer le nouveau plan, comme on l'a fait à Gand.

Votre gestion contraste fortement avec celle de Bart De Wever, bourgmestre d'Anvers. Vous êtes devenu l'anti-De Wever ?

— Oui, et je l'assume tout à fait. Gand ressemble un peu à une île en Flandre, une île progressiste. Certains prétendent que les clivages politiques ne concernent pas le niveau local, que le métier de bourgmestre requiert avant tout de l'efficacité, des talents de gestionnaire. Moi, je peux vous l'assurer : chaque décision que je prends est une décision politique. De Wever fait exactement la même chose à Anvers : il applique sa vision du monde. Tous les deux, on a bien compris que la gestion d'une grande ville était éminemment politique. Sauf que je mène à Gand une tout autre politique que lui à Anvers. De Wever favorise les voitures. Nous, on essaye de limiter leur présence. De Wever gère Anvers de façon dictatoriale depuis l'hôtel de ville. Nous, on défend la participation citoyenne. En matière de sécurité, De Wever veut des militaires en rue, ce que je refuse. Fin janvier, un Afghan atteint de troubles psychiatriques a attaqué au couteau des policiers à la gare de Gand. Les policiers l'ont abattu. Pourquoi a-t-on besoin de militaires ? Leur place est dans les casernes, pas en rue. Tout nous distingue. Tout ! —

Evi Swinnen

“A Gand, il y a aussi beaucoup de poudre aux yeux”

Evi Swinnen est l'une de ces nombreuses Gantoises qui tentent de faire bouger leur ville en profondeur. Elle a lancé le projet Nest installé dans une ancienne bibliothèque, elle coordonne actuellement le Timelab, un lieu partagé, où l'on retrouve des espaces de création, des imprimantes 3 D, un coworking café, ainsi qu'un centre de recherche autour de la participation, des méthodes de prises de décisions collectives, des communs, de l'autonomie et des modes de vie durables. Avec le chercheur Michel Bauwens, elle a réalisé une étude auprès de cinq cent projets de communs à Gand. Entretien avec une militante enthousiaste, mais également critique à l'égard des autorités locales.

Vous avez été à l'initiative de l'aventure de Nest, un lieu emblématique de Gand aujourd'hui, qui combine salle de concert, ateliers, bureaux, lieu d'exposition, de vente, de création, studio, restaurant, notamment. Qu'est-ce que ce lieu a de particulier, comment s'est-il construit ?

— Ce bâtiment est celui d'une ancienne bibliothèque. Dans l'attente de sa réaffectation, il allait être vide pendant au moins deux ans. La Ville a donc lancé un appel à projet pour son occupation gratuite, à l'exception des charges. Cela devait rester ouvert au public, et il ne pouvait y avoir qu'un seul responsable pour tout le bâtiment, entre autres conditions. Plus de deux cents personnes se sont déclarées intéressées, mais l'appel s'avérait très complexe, les délais courts, et de plus en plus de monde se disait que c'était irréalisable. Nous pensions malgré tout que nous ne pouvions pas laisser tomber cet endroit aux mains de candidats privés.

Au sein du Timelab, nous avons alors eu envie de tenter autre chose : nous avons invité tout le monde tous les vendredis pendant six semaines, non pas pour présenter et défendre son projet, mais pour échanger et imaginer qui pourrait être partenaire

afin de partager un même espace. Un physiothérapeute et un musicien par exemple : ils n'ont pas les mêmes horaires, mais ils ont tous les deux besoin d'un endroit bien isolé du bruit.

Pour payer les charges, nous avons réparti les tarifs en fonction de l'engagement dans le projet commun : les bureaux non ouverts au public et dont les occupants ne participent pas au tout collectif payent un prix classique, alors qu'une petite start-up, certes commerciale mais qui ouvre l'espace au public et s'occupe de l'accueil, paye le minimum.

Nous avons réussi à construire une structure très horizontale, une prise de décision collective, mais avec le temps et de nouveaux arrivants une structure verticale s'est réinstallée, certains se sont mis à décider pour les autres. La logique contributive, où on n'est pas dans le donnant-donnant, mais dans l'idée de tous contribuer au tout, va à l'encontre de ce que nous apprenons !

C'est très difficile de quitter cette crainte de « se faire avoir ». Aujourd'hui je ne suis plus réellement en accord avec le projet. Il faudrait investir vraiment dans la formation du groupe, dans un accompagnement, mais comme c'est invisible, ce n'est pas perçu comme nécessaire – notamment par les politiques, qui n'y consacrent pas de budget. Nous aurions plus largement besoin d'une « école des communs », où nous pourrions apprendre les uns des autres, débattre, collaborer, ne plus être en compétition...

“On veut donner l'image d'une ville progressiste, innovante, sociale. Les apparences suffisent”

Dans le cadre d'une étude sur les communs dans votre ville réalisée par Michel Bauwens¹, vous avez ainsi répertorié quelque cinq cents projets. Pouvez-vous nous donner deux ou trois exemples ?

— Je suis particulièrement intéressée par les initiatives qui parviennent à être suffisamment autonomes pour ne pas dépendre d'une personne ou d'un petit groupe, et qui tiendront le coup même si ceux-ci venaient à arrêter. C'est le cas



Felice Gasperoni

du Driemasterpark : les habitants ont simplement décidé d'y faire des choses ensemble, de façon très intuitive, notamment y mettre des animaux. La ville a d'abord freiné, ne voulant pas avoir cette responsabilité dans « son » parc. Les gens du quartier ont tenu bon, ils ont maintenant aussi un espace qu'ils partagent, avec des jeux pour enfants, des poules, des lapins, des cochons, une caravane... Il n'y a pas de règles, ils discutent lorsqu'un problème survient.

Des cochons sont aussi présents dans le projet Het Spilvarken, de l'artiste Nathalie Snauwaert, qui les a réintroduits dans différents lieux pour qu'ils mangent les ordures – avant d'être mangés. L'idée est d'occuper ces espaces publics, de prendre soin d'un animal qui puisse rassembler les gens, d'ouvrir l'imagination sur les usages de ces lieux communs, et aussi de créer de nouveaux rituels collectifs. Il y a aussi De Koer, un lieu culturel partagé...

Même s'il y a énormément de projets qui existent, nous ne nous connaissons pas assez entre nous. Il n'y a pas un réel mouvement collectif. C'est peut-être dû en partie au système des subides, qui sont très compartimentés. Si une association est dans le domaine de l'art elle n'aura pas les mêmes interlocuteurs que celle qui est dans la jeunesse, ou dans le social. Il n'y a pas d'endroit de rencontre, de canal de communication.

Nest est un peu un lieu neutre, où des choses peuvent se passer, mais quid une fois qu'il aura disparu ?

Comment percevez-vous les relations entre le monde politique et l'associatif ou l'artistique à Gand ?

— Selon moi, il y a beaucoup de poudre aux yeux. Les politiques aiment ce qui est fun, léger, sympa, mais de là à changer le système en profondeur... Que vous réalisiez un dossier sur Gand est exactement ce qu'ils attendent : faire apparaître la ville comme étant progressiste, innovante, sociale. Et l'apparence leur suffit. Même si je crois que c'était effectivement l'ambition personnelle du bourgmestre... Peut-être que la stabilité politique de cet îlot de gauche en Flandre fait qu'il est plus difficile de réagir, que cela endort ? Et puis dès qu'il y a une critique surgit l'argument « *Quoi, tu veux voir arriver la droite ?* ».

Les projets sont toujours mis en compétition les uns avec les autres, il est très difficile d'obtenir de l'aide de la commune, c'est

très rigide. Il faut connaître le jeu politique pour parvenir à obtenir ce dont vous avez besoin. Certains se disent qu'ils ne veulent plus d'argent de l'Etat ou de la Ville, mais alors ils deviennent presque invisibles pour les autres financeurs potentiels. Peut-être suis-je trop négative, mais j'ai l'impression qu'ailleurs il y a moins de blabla. C'est comme le slogan de la ville, *Zoveel Gent...* J'ai mené beaucoup d'ateliers avec eux, pour déterminer une vision, une stratégie. Tout cela pour en arriver à cette formule vague, parce qu'ils ne sont pas parvenus à décider d'un angle.

“En Flandre, et certainement à Gand, nous sommes dans le confort, nous n'avons plus besoin de lutter”

Il y a pourtant une longue histoire de coopératives, de mutuelles, de mobilisation sociale dans cette ville. Cela n'a-t-il pas laissé de traces ?

— Je n'en ai pas l'impression. Lorsqu'on voit Barcelone, là il y a un vrai héritage de l'histoire, des luttes pendant la guerre, contre Franco, ce qui leur a donné la culture de la coopération. Nous, en Flandre en général et certainement à Gand nous sommes dans le confort, nous n'avons plus besoin de lutter.

Il faut vraiment remonter loin dans le temps pour retrouver les *stroppendragers*² (les porteurs de nœud coulant). Ils sont célébrés lors des Fêtes de Gand, mais je ne suis pas certaine que les gens savent encore de quoi il s'agit. Il en reste, c'est vrai, un esprit un peu têtue, les Gantois acceptent peut-être moins que d'autres les choses comme elles sont. En même temps, la plupart des personnes qui lancent des projets intéressants à Gand ne sont pas originaires de la ville. C'est quand même ici que cela se passe, mais si je ne sais pas vraiment pourquoi... —

Propos recueillis par Laure de Hesselte

1. Les projets sont répertoriés ici : wiki.commonstransition.org. L'étude est disponible via commonstransition.org

2. Les annuelles et très populaires *Gentse Feesten* reconstituent notamment la marche des « porteurs de nœud coulant », humiliation imposée par Charles Quint aux notables gantois qui se révoltaient contre ses impôts.



POLITIQUE

John Pitseys

Philosophe, chargé de recherches
au Centre de recherche et
d'information socio-politiques (CRISP)

Une politique ferme mais humaine

Les mots sont non seulement choisis, mais répétés : une politique « *ferme mais humaine* ». Maggie De Block défendait déjà ainsi son action comme secrétaire d'État à l'Asile et la Migration sous la législature précédente. Qu'il s'agisse de justifier la politique du gouvernement fédéral ou de réagir à l'information selon laquelle des Soudanais expulsés de Belgique auraient été torturés une fois de retour dans leur pays, elle est aujourd'hui reprise en boucle, y compris par le Premier ministre, Charles Michel.

Louée ou moquée, cette expression « *ferme mais humaine* » est à la fois typique et singulière, en dépit mais aussi grâce à l'apparente banalité des termes choisis. Le gouvernement aurait pu dire que sa politique est « *efficace* », « *morale* » ou « *équitable* ». Utilisant une formule apparemment similaire, il aurait pu affirmer que sa politique est « *sévère, mais juste* ». C'est toutefois mésestimer les fonctions implicites de l'expression qu'il a choisi d'utiliser, et que, du côté francophone, les membres du MR ont reprise en chœur.

La meilleure manière d'asseoir un énoncé politique est de le faire passer pour évident. La meilleure manière de faire passer celui-ci pour évident est de le soustraire au débat. Enfin, la meilleure manière pour soustraire au débat un énoncé politique est d'empêcher que ses termes entrent dans le champ des

énoncés réfutables. À cette aune, la « *politique ferme mais humaine* » du gouvernement remplit parfaitement son office : le principal atout de l'expression tient à sa capacité d'échapper aux critères et aux contraintes d'une discussion rationnelle.

Il existe de nombreuses manières de faire sortir le langage du champ d'une discussion raisonnable. L'une d'elles est, par exemple, l'usage exclusif d'actes de langage dits expressifs, visant à exprimer l'état psychologique du locuteur : on pense au fait de (se) féliciter, de s'excuser, de se plaindre, de complimenter... L'usage du registre expressif, et plus largement celui de l'émotion, peut être utile au débat public car il clarifie les positions en présence et permet d'ancrer la vie politique dans l'expérience vécue de ses acteurs. Lorsqu'il prend le pas sur le registre de l'explication ou de l'argumentation, il présente alors l'avantage un peu pervers de retirer le discours du champ de la délibération. Non parce que son auteur joue sur nos pulsions inavouables, mais parce que ce qu'il dit est par définition irréfutable.

Dire « *je suis triste* », « *je me sens victime* », « *ce n'est parce que j'applique la loi que je suis sans cœur* » sont des énoncés qui présentent la caractéristique de ne pas pouvoir être contestés, à moins d'être capable d'entrer dans le cerveau du locuteur.

Novlangue

Un autre procédé est la suppression sémantique de la contradiction. Plusieurs décennies après sa parution, le roman *1984* a vieilli sur de nombreux plans, mais le coup de génie d'Orwell reste la description de ce que l'auteur appelle la novlangue. Contrairement à ce qu'on imagine parfois, le propre de la novlangue n'est pas qu'elle est fautive, mais qu'il s'agit d'une langue mutique. La

novlangue a pour fonction sociale de supprimer la dissension sociale et politique.

Pour ce faire, elle ne consiste pas seulement en une simplification systématique du langage, lorsqu'on réduit par exemple tout verbe lié à un thème (pour celui de la sécurité : protéger, abriter, rassurer, consolider...) à une expression unique (en l'occurrence : « *sécuriser* »). Elle repose sur la volonté d'empêcher l'expression du désaccord. La réalité du pouvoir ne doit rencontrer aucune contradiction exprimable.

Le Big Brother de 1984 n'a pas besoin de placer des policiers à chaque carrefour s'il convainc ses sujets que la guerre est la paix, que l'esclavage est la liberté, que l'ignorance est la force, ou encore que la sécurité est la liberté, que la révolution est la continuité, que le capitalisme est l'égalité... – la liste est infinie. Il est difficile, non seulement de s'opposer à quelque chose, mais même de songer à s'y opposer si on ne dispose d'aucun mot pour penser la contradiction.

Dans ce cadre, l'association de deux termes contraires au profit d'un terme voulu dominant est seulement un moyen parmi d'autres pour empêcher l'esprit d'imaginer une alternative à la réalité qui lui est proposée. Une autre stratégie consiste à proposer des termes qui ne veulent tout simplement rien dire. C'est ce que le philosophe Ernesto Laclau appelle par exemple des signifiants vides, à savoir des termes volontairement flottants, sans contenu concret, dont l'usage doit susciter un consensus sans objet lorsqu'ils sont positifs (« *Un nouveau projet pour la Wallonie* ») et des oppositions imaginaires lorsqu'ils sont négatifs (« *L'establishment* »).

Sans doute ne peut-il exister de suppression totale de la contradiction, ni de signifiant vide à proprement parler. Pour reprendre les mots employés par le gouvernement pour qualifier

GESTION DES MIGRANTS

VERS UNE POLITIQUE "FERME HUMAINE"?



sa politique en matière d'immigration, l'adjectif « *ferme* » est connoté de telle sorte qu'il puisse convaincre de l'intransigeance du gouvernement, sans pour autant faire passer celle-ci pour de la cruauté. Il s'agit de proposer un terme neutre en apparence, mais servant de chiffon idéologique pour les franges les plus favorables à la politique du gouvernement fédéral comme à celles qui lui sont les plus opposées : les partisans sont rassurés ; les opposants interprètent l'adjectif comme un euphémisme hypocrite, et c'est exactement ce qui est attendu d'eux.

Il s'agit toutefois de comprendre la fonction principale des mots utilisés notamment par les responsables du MR : empêcher qu'on puisse en débattre. L'accolement de deux termes censés être à la fois opposés et complémentaires doit dissuader leur contestation. Mais par le choix des termes également, les mots « *ferme* » et « *humain* » n'ayant pas pour fonction de séduire ou de persuader, mais de neutraliser la discussion sur leur bien-fondé.

Vous préférez « *mou et inhumain* » ?

En effet, qui peut se déclarer opposé à une politique ferme et humaine ? Qui donc au juste souhaite une politique molle et inhumaine ? Et comment même concevoir ce que cela serait ? En fait, même les réfugiés

concernés n'auraient rien à y redire puisque parler de politique humaine est a priori une évidence : il faut être humain pour se montrer généreux ou respectueux, comme pour être cruel ou égoïste.

Expulser un réfugié après lui avoir fait signer une déclaration de retour volontaire dans une langue qu'il ne comprend pas¹, ce n'est ni mou ni inhumain. Programmer un vol de refoulement d'une réfugiée soudanaise en dépit d'un arrêt suspendant la décision de son expulsion², ce n'est ni mou ni inhumain. Interpeller des réfugiés à l'aube afin d'appliquer la politique d'expulsion du gouvernement, ce n'est ni mou ni inhumain. Expulser une réfugiée nigériane et ses trois enfants en dépit du fait que celle-ci est séropositive et que le traitement rétroviral adapté n'est pas disponible dans son pays d'origine³, c'est peut-être révoltant, mais ce n'est ni mou ni inhumain. Et si quelqu'un en doutait, le ministre ou secrétaire d'État compétent pourra toujours affirmer que ses opposants n'ont pas le monopole du cœur. Cette affirmation ne peut faire l'objet d'aucune contradiction raisonnable.

L'élément de langage fourni par le gouvernement fédéral et ses composantes présente le double objectif de dépolitiser le débat public sur la crise migratoire et d'afficher l'esprit de décision du gouvernement actuel : il ne vise

pas à convaincre, mais à montrer que la qualité de l'argumentation du gouvernement n'a pas d'importance puisque le contenu de la délibération publique n'en revêt pas davantage. L'expression « *ferme mais humaine* » rappelle toutefois, à son insu, qu'il est impossible de supprimer totalement la contradiction, dès lors que les mots utilisés révèlent d'eux-mêmes la nécessité ressentie de répéter l'évidence : estimer qu'une politique est humaine devrait aller sans dire.

Quels que soient les points de vue possibles sur la gestion gouvernementale de la crise migratoire, l'emploi de l'expression évoquée ici nous interroge sur la manière dont nous nous parlons. À vrai dire, nous sommes souvent tentés de formuler nos arguments de telle sorte qu'ils ne puissent être débattus. Affirmer « *manifeste contre la haine* » ou plaider pour une « *moralisation de l'économie* » partage en ce sens certains des traits d'une « *politique ferme mais humaine* ». L'entreprise présente à court terme bien des avantages. À plus long terme, elle empêche à la fois d'éprouver la solidité des idées correctes et de contester le contenu des idées incorrectes. —

1. *Le Soir*, 22 janvier 2018.

2. *Ibidem*.

3. Cour européenne des droits de l'homme, affaire S.J. contre Belgique, arrêt du 19 mars 2015.



Le progressisme au défi du national- populisme

Attaquées frontalement par les forces national-populistes, les idées progressistes font face à une triple crise qui pourrait s'avérer fatale. C'est pourquoi la survie du progressisme nécessite une reconfiguration politique autour d'un nouveau récit prônant une société ouverte, émancipée, juste et durable.

Les forces progressistes se sont développées en Occident à travers trois vagues révolutionnaires successives qui débouchèrent sur l'émergence d'autant de variantes de l'idée de progrès.

Premièrement, les révolutions libérales de la fin du 18^e siècle ont engendré l'émergence d'un « progressisme humaniste et démocratique », en consacrant le principe d'universalité des droits des citoyens selon les principes des Lumières. Il en découla la formation d'Etats modernes fondés sur des Constitutions libérales et une idéologie progressiste défendant le progrès scientifique et technique, la liberté d'entreprendre et les droits du peuple.

Deuxièmement, les révolutions socialistes de la seconde moitié du 19^e siècle ont donné naissance au « progressisme social et internationaliste ». Le monde ouvrier et les forces internationalistes revendiquèrent un progrès social bénéficiant à tous les citoyens, à travers une meilleure répartition entre les revenus du capital et du travail et l'adoption du suffrage universel.

Malgré la « Grande Transformation »¹ qui entraîna, suite à la montée du fascisme et du nazisme, l'effondrement de l'Etat libéral, ce dernier fut rétabli durant la Guerre froide par les forces social-démocrates qui profitèrent de la peur du communisme pour faire accepter aux forces libérales l'instauration de l'Etat providence.

Troisièmement, la vague révolutionnaire de 1968 déboucha sur



l'émergence du « progressisme sociétal », revendiquant l'émancipation des femmes, la libération des mœurs et la protection des droits des minorités.

A la fin de la Guerre froide, après que la « révolution conservatrice » du tandem Reagan-Thatcher eut consacré la montée en puissance de l'idéologie néolibérale, une alliance sociale-libérale fondée sur un compromis entre les partisans de l'émancipation et ceux de la financiarisation déboucha sur l'émergence du « progressisme néolibéral »². Alors que des progrès sociétaux majeurs pouvaient être ainsi engrangés – tels que le droit à l'avortement, au mariage homosexuel ou à l'euthanasie –, ils ne purent s'opérer que moyennant l'abandon du régime capitaliste keynésien encadré par l'Etat au profit du capitalisme financier fondé sur l'autorégulation du marché. Il en découla un déclassement des classes moyenne et ouvrière, une augmentation des inégalités, des crises financières et des dégâts insoutenables pour l'environnement.

La triple crise du progressisme

La crise du capitalisme financier de 2008 n'ayant pas débouché sur une remise en cause de la financiarisation et de l'autorégulation du marché, les forces national-populistes se sont

engouffrées dans la brèche pour s'opposer de front aux idées progressistes – qu'elles soient humanistes, internationalistes ou sociétales.

D'une part, l'idéologie national-populiste remet en cause les fondements de l'universalité des droits humains et de la démocratie libérale, en défendant une démocratie « illibérale » reposant sur un leader charismatique, imposant aux minorités le point de vue de la majorité et cherchant à affaiblir les contre-pouvoirs et les corps intermédiaires. D'autre part, les forces national-populistes réduisent le progrès social aux intérêts de la communauté qu'elles représentent, suivant une approche social-xénophobe affirmant que la survie du modèle social occidental nécessite d'enrayer l'immigration, comme l'a notamment défendu en Belgique le président de la N-VA Bart De Wever³. Enfin, ce repli communautariste s'accompagne d'un repli identitaire impliquant un conservatisme sociétal et une remise en cause radicale de la libération des mœurs et de l'émancipation des minorités.

Autrement dit, les partis national-populistes réduisent le progrès à celui de leur communauté en s'opposant frontalement au progressisme humaniste, internationaliste et sociétal, mais en préservant une approche néolibérale des politiques économiques. C'est ce que Jean-François Bayart qualifie d'« impasse nationale-libérale » : « *Le national-libéralisme, c'est le libéralisme pour les riches et le nationalisme pour les pauvres.* »⁴

Le discours en faveur de la défense exclusive des droits, des revenus et des valeurs de la communauté majoritaire passe totalement sous silence les limites du modèle économique néolibéral et privilégie les thèmes identitaires. Comme le résume Arjun Appadurai, le succès du national-populisme repose sur sa faculté à « *retraduire les enjeux de souveraineté économique en enjeux de souveraineté culturelle* »⁵. Il en résulte des politiques prônant la fermeture des frontières migratoires, mais l'ouverture des frontières financières.

Tirant profit de l'affaiblissement de l'alliance social-libérale jusque-là majoritaire et de l'instabilité engendrée par la crise financière, l'austérité, le terrorisme djihadiste et les réfugiés fuyant les conflits au Moyen-Orient et en Afrique, les partis national-populistes ont remporté plusieurs succès électoraux. Aux Etats-Unis, la victoire de Donald Trump face à Hillary Clinton fut ainsi celle du national-populisme face au social-libéralisme. En Europe, si le mouvement social-libéral de Macron l'a emporté sur le national-populisme de Marine Le Pen en France et si la « grande coalition », bien qu'affaiblie, reste majoritaire en Allemagne, des partis national-populistes sont au pouvoir dans plusieurs pays, tandis que le Brexit participe de la même dynamique.

Il en découle une triple crise du progressisme. D'une part, la démocratie libérale fait face à une double crise de légitimité et d'efficacité : crise de légitimité, car l'Etat libéral est devenu trop grand pour répondre aux demandes de participation des citoyens, et crise d'efficacité, car il est devenu trop petit pour réguler la mondialisation. D'autre part, le progrès social semble bloqué et les jeunes générations ont désormais le sentiment qu'ils vivront moins bien que la génération précédente. Enfin, le

repli identitaire remet en cause l'importance du progrès social et débouche au contraire sur un « choc des incultures ». Cette triple crise en Europe est exacerbée par le contexte de basculement du monde vers l'Orient, où nombre de dirigeants – de Modi à Xi Jinping en passant par Poutine et Erdogan – partagent la même vision illibérale, nationaliste et conservatrice que leurs homologues national-populistes occidentaux.

Un nouveau récit progressiste

Face au national-populisme, l'alliance sociale-libérale est en déclin. D'une part, la social-démocratie coulée dans le néolibéralisme semble condamnée à disparaître, tandis qu'une partie de la droite libérale a décidé d'embrasser le conservatisme social et culturel pour mieux préserver le modèle néolibéral. D'autre part, à droite mais aussi à gauche, certains prônent la redécouverte du nationalisme, en musclant leur discours sur l'immigration et en prenant des accents eurosceptiques, dans l'espoir de ramener au bercail les électeurs séduits par le national-populisme. Or une telle option mène à une impasse, car cela équivaut à abandonner toute alternative, d'autant que les électeurs préfèrent généralement l'original à la copie.

C'est pourquoi la survie du progressisme nécessite une reconfiguration politique autour d'un nouveau récit prônant une société ouverte, émancipée, juste et durable, non seulement en rupture avec le conservatisme social et culturel, mais aussi avec l'approche néolibérale de l'autorégulation du marché⁶. Un récit prônant l'expansion de la démocratie, tant au niveau national, pour répondre aux demandes de participation accrue des citoyens, qu'au niveau européen et multilatéral, pour réguler la mondialisation. Un récit en faveur du progrès social et écologique, en garantissant le travail et la sécurité sociale tout en opérant une transition vers des modes de production, de consommation et de mobilité durables. Un récit émancipateur en faveur de nouvelles libertés individuelles, mais aussi d'une politique migratoire respectueuse des droits humains et capable de répondre au défi du vieillissement de la population⁷. Ni le repli social-xénophobe, ni la fuite en avant néolibérale ne sont une réponse adaptée aux défis de notre temps. Face au défi national-populiste, un projet résolument progressiste doit redonner aux valeurs humanistes, internationalistes et émancipatrices la place qu'elles méritent. —

1. K. Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.

2. N. Faser, « Néolibéralisme progressiste contre populisme réactionnaire : un choix qui n'en est pas un », in H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression. Pourquoi nous vivons un tournant historique*, Editions Premier Parallèle, 2017, p. 61.

3. B. De Wever, « La gauche doit choisir entre des frontières ouvertes et l'Etat providence », *Le Soir*, 25 janvier 2018.

4. J.-F. Bayart, *L'impasse nationale-libérale. Globalisation et repli identitaire*, La Découverte, 2017, p. 16.

5. A. Appadurai, « Une fatigue de la démocratie », in H. Geiselberger (dir.), *op. cit.*, p. 31.

6. P. De Grauwe, *Les limites du marché. L'oscillation entre l'Etat et le capitalisme*, Editions De Boeck, 2015.

7. L'OCDE estime ainsi que l'UE et les Etats-Unis devront accueillir chacun 50 millions d'immigrés d'ici à 2060 s'ils veulent éviter la stagnation économique. H. Braconier, G. Nicoletti, B. Westmore, « *Policy challenges for the next fifty years* », OECD Economic Policy Papers, n° 9, 2016.

L'aquaculture, un élevage en eaux troubles

Abus d'antibiotiques et de pesticides, rejets massifs de déjections, destruction du milieu marin : l'aquaculture pèse de tout son poids sur l'environnement. Aujourd'hui, il serait cependant difficile de s'en passer : un poisson sur deux consommés dans le monde est issu de l'élevage. L'avenir réside dans l'évolution des pratiques aquacoles.

Pour la première fois de son histoire, l'homme consomme autant de poissons d'élevage que de poissons sauvage. Et le recours à l'aquaculture est devenu désormais inéluctable.

En effet, depuis 1985, le volume des captures stagne suite à l'épuisement des océans, alors que la demande, elle, ne cesse d'augmenter, passant de 14,4 kilos consommés en moyenne par an et par personne dans les années 90, à 20 kilos aujourd'hui (voir graphique ci-contre), selon la Food and Agriculture Organization (FAO), l'organisation des Nations unies spécialisée dans l'alimentation.

« Depuis l'Europe, on mesure mal l'importance de l'aquaculture, observe Fabrice Teletchea, maître de conférences à l'Université de Lorraine, auteur de *Demain, quels poissons dans nos assiettes* (Belin, 2016), car les élevages sont essentiellement localisés en Asie qui concentre 90 % de la production. » Forte d'une très ancienne tradition aquacole, la Chine propose à elle seule 60 % de l'offre mondiale. « Les Chinois produisent essentiellement de la carpe, un poisson omnivore qui se nourrit de végétaux et de plancton. Ils utilisent des techniques élaborées qui associent plusieurs espèces dans un même bassin afin de combiner leur alimentation. Les unes mangent les plantes, les autres le phytoplancton et ainsi la concurrence est moins forte », explique le chercheur.

La plus surprenante *success story* asiatique reste cependant celle du pangasius, le poisson-chat du delta du Mékong au Vietnam. Pratiquement inconnu il y a dix ans, ce poisson à chair blanche figure aujourd'hui parmi les cinq espèces les plus cultivées dans le monde avec la carpe, le chano, le tilapia et le saumon. Pour un total de 420 tonnes produites en 2015, essentiellement au Vietnam (75 %) et dans les pays alentours : Cambodge, Thaïlande et Laos.

« Lorsqu'il est parvenu à maîtriser la reproduction du pangasius en captivité, le secteur a franchi un cap important, constate le



Artur Bydzewski

scientifique. Ensuite, tout est allé très vite, et des écloséries sont apparues, ainsi que des fermes d'élevage. Le pangasius a l'avantage d'être omnivore et d'être capable de respirer l'air atmosphérique, ce qui permet des élevages très concentrés. »

Produit à bas prix grâce au coût très faible de la main-d'œuvre vietnamienne notamment, le filet de pangasius s'est vite imposé sur les tables européennes qui absorbent aujourd'hui plus de la moitié de la production (250 000 tonnes par an), le reste étant essentiellement exporté vers les Etats-Unis. « A un moment, explique Fabrice Teletchea, la pollution des eaux du Mékong et la densité des élevages avaient soulevé une série de questions autour de la qualité de la chair, mais jusqu'à présent ces soupçons n'ont été validés par aucune étude. »

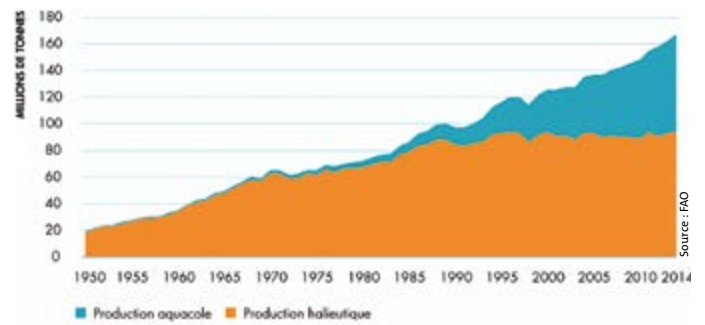
Petit acteur aquacole

De son côté, l'Europe, qui s'est convertie tardivement à l'aquaculture, s'est spécialisée dans les poissons à haute valeur ajoutée. Dans le Nord, la Norvège et l'Ecosse produisent, à l'échelle industrielle, des saumons. Dans le Sud, l'Espagne et la France produisent des dorades et du bar. Résultat, l'Europe est un très petit acteur avec seulement 5 % de la production aquacole mondiale. Les consommateurs européens sont devenus totalement dépendants de l'exportation. Ainsi, en France, sur dix poissons mangés, deux seulement sont produits ou pêchés localement. En Belgique, la proportion est de moins d'un poisson sur dix – selon la Commission européenne, la production belge avoisinait, en 2014, les 24 000 tonnes par an (essentiellement des soles, des plies et des truites) pour une consommation nationale de près de 280 000 de tonnes, soit 25,1 kilos par personne et par an.



Bassins aquacoles en Grèce. Les pays du Sud de l'Europe élèvent essentiellement du bar et de la dorade.

Production halieutique et aquacole mondiales



Des carpes en rizières

En Asie, le poisson et le riz font bon ménage depuis longtemps. Ainsi, les carpes, qui sont des poissons végétariens, sont élevées dans des rizières où elles se nourrissent de débris végétaux et fertilisent le riz de leurs déjections.

En Afrique, cette association gagnante est réalisée avec du tilapia, un autre poisson tropical végétarien.

« Ces techniques ont été longtemps abordées de manière empirique, explique Thomas Tomson, chercheur à l'Agro-Bio Tech ULiège. Désormais, de nombreuses expériences sont réalisées en laboratoire afin de tester les meilleures associations entre poissons et culture. »

L'aquaponie est le nom de cette technique qui consiste à associer l'aquaculture et l'hydroponie, une forme de culture hors-sol, afin de faire cohabiter sur un même espace des plantes et des poissons. « Avec cette technique, on économise des engrais et du fourrage, insiste le chercheur, c'est notamment une bonne solution pour l'agriculture urbaine car elle est économe en place. »

Autre avantage : les bactéries contenues dans ces bassins jouent un rôle précieux en termes de recyclage des déchets. « On remarque que plantes et poissons ne se nourrissent pas seulement les uns les autres. Ils se protègent des maladies, car les poissons apparaissent en meilleure santé et les plantes sont plus vigoureuses. On suppose que c'est l'effet des bactéries présentes dans le système. Du moins, c'est ce que l'on cherche à démontrer. »

Toutefois, malgré ses vertus, l'aquaponie est une technique difficile à maîtriser, car la cohabitation des végétaux et des poissons nécessite une attention continue.

« Pour assurer une certaine rentabilité, nous cherchons des associations qui comprennent des plantes à haute valeur ajoutée comme les micropousses ou les plantes aromatiques. » Avec des résultats encourageants et divers partout dans le monde, y compris en Belgique. Cette année, une ferme en aquaponie installée à Anderlecht tente un mariage aquatique entre du bar rayé et du basilic. —



Le Bangladesh est le cinquième producteur aquacole mondial avec 2 060 408 tonnes en 2015. Ce pays, situé au delta du Gange et du Brahmapoutre, s'est spécialisé dans l'élevage de crevettes.

« Le manque de place et la sévérité des normes environnementales permettent d'expliquer le nombre limité d'élevages en Europe, explique Fabrice Teletchea. Entre les espaces occupés par les ports, les infrastructures industrielles et les bases de loisir, ainsi que les espaces sanctuarisés en zones préservées et les réserves marines, il ne reste pas beaucoup de côtes naturelles disponibles. De plus, il est très difficile d'obtenir des autorisations pour implanter une exploitation. En France, on ne délivre plus aucun permis. » ➤

- Il est vrai que l'aquaculture est loin d'être une activité anodine : par exemple, 200 000 saumons rassemblés dans de gigantesques filets génèrent, selon Greenpeace, une pollution équivalente aux eaux usées rejetées par une ville de 62 000 habitants. En outre, fragilisés par la promiscuité, les poissons doivent être protégés par des antibiotiques et des pesticides.

« La filière a commis beaucoup d'erreurs, reconnaît Fabrice Teletchea, mais elle a aussi fait de gros progrès depuis sa création. Désormais, les vaccinations remplacent les antibiotiques. Les poux de mer, les premiers parasites des élevages, sont éliminés par laser. La vie sauvage autour des élevages est beaucoup mieux protégée. »

Mangroves menacées

Chargé de campagne « Océan » chez Greenpeace, François Chartier assiste avec inquiétude à l'évolution des pratiques aquacoles. « On a désormais déplacé les problèmes, dénonce l'expert. Les opérateurs norvégiens se sont installés au Chili où la législation est moins stricte. Ils ont fait de ce pays le second producteur mondial de saumon (28 %) en développant là-bas ce qui est interdit en Norvège. » Résultat : les élevages chiliens utilisent cinq cents fois plus d'antibiotiques que la Norvège, selon les estimations de l'antenne locale de l'organisation écologique Oceana. « La pollution générée détruit les côtes chiliennes sans aucune retombée pour la population et l'économie locale puisque les saumons sont ensuite vendus aux Etats-Unis. »

Mais l'énorme point noir du secteur et la principale source d'inquiétude des défenseurs des océans reste l'élevage de crevettes (7,4 millions de tonnes produites en 2015), essentiellement concentré au Bangladesh, en Equateur et en Indonésie. « Les conditions de travail y sont proches de l'esclavage, poursuit le militant. Ensuite, les exploitations détruisent les mangroves. » Ces écosystèmes situés entre terre et mer sont très fragiles et jouent un rôle écologique majeur pour stabiliser les berges et servir de « pouponnière » à de nombreux organismes marins.

Aujourd'hui, ces mangroves disparaissent à toute allure, très souvent défoncées au bulldozer, pour céder la place à des bassins aquacoles. Ainsi, l'île indonésienne de Java a perdu 70 % de ses mangroves à cause du développement de l'aquaculture, dont il est devenu le troisième producteur mondial, avec 4,3 millions de tonnes de poisson produites en 2015.

Du bio et de l'élevage off shore

« On a cru que l'on passerait de la pêche à l'aquaculture, comme on est passé de la chasse à l'élevage, poursuit François Chartier. C'est une illusion. L'aquaculture industrielle est aussi polluante qu'un élevage intensif et ne parvient même pas à limiter la surpêche. Nos poissons de prédilection, le saumon, la dorade, la truite et la crevette, sont carnivores. Il faut donc pêcher du poisson-fourrage pour les nourrir. » Ainsi, en 2014, 21 millions de tonnes de poissons ont été sortis des mers (essentiellement des anchois du Pérou, des capelans et des merlans bleus) pour nourrir d'autres poissons.

Huîtres et truites à la belge



Frederic Bisson

La Belgique produit 200 tonnes de truites par an, ce qui représente sa première activité aquacole.

Avec 60 emplois à plein temps, selon les statistiques de la Commission européenne, le secteur aquacole belge est peu développé et essentiellement localisé en Wallonie.

La truite arrive largement en tête, avec 200 tonnes produites par an essentiellement en province du Luxembourg. Le reste de la production est anecdotique : huîtres de Spuikon, issues des bassins ostréicoles remis en service en 1996 à Ostende, perches de jade à la frontière hollandaise et enfin esturgeons destinés la production de caviar à Dottignies près de Mouscron, élevés dans les bassins qui accueillent, jusqu'en 2009, le plus important élevage de tilapias d'Europe, avant de recevoir des esturgeons qui produisent trois tonnes de caviar chaque année. —

Face à cette aqua-industrie, un élevage durable de poissons est-il possible ? « Bien sûr, insiste l'expert de chez Greenpeace, et elle existe, sous le label bio, notamment. Les poissons sont moins concentrés, les pesticides et les antibiotiques sont bannis. Dans cette filière, il y a moins de problèmes sanitaires et environnementaux. Une autre alternative consiste à favoriser les poissons herbivores et à les associer à d'autres cultures comme le riz (voir encadré). »

L'autre piste consiste à améliorer les techniques d'élevage. « En filtrant l'eau des bassins, on économise de l'eau et on obtient des scories exploitables pour la fertilisation des champs, poursuit Fabrice Teletchea. Et puis il y a d'autres pistes comme l'élevage off shore inspiré des plateformes pétrolières, ce qui permet de pêcher du poisson en haute mer. Des essais sont actuellement menés en Norvège. » Enfin, ultime solution : consommer des algues, plutôt que du poisson. Près de 30 millions de tonnes d'algues ont ainsi été produites en 2015, essentiellement en Asie, ce qui représente 30 % de la totalité de la production aquatique. — **Jean-François Pollet**

Parmi les multiples soins traditionnels, il y a le recours aux massages. Comme ici, au Sri Lanka, où l'on pratique l'ayurveda, une médecine traditionnelle originaire d'Inde.



Guérisseurs du monde

Dans le Sud, la médecine traditionnelle est souvent l'unique accès aux soins pour les populations locales. Sans les guérisseurs et leur large pharmacopée, elles ne pourraient pas se soigner. Des pratiques thérapeutiques variées qui s'avèrent peu ou prou efficaces et sont désormais intégrées dans les circuits sanitaires officiels.

Par tradition, mais souvent faute d'alternatives, la majorité des habitants du Sud ont recours à la seule médecine traditionnelle pour se soigner. Intimement liée à l'âme des peuples, mêlant spiritisme et connaissances empiriques, ce type de médecine se décline en autant de variantes qu'il existe de cultures. Avec un large éventail de thérapies et de pratiques. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a ainsi recensé plus de quatre cents pratiques à travers le monde. Elle reconnaît par ailleurs leur utilité et encourage leur intégration aux services de santé officiels.

« Même si ses savoirs n'ont pas été soumis à des essais cliniques, la médecine traditionnelle est indispensable et permet de sauver des populations entières, rappelle Jeanine-Anne Stiennon, professeur à l'Université de Mons. En Chine, elle est même enseignée dans les

universités, au même titre que la médecine conventionnelle. L'Inde a également officialisé l'ayurveda, sa médecine ancestrale. »

Avec des acteurs clés : les guérisseurs. « Ils vivent dans les villages, parmi leurs patients, explique Rokia Sanogo, qui dirige le département de médecine traditionnelle à l'Institut national de santé publique de Bamako au Mali. Ils ont la confiance des villageois parce qu'ils font partie de leur patrimoine culturel et qu'ils font preuve d'une grande capacité d'écoute et de compréhension des réalités de l'endroit. Ils soignent avec des massages, des plantes et des formules magiques. Leur médecine est holistique, elle traite la maladie globalement et réinsère le malade dans son environnement social, au plus près de ses proches. »

En Afrique, où les médecins sont rares (un pour cinq mille habitants, en moyenne), les autorités encouragent les rapprochements entre pratiques modernes et ancestrales. Avec un objectif : permettre au plus grand nombre d'avoir accès à des soins de santé.

En ayant notamment recours à la pharmacopée locale.

C'est le cas du Rwanda, par exemple : « Là-bas, les guérisseurs sont amenés à soigner des pathologies cutanées, des problèmes respiratoires, des toux, ainsi que toutes sortes de petites affections. Ils sont consultés partout dans le pays, même dans les villes », explique Michel Frédérick, chargé de cours au département de

DU NORD AU SUD | et à l'envers

► pharmacie de l'ULg, qui a étudié les pratiques dans la région. Avec environ treize millions d'habitants, le Rwanda est un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. Il dispose de peu d'espaces sauvages où poussent les plantes médicinales. « *Les praticiens entretiennent donc leurs propres jardins de plantes, poursuit le chercheur. Avec des confrères de l'Université de Butare au sud du pays, nous les aidons à améliorer leurs techniques de culture, même si beaucoup maîtrisent déjà leur matière puisqu'ils sont très souvent agriculteurs. Nous les formons également au travail d'herboriste, en approfondissant leurs techniques de récolte, de séchage et de conservation. Pour éviter, par exemple, qu'ils laissent traîner leur préparation des heures au soleil.* »

Valoriser les médications des guérisseurs, cela permet aussi de faire reculer le trafic de faux médicaments. « *Une vraie plaie, dénonce Michel Frédérick. Beaucoup de médicaments présentés comme modernes sont des faux. Sur certains marchés, on peut trouver jusqu'à 80 % de ces contrefaçons aussi chères que dangereuses, alors que les potions préparées par des guérisseurs ont de vrais effets bénéfiques. N'oublions pas que notre médecine moderne doit par exemple l'aspirine aux anciens qui allaient récolter l'écorce des saules.* »

Au Mali, en bordure du Sahara, les praticiens traditionnels ont décidé, de leur côté, de se fédérer pour être davantage efficaces. Désormais, ils sont regroupés au sein de la Fédération des thérapeutes et herboristes qui comptent 142 associations et 10 400 membres. Cette bonne organisation des praticiens facilite leur intégration dans le système officiel.

Une Congolaise sur 24 meurt en couches

« *Ils forment la première ligne de soins, accueillent les patients et posent un premier diagnostic. En cas de paludisme, ils proposent leurs propres remèdes, mais s'ils repèrent une fièvre, ils orientent vers la consultation d'un médecin, explique Rokia Sanogo, pharmacienne de formation, mais qui s'intéresse elle aussi à la pharmacopée traditionnelle. Nous demandons aux guérisseurs de nous montrer leurs plantes. Certaines sont étudiées en laboratoire pour aboutir à un médicament.* »

L'Université de Bamako a ainsi développé une vingtaine de phyto-médicaments qui sont sûrs, efficaces et de qualité, dont sept sont repris sur la liste nationale des médicaments essentiels du Mali. « *La majorité de nos médicaments sont des tisanes et notre produit le plus populaire est un sirop contre la toux. Chaque pays d'Afrique a ainsi mis au point cinq à dix médicaments améliorés à partir de sa tradition. Cette recherche est une voie très concrète de notre développement.* »

Ailleurs en Afrique, cette collaboration entre traditions et modernité prend d'autres formes. En République démocratique du Congo, par exemple, les sages-femmes traditionnelles ont été intégrées dans le circuit des dispensaires pour bénéficier de formations. « *L'expérience et la littérature montraient qu'il est difficile de travailler avec elles, constate le cardiologue gantois Yves Kluyskens, qui exerce régulièrement à l'hôpital de Katako Kombe, au centre du pays, pour le compte de l'organisation belge Memisa. Leur formation reste lacunaire, même si elles sont très respectées par leur entourage. Certaines n'ont aucune notion d'anatomie, d'autres ne respectent pas les règles élémentaires d'hygiène. En*

cas d'accouchement difficile, il leur arrive d'introduire des herbes médicinales dans le vagin dans l'espoir de décontracter l'utérus, ou alors de se placer debout sur le ventre pour forcer le mouvement. » Résultat, une femme sur vingt-quatre meurt en couches au Congo (contre une sur dix mille en Belgique). « *En moyenne, une accoucheuse affronte un décès tous les cinq ans. Toutefois, elle ne perd pas de sa crédibilité car les villageois voient ces tragédies comme une fatalité* », explique le Dr Kluyskens.

Les autorités locales ont cependant choisi de les intégrer dans le réseau local des petits dispensaires situés au maximum à dix kilomètres du village le plus reculé. « *Une sage-femme qui parlait la langue locale est venue de Kinshasa pour donner une formation minimale à l'hygiène en insistant sur le recours systématique à des gants stériles, sur une coupe correcte du cordon ombilical, etc. Ensuite, les accoucheuses ont été progressivement invitées à pratiquer dans un centre de santé, en présence d'un infirmier susceptible d'intervenir en cas de difficulté.* »

Progressivement, la qualité des accouchements s'est améliorée. Et les autorités ont poussé les femmes à se tourner vers les dispensaires officiels. « *Si un décès survient à domicile, la praticienne doit désormais répondre de ses actes devant la justice. Le mari ira également s'expliquer, car dans de nombreux cas, c'est lui qui a refusé de conduire son épouse au centre de santé.* »

Désormais, le coût des interventions est certes un peu plus élevé : en plus de la poule offerte à l'accoucheuse, les familles doivent verser un dollar au centre de santé. « *Mais ce coût reste très raisonnable, insiste Yves Kluyskens, et toutes les familles peuvent y faire face. Au final, on obtient des résultats très intéressants dans une région particulièrement isolée. Grâce à ce programme, la mortalité maternelle est inférieure à la moyenne nationale.* » — **Jean-François Pollet**

Recourir à un guérisseur (comme ici à Lomé, au Togo) ou se tourner vers l'herboristerie (à Marrakech, au Maroc), sont des pratiques médicales courantes au Sud.



Remèdes ancestraux



© Carsten ten Brink

De l'acupuncture aux rites purificateurs, de l'ayurveda à l'herboristerie, la panoplie des soins au Sud est immense.

Asie

La plupart des médecines asiatiques sont codifiées par la tradition écrite et reconnues par les pouvoirs publics. La médecine chinoise, l'une des plus élaborées au monde, repose sur une cosmogonie marquée par les complémentarités (le *yin* et le *yang*) et des pratiques validées par la tradition : l'herboristerie, l'homéopathie, l'acupuncture et ses variantes, et la moxibustion. Reconnue par les autorités communistes, la médecine traditionnelle est étudiée de manière scientifique, enseignée dans les universités et pratiquée dans les hôpitaux publics.

Il en va de même en Inde, qui reconnaît les médecines traditionnelles *ayurveda* et *yunâni*, l'homéopathie, ainsi que le yoga et sa variante le *siddha* depuis 2003. Tout comme au Japon, où les actes de la médecine *kampo* sont remboursés par la sécurité sociale.

Afrique du Nord, Moyen-Orient

La médecine islamique attribue généralement les causes de la maladie à des relations sociales tendues ou le viol de normes religieuses. Sa tradition mélange herboristerie, phlébotomie (saignée) et prières et se perpétue à l'écart des systèmes publics de santé qui lui préfèrent la médecine conventionnelle.

Afrique subsaharienne

L'homme étant réputé intimement lié à sa communauté, son environnement et ses dieux, le guérisseur africain va examiner soigneusement les liens familiaux et sociaux de ses patients avant de leur proposer des rites purificateurs, des produits d'herboristerie ou des massages. Les praticiens traditionnels prodiguant des soins à 80 % de la population, la plupart des pays africains tentent de les intégrer dans leur système officiel de santé.

Océanie

Dans le nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, la médecine traditionnelle est maintenue à la marge du système officiel, tout comme la quasi-totalité des éléments de la culture aborigène.

Dans le sud, en Polynésie, les guérisseurs distinguent le *tapu* (l'interdit) du *mana* (le bien) pour élaborer des traitements qui comprennent rites et remèdes d'herboristerie. Ils ne prennent en charge que les maladies locales. Les pathologies importées, celles transmises par les voyageurs occidentaux, étant laissées aux soins de la médecine conventionnelle.

Amérique latine

Les médecines indiennes s'attachent à conserver le lien entre l'homme et la terre mère. Leurs pharmacopées, alimentées par une vaste biodiversité, apparaissent particulièrement riches. Depuis dix ans, le Pérou procède à l'inventaire des remèdes incas ainsi que de la totalité de son patrimoine biologique. Le Brésil, l'Equateur, la Bolivie ont lancé des initiatives identiques. Malgré ces efforts de restauration des savoirs ancestraux, les services officiels de santé du continent ne collaborent pas avec les praticiens traditionnels. — J-F.P

La mémoire des savoirs anciens

Au Sud, les savoirs traditionnels sont souvent transmis oralement. Avec un métier de guérisseur qui se perd au fil du temps. Soit par manque de transmission, soit parce qu'il est interdit pour exercice illégal de la médecine.

Recenser ces savoirs est donc essentiel, pour qu'ils ne tombent pas dans l'oubli. C'est le rôle de l'ethnopharmacologie, une discipline « qui réunit les sciences humaines (histoire et ethnologie) et les sciences de la vie (chimie, pharmacologie et agronomie) » résume Jacques Fleurentin président de la Société française d'ethnopharmacologie. Elle s'appuie une méthode mêlant à la fois la récolte de données sur le terrain, des tests en laboratoire et un programme de développement des médicaments traditionnels préparés avec des plantes cultivées ou récoltées localement. Le tout encadré par un protocole spécifique et rigoureux. En pratique, botanistes et ethnologues rapportent de leurs missions des plantes réputées intéressantes, que des pharmaciens testent ensuite en laboratoire. Une recherche sur la toxicologie et la mutagenèse est également menée pour déceler d'éventuels effets secondaires indésirables, et surtout, la possibilité de l'apparition, à long terme, de maladies graves comme le cancer. Ensuite, des chimistes repèrent les principes actifs ou les marqueurs importants de la plante pour en déterminer l'usage. « Il est ainsi possible de déterminer en quelques mois si une plante présente un intérêt thérapeutique susceptible de remplacer des médicaments » ajoute Jacques Fleurentin. Guidées par l'usage empirique des plantes, ces différentes études ont ainsi apporté à l'humanité plus de 60 % de ses médicaments quotidiens, selon la Société française d'ethnopharmacologie. —

Côté face, le phosphore assure la croissance des grandes cultures et la prospérité des élevages. Côté pile, il représente une ressource finie qui viendra immanquablement à disparaître, alors que sa surexploitation menace dès à présent la santé des lacs et lagunes sur tous les continents. L'Europe, qui commence à prendre la mesure de son addiction, cherche à accélérer le recyclage du précieux minéral.

Une seconde vie pour le phosphore

Le phosphore fait partie de ces matières premières minérales dont on parle peu, mais qui est pourtant indispensable. A condition d'être utilisé de façon durable et responsable, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

Épandu sur les champs, il fertilise les sols. Ajouté aux poudres à lessiver, il assouplit le linge. Introduit dans les fourrages, il assure la croissance du bétail. « *Il s'agit d'un nutriment indispensable aux systèmes agricoles et alimentaires*, insiste Bruno Ringeval, chercheur à l'Institut national de recherche agronomique (Inra). *Le phosphore, appelé également phosphate sous sa forme ionique,*

entre dans la composition du noyau et de la membrane des cellules des plantes et intervient dans leur processus de photosynthèse. Chez les animaux, il constitue, avec le calcium, l'essentiel de la masse osseuse. En agriculture, on en fait donc grand usage. »

A l'échelle mondiale, 20 à 25 millions de tonnes de phosphore sont ainsi utilisés chaque année pour enrichir les sols, mais il y a de grandes disparités entre le Nord et le Sud : en Europe, on épand en moyenne 25 kilos par hectare, contre 3 kilos seulement en Afrique.

Depuis quelques décennies, la consommation de phosphore ne cesse d'exploser, notamment liée au développement de l'agriculture

Les pays arabes, ici la Tunisie, sont de gros producteurs de roches phosphatées. Le Maroc quant à lui, détient 40 % des réserves mondiales.

intensive. Avec deux conséquences : un épuisement progressif de cette ressource et des effets désastreux sur l'environnement.

Extrait des roches phosphatées, le phosphore provient principalement du Maroc, de Chine, d'Afrique du Sud et des Etats-Unis. « *En cinquante ans, nous avons quadruplé le volume de phosphore en circulation dans l'environnement* », constate Gilles Pinay, chercheur à l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (Irstea).

Avec pour corollaire son encombrante présence dans de nombreux déchets : boues d'épuration, déjections d'élevage, scories de sidérurgie. Car à haute dose, ce précieux minéral se révèle toxique. « *Déversé dans la nature, le phosphate s'écoule vers les lacs, lagunes et rivières où il favorise la prolifération anarchique des algues, dont la masse va jusqu'à dépasser la capacité d'absorption des poissons herbivores. Assemblées en de véritables marées vertes, les algues entrent en décomposition, provoquant une raréfaction de l'oxygène et une spectaculaire mortalité des poissons. C'est l'eutrophisation.* »

40 % de la production au Maroc

Une première vague d'eutrophisation avait touché plusieurs régions d'Europe dans les années 70 et 80, en particulier les côtes bretonnes, les rivières de Flandre et des Pays-Bas ainsi que les lacs alpins. Les scientifiques avaient très vite pointé la responsabilité des rejets d'élevages et des poudres à lessiver. En 1986, la Suisse, soucieuse de protéger son emblématique lac Léman, fut la première à interdire les lessives aux phosphates. Elle fut suivie par la Belgique en 2003 et la France en 2007.

L'Union européenne a décidé d'en limiter l'usage depuis 2012. « *Ces précautions ont donné de bons résultats*, reprend Gilles Pinay. *Jusqu'à ce que l'agriculture provoque la seconde vague d'eutrophisation que l'on connaît maintenant.* » Une étude coréalisée par l'Irstea montre que 245 000 km² de zones aquatiques dans le monde (une surface grande comme huit fois la Belgique) sont aujourd'hui menacés d'asphyxie : la mer Baltique, les côtes bretonnes et les lagunes méditerranéennes en Europe, les Grands Lacs laurentiens, la baie de Chesapeake et le golfe du Mexique aux Etats-Unis, le lac

Victoria et de très nombreux lacs en Afrique, des zones côtières de Chine, etc. « *Cette fois, ce sera difficile à traiter, car les phosphates sont déjà présents dans les sols* », déplore le spécialiste.

Après les excès des années 60 et 70, l'agriculture intensive a progressivement diminué sa consommation de phosphore. En France, après un pic enregistré en 1974 avec un peu plus de deux millions de tonnes utilisées, les épandages ont été peu à peu divisés par quatre.

La Wallonie, région de grandes cultures, a également réduit son usage. « *Il était temps de se raisonner*, poursuit Bruno Ringeval, *car le phosphore n'est pas seulement une source de pollution, il représente également une ressource finie, non substituable, dont l'approvisionnement se révèle particulièrement problématique.* »

Présent dans le guano et les roches phosphatées, le précieux minéral n'est disponible qu'auprès d'un très petit nombre de pays producteurs. L'Europe, qui importe 92 % de son phosphore, ne compte qu'un seul producteur, la Finlande. A l'échelle planétaire, trois pays se partageaient en 2014, les deux tiers des 218 millions de tonnes de roches phosphatées mises sur le marché : la Chine (46 %), les États-Unis (14 %) et le Maroc (12 %). Ce dernier pays détient à lui seul 40 % des réserves mondiales ce qui pourrait lui donner à terme le monopole de la production. « *Selon les estimations, ajoute l'expert de l'Irstea, les réserves seront épuisées entre 2050 et 2300. La fourchette est large, car de grosses incertitudes subsistent sur les réserves existantes et l'évolution de la demande, mais il faut noter que le scénario le plus pessimiste annonce la fin du phosphore dans seulement une trentaine d'années. Il faut s'y préparer.* »

« *Nous avons pris la mesure de notre addiction au phosphate*, souligne Chris Thornton, porte-parole de l'European Sustainable Phosphorus Platform, *après la crise alimentaire de 2008, qui a vu le prix des phosphates brutalement multiplié par sept, et les printemps arabes commencés en 2010, qui ont secoué les principaux producteurs (Maroc, Tunisie, Syrie). On s'est rendu compte que si des milliers de chercheurs travaillent sur le pétrole, ils ne sont qu'une dizaine dans le monde à s'intéresser à un élément aussi fondamental que le phosphore.* »

Aujourd'hui, les scientifiques s'accordent sur

un point : il faudrait recycler et mieux valoriser les déchets. En France, on estime que la moitié du phosphore utilisé est perdu par l'érosion des sols, les rejets en cours d'eau ou les mises en décharge. « *Et pourtant les pistes de recyclage sont nombreuses*, reprend Chris Thornton, *via l'épandage des lisiers, la récupération des boues d'épuration, le compostage des résidus de récoltes. Mais il faut affiner chacune de ces solutions.* »

Mieux valoriser les déchets

Les lisiers sont des engrais très utiles à condition que les champs se situent à proximité des élevages. « *Ce qui est rarement le cas depuis la spécialisation agricole des régions. Une solution consisterait à méthaniser les lisiers, ce qui fournirait une énergie renouvelable ainsi que des digestats (l'un des deux produits du processus de méthanisation, l'autre résidu étant le biogaz ndr) stables qui, eux, sont utilisables comme engrais et faciles à transporter.* »

Les boues d'épuration, recyclées à seulement 50 % en Europe, représentent également un important gisement de minerais. « *Ces boues contiennent aussi des métaux lourds ou des résidus de médicaments dont il faut se débarrasser, par exemple par compostage. Les solutions existent, le vrai défi c'est de pouvoir les transposer dans des modèles économiques viables. Car jusqu'à présent le phosphore de recyclage revient plus cher que le minéral de roches. Il faudrait également revoir la législation relative à la commercialisation des engrais qui diffèrent selon les pays. Un engrais disponible en Espagne sera prohibé en France, ce qui limite les possibilités commerciales.* »

La Commission européenne a inscrit en 2014 le phosphate sur sa liste des matières premières à l'approvisionnement jugé « critique ». Aujourd'hui, elle s'attache à homogénéiser la production et l'usage des engrais minéraux ainsi que des amendements organiques, composts et digestats pour tous les pays de l'Union. « *C'est un chantier important pour l'avenir du recyclage*, conclut le lobbyiste, *car une législation unique pour tous les membres de l'Union permettra d'ouvrir les marchés, de rendre les technologies exportables et de diminuer les coûts de production, tout en apportant une certaine sécurité aux agriculteurs, à l'environnement et aux consommateurs.* » — Jean-François Pollet

L'intuition, pour penser les catastrophes

L'intuition est un mode cognitif majeur de l'espèce humaine. Elle est aussi indispensable pour aborder le monde qui vient... Mais est-elle compatible avec une approche scientifique ?

Dans les années 1970, la question écologique (ou environnementale) est venue fissurer le socle granitique des Trente Glorieuses. Elle a apporté une conscience de l'interdépendance et de la fragilité des systèmes dont nous dépendons, et avec cela la possibilité de pénuries à venir. Elle posait l'insupportable question des limites à un monde qui se croyait illimité. Une révolution conceptuelle majeure... que nous n'avons toujours pas fini de digérer, cinquante ans plus tard.

A l'époque apparaissait un sentiment d'urgence chez certains scientifiques, et quelques disciplines se sont alors employées à penser spécifiquement les désastres écologiques. Il fallait comprendre le plus vite possible pour donner à la société des outils et des raisons d'agir. Le biologiste de la conservation Michael Soulé les a appelés les « disciplines de crise », regroupées sous l'étiquette de « science de la survie » (*survival science*) : l'écologie, la biologie de la conservation, la climatologie comme la géologie,

l'océanographie, la physique, la météorologie, etc.¹ Des disciplines synthétiques, systémiques, complexes et multidisciplinaires dans lesquelles la frontière entre recherches « fondamentale » et « appliquée » restait floue ou inexistante.

Dès 1985, voyant que les catastrophes n'avaient pas le même rythme (rapide) que les progrès scientifiques (lents), Soulé souleva alors une question épistémologique² fondamentale : désormais, disait-il, « *il faut agir avant de connaître tous les faits ; les disciplines de crise sont donc un mélange de science et d'art, et leur poursuite exige l'intuition ainsi que l'information* ».

L'intuition ? En effet. Pour aller plus vite. Agir sans trop réfléchir, sans chercher à tout savoir, spontanément, avec nos tripes. A défaut, nous serions condamnés à assister au déroulement de l'anthropocène, passifs, depuis les fenêtres des paisibles laboratoires... L'intuition est toutefois assez troublante pour une société habituée à prendre des décisions sur la base de connaissances rationnelles, quantifiées, objectives et dénuées de tout affect. Agir avant de comprendre ? Est-ce toujours une démarche scientifique ?

Qu'est-ce que l'intuition ?

C'est un sac de nœuds. Depuis des siècles, scientifiques et philosophes en débattent. Citons par exemple le philosophe français Henri Bergson (1859-1941), qui a abondamment écrit sur la différence entre les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition. Selon lui, la première utilise des concepts et l'analyse, ce qui fragmente les objets et articule la réalité de façon statique, alors que la seconde appréhende les phénomènes de façon plus globale et dynamique. Citons également le psychologue et prix Nobel d'économie Daniel Kahneman (1934-), qui a donné ses lettres de noblesse à l'étude des comportements irrationnels. En reprenant la dichotomie intuitif/rationnel, il décrit deux modes cognitifs qui façonnent nos comportements. Le « système 1 », expérimentiel, intuitif, préconscient, rapide, automatique, holistique, principalement non-verbal et lié aux affects ; et le « système 2 », conscient, analytique, lent, rationnel, fatigant, principalement verbal et non lié aux sentiments. Lorsqu'on apprend à conduire, le système 2 (rationnel) se met en branle, il carbure pour réussir à coordonner le mouvement

des mains et des pieds, tout en faisant attention au code de la route. C'est difficile, lent et épuisant ! Mais à force de pratique, le cerveau transfère ces compétences au système 1 pour rendre la conduite progressivement automatique et confortable, ce qui permet au conducteur de se concentrer sur la conversation avec les passagers... Beaucoup plus sympa !

Dans la vie de tous les jours, nous préférons utiliser le système 1 (spontané), par confort et par paresse, et de temps en temps, lorsqu'une situation étrange apparaît, le système 2 s'allume temporairement pour analyser la menace potentielle. Cette préférence pour le mode automatique rend la vie plus fluide mais génère de nombreuses erreurs de la vie quotidienne, que Kahneman a appelées les « heuristiques de jugement »³. L'intuition ? Un outil à double tranchant.

Aujourd'hui, l'intuition n'est plus seulement un objet philosophique, une sorte de déclic magique du style « eurêka ». Elle pourrait se définir globalement comme « *une pensée produite en partie par des processus inconscients* », mais possède en réalité plusieurs définitions du fait d'être pensée simultanément par les sciences du management et de la prise de décision, les sciences cognitives (développement du cerveau, apprentissage implicite...), et la psychologie (formation de la morale, fonctionnement de la créativité, psychothérapie...).

Un guide dans un monde imprévisible

Les menaces globales comme le changement climatique, le déclin de la biodiversité, la déplétion des ressources naturelles ou la volatilité des marchés financiers sont devenus extrêmement complexes, à tel point que les chercheurs les appellent des « problèmes pernicieux » (*wicked problems*)⁴. En effet, le nombre de variables en jeu et d'interactions entre celles-ci sont si importantes qu'il est devenu impossible de se faire une image réaliste et complète de ce qui se passe. Il est donc impensable de vouloir les maîtriser, et il faudra s'y faire. Nous devons avancer les yeux bandés. Pas le choix, l'intuition doit devenir notre alliée.

En 2005, des chercheurs en sciences du management ont fait une distinction très utile. Il y a selon eux deux intuitions : l'expertise automatisée et l'intuition holistique⁵. La première est celle qui fait que nous conduisons

parfaitement une voiture sans y penser consciemment, elle accélère le traitement des tâches lorsque la situation est familière, mais se révèle un obstacle en situation inconnue ou dans un monde de problèmes pernicieux.

La seconde, l'intuition holistique, est un jugement ou un choix que l'on fait à partir d'une synthèse inconsciente d'informations issues de diverses expériences (à partir de tous les sens). Elle est beaucoup plus utile dans une phase exploratoire, ou face à l'imprévisible, car elle permet d'accélérer le traitement des informations trop nombreuses provenant de sources ambiguës, et surtout elle soutient la créativité et l'émergence de stratégies réellement novatrices.

C'est donc ce type d'intuition qui pourrait s'avérer essentielle pour naviguer dans l'anthropocène. Ce n'est pas une baguette magique, il est possible de l'entraîner intentionnellement. Mais il faudra revoir notre système éducatif dans ce sens, et surtout faire évoluer notre rapport au savoir, à l'objectivité et aux sciences. Pas facile lorsqu'on est pris dans une course contre la montre ! Les disciplines de crise révèlent un nœud de notre époque : elles tentent de prendre le temps de comprendre – avant qu'il ne soit trop tard – la complexité du « merdier » (*clusterfuck*)⁶ dans lequel nous nous sommes fourrés, mais ce faisant, elle découvre avec effroi, 1) qu'il est déjà trop tard, et 2) qu'elle n'auront pas le temps de tout savoir... La leçon à tirer de tout cela est double : il nous faudra apprendre à agir avant de comprendre, mais aussi agir pour comprendre. Alors, on passe à l'action ? Que vous chuchote votre intuition ? — **Pablo Servigne et Raphaël Stevens**

1. M. Egan, « Survival Science : Crisis Disciplines and the Shock of the Environment in the 1970s », *Centaurus*, in Press, 2018.
2. L'épistémologie est l'étude des connaissances, de notre rapport au savoir, de la structure et de la méthode scientifique.
3. Voir son livre passionnant, *Système 1 / Système 2 : les deux vitesses de la pensée*, Flammarion, 2012.
4. C. Andersson et P. Törnberg, « Wickedness and the Anatomy of Complexity », *Futures*, vol. 96, 2018, p.118-138.
5. C. Miller et al., « Intuition in Strategic Decision Making : Friend or Foe in the Fast-Paced 21st Century ? », *The Academy of Management Executive*, vol. 19, n° 1, 2005, p. 9-30.
6. Selon l'expression militaire qui désigne une situation totalement perdue, notamment utilisée par le journaliste étatsunien James Howard Kunstler à propos de l'effondrement de nos sociétés.

En marche vers une alimentation sans CO₂

Depuis cinq ans, le réseau Gent en garde développe une politique ambitieuse autour de l'alimentation durable et des circuits courts. Objectif : réduire l'empreinte carbone de la ville. Tour d'horizon de ce projet entre une plateforme de récupération des invendus, une ferme urbaine, des potagers suspendus...

Comme tous les matins, Hedwig Bockstal passe en revue la liste des fruits et légumes qui pourront être distribués dans la journée aux six cents familles que soutient son association, Open Plaats, située dans le quartier de la porte de Bruges, un quartier aux allures de petit village en pleine ville. Comme quarante-cinq autres associations gantoises, Open Plaats participe à Foodsavers. Mis en place depuis mars 2017, ce projet a permis de récolter et distribuer près de 250 tonnes d'invendus alimentaires. Avec moins de gaspillage de nourriture à la clé et du travail pour douze personnes. Mise en place par la Ville et le CPAS de Gand, cette plateforme logistique récupère les excédents alimentaires dans les marchés et supermarchés gantois pour les redistribuer ensuite aux organisations sociales. Une aide qui est la bienvenue sur le terrain. « Avant Foodsavers, nos colis alimentaires étaient basiques, composés de pain, de café, d'huile ou de sucre. Depuis le lancement du projet, nous recevons des produits supplémentaires. Ainsi, nous pouvons nous consacrer à d'autres choses pour aider les familles dans le besoin », se réjouit Hedwig.

Foodsavers, c'est le dernier né du réseau Gent en garde lancé en 2013 afin de rendre le circuit alimentaire plus durable et réduire

le gaspillage. En 2015, la Ville a ainsi lancé le Restorestje, un *doggy bag* disponible dans une centaine de restaurants.

Mais Gent en garde agit sur l'ensemble de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation, en encourageant l'installation de potagers urbains, en sensibilisant les habitants à la gestion des surplus, en soutenant l'approvisionnement au travers de circuits courts et en poussant au retraitement des excédents alimentaires via une coordination qui met en relation les producteurs et les employeurs. L'objectif étant de réduire durablement l'impact climatique à chaque étape de la chaîne.

Gand est ainsi la première ville belge à avoir développé une telle politique en soutenant les personnes et les organisations déjà actives, mais en œuvrant aussi à la création de nouvelles initiatives. A la tête de ce réseau, on retrouve l'échevine de l'environnement et de l'énergie, l'écologiste Tine Heyse. « Gent en garde est parti d'une réelle ambition autour de la réduction de CO₂. Mais en abordant cette problématique, on ne pouvait pas faire abstraction de nos modes de consommation. De là est née l'idée de rassembler tous ceux qui, de près ou de loin, sont impliqués dans l'alimentation », explique-t-elle.

Pour accompagner la démarche, un comité directeur constitué de représentants du secteur agricole, du commerce, d'organisations issues de la société civile, de citoyens ainsi que d'experts universitaires, conseille la Ville en matière de politique alimentaire et d'initiatives à mener. Il donne ainsi des idées et des orientations à Gent en garde. « Tout le monde

peut s'approprier le projet grâce à ce travail d'échange énorme qui a été mis en place et qui fonctionne bien maintenant. Mais il est difficile de dire combien de projets sont nés. Beaucoup et pas beaucoup ! Ce qui compte, c'est la dynamique qui a été créée », estime l'échevine.

Jardins suspendus et repas végété

En quelques années, Gand est devenu un véritable laboratoire de la ville durable. Avec son jardin de 500 m² sur le toit du Punt, un ancien entrepôt transformé en plateforme d'entreprises à vocation sociale, Roof Food en est l'un des meilleurs symboles.

Lancé en 2014, Roof Food combine l'agriculture urbaine avec une entreprise de restauration. La PME délivre des repas bio à destination des entreprises réalisés avec les légumes plantés sur le toit, mais organise aussi des ateliers sur le jardinage et la nutrition. Marie Haspeslagh a rejoint l'aventure l'été dernier. « Je devais rester trois mois, mais je suis toujours là », plaisante-t-elle. Ex-responsable du marketing d'une grosse boîte de l'agro-alimentaire, la jeune femme a été séduite par ce concept innovant. « L'idée a été lancée après une étude universitaire menée sur les espaces cultivables dans la ville. Les auteurs ont constaté qu'il y avait énormément de toits à Gand et qu'ils pouvaient être exploités comme jardins, ainsi que cela se fait dans d'autres villes », explique Marie.

Quand l'idée a été présentée au Punt, ses responsables ont tout de suite accepté d'accueillir ce jardin suspendu. « A Gand, les citoyens se sont emparés de l'espace donné par la commune avec Gent en garde pour monter les projets. Gand n'est pas une ville si grande, et il est très facile de se rencontrer si on a une envie commune. Cela permet d'aller vite, et c'est ce qui explique que tant de projets ont vu le jour à l'image de Roof Food », témoigne Marie.

Au gré des saisons, et quand la récolte n'est pas suffisante au jardin, Roof Food se fournit notamment chez Be-O Markt. Implanté dans une ancienne galerie marchande du centre-ville, il s'agit à première vue d'un magasin bio comme tant d'autres. Pourtant, avec ses trois cents références disponibles, il propose essentiellement des produits de la région, sélectionnés avec soin par Henri Vercruyse. Ses clients ? Les consommateurs de la région et une trentaine de restaurants livrés par Be-O Markt. « On fait du circuit court en mettant en avant le travail des producteurs de la région, de notre terroir, et en le rendant accessible à tous », se félicite Henri.



L'ATELIER

► A deux pas de là, Le Petit Botanique est un restaurant agricole urbain, né en 2014, qui mise aussi sur les circuits courts et l'économie sociale. En salle, c'est 100 % récup', des tables jusqu'à la vaisselle. Et en cuisine, le chef, Joachim Haemers ne laisse rien au hasard puisqu'il dispose d'un diplôme en maraîchage biologique. Une formation qui lui a permis d'acquérir de nouvelles connaissances dans les modes de culture. « Et tous ces aspects, je les intègre dans la cuisine du restaurant. C'est un privilège rare de pouvoir composer chaque jour un nouveau menu avec des légumes frais. Je sais d'où viennent les légumes et comment ils ont été cultivés. Je peux aussi suggérer aux producteurs de cultiver certains légumes oubliés à l'intention du restaurant. C'est une belle interaction », raconte-t-il.

A côté de ce restaurant, d'autres institutions ont franchi le pas, à l'instar du café du Vooruit, le célèbre centre culturel. Chaque jour, entre cent-cinquante et deux cents plats sont proposés, ce qui en fait l'un des plus grands cafés de la ville, avec un tiers des repas consommés uniquement végétariens. « Notre principe est assez simple et s'explique en trois lettres : L-E-F pour local, écologique et fair. C'est ainsi qu'on sélectionne les produits qui seront proposés aux clients en mettant en avant des aliments cultivés localement ou des produits issus du développement durable », explique Sofie Dewulf, porte-parole du Vooruit. « Ce fut une évidence pour un lieu comme le nôtre qui a été de toutes les innovations sociales et de tous les changements de société. » Dans les écoles communales aussi, le menu a été entièrement revu. « Jusque-là, les enfants recevaient sous plastique des repas préparés dans le Limbourg », rappelle l'échevine Tine Heyse. Désormais, c'est l'entreprise Culinor, située à Destelbergen, à dix kilomètres de Gand, qui fournit les établissements scolaires. « En moyenne, un menu contient plus de 20 % d'ingrédients biologiques. En plus, nous proposons au moins un produit fair trade par semaine. Il y a également plusieurs fois par an un menu "Earth Friendly", spécialement conçu pour produire le moins possible de CO₂ », indique Nicolas Pczycki de Culinor.

Chaque jeudi, le plat proposé est végétarien, dans la foulée des fameux « Jeudis veggi » lancés en 2009 à Gand par l'association EVA. Son objectif : promouvoir l'alimentation végétarienne partout où c'est possible : dans les écoles, les entreprises, les restaurants ou les administrations (lire *Imagine* n°125). Un

travail qui s'avère payant. « Après dix ans d'expérience, on a analysé ce qui a été fait et il s'avère que Gand est une des villes flamandes où les habitudes ont le plus changé. La moitié des Gantois consomment trois fois par semaine un repas végétarien », relève Nena Baeyens, porte-parole d'EVA.

Aquaponie et cochons-pivots

Mais les évolutions ne s'arrêtent pas là, car à Gand se prépare aussi l'agriculture de demain. Urban Smart Farm utilise par exemple des conteneurs pour faire pousser des légumes et élever des poissons, en utilisant les techniques d'aquaponie. Un système gagnant-gagnant qui a donné de bons résultats et qui a été pensé par Pascal De Bondt. « Grâce à ce système, nous produisons du poisson en six à huit mois et des légumes en quelques semaines seulement. De cette façon, avec une installation relativement petite, vous obtenez quelques tonnes de poissons par an et plusieurs milliers de plantes. »

Politologue de formation et diplômé en cuisine, Pascal a passé trois années de recherche avant de lancer sa ferme urbaine, en cherchant une manière durable de produire des légumes en ville, en utilisant le moins de surface possible. « C'est ainsi que le concept est né. Aujourd'hui, à Gand, de nombreuses organisations expérimentent une production alimentaire durable et une chaîne d'approvisionnement courte, basées sur des motifs écologiques et sociaux. Avec Urban Smart Farm, j'ai voulu combiner ces motifs avec une production rentable pour que les agriculteurs urbains puissent également vivre », explique-t-il avec la volonté d'aider les fermes existantes dans l'agriculture et l'horticulture à devenir plus durables avec ses solutions.

A côté de la ferme intelligente de Pascal, il y a aussi Het Spilvarken, littéralement le « cochon-pivot ». Lancée en 2014, l'initiative a commencé en souhaitant gérer de façon créative les nuisances et les déchets d'une ville. Au bout de la réflexion, une idée a été lancée, celle d'utiliser des cochons. Pendant six mois, dans

divers quartiers de la ville, trois cochons sont ainsi entretenus par des citoyens. « Ce projet a permis de montrer que les animaux traitaient de grandes quantités de déchets – l'équivalent des déchets annuels d'un supermarché », souligne Nathalie Snauwaert, la quarantaine, tête pensante de l'entreprise.

Het Spilvarken a aussi stimulé un débat dynamique sur la consommation de viande et l'industrie alimentaire en ville, et a créé au fil des années un véritable projet de quartier et d'environnement. Chaque saison, les trois cochons sont abattus, et leur viande revendue dans des restaurants ou redistribuée aux participants. « On fonctionne de la sorte en auto-suffisance, en vendant notre viande à un prix équitable et en assurant la viabilité du projet d'année en année », continue Nathalie.

Pour cette « citoyenne philosophe » comme elle se définit elle-même, rien d'étonnant à ce qu'une telle idée ait vu le jour à Gand. « C'est une ville rebelle et créative qui permet aux citoyens de faire des expériences. Si tu décides d'occuper un coin de la ville, on te laissera faire... Il y a une marge de manœuvre tout à fait intéressante qui n'existe pas ailleurs. » — **Pierre Jassogne**

Les Gantois ont aménagé plusieurs potagers urbains, y compris sur les toits de la ville.



Gand en grande



6^{ème} festival du film sur la ruralité / Du cinéma à travers champs

Le monde rural change. Vite, et pas toujours dans le bon sens. « *Il est temps !* », proclament les organisateurs de la sixième édition du festival du film sur la ruralité A Travers Champs. « *Il est temps d'attirer l'attention du grand public sur les mutations en cours sur le droit à la terre, à l'alimentation et à une qualité de vie pour tous. Temps de relever des défis et d'inventer des alternatives, de prendre nos responsabilités collectives et individuelles, de soutenir plus que jamais les travailleurs, producteurs et agriculteurs. Temps de prendre le temps de soigner la terre pour les générations futures.* »

Du 1^{er} au 30 mars, dans treize lieux, partout en provinces de Namur et de Luxembourg, le festival A Travers Champs propose une large sélection de films (trente projections au total), des documentaires et fictions, courts et longs, récents ou plus anciens. Mais également des débats, des rencontres avec des cinéastes (Jean-Pierre Dardenne, Frank Vigna,



Jean-Pierre Pozzi, Vincent Geens, Marie Devuyt...), des expositions, des moments musicaux, des marchés locaux... Il y aura également un jury des jeunes, les boulangers du coin mobilisés autour d'une opération « coup de pain » et des porteurs de paroles.

Du potager de mon grand-père au retour du loup, des semences indiennes à l'intelligence des arbres, de la permaculture à la vie paysanne, on y abordera des thématiques larges, du Nord au Sud, en mode poétique, festif, engagé ou militant.

Fruit d'une large collaboration entre les centres culturels, les agriculteurs et le monde associatif, ce festival unique en Belgique se veut ouvert à tous les publics, petits et grands, « pour prendre la parole, rencontrer, (s')informer, croiser ses envies, préoccupations, projets, actions et solutions ».

Du 1^{er} au 30 mars, à Beauraing, Ciney, Dinant, Durbuy, Forcée, Hotton, Houffalize, La Roche, Marche-en-Famenne, Nassogne, Rochefort, St-Hubert, Tenneville.

www.festival-atraverschamps.be

info@festival-atraverschamps.be

084-22 13 76

The advertisement for Kliemo Printing features a dark brick wall background. At the top center is the logo for 'AG KLIEMO PRINTING SA/NV'. Below the logo, four armchairs are arranged in a row, each with a splash of color rising from it. From left to right, the colors are blue, pink, yellow, and black. Text labels are placed around the chairs: 'REUVES PROSPECTUS PUBLICITAIRES' above the blue chair; 'CLASSEURS DE BUREAU ET D'ÉCOLE PERSONNALISÉS EMBALLAGES LIVRES' to the left of the blue chair; 'BROCHURES CATALOGUES LIVRES POUR ENFANTS' above the pink chair; 'DISPLAYS JOURNAUX D'ENTREPRISES TRAVAUX POUR MAISONS D'ÉDITION EN PETITES ET GRANDES QUANTITÉS' above the yellow chair; and 'MAGAZINES CALENDRIERS CARTES POSTALES' above the black chair. At the bottom, contact information is provided: 'KLIEMO PRINTING A.G // Hütte 53 • 4700 EUPEN // Tel.: 087/59.50.00 • www.kliemo.be'.

NEW YORK, VERTE ET REBELLE

Un autre regard sur les Etats-Unis
au cœur de la Grosse Pomme.

Anthony, un amérindien en résistance

Avant l'invasion des Européens, le peuple des Ramapough Lenape prospérait à Manhattan, à qui l'île doit son nom amérindien. Malgré des siècles d'oppression coloniale, une partie de ses descendants est toujours là. Parmi eux, il y a Anthony Van Dunk, un ébéniste new-yorkais et ancien chef de la tribu, qui nous raconte sa douloureuse quête d'identité dans l'Amérique de Donald Trump.

Penché sur son établi, dans un nuage de sciure et de crissements de scie sauteuse, Anthony Van Dunk découpe un morceau de bois. Long cheveux noirs attachés en queue de cheval, port altier, il est occupé à façonner les pièces d'un canapé-lit sur mesure pour l'appartement exigü d'un couple de New-Yorkais. « *J'ai toujours été attiré par l'ébénisterie, mais ma femme ne voulait pas que j'en fasse un métier* », nous confie ce quinquagénaire à l'énergie juvénile qui, dans une autre vie, bossait dans la pub. « *Quand nous nous sommes séparés, je me suis lancé.* »

Il y a quelques mois qu'il a installé son atelier dans ce gigantesque bâtiment industriel de Greenpoint, à Brooklyn. Avec sa peau brune et ses cheveux foncés, Anthony ne détonne guère dans cet environnement où travaillent de nombreux ouvriers latinos. Il a d'ailleurs des ancêtres portoricains. Seule sa longue queue de cheval signale son identité amérindienne. « *La tradition nous demande de faire pousser nos cheveux, qui sont une connexion avec le créateur et une extension de nos sens* », commente cet homme spirituel, qui à New York comme en forêt, peut se sentir « *relié aux esprits* ».

C'est peu avant la disparition de son père qu'Anthony a pleinement redécouvert ses origines Ramapough, une souche de la nation Lenape qui prospérait dans la région avant l'invasion européenne, au 17^e siècle. Il allait avoir trente ans. « *J'ai participé à mes premiers pow wow quand j'avais douze ans. Mais mon père n'a officiellement enregistré la famille auprès de la tribu que deux ans avant son décès, comme s'il avait senti qu'il était temps de le faire* ».

Pour Anthony et son frère, ce retour aux sources est une révélation. Combien de fois ont-ils parcouru les cinquante kilomètres qui séparent New York de Mahwah, une petite bourgade située à la frontière entre les Etats de New York et du New Jersey, pour participer aux réunions de la tribu ? « *J'y allais parfois tous les jours* », se souvient l'ébéniste. C'est là, dans cette région montagnueuse des Appalaches, que les Ramapough ont leur zone de peuplement principal, héritage du temps où leurs ancêtres se sont cachés pour échapper à la loi coloniale. L'histoire raconte que durant la Révolution américaine (1775-1783), ils se sont mélangés avec des déserteurs de l'armée britannique, des mercenaires allemands embauchés en renfort qu'on appelait « les soldats hessois ». Dans leur refuge de maquisards sont aussi venus s'abriter des esclaves noirs en fuite, qui portaient le nom de leurs « propriétaires » hollandais. Le nom de famille d'Anthony, « Van Dunk » vient de là. « *C'était peut-être un marin belge* », s'amuse-t-il.

“Les Européens nous ont apporté le pire : pas la variole, mais cette conception du pouvoir où le chef est celui qui domine”

En 2006, ce père d'un ado accro aux jeux vidéo devient chef de la tribu où « *il s'agit de veiller sur le collectif et à ce que chacun aille bien* ». Aux antipodes de ce poste de responsable bienveillant, il place Donald Trump, un des vieux ennemis de la tribu : « *C'est ce que les Européens nous ont apporté de pire. Pas la variole, mais cette conception du pouvoir où le chef est celui qui domine et impose sa volonté aux autres.* »

C'est qu'entre les Ramapough et l'occupant de la Maison-Blanche, le torchon brûle depuis longtemps. Dans les années 1990, le magnat de l'immobilier leur a barré la route alors qu'ils cherchaient à se faire reconnaître par l'Etat fédéral américain. Alors propriétaire de deux casinos à Atlantic City, Trump s'est senti menacé par cette tribu qui, avec avec un tel statut, aurait eu la possibilité de créer une réserve, et si elle le désirait, de s'y livrer au commerce des jeux de hasard (les Amérindiens possèdent 21 % de l'industrie du jeu aux Etats-Unis). Parallèlement à une action en justice pour « discrimination », l'inénarrable homme d'affaires menait une campagne de diffamation. « *Je pense que j'ai plus de sang indien que la plupart de ceux qui tentent d'ouvrir de nouvelles réserves* », avait-il alors déclaré, avec le sens de la nuance qu'on lui connaît.



Anthony Van Dunk, ex-chef de tribu chez les Ramapough, se bat pour défendre les droits et l'histoire de son peuple, les Amérindiens victimes de nombreuses discriminations.

date d'expiration ». Son point de vue lui a valu d'être mis au ban de sa communauté ; les anciens n'ont pas apprécié. Mais Anthony n'en a cure. Alors que les chiffres officiels évoquent la présence de 1 000 à 3 000 Ramapough dans la région, et de 4 000 à l'échelle des Etats-Unis, il estime qu'ils sont en réalité beaucoup plus nombreux. « Nous sommes partout, dans nombre de familles mélangées. En fait, nous n'avons jamais cessé de nous étendre ! »

Lors de son passage à la tête de la tribu, ce citoyen pour qui « la nature est partout, même à Manhattan », n'a pas seulement dû faire face à ces clivages internes. Comme les autres nations amérindiennes, qui représentent aujourd'hui 2 % de la population américaine, soit un peu plus de cinq millions de personnes, les Ramapough Lenape souffrent de discriminations systématiques et sont durement frappés par le chômage, l'alcoolisme et la violence.

Anthony a vécu de très près ce racisme persistant, lorsqu'un jour d'avril 2006, un membre de sa communauté s'est fait tuer par la police. Emil Mann, quarante-cinq ans, participait à un pique-nique dans la forêt, non loin de Mahwah, où les Ramapough possèdent leur siège tribal. Les forces de l'ordre ont expliqué avoir eu peur que les « gens de la montagne », comme ils les appellent péjorativement, soient armés. Il n'en était rien. « Ce meurtre a provoqué un énorme traumatisme chez nous », se souvient Anthony qui, à l'époque, a mis en place une structure d'accompagnement psychologique. « Le point positif, c'est que le gouverneur du New Jersey a fait ensuite faire passer les lois les plus progressistes qui aient jamais existé pour protéger les Amérindiens. »

Mais, comme le révélera un rapport commandité par le même gouverneur, cette brutalité est hélas un des nombreux visages du mépris auquel ce peuple doit faire face depuis longtemps. Durant des années, l'entreprise Ford s'est ainsi débarrassée de ses déchets toxiques à proximité de leurs habitations, provoquant de nombreux troubles immunitaires. Et aujourd'hui, c'est un projet de pipe-line qui menace leurs terres sacrées et la rivière qui coule à proximité.

Une expulsion qui a des airs de déjà-vu : l'année dernière, Anthony a passé deux mois au Dakota du Nord, au camp de Standing Rock, pour soutenir les Sioux dans leur lutte contre la construction d'un autre de ces oléoducs.

Même si toute cette mobilisation n'a pas suffi à arrêter le chantier, l'ébéniste de Brooklyn considère cette résistance comme « une aventure merveilleuse, qui prouve qu'un monde meilleur est possible ». Désormais, il met tous ses espoirs dans la justice. Tout en étant inquiet : et si ce dernier rempart sautait, miné par la corruption de l'administration Trump ?

Et Anthony de dénoncer la vision court-termiste de la classe politique. « Chez les Amérindiens, au contraire, nous avons la conviction que ce que tu fais aujourd'hui affectera tes descendants jusqu'à la septième génération. » — **Amélie Mouton**

Celui qu'Anthony appelle « le harceleur en chef » a gagné sa cynique croisade, et les Ramapough n'ont jamais obtenu leur statut. « Nous ne manquons pas de raisons de nous battre. Mais depuis qu'il est au pouvoir, nous en avons encore plus ».

Avec cette référence à la pureté des origines, Trump surfait sur une controverse qui divise les tribus amérindiennes elles-mêmes. Qu'est-ce qui définit leur identité ? Le sujet est sensible. Certaines tribus, à l'instar des Ramapough, recourent à la présence d'une certaine quantité de sang pur. Ce système est un héritage du colonisateur, qui l'utilisait pour déterminer qui était amérindien, et donc éligible pour obtenir des compensations liées à l'accaparement des terres. L'espoir était alors qu'ils se mélangeraient avec le reste de la population, au point qu'il ne leur serait plus possible, à terme, de se faire reconnaître. Anthony rejette ce système qui « conduit à l'exclusion des générations où il y a beaucoup de métissage. Comme si nous étions des chiens, et pas des êtres humains. C'est comme ça que nous risquons de disparaître ! ». Pour lui, pas de doute : le critère premier, c'est le lignage familial, « l'existence d'un ancêtre, sans

COMBAT(S) DE LÀ-BAS

L'une est journaliste, l'autre présidente du Parlement guinéen des enfants. Chacune à leur manière, Rabiadou et Hadja se mobilisent pour lutter contre les discriminations faites aux filles qui sont privées de scolarité, excisées et mariées de force. Rencontre avec deux activistes qui ne ménagent pas leurs efforts pour ces oubliées du droit international.

Rabiadou Diallo et Hadja Idrissa Bah

Rendre justice aux filles

« **J'** ai eu la chance de quitter mon village pour la capitale Conakry où j'ai vite compris que ma vie ne devrait pas se limiter à un mariage et qu'en entreprenant des études, je pourrais décrocher un travail et devenir autonome, raconte la jeune Guinéenne Rabiadou Diallo, 25 ans, stagiaire aux Nations unies et blogueuse influente. On était une cinquantaine de filles en faculté de journalisme et on s'entendait dire sans cesse qu'il s'agit d'un métier de terrain difficile et que l'on ferait mieux de s'occuper d'un foyer ! Ces remarques m'ont profondément révoltée. J'avais pleinement le droit d'aspirer à une carrière et de contribuer au développement de mon pays. »

Son amie Hadja Idrissa Bah, 18 ans, a connu également un destin particulier. Issue d'une famille nombreuse et polygame, elle a terminé cette année ses études secondaires et a décidé de s'investir au sein du Parlement des enfants, dont elle exerce la présidence. « Cette institution calquée sur le Parlement national est composée d'enfants venus de toutes les régions du pays pour défendre les droits de nos camarades auprès des parlementaires et de toutes les personnes dépositaires de l'autorité : parents, ministres, agents administratifs », nous explique la jeune femme. Au lendemain des élections communales du 4 février dernier, Hadja est très occupée. « Certains agents des services publics menacent de faire grève pour dénoncer les résultats. Des écoles risquent d'être fermées. Or, je refuse que l'on sacrifie la scolarité de nos enfants. J'essaie de rencontrer un maximum de monde possible pour calmer les esprits. » Hier, elle proposait au Premier ministre de faire un geste d'apaisement. Aujourd'hui, elle rencontre la ministre de l'enseignement. « Ensuite, j'irai voir les chefs religieux, car ils ont du poids. »



Dans cette petite république de l'Afrique de l'Ouest qui compte 13,2 millions d'habitants, les deux jeunes activistes ont décidé de combattre activement les discriminations qui touchent particulièrement les filles de leur pays, avec le soutien de l'ONG Plan International. La Guinée étant le reflet d'une problématique planétaire avec 32 millions de fillettes privées de scolarité et 41 000 d'entre elles mariées de force chaque jour.

« Marier une enfant trop jeune, c'est comme la plonger en pleine mer sans lui avoir appris à nager ! »

« Aujourd'hui, filles et garçons de Guinée fréquentent l'école à parts égales, mais cette égalité de chance n'est qu'apparente, déplore Rabiadou. Les discriminations commencent très tôt dans les familles qui exigent des filles qu'elles travaillent dès leur plus jeune âge et qu'elles s'abstiennent de jouer à des jeux réservés aux garçons. »

La Guinée a pourtant adopté en 1990 la convention de l'ONU relative aux droits de l'Enfant et confirmé l'année dernière ses engagements en révisant le code de l'Enfant, sans cependant parvenir à créer une égalité effective des droits. Aujourd'hui, selon un rapport de l'Unicef, on estime que la moitié des garçons guinéens savent lire et écrire, contre un tiers seulement de filles. « En vérité, les filles restent rarement longtemps à l'école, constate Hadja. Vers l'âge de douze ans, au début de l'adolescence, les parents leur désignent un mari et les sortent de l'école. Ces jeunes

Hadja (à gauche), la politique, et Rabiadou (à droite), la journaliste, luttent depuis leur adolescence en faveur des droits des filles en Guinée.



Plan international

filles doivent ensuite gérer un foyer sans y avoir été préparées. Leurs parents ne leur ont jamais parlé des aspects de la vie commune, du partage des tâches, de la sexualité. Tout cela est tabou. » En juin dernier, la ministre des Affaires sociales, de la Promotion féminine et de l'Enfance a reconnu qu'une fille sur quatre était mariée avant l'âge de 15 ans en Guinée. Pour Rabiadou Diallo, « marier une enfant trop jeune, c'est comme la plonger en pleine mer sans lui avoir appris à nager ! Que se passe-t-il ensuite lorsqu'une enfant met au monde un enfant ? Elle n'arrive pas à s'occuper de lui ! La jeune maman a été privée d'école, lâchée par sa famille et tout cela a des conséquences énormes sur sa formation et ses futures possibilités d'épanouissement. Ce qui va se retourner contre ses propres enfants. »

Avec les 114 mandataires désignés par leur classe pour siéger au Parlement des enfants, Hadja s'efforce de faire appliquer le droit guinéen. « La loi a relevé l'âge du mariage à 18 ans. Toutes les familles connaissent cette loi, mais peu en voient l'intérêt. Dans les villages, nous approchons les parents, les mandataires locaux

pour leur faire comprendre que l'éducation des filles est importante pour le bien-être de tous. »

Mais l'asservissement des fillettes commence bien avant le mariage, avec leur excision forcée. « Les parents annoncent à leurs filles qu'elles vont aller à une fête au village, mais elles ne peuvent pas imaginer ce qui les attend », s'indigne Rabiadou.

Alors que les mutilations sexuelles sont bannies par la loi, elles sont néanmoins pratiquées sur 97 % des jeunes filles. Et la Guinée est le pays qui recourt le plus à ces pratiques dans le monde, juste après la Somalie. « Je l'ai moi-même vécu et c'est traumatisant, raconte la journaliste. J'essaye d'oublier, mais dès que je vois une fillette dans cette situation, je revis la douleur du moment. »

Malgré l'interdiction prévue par le législateur, mettre fin à l'excision ne sera pas une mince affaire. « Il y a bien des programmes de sensibilisation. Et parfois, lors de grandes cérémonies, des personnes déposent leurs couteaux pour signifier qu'elles renoncent à l'excision, avant de recommencer en cachette quelques semaines plus tard. Je pense qu'il faut être ferme, que des personnes soient traduites en justice et condamnées. En voyant l'un des leurs en prison, les communautés comprendront qu'il est dangereux de braver la loi. »

“ Avec l'excision, il faut être ferme, que des personnes soient traduites en justice et condamnées ”

Pour dénoncer ces discriminations, Rabiadou et Hadja ne ménagent pas leurs efforts. L'une met à profit sa formation de journaliste pour éditer une revue de presse consacrée aux droits des enfants qui rencontre un certain succès sur les réseaux sociaux. Elle a plus de mille amis sur sa page Facebook, « Raby et les enfants », et son compte Twitter est suivi par cinq mille abonnés. « Je parle d'un monde où tous les enfants ont les mêmes droits et la même possibilité d'exprimer leurs opinions, conclut Rabiadou. Je fais partie d'une minorité privilégiée qui est allée à l'école. J'ai reçu la clef qui manque à beaucoup de filles pour envisager ma vie. Mon énergie, mon savoir je veux les consacrer à faire bouger la société guinéenne. Comme future mère, je veux que mes enfants grandissent dans une égalité de droits. »

Quant à Hadja, son expérience à la présidence du Parlement lui a révélé sa véritable vocation. L'année prochaine, elle s'inscrit en faculté de droit à l'université pour s'engager ensuite en politique. « Mon père était orphelin, à la rue, obligé de mendier sa nourriture. Il m'a raconté ses années difficiles de jeunesse et ses récits m'ont conforté dans l'idée d'avancer pour défendre la population guinéenne. Je veux forcer le changement, pour que les enfants ne soient plus maltraités et que les filles puissent avoir un avenir. » — **Jean-François Pollet**

En savoir +

Plan international a sorti en février un rapport sur le droit des filles dans l'ordre international
www.planinternational.be/fr/blog/les-filles-grandes-oubliees-du-droit-international

L'énergie des mers



Balayés par les vents, ballottés par les marées, traversés de puissants courants marins, les océans regorgent d'énergies inépuisables que les ingénieurs rêvent de transformer en électricité verte. Des tests sont menés. Avec succès.

Et si l'avenir énergétique venait aussi du fin fond des océans ? « Il y a là une source d'énergie stable capable de produire du courant quatre fois par jour à marée montante et descendante. De plus, le mouvement des marées est prévisible des années à l'avance », explique Sébastien Ybert, coordinateur énergies marines renouvelables au sein de l'Institut français de recherche sur l'exploitation de la mer (Ifremer).

La première expérience d'exploitation du mouvement des marées fut lancée en Bretagne en 1967 à l'embouchure du fleuve qui se jette dans la Manche, en face de Saint-Malo. D'une puissance de 240 mégawatts, l'usine marémotrice de La Rance fournit depuis cinquante ans une électricité équivalente à la consommation d'une agglomération de 200 000 habitants.

L'usine se présente sous la forme d'un barrage de 750 mètres de long jeté en travers de l'embouchure du fleuve, où sont logées vingt-quatre turbines, et une écluse ménagée pour le passage des bateaux.

A marée haute, le lac artificiel créé par l'ouvrage se remplit d'eau au travers de turbines dont le mouvement produit l'électricité. A marée basse, l'eau repasse dans l'autre sens, permettant à nouveau aux turbines de fonctionner. L'usine sert également de pont entre les deux rives et représente le site industriel le plus visité de l'Hexagone, attirant chaque année 200 000 touristes. Aujourd'hui amortie, l'usine de La Rance devrait continuer à fonctionner pendant encore une cinquantaine d'années.

Cet apparent succès industriel n'a cependant pas soulevé de réel enthousiasme. La Chine (1980), le Canada (1984) et la Russie (2004) ont bien testé de petites exploitations, sans cependant mener plus loin l'expérience. Seule la Corée du Sud, qui a construit à Sihwa en 2011 une usine un peu plus puissante que celle de La Rance (256 mégawatts), s'apprête à renouveler l'expérience à Incheon avec une usine cinq fois plus puissante.

« Le développement de la filière marémotrice est pénalisé par la concurrence d'autres sources d'énergie, reprend Sébastien Ybert, en particulier le nucléaire. De plus, l'usine de La Rance a

révélé d'importants impacts sur le milieu, comme d'ailleurs tous les grands barrages. » La création d'un lac artificiel a remplacé l'eau salée et agitée de l'estuaire par une eau douce et stagnante qui a radicalement transformé la faune et la flore. Le lac subit également un inéluctable ensablement qui étouffe progressivement sa vie aquatique et obstrue les turbines de l'usine. « Si c'était à refaire, reprend le coordinateur, l'usine serait construite différemment, sans fermer complètement la zone, afin d'évacuer plus facilement les boues et de préserver le cycle des marées et la faune qui lui est associée. »

Un mur brise-lame circulaire

Au Royaume-Uni, la société Tidal Lagoon Power pense pouvoir diminuer les impacts écologiques des usines marémotrices en construisant d'immenses lagons artificiels au large des estuaires. Au sud-ouest du pays, dans la langue de mer qui sépare le pays de Galles de l'Angleterre, Tidal Lagoon Power envisage de tirer parti des gigantesques marées locales, qui peuvent monter jusqu'à neuf mètres, avec l'installation de quatre centrales.

Le projet le plus avancé se situe au large de la ville de Swansea, dans le sud du pays de Galles, où la société s'apprête à construire un mur brise-lame circulaire de 9,5 kilomètres. Equipé de seize hydroturbines, le lagon ainsi formé devrait couvrir les besoins de 155 000 foyers. Cinquante kilomètres plus loin, la ville de Cardiff, la capitale galloise, accueillera un projet encore plus ambitieux avec l'érection d'un mur de vingt-deux kilomètres formant un lagon de 70 km² (soit la surface de la ville de Liège) afin de faire tourner entre soixante à nonante turbines et alimenter un million et demi de foyers.

Deux autres usines sont également à l'étude à Newport et Bridgwater Bay. L'ampleur du projet devrait, selon ses promoteurs, assurer sa rentabilité avec une électricité à un prix équivalent à celui des filières nucléaires et éoliennes.

La première étape de ce projet pharaonique devait être lancée dès cette année, avec la construction de la centrale de Swansea. « Trois années d'études ont montré que la centrale aura un faible impact sur les écosystèmes, plaide Lisa Jenkins, porte-parole de l'entreprise. Le lagon, construit de manière à ne pas obstruer l'embouchure, permet la circulation de la faune aquatique. » Cependant, le lagon tant espéré risque de ne pas sortir de la mer d'aussitôt. « Nous attendons toujours le feu vert des autorités publiques, poursuit la porte-parole. La construction d'un générateur d'électricité renouvelable est soumise à l'accord préalable du pouvoir subventionnant puisque les énergies vertes bénéficient d'un soutien public, or jusqu'à présent l'administration n'a pas accepté nos offres de prix. » En janvier dernier, le gouvernement gallois, qui s'impatiente de voir le lagon prendre forme a annoncé son intention d'investir dans le projet avec l'espoir de débloquer la situation.

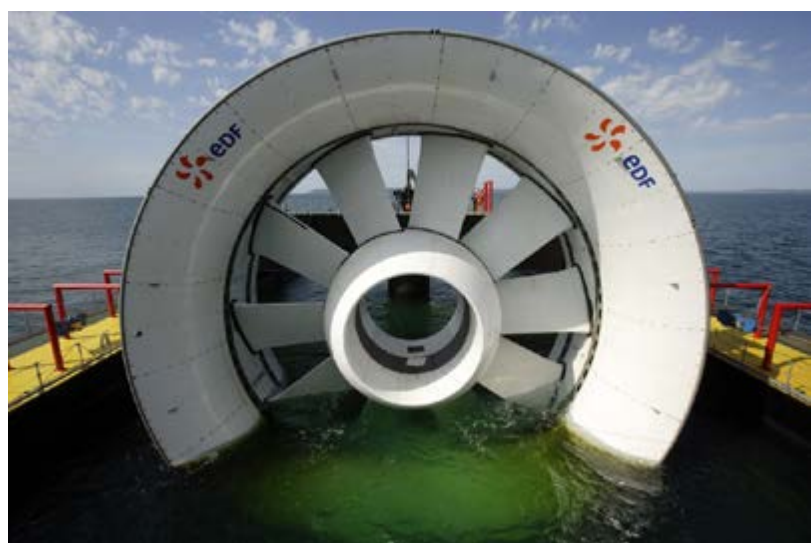
Valoriser les courants marins

Bercés par les marées, les océans sont aussi traversés par de puissants courants que les ingénieurs veulent également transformer en électricité. « Dans certaines zones, bien ciblées et connues, reprend Sébastien Ybert, il existe des courants de plusieurs mètres par seconde, prédictibles des années à l'avance, dont on peut capter l'énergie cinétique. »

En France, de gigantesques turbines, des hydroliennes, ont été immergées au large de la Bretagne (Paimpol-Bréhat et île

d'Ouessant) et de la Normandie (Raz-Blanchard). Avec cette technologie, fini les ouvrages d'art somptueux, les machines s'apparentent à de simples hélices placées sur un socle posé au fond de l'eau. La technologie présente l'immense avantage de son coût et de son impact écologique limité. « Lorsqu'il sera déposé sur le fond, un trépied écrasera les organismes présents sous ses points d'appui. Mais ensuite, la faune et la flore semblent ne pas devoir être très touchées par ce voisinage, même s'il subsiste encore des questions sur les effets du champ électromagnétique qui entoure les câbles. »

En revanche, la technologie a l'inconvénient de sa fragilité. Dix ans après son lancement et 200 millions d'euros d'investissements, le projet de Paimpol-Bréhat a été abandonné en novembre dernier, essentiellement en raison de la dégradation des deux turbines de seize mètres de diamètre. En mer, le sel, le vent et les courants mettent à rude épreuve les équipements qui doivent également affronter des phénomènes de biofouling, l'accumulation d'organismes statiques (algues et crustacés) sur les lignes d'ancrage, les fondations, les parties métalliques. Les essais se poursuivent cependant au Raz-Blanchard, site réputé pour la puissance de ses courants marins, et reprendront au large



Hydrolienne Sabella installée au large de l'île d'Ouessant en Bretagne.

de l'île d'Ouessant. « Cette île située à dix kilomètres du continent produit sa propre électricité. Dans ce contexte, la connexion à une hydrolienne offre de vrais avantages, à condition de bien étudier le projet, car l'électricité se stocke très difficilement. Il faut donc bien dimensionner le réseau et étudier le mix énergétique, sous peine de produire un courant qui ne sera jamais utilisé. »

Des hydroliennes sont également plongées dans les eaux norvégiennes, canadiennes (avec la même machine qu'à Paimpol-Bréhat) et écossaises, où sont utilisés les plus grandes machines jamais construites avec leurs dix-huit mètres de diamètre.

Couvrant 71 % de la surface de la Terre, les océans ne fournissent à ce jour que 0,01 % de la production mondiale d'électricité, pénalisés par la difficile rentabilité des technologies. La disparition inéluctable des énergies non renouvelables devrait cependant attirer de plus en plus l'attention des ingénieurs sur la grande bleue et ses inépuisables ressources. — Jean-François Pollet

Antoine Deltour, l'engagement tranquille

L'auteur des fuites du dossier LuxLeaks et ancien employé du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers connaîtra prochainement l'épilogue de la série de procès qu'il affronte depuis qu'il a révélé les scandaleuses largesses du fisc luxembourgeois. Un épilogue qui devrait lui permettre de retrouver le cours d'une vie tranquille.

« J'ai raconté cette histoire des centaines de fois. Un soir, j'allume au bureau un ordinateur pour copier un fichier anodin, le diaporama d'une formation en cours, lorsque je me rends compte qu'une faille du système de sécurité met en libre accès un dossier tout à fait confidentiel. J'ai alors copié ce dossier sans trop savoir ce que j'en ferais. »

Avec ses lunettes d'écaille, son visage juvénile et sa courtoisie mesurée, Antoine Deltour n'a rien, en apparence, de ces héros contemporains qui bousculent leur vie professionnelle pour dénoncer des faits illégaux qui menacent la cohésion sociale. Et pourtant les informations qu'il recueille inopinément, ce soir de 2010, alimenteront les LuxLeaks, le scandale des incroyables largesses fiscales accordées par l'administration luxembourgeoise à des centaines de sociétés.

En janvier dernier, le lanceur d'alertes était de passage à Bruxelles pour recevoir la Silver Rose, récompense décernée par Solidar, un réseau européen pour l'action sociale, qui salue son action décisive en faveur de la justice fiscale. « Il y a de bons côtés à ce qui m'arrive, sourit-il. Je rencontre des personnes intéressantes, reçois de nombreux soutiens. »

Il y a une dizaine d'années, alors qu'il est fraîchement diplômé d'une école de commerce, Antoine Deltour envisage déjà de vivre selon ses « convictions » en rejoignant l'antenne luxembourgeoise du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (PwC). « Il y a une utilité sociale à ce métier, se défend-il, car il faut une certaine confiance dans le fonctionnement des entreprises. Mais à mesure que j'avançais dans mon travail, je réalisais que la présence de mes

Antoine Deltour, 32 ans, a reçu en janvier dernier la Silver Rose, décernée par Solidar, réseau européen pour l'action sociale, qui salue son action décisive en faveur de la justice fiscale.

Antoine Deltour



clients au Luxembourg était fictive. Au bout de deux ans, le cabinet m'a confié l'audit complet de la filiale d'une importante multinationale. J'ai pu examiner sa situation en profondeur, cette fois j'étais certain de mes intuitions, les sociétés que j'auditais étaient totalement fictives, sans salariés, ni locaux, rien qu'une boîte aux lettres. Leur seule fonction était d'éluider le fisc. Cette pratique me mettait mal à l'aise, j'ai décidé de démissionner. »

La suite est connue. Le soir de son dernier jour, il ramasse ses affaires, allume un ordinateur, tombe sur un dossier confidentiel dont il s'empare. « Il s'agissait d'une liste de tax rulings négociés par le cabinet pour le compte de ses clients, un mécanisme auquel je ne comprenais rien, reprend-il ingénument. Je ne savais même pas si c'était scandaleux ou non. » Il contacte une organisation de lutte contre la fraude fiscale. Le dossier qu'il a dérobé est absolument scandaleux. Il révèle les centaines d'accords fiscaux, les *tax rulings* ou « rescrits fiscaux » en français, passés entre l'administration et des multinationales qui garantissent une faible imposition sur les fonds expédiés vers le Grand-Duché. Des centaines de millions d'euros échappent ainsi à l'impôt dans leur pays d'origine.

« J'ai fait cette découverte en 2010, au plus fort de la crise grecque, poursuit le lanceur d'alerte, ce qui a énormément pesé sur mon analyse politique et mes choix d'actions. Car on voyait bien que les manipulations de ces sociétés qui font d'énormes profits pour éluder l'impôt déséquilibrent les comptes nationaux avec des conséquences directes pour les peuples. »

Les révélations d'Antoine Deltour feront alors l'objet d'une émission spéciale de Cash Investigation de France 2, avant d'être reprises par le Consortium international des journalistes d'investigation qui les rendront publics à l'automne 2014, sous le nom de « LuxLeaks ».

Papier à en-tête du fisc

Pour le jeune lanceur d'alerte commence alors un marathon judiciaire qui le conduira à affronter quatre procès.

Avec son ancien collègue, Raphaël Halet, lui aussi poursuivi pour avoir sorti des pièces du cabinet PwC, il utilise la tribune offerte par les audiences qui attirent une foule de journalistes afin de multiplier les révélations. Ainsi les juges, et l'opinion publique, apprennent que PwC dispose du papier à en-tête du fisc luxembourgeois, ce qui lui permet d'établir lui-même les documents légaux de *tax ruling* à la place de l'administration luxembourgeoise.

Les centaines d'accords qui sortent du cabinet sont par ailleurs signés par un unique fonctionnaire.

« L'existence de ce fameux Marius Kohl, chef du sixième bureau d'imposition des sociétés, était devenue un sujet de plaisanteries dans les couloirs du palais, rigole Antoine Deltour. Des journalistes avaient calculé qu'au rythme de ses signatures, il ne passait que quelques minutes par dossier, qui portaient chacun sur des milliers d'euros. Chaque fois que le tribunal a voulu l'entendre, il a malheureusement été malade. »

En première instance, le jeune homme est condamné à douze mois de prison et 1 500 euros d'amende.

Quelques mois plus tôt, à l'automne 2015, dans la foulée des

LuxLeaks, la Commission européenne avait adopté une directive imposant aux pays européens l'échange automatique de termes des accords fiscaux. Margrethe Vestager, la Commissaire européenne à la concurrence, avait, quant à elle, lancé des enquêtes sur les pratiques d'optimisation fiscale de Starbucks, Fiat, Mac Donald, Amazon et Apple. En 2016, elle infligeait au géant à la pomme une amende de 13 milliards d'euros pour ses accords avec l'Etat irlandais qui limitaient à 2 % le montant de ses impôts.

« Margrethe Vestager a reconnu que les LuxLeaks lui avaient été très utiles, souligne le jeune homme. Elle avait également salué les lanceurs d'alerte. »

Trouver un équilibre

En mars de l'année dernière, Antoine Deltour voit sa peine réduite en appel à six mois d'emprisonnement. Il échappe donc à la prison ; reste la relégation sociale et professionnelle. A trente-deux ans, il n'entend pas s'embourber dans les ornières de l'existence. « Les représailles plus courantes contre ceux qui parlent sont le discrédit et le bannissement afin qu'ils ne retrouvent plus jamais de travail. »

En 2011, il réussit les examens de recrutement de l'administration qui le conduisent à prendre des fonctions au ministère français de l'Economie et des Finances. C'est à ce nouvel employeur qu'il doit expliquer ses déboires avec la justice luxembourgeoise. « Au début, mon administration a été plutôt surprise, sourit-il, mais ensuite elle s'est rangée de mon côté. Mi-2016, quand j'ai eu deux procès sur quelques mois, mon directeur m'a accordé des congés supplémentaires pour que je puisse souffler. »

Une menace plane cependant sur son statut de fonctionnaire, la peine de six mois de prison qui lui a été infligée contrevient à l'obligation faite aux agents de l'Etat de présenter un casier judiciaire vierge. « J'ai eu des soutiens politiques, veut-il se rassurer. Ils devraient se poursuivre, même si Bruno Le Maire (l'actuel ministre de l'Economie) n'est pas sur la même ligne politique que son prédécesseur Michel Sapin. »

En mars prochain, un nouveau procès exigé par la Cour de cassation, qui lui a reconnu le statut de lanceur d'alerte, devrait très sensiblement alléger sa peine. « Tout ce que l'on peut me reprocher maintenant, c'est d'avoir copié le diaporama d'une formation, s'il y a condamnation, elle ne devrait pas être sévère. » De quoi définitivement tourner la page. « J'ai une famille et un emploi, j'essaie de ne pas centrer ma vie sur cette affaire. Certains lanceurs d'alertes développent de véritables obsessions sur les causes qu'ils défendent. Moi, j'essaie de trouver un équilibre. »

Antoine Deltour prendra cependant le temps de soutenir un ultime combat, celui de son collègue Raphaël Halet qui conteste devant la Cour européenne des droits de l'homme l'amende de 1 000 euros à laquelle il a été condamné.

Mille euros, vraiment ? « On y va pour le principe, la Cour est à l'origine de la jurisprudence qui protège les lanceurs d'alerte, il faut renforcer cette protection », conclut le jeune homme, qui a reçu en 2015 le prix du citoyen européen décerné par le Parlement européen. — **Jean-François Pollet**

Dans chaque numéro d'*Imagine*, retrouvez l'actualité du vélo sous toutes ses formes.

Le 17 mars, à Boitsfort, le festival En roue libre mettra pour la première fois à l'honneur les films de voyage à vélo. L'occasion pour de nombreux cyclistes itinérants d'exprimer un point de vue souvent original sur leur rapport au monde. Entre performance physique, errance ou contemplation...

Des roues libres et des ailes

Il y a un siècle, le récit de voyage à bicyclette était un genre littéraire en soi. La veine s'est traduite par une profusion de livres qui, tous, vantaient la perfection du mouvement circulaire, la redécouverte des paysages sous un jour nouveau, les bénéfices d'un effort sain et non compétitif. Une référence en la matière reste le roman *Voici des ailes*, publié en 1898 par Maurice Leblanc, futur créateur du personnage d'Arsène Lupin. L'auteur met en scène deux couples qui entreprennent un tour de Normandie et de Bretagne à vélo. L'escapade est une ode à l'amour et à la liberté. C'est aussi l'histoire d'une transformation intérieure. Après quelques tours de pédales, les protagonistes déchantent, les nerfs mis à vif par la chaleur caniculaire, le relief abrupt et les douleurs musculaires. Mais peu à peu, un sentiment nouveau s'éveille en eux, qui va les amener à découvrir de facettes insoupçonnées de leurs personnalités. Une expérience familière pour tous les cyclistes voyageurs, aujourd'hui encore.

« A bicyclette, vous respirez, vous admirez, vous entendez la nature elle-même, écrit Maurice Leblanc. C'est que le mouvement produit tend nos nerfs jusqu'à leur maximum d'intensité et nous dote d'une sensibilité inconnue jusqu'alors. »

Dans son sillage, bien d'autres auteurs – célèbres ou anonymes – s'essayeront au récit cycliste. C'est ainsi qu'en 1912 paraît dans la revue du Touring-Club français un joli texte intitulé « Bicyclettes contre petites et grandes Pyrénées »¹. Il est signé des seules initiales R.M.C., sans plus de précision. Trois cyclistes partent pour une semaine – une femme (la narratrice), son mari, et son neveu. Le voyage commence à Toulouse. Les levers à cinq heures du matin sont une torture, les petits cols malmènent des vélos qui ne sont pas équipés de changements de vitesses, mais au final, la vue sur le massif du Canigou compense bien des douleurs.

Très vite, cependant, l'essor de l'automobile balaiera cette vogue du récit cycliste. Au point de susciter ce cri d'alarme de l'écrivain Théodore Chèze : « Il serait à regretter que se perdit la race aimable et sans prétention excessive des conteurs de voyages à bicyclette.



Parmi les douze films présentés lors du festival En roue libre, il y a le Vent dans le dos de Johanne Vandersteen.

Perpétuez-la de votre mieux, mes camarades qui vous en allez par les chemins, l'âme joyeuse et l'esprit éveillé ! » Cent ans plus tard, l'appel de Théodore Chèze semble avoir été entendu : le carnet de voyage cycliste connaît un spectaculaire regain. Le téléphone portable remplace désormais le stylo et le calepin. Pour le reste, les principes initiaux restent intacts. Il s'agit de donner du sens à son errance, de raconter tout autant les paysages traversés que les personnes rencontrées, de relater des équipées qui se fichent de la performance, bien qu'elles exigent souvent un réel effort physique. C'est le grand mérite du festival En roue libre de renouveler une tradition ancienne, en mettant à l'honneur une belle sélection de films de voyage à vélo. Parmi les œuvres retenues, *La revanche d'une cigale* frappe par sa dimension allégorique. Le film retrace l'itinéraire entrepris par Maud Bailly, et part d'une idée forte : la cigale et la fourmi se livrent un duel sans merci sur la planète, ainsi que dans le cœur de chacun. Dès lors, Maud n'aura de cesse, en pédalant, de signer jour après jour un éloge de la lenteur. Cigale en résistance contre « la dictature des fourmis », elle conçoit ses deux roues comme « une paire d'ailes supplémentaires ».

“On est de l'armée des rien-à-foutre, des on-se-barre, des j'dors-dehors”

Marc Neush, cyclo-randonneur

Maud part de la périphérie bruxelloise. Elle traverse la France et l'Espagne, puis l'Atlantique en bateau, et ensuite le Brésil, la Bolivie, l'Argentine. Seule. Un nombre incalculable de fois, on lui demande « *no tienes miedo ?* » (tu n'as pas peur ?). Bien sûr qu'elle a peur. Des serpents, des hommes mal intentionnés, des chiens errants... Mais par-dessus tout, elle refuse que la peur l'empêche de réaliser ses rêves. Elle raconte aussi qu'être une femme seule présente des avantages. Les gens n'ont pas peur et les portes s'ouvrent plus facilement.

On entend beaucoup de musique dans *La revanche d'une cigale* : Violetta Parra, Mercedes Sosa, Chango Spasiuk, mais aussi *La quête*, de Jacques Brel. « *Rêver un impossible rêve. Le chagrin des départs. Brûler d'une possible fièvre. Partir où personne ne part.* »

On songe alors à ces mots un jour prononcés par le chanteur belge, que méditeront bien des voyageurs cyclistes : « *Le plus dur, ce n'est pas d'aller aux Marquises, c'est de quitter Vilvorde.* »

La vie de cigale n'a rien d'un long fleuve tranquille. La traversée du *salar* d'Uyuni, en Bolivie, se transforme en galère : fièvre, douleurs menstruelles, problèmes intestinaux, brûlure de la rétine en raison de la réverbération du soleil sur le sel blanc. S'y ajoutent le froid, le vent, l'altitude et la solitude. « *Trois semaines à bien en chier.* » Après vingt et un mois de battements d'ailes, perchée sur son vélo, la cigale finira pourtant par rallier Ushuaïa, à la pointe sud du continent américain. Maud retient de ces milliers de kilomètres à pédaler qu'ils furent « *une carresse pour notre planète* ».

Le film de Marc Neusch, *Voir Smara*, est nettement moins contemplatif. Il s'ouvre sur ces mots bruts. « *J'ai péché un plomb. Je me suis séparé de ma nana. J'ai acheté un vélo à 80 balles, des sacoches, une tente à 20 balles. J'ai mon passeport, j'ai mon traitement pour l'asthme. Barré de chez barré, quoi. J'ai jamais fait un truc aussi ouf.* »

Un festival pour tous

Le festival du voyage à vélo En roue libre est organisé par le Gracq, avec le soutien d'Imagine Demain le monde. Il se tiendra à la Maison haute de Boitsfort le samedi 17 mars 2018. Outre *Voir Smara* et *La revanche d'une cigale*, la sélection comporte douze autres films, d'une durée variant entre 2 et 75 minutes. Au programme également : des rencontres, des conseils pour voyager en solitaire ou en famille, un atelier mécanique vélo, un espace librairie...

En savoir +

www.enrouelibre.be



Gap, au pied des Alpes françaises, kilomètre 0. Marc Neusch se met à pédaler, sans savoir où il va. L'aventure durera quinze mois. Il avalera 13 000 bornes. Mais il est encore loin de s'en douter. Les premiers jours, il mesure que son vélo d'occasion n'était pas une affaire. La dynamo frotte sans arrêt contre la jante, une pédale est défectueuse, la direction a du jeu. Marc râle, mais ne regrette rien, même sous une météo infecte. « *On est mieux là qu'au bureau, ou à se faire chier à chercher n'importe quel emploi.* »

Marc remarque que sur Youtube, les films dans son genre pululent. « *Tu tapes : vidéos de voyages à vélo. Tu vois en gros toujours le même truc. Tu vois des gens qui t'expliquent qu'ils sont allés rencontrer l'autre. Les gens ne disent jamais qu'ils sont juste des tocards qui ne savent pas ce qu'ils foutent.* » Justement, dans la masse des films interchangeable, *Voir Smara* se distingue par son ton singulier, cynique, désabusé, mais aussi poétique. Les mots rappellent parfois la musique de Fauve. Ils claquent comme le coupe-vent du cycliste perdu dans la bourrasque. « *On est de l'armée des rien-à-foutre, des on-se-barre, des j'dors-dehors. Moi je suis vraiment parti pour voir si c'est pire. Pire que la soupe au vide.* » Jour 68, Maroc, kilomètre 2200. Le film bascule dans une tout autre réalité. Sur son vélo, Marc arrive à la lisière d'une mine de charbon. « *On travaille comme des ânes* », enrage un jeune ouvrier. Cette rencontre remue quelque chose en Marc : son propre père a travaillé dans la mine, il en est sorti « *fracassé* ». « *Je crois que je fais aussi ce chemin à cause de ça. Pour la transmission, pour la rédemption. Par respect pour son taf de merde. Je fais un chemin de douleur et de difficulté pour pouvoir le comparer un peu à ça.* »

Rien n'a changé, au fond, en un siècle. En 1912, sur les contreforts des Pyrénées, R.M.C. pestait contre la tramontane qui ralentissait sa progression. « *Après 15 kilomètres, cette lutte incessante m'a déjà brisée.* » Mais il suffisait de quelques raisins croqués au bord de la route pour reprendre vie. Marc et Maud maugréent contre la météo, les ornières, les pépins mécaniques... Mais finalement, tout vaut mieux que l'immobilité. Marc s'en rend compte lors de quelques jours de pause à Barcelone. « *Je m'ennuie, je picole. Quand je suis sur mon vélo, il y a quelque chose de fier, de digne.* » Et si tel était le sens profond du voyage à vélo ? Rendre leur fierté et leur dignité, non seulement aux pédaleurs et pédaleuses, mais aussi aux peuples et aux paysages rencontrés en chemin, et trop souvent passés à l'as par la mondialisation. — **François Brabant**

1. *Cyclistes aux Pyrénées*, Le Pas d'oiseau, 2006.

Le vélo-cargo connaît un étonnant retour en grâce. Mais l'objet, politiquement connoté, a aussi ses détracteurs.

C'est l'histoire d'une renaissance inattendue. Depuis le milieu des années 2000, le bakfiets (ou vélo-cargo) a fait sa réapparition dans les rues des grandes villes flamandes. On en voit aux abords des écoles, sur les parkings des supermarchés, près des maisons de bricolage, mais aussi devant les enseignes spécialisées dans les brunchs, le dimanche matin. Précision pour les novices : le bakfiets est un vélo qui comporte, à l'avant, une sorte de coffre conçu pour le transport de marchandises. Ce contenant, à la différence des sacoches ou des paniers, fait partie intégrante de la structure du vélo. Le bakfiets permet de véhiculer aussi bien du fret que des passagers, comme l'explique Matthieu Van Damme, l'un des jeunes vendeurs du magasin Fiets!, situé juste devant la gare de Gand-Saint-Pierre. Lui-même en possède un exemplaire. « *Un modèle léger, qui roule très bien.* » Il y transporte régulièrement... sa petite amie. « *Jusqu'à 80 ou 100 kilos, ça ne pose aucun problème. J'ai un jour déplacé 140 kilos de sable sur quinze kilomètres. C'était un peu limite, mais je voulais faire le test.* »

« C'est l'hypocrisie des snobs alternatifs »

Le pilotage nécessite un peu d'habitude, compte tenu du rapport indirect entre la direction et les roues : celles-ci (souvent plus petites qu'un vélo classique) sont situées jusqu'à un mètre à l'avant du guidon. L'utilisateur doit par ailleurs choisir entre deux types de modèles. « *Avec deux roues, c'est plus rapide. Avec trois roues, c'est plus stable, plus équilibré, mais aussi moins maniable,* détaille Matthieu Van Damme. *Il faut alors pencher fortement le buste quand on veut tourner. Par contre, ça permet d'installer un plus gros bac. C'est idéal pour les familles nombreuses.* »

**GAND
GENT**

Gand, capitale du bakfiets



CC BY-NC/NEP/LS

« Jusqu'à 80 kilos, la charge ne pose aucun problème »

L'objet en soi n'est pas nouveau. Le bakfiets, toutefois, était tombé en désuétude depuis les années 1950. S'il a conservé quelques adeptes aux Pays-Bas, royaume par excellence du vélo utilitaire (lire « Dans la roue d'Amsterdam », *Imagine* n°125), il avait pratiquement disparu de Flandre. Jusqu'à ce récent revival, surtout visible à Anvers et, plus encore, à Gand. « *On peut même dire que Gand est la capitale du bakfiets en Belgique,* avance Matthieu Van Damme. *C'est normal, c'est une ville de gauche.* » Le lien semble aller de soi. Logique : alors que le renouveau du vélo transcende (à peu près) les classes sociales et les clivages idéologiques, le bakfiets reste politiquement très connoté. L'utiliser vous classe aussitôt : écolo de gauche, classe moyenne supérieure. Du moins est-ce le cliché agité par les détracteurs du bakfiets. En 2015, Bart De Wever, président de la N-VA, avait raillé les « ménages écolos avec deux salaires et un bakfiets, qui n'ont que les mots multiculturalité et tolérance à la bouche mais prennent soin d'envoyer leurs enfants dans une école bien blanche ». Plus tard, Nigel Williams, l'un des humoristes les plus populaires de Flandre, plutôt proche de la gauche radicale, s'était très méchamment moqué du bakfiets dans un de ses sketches. « *Comme auteur de stand-up, c'est mon rôle d'être un peu provocateur, s'était-il défendu. Ce que je veux pointer, c'est l'hypocrisie de ces snobs alternatifs.* » Sur les réseaux sociaux, de nombreux commentaires

accusaient déjà les bakfiets de paralyser le trafic automobile lorsqu'ils roulent sur la chaussée, et d'occuper toute la place lorsqu'ils sont sur la piste cyclable. Voilà qu'à la litanie des reproches, s'en ajoutait un nouveau : les usagers du bakfiets sont hypocrites.

L'acteur anversoise Peter Van den Begin (vu notamment dans le thriller *D'Ardenne*), qui a été l'un des pionniers dans le revival du bakfiets, s'est senti obligé de réagir dans la presse flamande. « *D'où vient cette étiquette qu'on veut nous coller ? Comme si derrière une catégorie de vélos, se cachait forcément une vision de société univoque... Et puis, attention, j'ai aussi une Vespa. C'est capitaliste peut-être ? Je ne comprends pas qu'on nous dénigre de la sorte.* » Parmi les partisans du bakfiets, on fait aussi valoir qu'utiliser une voiture pour se rendre à la boulangerie voisine n'a aucun sens, même quand on doit acheter huit baguettes et une demi-dizaine de tartes pour une fête de famille. On déplore par ailleurs la prolifération des 4x4 en ville, ce qui pousse les parents cyclistes à sorte de course aux armements en acquérant un bakfiets, où leur progéniture sera mieux protégée que sur un simple siège enfant. Convaincu ? Un modèle standard coûte entre 1 500 et 3 000 euros. « *Il faut le voir comme un investissement,* précise Matthieu Van Damme. *C'est meilleur pour la planète et meilleur pour votre santé. Et c'est toujours moins cher qu'une voiture.* » — François Brabant



Laure de Hessel

Journaliste à Imagine Demain le monde

Compter ses heures ou pas



Un habitat groupé, c'est du temps passé ensemble. Souvent joyeux et agréable, mais pas seulement !

« **T'**as mis tes heures dans le tableau ? » Entre habitants de l'Echappée, cette question un peu occulte revenait régulièrement dans nos conversations. Avec une réponse qui se limitait le plus souvent à un haussement d'épaules ou à une grimace. Tant et si bien qu'en ce début d'année 2018, notre fameux tableau est passé à la trappe...

Petit retour en arrière. Un projet d'habitat groupé, c'est évidemment un toit, un espace physique, mais c'est aussi et surtout du temps partagé. Du temps-plaisir, certes, mais aussi du temps quelquefois moins plaisant.

Manger, bricoler, jouer, faire les comptes, nettoyer, assurer le suivi de telle ou telle question, jardiner, organiser... Il y a des tonnes de choses à faire, et l'idée qui figure au cœur même du projet, c'est d'en assumer ensemble la responsabilité.

Mais comment inciter tout le monde à participer – même aux tâches les plus ingrates ? Faut-il tenter de les répartir équitablement ? De quelle façon alors calculer cette équité ? Si certains font plus et d'autres moins, frustration et ras-le-bol risquent-ils de surgir ?

Chaque habitat groupé a cherché à répondre à ces questions. Avant la vie en commun, au temps de la construction, l'Echappée s'est ainsi inspirée du « modèle Brutopia », autre

cohousing bruxellois. Le principe ? Tout le monde doit compter ses heures quand il participe à un groupe de travail, à des réunions, au suivi du chantier... Et chaque heure consacrée à l'Echappée vaut une heure consacrée à l'Echappée, quelle qu'en soit la teneur. L'objectif à atteindre étant de cent heures par an. Ceux qui ne parviennent pas ou ne désirent pas les prester payent alors une somme, calculée en fonction de leur participation (et du prix de leur appartement futur)¹. Cet argent est versé dans un pot collectif à consacrer ensuite à l'aménagement des communs...

A cette étape du projet, les disparités entre les participants sont parfois énormes : ceux qui suivent le chantier y consacrent une demi-journée, voire une journée par semaine. Mettre tous ensemble « au pot » un minimum d'heures annuelles, que ce soit sous forme de temps ou d'argent, permet d'éviter les frustrations ou les gênes... Tout en finançant les futurs aménagements !

« J'en ai marre il/elle ne fout jamais rien ! »

Une fois que la vie en commun a démarré, la contrepartie financière a été abandonnée. Nous continuons tout de même à remplir le tableau des heures pour rendre visible tout ce temps passé par certains de façon individuelle – la comptabilité, une réparation, le site Internet, l'accueil de visiteurs, etc. –, dans l'espoir de créer ainsi une émulation positive. Et d'éviter les « j'en ai marre il/elle ne fout jamais rien ! » ou les « c'est moi qui fais tout, ça suffit, j'arrête ! » dans quelques mois ou années, une fois l'enthousiasme des débuts retombé.

Mais, mais, mais... Nombre d'entre nous oublie de prendre note ou ne remplissent leur devoir comptable que très vaguement, rendant évidemment le système moyennement opérant. D'autres se sentent désagréablement contrôlés. Il nous a fallu réévaluer la méthode !

Un groupe de travail (GT) a donc été formé, un sondage effectué, une proposition discutée en AG... Et un test proposé : ne plus compter, en veillant toutefois à participer à au moins un GT et à faire tourner les participants au conseil de gestion de la copropriété et de l'ASBL. En tablant sur la confiance et le sens des responsabilités de chacun.

Quid le jour où il y aura un couac ? Notre culture de la discussion suffira-t-elle à désamorcer les tensions et à éviter de pourrir l'ambiance ? Faudrait-il faire appel à un ombudsman interne chargé d'entendre les malaises, puis de les mettre ensuite sur la table ? Ou prévoir un passage annuel de chaque cohabitant devant le CA ? Ou cela sentirait-il trop la séance d'auto-critique/de délation (biffer la mention inutile) ? Nous n'avons pas encore tranché, suite à la prochaine AG ! —

1. Pour aller plus loin dans le détail, cette demande était « lissée » sur la durée du chantier, chacun pouvait donc récupérer ses heures éventuellement l'année suivante.

PRODUITS QUELQUE PART



En collaboration avec le mouvement Slow Food (www.slowfood.com), *Imagine* met en avant un aliment local et de qualité à préserver. Aujourd'hui, plus qu'un aliment, tout un système, celui, résilient, d'une ferme cubaine.

Leidy Casimiro L'autosuffisance cubaine

Leidy Casimiro, première docteure en agroécologie de Cuba et agricultrice dans une ferme familiale qui fonctionne en circuit fermé, résilient, parfaitement bio.

Au début des années 1990, Cuba est frappée par une crise alimentaire catastrophique. L'île a perdu son principal partenaire commercial – l'ex-URSS –, alors même que son agriculture était massivement tournée vers l'exportation de sucre, de café, de tabac vers les Soviétiques. Le PIB a chuté de près de 40 % en deux ans.

Leidy Casimiro a douze ans, et sa famille décide alors de quitter la ville, de retourner sur les 11 hectares de terre appartenant à ses grands-parents pour tenter de produire sa propre nourriture et de survivre à cette « période spéciale ».

La maison est dans un très mauvais état, sans électricité. Mais surtout, « après vingt ans d'exploitation conventionnelle et intensive pour la culture du tabac, la terre était extrêmement détériorée », explique Leidy. Un sol compacté par le poids des machines, une perte de la couverture végétale, l'invasion de ravageurs et de plantes indésirables, une grande vulnérabilité aux conditions climatiques extrêmes, des coûts de production élevés et une grande dépendance aux intrants. « Nous nous sommes lancés de façon d'abord empirique dans l'agroécologie et la permaculture, pour essayer d'améliorer l'état général du système socioécologique. »

Au fil du temps, Cuba est devenu un vaste laboratoire de l'agroécologie – poussés par la nécessité, ses habitants ont expérimenté différentes techniques innovantes, développé des systèmes autosuffisants, limité au maximum leur consommation d'énergie pour éviter tout recours au pétrole.

« Mon père a ainsi créé la charrue multi-usage JC21A, qui utilise la traction animale et dispose de vingt-huit applications différentes ! », explique Leidy, alors récemment diplômée en économie. En cherchant à breveter la machine de son père, elle découvre l'univers du droit,



poursuit des études et remporte, en 2013, une bourse pour un doctorat en agroécologie en Colombie. À cette occasion, la jeune femme va créer un index de résilience socioécologique, permettant d'évaluer les capacités d'une ferme familiale ou d'un territoire rural. L'idée étant « d'identifier les points critiques, d'établir des plans stratégiques pour diminuer les faiblesses et optimiser les forces pour le futur ».

Maïs, manioc et taro

En 2016, Leidy Casimiro deviendra la première docteure en agroécologie de Cuba. A la ferme, la Finca del Medio, elle développe une production extrêmement variée, et sa famille est autosuffisante pour 98 % de son alimentation. Dans l'exploitation, elle fait pousser trente variétés de fruits, des haricots, du maïs, du riz, du manioc, du taro, des pommes de terres, des choux, des épinards, de l'ail, du piment, des tomates, plusieurs espèces de bananes, de la canne à sucre... Et puis, ils élèvent des poulets, des lapins, des

poissons, des cochons, des dindes... « Nous essayons d'éviter au maximum les déchets et d'ajouter de la valeur à tous les produits qui le permettent. La banane par exemple (nous cultivons des espèces protégées par l'Arche de Slow Food parce qu'en voie de disparition) peut être consommée sous forme de smoothie, de crème glacée, de fruits déshydratés, de farine. »

Aujourd'hui, Cuba est déjà très touchée par les changements climatiques, qui deviennent « chaque année plus évidents ». Avec des sécheresses de plus en plus longues, de fortes pluies, des ouragans... Pour s'en protéger autant que possible, la ferme de Leidy Casimiro et de sa famille fonctionne le plus possible en cycle fermé, sans intrants, en récoltant l'eau de pluie, en utilisant les énergies renouvelables et en augmentant la diversité. « Nous échangeons beaucoup nos expériences avec d'autres agriculteurs et chercheurs pour renforcer la soutenabilité de nos productions et consommations alimentaires. » — **L.d.H.**

BABEL CUISINES

Dans chaque numéro, un gourmet du monde nous raconte la cuisine de son pays. Aujourd'hui Leentje Speybroeck, 42 ans, habitante de Gand.

“Nous aimons les plats mijotés et réconfortants”

« **L**a cuisine flamande est fortement liée au climat belge : nous aimons les plats réconfortants, les ragoûts à base de légumes que l'on peut garder, des choux, des navets, des carottes, tout ce qui peut mijoter longtemps sur le feu. Pour les conserver en automne et en hiver, nous utilisons des pickles et des fermentations traditionnelles longtemps oubliées et qui reviennent au goût du jour.

Dans la cuisine traditionnelle, la viande occupe une place centrale, mais on se tourne désormais vers des légumes et des herbes sauvages dont nous ne savions même pas qu'ils étaient comestibles. Comme nous avons quatre saisons bien marquées, nous avons la chance d'en avoir en très grande variété.

Autrefois, on mettait tout dans un pot sur le feu, et tout avait un peu la même saveur. Je me souviens de mes parents qui n'étaient pas de grands cuisiniers, ils plongeaient leurs légumes dans l'eau et les faisaient cuire trop longtemps. Le morceau de viande occupait une place principale. On y ajoutait quelques pommes de terre. On camouflait le tout avec de la crème et du beurre en quantité. C'était plutôt triste et pas très bon. Petit à petit, notre goût s'est appauvri, et nous avons développé une manière un peu paresseuse de cuisiner, avec un manque de créativité.

Désormais, on redécouvre les saveurs, les textures, et on explore différentes façon de combiner les ingrédients.

Pour ma part, j'aime beaucoup aller rechercher les vieilles recettes, comme le ragoût gantois, préparé avec de la bière, de la moutarde, du pain et du bœuf, ou alors les pot-au-feu d'hiver avec des carottes, des navets, des choux de Bruxelles, du bacon, de la viande de porc, et en renouveler les ingrédients (voir la

recette ci-contre). J'aime les plats réconfortants, pas les assiettes “œuvre d'art”.

Je vais moi-même récolter mes légumes et mes fruits chez un agriculteur de la région. Avant d'y aller, je ne sais jamais très bien avec quoi je vais revenir chez moi, mais cela me tient en éveil et créative ! C'est évidemment durable, mais aussi très bon : il est impossible d'avoir des ingrédients plus frais que cela. J'achète ensuite en vrac toute une série de vivres non périssables, ce qui me permet d'avoir sous la

main une belle variété de produits. Au final, j'essaye de tout préparer moi-même, même les pâtes à tartiner. En cuisinant et en imaginant des recettes, je ne m'ennuie jamais ! » — **Propos recueillis par L.d.H.**

En savoir +

Après avoir été chef pendant quinze ans, Leentje travaille à présent au sein de l'association Velt, qui promeut la cuisine et le jardinage durable. www.velt.be. Elle anime également un blog : kookeetleef.wordpress.com



Cette rubrique est réalisée en partenariat avec Rencontre des continents, une ASBL d'éducation permanente qui utilise notamment la cuisine comme un « outil pédagogique d'émancipation et de mobilisation individuelle et collective » au travers d'ateliers, d'animations et de formations écologiques et politiques. rencontresdescontinents.be, 02 734 23 24

La recette de Leentje

Le ragoût gantois au seitan

Pour quatre personnes

500 g de seitan en cubes
2 gros oignons coupés en dés
4 carottes coupées en dés
80 ml de sauce soja
4 feuilles de laurier / 1 branche de thym
1 tranche de pain d'épice
1 cuillère à soupe de moutarde
1 carré de chocolat noir fondant
1 cuillère à soupe de bouillon de légumes
1 bière noire
sel et poivre
un trait de vinaigre de vin rouge

Faites cuire le seitan dans une cuillère à soupe de graisse de coco. Salez et poivrez, laissez rissoler cinq minutes avant d'ajouter l'oignon. Mélangez. Si le seitan grille un peu, ne vous inquiétez pas, assurez-vous juste qu'il ne brûle pas. Si nécessaire, baissez le feu ou ajoutez quelques gouttes d'eau.

Lorsque l'oignon est bien glacé et même un peu brun, ajoutez un trait de vinaigre de vin, la moitié de la bière et les carottes et les herbes.

Enduisez la tranche de pain d'épice de moutarde avant de la mettre avec le chocolat et le bouillon dans la casserole. Dès que le ragoût commence à mijoter, baissez le feu et laissez-le cuire lentement. Le plus lent sera le mieux. Le plus long, le meilleur.

S'il s'attache trop au fond de la casserole, ajoutez alternativement de la bière et de la sauce soja et éventuellement de l'eau. Remuez fréquemment. Laisser mijoter une heure et demie à feu très doux.

Si vous voulez un ragoût plutôt salé, ajoutez de la sauce soja ou du bouillon. Si vous le préférez plutôt plus doux, ajoutez du sirop d'érable. Assurez-vous que la sauce s'épaississe bien.

A servir avec des frites fraîches, de la salade, un peu de mayonnaise (ou de sojannaise) et une bonne bière. Smakelijk eten !



LUTHERIE SAUVAGE

Dans chaque numéro, retrouvez le musicien, compositeur et inventeur d'instruments Max Vandervorst et créez, avec lui, un instrument au départ de matériaux de récupération (carton, plastique, bouteille...).

D'ici un an choisissez un instrument dans votre collection de lutherie sauvage et participez à notre flashmob inédit : l'Orchestre d'un instant d'Imagine.

- www.marxvandervorst.be
- Pour prolonger vos expériences pataphoniques, lisez les livres de Max Vandervorst *Nouvelles lutheries sauvages* et *Instruments de musique et de carton*, aux éditions Alternatives.

Pour inaugurer cette nouvelle rubrique, une proposition simplissime... Nous avons tous le souvenir d'avoir tenté de souffler sur une herbe tenue entre les pouces... Amusant mais pas toujours facile, surtout en hiver quand l'herbe est rare... Voici donc une variante papetière que l'on pourra s'amuser à découper dans n'importe quelle feuille de papier, une bonne manière de recycler un vieux numéro d'Imagine (après l'avoir appris par cœur) ! Pour réaliser ce chahutophone, il vous faudra une paire de ciseaux et du papier journal...

Le Sifflet en Papier

① Découper un rectangle d'environ 20 x 5 cm.



② Plier en deux au centre de la longueur, puis de manière à obtenir deux bords extérieurs d'environ 3 cm.



③ Tenir le sifflet entre l'index et le majeur et souffler entre les deux parois, en variant l'intensité du souffle et l'écartement entre les doigts (au plus court, si ne peut souffler, au plus le son sera aigu).

④ Variante A : pratiquer une double fente perpendiculairement à la plieuse centrale.

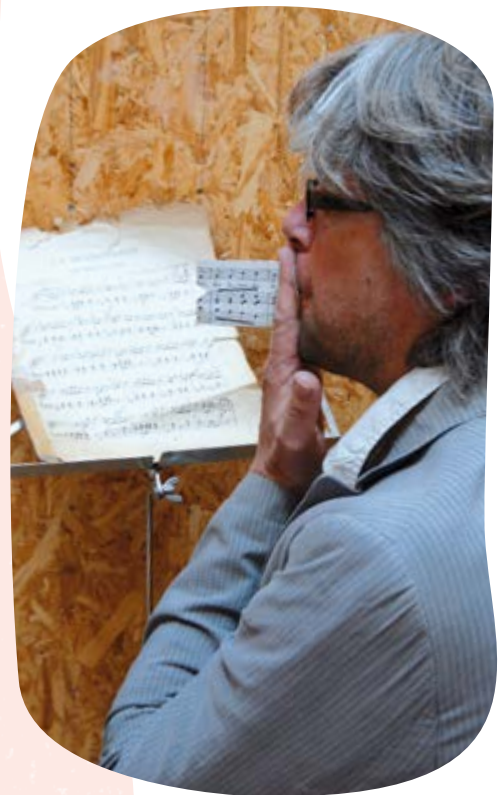


⑤ Variante B : découper un triangle partant du centre de la plieuse centrale.



FF - Musicalement - 2

Le principe sonore de ce sifflet s'apparente aux instruments à arches doubles, tels le hautbois ou la corneuse. Avec un peu d'exercice, on arrivera à reproduire une mélodie savante... Plus musicalement, on se contentera d'imiter la courte phrase ou de dialoguer avec une bande de nouvelles nées...



Expérimenter différents types de papiers, de formes et de dimensions, pour créer un orchestre véritable aux consommateurs animalières

ALIMENTATION

Du 15 au 25 mars, c'est la deuxième édition du festival **Nourrir Liège**. Dix jours intenses de rencontres et d'animations autour de la transition alimentaire. Avec Rob Hopkins, co-fondateur des Villes en Transition, comme parrain de l'événement.

« **Q**uand Liège en Transition s'est créé en 2011, nous avons envie de travailler sur plusieurs axes : l'énergie, la mobilité, le tourisme, la création d'une monnaie locale... Et puis, assez vite, la question de l'alimentation a émergé. Au début, nous étions relativement inaudibles. Mais nous avons tracé progressivement notre chemin. Avec les Compagnons de la Terre, la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise, l'arrivée de nouveaux maraîchers, la création de la monnaie le Valeureux, l'ouverture des magasins Les Petits producteurs, les multiples initiatives de transition alimentaire... Une belle dynamique est née, s'est développée et se poursuit désormais à l'échelle de toute la province », se réjouit Christian Jonet, le coordinateur de la Ceinture Aliment-Terre.

Sept ans plus tard, les Liégeois sont parvenus à créer des alliances inédites entre le monde agricole, la société civile, les autorités communales, les consommateurs... Un plan d'action ambitieux a vu le jour et des filières nouvelles sont nées. Avec des objectifs précis : donner accès à une nourriture de qualité, saine et produite dans des conditions décentes ; renforcer la souveraineté alimentaire ; redonner du pouvoir aux producteurs et aux consommateurs ; développer des modèles d'agriculture durables, respectueux des écosystèmes et construire, surtout, des alternatives crédibles pour redynamiser l'économie locale.

« Désormais, on sent que ça bouge de tous les côtés, constate Christian Jonet. Avec des plus-values multiples au niveau du 'mieux manger', de l'emploi, des liens sociaux, de la réduction de l'impact climatique, de la lutte

Nourrir Liège

contre la pollution... Ailleurs en Wallonie, on perçoit le même élan avec des projets d'envergure à Namur (Paysans Artisans), Charleroi (la Ceinture Alimentaire), Verviers, où les bourgmestres de l'arrondissement ont officiellement apporté leur soutien, et d'autres villes et communes. En quelques années, on a clairement senti une évolution des mentalités. Le consommateur devient de plus en plus conscient, exigeant et impliqué. L'alimentation, c'est la vie, ça touche tout le monde, quel que soit le milieu social ou culturel. »

Reste à construire un modèle d'économie sociale susceptible de s'imposer à terme : « A Liège, le nombre de maraîchers est passé de 20 à 47 en deux ans. Sur l'ensemble de la Province, ils seraient environ une centaine. Ce sont pour la plupart des nouveaux agriculteurs, des nima-culteurs, passionnés et travailleurs. Le défi, désormais, c'est de créer une économie à grande échelle qui soit capable de leur offrir une qualité de vie et une rémunération décente. »

Le corps et l'esprit

Dans la foulée de cette dynamique vertueuse, les Liégeois ont décidé, en 2017, de créer Nourrir Liège, un festival tourné vers les questions de transition alimentaire. Un mois de débats, d'animations, de rencontres, d'ateliers, de théâtre..., qui ont attiré plus de quatre mille personnes. Vu le succès de cette première édition, ils ont décidé de remettre le couvert cette année, du 15 au 25 mars, avec un parrain d'exception : Rob Hopkins, le co-fondateur du mouvement international des Villes en Transition.

Cette année encore, le collectif Nourrir Liège qui réunit la Ceinture Aliment-Terre Liège, le Centre du Beau-Mur, la Cie Art & Tça et l'Université de Liège, vise un événement « transdisciplinaire » et entend « créer des passerelles entre citoyens, scientifiques, élus, étudiants, agriculteurs, coopérateurs, mais aussi toucher un large public. »

Pendant dix jours, le programme sera soutenu, avec près de trois activités quotidiennes. Il y aura des invités de marque (Maxime de Rostolan, le fondateur de Fermes d'Avenir en France, l'adjointe au maire de Paris Pénélope Komitès...), une grande conférence de Rob Hopkins le 21 mars, un marché court-circuit, un grand débat politique sur les enjeux agricoles et alimentaires au niveau communal, un tour guidé à vélo, des chantiers collectifs, des spectacles... et une grande foire des associations à la Caserne Fonck pour clôturer ce festival en beauté. Un événement qui s'annonce vivant et nourrissant pour le corps et pour l'esprit. — H.Do.

En savoir +

Le programme détaillé du festival sur le site www.nourrirliege.be

Facebook et Twitter :

Nourrir Liège 2018

Info@nourrirliege.be,

0477 36 45 52



Le festival Nourrir Liège soutient des projets innovants de transition alimentaire. Ici, les Compagnons de la Terre.

À VOIR, À FAIRE

Forum des simplicités

Une journée pour découvrir des idées, trucs et astuces pratiques, pour vivre mieux, tout simplement. Avec des ateliers pratiques, un défilé de mode « zéro déchet », des démonstrations interactives, des temps d'échanges et des balades conviviales.

Le forum, porté par une quarantaine d'associations, développera trois thèmes : l'alimentation, « Nos alimen'terre(s) » ; l'habitat, « Nos chez nous » ; et les alternatives, « Nos rêv'olutions ». Le 10 mars dès 11 h, à l'Ecomusée du pays des Collines, Plada, 6, à La Hamaide (Ellezelle). —
Infos : 068 64 51 55 – www.ecomusee.eu



Demain, la solidarité

Conférences

L'accès à l'enseignement

Avec Micheline Zanatta qui remonte l'histoire de l'accès à l'enseignement en Belgique. Le 17 mars, de 10 à 13 h, au Centre Leonardo Da Vinci, à Seraing.
Infos : liege.attac.org

Ethnopsychiatrie et radicalité violente

Une lecture de la radicalité violente par le prisme de l'ethnopsychiatrie, avec Philippe Woitchik, psychiatre, responsable de la consultation d'ethnopsychiatrie à l'hôpital Brugmann (ULB). Le 21 mars de 18 h 30 à 20 h 30, à l'auditorium du CPAS, boulevard Joseph II, 13, à Charleroi.
Infos : 071 53 91 72
cal-charleroi.be

Le Zwin, la marée gagne du terrain

Face à l'ensablement qui menace la richesse biologique et paysagère du Zwin, les autorités flamandes et néerlandaises déplacent la digue de la réserve afin d'ouvrir de nouveaux espaces à la réserve ornithologique. Avec Jean-Louis Herrier, expert en restauration et gestion des milieux naturels littoraux. Le 26 avril, de 14 à 16 h, à l'UCL Woluwé, auditoire Lacroix, avenue Mounier, 51, à Bruxelles.
Infos : 02 764 46 96
www.universitedesaines.be



Un week-end pour imaginer des solidarités porteuses de liberté, de fraternité, de générosité, des valeurs à l'opposé de la compétition qui crée des sociétés inégalitaires. Avec Pablo Servigne, coauteur, avec Gauthier Chapelle, de *l'entraide, l'autre loi de la jungle*, consacré aux élans d'entraide, de bienveillance qui font partie intégrante du vivant, des arbres aux manchots en passant par l'être humain. Les 21 et 22 avril dès 9

h 30 à La Marlagne, chemin des Marronniers, 26, à Wépion (Namur). —
Infos et inscriptions obligatoires :
081 23 15 22 – www.cefoc.be



La Belgique, Etat laïque ?

Une conférence du politologue Vincent de Coorbeeyter. Le 26 mars, à 19 h, au Centre culturel, rue du Marché, 1, à Dour.
Infos : www.ulb.ac.be/extension

Formations

Projet alternatives locales

Quatre modules de formation pour comprendre l'influence de la mondialisation sur l'alimentation et les conditions de vie des populations du Sud. Avec des exposés, témoignages d'acteurs de terrain, jeux pédagogiques, débats ainsi que des immersions dans une ferme alternative, un jardin collectif et un atelier culinaire pour appréhender des initiatives positives près de chez nous. Ce projet est proposé aux jeunes de 18 ans, par les associations Quinoa, Rencontre des continents, le Début des haricots, la ferme Louis Larock, la ferme de Jambjoule, Fian et W.O.R.M.S. De mai à septembre. Soirée d'information le 27 mars à 18 h, à la Maison de l'écologie, rue Basse-Marcelle, 26, à Namur. Et le 29 mars à 18 h, au Mundo-b, rue d'Edimbourg, 26, à Bruxelles.
Infos : 02 893 08 70
www.quinoa.be

L'enchantement du monde

Les trois écologies de Félix Guattari expliquées par Marc Weinstein, professeur de littérature et d'histoire à l'Université d'Aix-Marseille. Le 15 mars à 19 h 30, salle Lumière, ULg, place du XX août, à Liège.
Infos : www.barricade.be

Militance

Vivre debout

Le Festival du film social décline pour sa dixième édition le thème des transitions écologiques et énergétiques et les résistances à développer face aux dérives d'une société qui répond de moins en moins aux aspirations citoyennes. Quinze films, documentaires et courts métrages sont proposés dans une ambiance festive. Du 9 au 11 mars au centre culturel Le Foyer, Grand'Place, 32, à Perwez.

Infos et programme : 081 23 45 55
www.vivredebout.be

Les jours fous de l'économie sociale



Les entreprises d'économie sociale proposent des produits et des services de qualité, en plaçant l'humain, le travailleur et le citoyen au cœur de leur action. Pendant un week-end, des dizaines de ces entreprises d'économie sociale et espaces culturels ouvrent leurs portes pour faire découvrir leurs activités tout en proposant des animations festives, gourmandes et informatives. Les 17 et 18 mars, dans certaines entreprises, théâtres, salles d'exposition, centres culturels de Bruxelles et de Wallonie. *Imagine* est partenaire de l'événement (lire en p. 3 et 100).

Infos et programme complet :
www.lesjoursfousdeleconomie sociale.be

Événements

La Fabrique de la démocratie

Une exposition interactive sur l'identité, la diversité et la citoyenneté active. Les élèves sont invités, en manipulant des machines, à réagir et prendre position sur des sujets parfois controversés touchant à l'identité, à la diversité de notre société et à la citoyenneté active. Pour jeunes à partir de 14 ans, en visite encadrée ou autonome. Jusqu'au 1^{er} juin au musée Belvue, place des Palais, 7, à Bruxelles.

Infos : www.belvue.be/fr

Journées bruxelloises de l'eau

A la découverte du patrimoine bleu de la capitale, pour mieux le défendre à l'avenir. Un encadrement pédagogique est prévu pour les classes. Du 18 au 25 mars, le long de la Senne et du canal, à Bruxelles.

Infos et programme complet :
www.coordinationseenne.be

Le printemps des sciences

La plus importante manifestation de culture scientifique explorera cette année le monde de l'information pour échapper aux rumeurs et apprendre à distinguer l'info de l'intox, le plausible du farfelu. Du 19 au 25 mars, partout à Bruxelles et en Wallonie.

Programme et infos :
www.sciences.be

Balades

Les arbres remarquables de Florennes (Namur)

Ces arbres sont souvent liés à un édifice du patrimoine historique ou religieux. Le 21 avril, rendez-vous à 9 h 30 au parking de la place Verte, à Florennes.

Infos : jeangoovaerts@hotmail.com – www.natagora.be

Du Tam Tam pour sortir de l'emprise néolibérale

Cet hiver est né Tam Tam, un nouveau mouvement citoyen. Celui-ci regroupe septante-deux associations pour dénoncer la logique néolibérale. S'y retrouvent des mutuelles et des syndicats, Tout Autre Chose, des associations progressistes ou écologistes, ainsi que des personnalités du monde universitaire comme les juristes Olivier De Schutter et Pascale Vielle. « *Tam Tam offre un cadre structurant où chacun apporte son propre diagnostic sur des sujets de société et nous permettra de communiquer ensemble et en même temps, explique Briec Wathélet, porte-parole du mouvement. Il s'agit de construire une parole, un timing et d'être entendus au mieux.* » Comme point de départ, le mouvement va travailler sur différentes mesures politiques qui semblent à première vue très éloignées les unes des autres, mais qui en réalité sont dictées par des logiques identiques. « *La loi sur le travail de Kris Peeters et les réductions budgétaires de Koen Geens sur la justice procèdent de la même volonté de marchandiser les secteurs* », déplore Briec Wathélet. Pour Tam Tam, les politiques publiques menées depuis les années 80 s'appuient sur les mêmes règles que celles qui structurent les entreprises privées : rentabilité, efficacité, privatisation. « *Ces politiques compliquent l'accès du citoyen aux services publics, ce qui soulève des questions d'égalité et de cohésion sociale.* » Tam Tam a lancé en janvier une première campagne de sensibilisation sur le thème de la santé. « *Notre analyse rassemble des experts des mutuelles et des maisons médicales, ainsi que des membres du monde académique, pour démontrer les politiques de santé avec le plus de justesse.* » Une petite vidéo didactique qui circule sur les réseaux sociaux dénonce chiffres à l'appui le détricotage des services publics de santé et propose un contre-modèle plus solidaire et plus égalitaire. Deux autres campagnes suivront sur les thèmes de la justice et de l'emploi, d'ici juin. « *C'est une première étape, annonce le porte-parole. En juin, nous ferons le bilan de l'impact de nos actions et verrons si l'on poursuit nos activités jusqu'en 2019, l'année des élections législatives.* » — J.-F.P.
www.campagnetamtam.be

Réveil printanier

A l'occasion de la journée mondiale de la Terre, une visite guidée familiale part à la découverte du réveil de la nature aux premiers rayons du printemps. Le 28 avril, rendez-vous à 10 h à l'entrée du parc Tournay-Solvay, proche du parking de la gare de Boitsfort (Bruxelles).

Infos et inscriptions :
www.tournesol-zonnebloem.be



Les réseaux sociaux nous rapprochent-ils vraiment ?

« **N**ous, les entreprises technologiques, nous n'en avons pas fait assez pour stopper les abus dé-coulant de notre technologie » s'est « excusé », en janvier dernier, le PDG de Facebook, Marc Zuckerberg, lors de ses vœux adressés aux deux milliards d'abonnés de son réseau social créé en 2004. Quelques semaines plus tôt, d'anciens responsables de l'entreprise américaine avaient publiquement admis avoir créé « des outils qui détruisent la société »¹. Plus que jamais, les réseaux sociaux sont sur la sellette, à la fois ultra-fréquentés et vilipendés.

« Le monde dans lequel nous évoluerons dans trente ans n'aura plus rien à voir avec ce que nous connaissons aujourd'hui, anticipe Olivier Servais, anthropologue, professeur à l'UCL et membre du Laboratoire d'anthropologie prospective. Mais voyons-le plutôt comme une chance, un défi, et pas uniquement comme une menace. Nous sommes dans un entre-deux, ce n'est encore ni l'enfer, ni le paradis. C'est donc maintenant que nous devons être vigilants. »

En attendant, à coups de slogans aguicheurs (« rapprocher les gens », « rendre le monde plus ouvert et plus connecté », etc.), les réseaux sociaux nous font croire qu'ils sont là pour créer du lien alors qu'il s'agit, avant tout, d'entreprises purement marchandes. « La logique économique qui sous-tend ces réseaux ne consiste pas vraiment à nous rendre un service, mais plutôt à nous utiliser », affirme le psychanalyste Michael Stora, fondateur de l'Observatoire des mondes numériques en sciences humaines et auteur d'*Hyperconnexion*².

« De plus, ajoute Olivier Servais, les réseaux sociaux ne sont plus seulement un simple canal pour entretenir des liens, mais ils sont devenus une nouvelle manière d'être et de communiquer avec les autres. Pour exercer des fonctions essentielles de notre humanité, nous sommes désormais en train de devenir dépendants de machines et d'entreprises. La notion de bien public disparaît peu à peu au profit d'une nouvelle organisation sociale construite par le secteur privé. »

On est entré dans l'ère de « l'hyper-individualisation », ajoute l'anthropologue, où l'abonné Facebook est prétendument roi. Il peut choisir d'aimer ou de ne pas aimer, partager ou refuser un contact, mettre tel ou tel « ami » à distance. Ses liens sont devenus « activables ».



Snapchat, Facebook, Twitter, Instagram...

A chaque usager son réseau social favori, sa raison d'être le nez rivé sur son smartphone et sa manière de communiquer préférée.

Un monde virtuel qui, l'air de rien, cache une nouvelle organisation sociale, pilotée par les géants du numérique, et qui produit une multitude de microsociétés de plus en plus coupées les unes des autres.

En coulisse, ce sont les collaborateurs de Facebook qui décident de tout, ou plutôt les algorithmes. Ils identifient les comportements et classent les usagers par affinités. En construisant, petit à petit, une multitude de microsociétés coupées les unes des autres. « Désormais, s'inquiète Olivier Servais, nous restons à l'intérieur de communautés qui pensent comme nous. La confrontation avec des idées différentes des nôtres disparaît peu à peu. Les lieux où nous nous frottons à d'autres façons de penser deviennent de plus en plus rares. »

Ainsi, le moindre débat devient extrêmement clivant. Il n'y a plus de place pour la nuance, le dialogue, le développement d'opinions étayées ou l'argumentation. Et les échanges prévus dans les lieux de concertation organisés (les parlements, les conseils...) sont très souvent précédés par des publications diffusées sur les réseaux sociaux, sans plus de médiation. Ce qui attise encore davantage les tensions et peut aboutir à des confrontations violentes.

Des internautes « surdésinformés »

« La société existe-t-elle encore vraiment ?, s'interroge le professeur de l'UCL. Ne sommes-nous pas en train de créer de petits mondes séparés les uns des autres où chacun se regarde avec une peur réciproque ? »

En outre, la quantité d'informations qui circule sur le net prend de plus en plus le pas sur la qualité de celles-ci. Les internautes sont « surdésinformés », doivent sans cesse faire le tri, déterminer ce qui est important ou pas. Et résister à ce qui est mis en place pour capter leur attention est devenu très compliqué (lire encadré p.68). Avec le risque de « n'avoir plus le »



« Les réseaux sociaux ne sont plus seulement un simple canal pour entretenir des liens, *remarque l'anthropologue Olivier Servais*, ils sont devenus une nouvelle manière d'être et de communiquer avec les autres. »

NOUVELLES TECHNOLOGIES

► *temps de développer une pensée complexe* » et d'être en permanence « dans la simple réaction », comme le souligne Christophe Janssen, maître de conférences invité à l'UCL, docteur en psychologie.

Néanmoins, cet accès direct à l'information et l'absence d'intermédiaires permettent aussi une mobilisation sociale « bien réelle ». Avec de nombreux exemples positifs, des printemps arabes à la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés (lire en p.14), en passant par l'utilisation massive de WhatsApp au Brésil. « On dépasse là l'usage d'un réseau social au service du simple paraître et c'est évidemment réjouissant », se félicite le psychologue.

Ainsi, petit à petit, une nouvelle organisation sociale voit le jour. Avec, à terme, de grandes inconnues.

Le monde « ancien », tout en verticalité et articulé autour d'organisations bien structurées et hiérarchisées (les partis, les écoles, les entreprises, les églises...) fait désormais place à une organisation davantage horizontale, avec moins d'intermédiaires. « C'est moi, et puis le monde », comme le résume Olivier Servais. Avec le risque d'être manipulés par ces géants des nouvelles technologies qui dirigent insidieusement nos vies. Pour l'anthropologue de l'UCL, « l'école doit s'emparer d'urgence de ces enjeux à la fois techniques et de citoyenneté, ne pas laisser cela aux familles sous peine de renforcer les inégalités sociales. Car si on ne s'en préoccupe pas, les acteurs privés, eux, s'en chargeront. » — **Laure de Hessel**

1. Lire la chronique de François Brabant dans *Imagine* n° 125 de janvier-février 2017.
2. En collaboration avec Anne Ulpat, Larousse, 2017.

Le diable est dans le design de nos smartphones

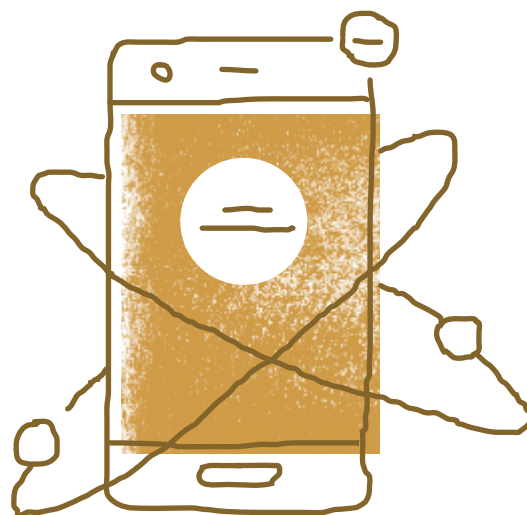
Leonardo Haberkorn est journaliste et professeur d'université à Montevideo, en Uruguay. Ou plutôt était. Car il a démissionné, comme on peut le lire dans un témoignage frappant disponible sur zintv.org : « *Je suis fatigué de me battre contre les téléphones portables, contre WhatsApp et Facebook. Ils ont gagné. Je me rends. Je jette l'éponge. Je suis fatigué de parler de sujets qui me passionnent face à des élèves qui ne peuvent pas décoller leur yeux d'un téléphone et qui reçoivent des selfies en continu* ».

Des études réalisées auprès d'étudiants ont ainsi permis de montrer qu'ils se connectaient en moyenne cinquante fois par jour à leur smartphone, pour un temps total de près de quatre heures et demi passé sur leur écran.

Cette dépendance, qui n'épargne évidemment pas les adultes, est notamment liée au design de plus en plus élaboré de nos téléphones intelligents équipés de notifications sonores à répétition, de vidéos qui se lancent automatiquement, d'un fil d'information sans fin, de récompenses inconscientes, etc.

En effet, les designers rivalisent d'inventivité pour exploiter les ressorts de notre cerveau et nous donner sans cesse envie d'y revenir, encore et encore... et surtout d'y rester longtemps.

Avec quel impact à terme sur notre capacité de sentir le monde, d'agir et de penser ? Si les moteurs de recherche suffisent, comment allons-nous continuer à développer notre mémoire ? Avec cette approche multitâches, serons-nous toujours en mesure d'appréhender la complexité des choses et de penser le temps long, pourtant vital en cette période, notamment, de catastrophe écologique ? En effet, nos comportements à l'égard des smartphones sont désormais induits par une série de techniques de manipulation utilisées par des entreprises privées dont l'objectif est le profit, qui nous font perdre une part de notre liberté. Et qui nous font passer de « l'intention » à « l'impulsion », comme l'analyse très bien James William dans un article récent intitulé « Sur son lit de mort, personne ne se dit : "J'aurais aimé passer plus de temps sur Facebook" »¹ Avec son collègue Tristan Harris, cet ancien employé de Google a fondé Time Well Spent² (« du temps bien utilisé ») pour tenter de lutter contre l'accaparement de notre



attention³ par nos smartphones et milite pour une meilleure éthique au niveau de leur design.

Une prise de conscience qui, progressivement, commence à toucher les plus hautes sphères : en janvier dernier, à Davos, au Forum économique mondial, le milliardaire américain Georges Soros a déclaré à la suite d'autres investisseurs importants que Facebook, Google et consorts menaçaient notre « liberté d'esprit » et constituaient « une menace pour la démocratie ». —

1. *Usbek & Rica*, 19 juin 2017.
2. www.timewellspent.io
3. Lire aussi « Faire le plein d'attentions », *Imagine* n° 119, janvier-février 2017.

Une société de « poseurs »

Surveillé de toutes parts, l'utilisateur des réseaux sociaux aurait tendance à prendre moins de risque, à s'exprimer moins librement. C'est le phénomène du social cooling, le « refroidissement social ». Avec, à la clé, une culture du conformisme et de l'autocensure.

Sur les réseaux sociaux, comme dans la vie hors des écrans, le meilleur côtoie forcément le pire. Mais pour le psychanalyste Michael Stora, « les mondes numériques alimentent notre part obsessionnelle. Avec, selon moi, un avant et un après Facebook. Avant, il s'agissait plutôt de blogs écrits généralement sous pseudo, dont les auteurs étaient souvent créatifs, dans lesquels ils se mettaient en scène dans des espaces de construction identitaire. Avec Facebook, cette mise en scène est devenue extrêmement banale, très "idéalisante". Les valeurs véhiculées sont très étasuniennes, dans l'esprit de la WASP (White Anglo-Saxon Protestant, l'archétype de la classe dominante aux Etats-Unis). Tout va toujours bien. On est dans la tyrannie de la performance à tout prix. L'échec n'a plus droit de cité et quand on y est confronté, tout s'effondre ».

Le conformisme règne en maître. Il faut plaire, rester autant que possible dans la norme. Il y a le fameux like tant utilisé, qui veut dire « aime », mais aussi « comme », rappelle le psychanalyste. « Et sur Instagram, le quasi clonage de photo en photo en devient presque inquiétant. »

L'image (de soi) occupe une place centrale dans les échanges. Il faut la gérer, la contrôler. On est entré dans la « société du paraître, une société de poseurs, constate le psychologue Christophe Janssen. Les réseaux sociaux, comme plus tôt la télé-réalité, n'en sont pas la cause, mais le symptôme. » Et chez certains internautes plus fragiles, cela prend même la forme d'une « dépendance narcissique » : leur bien-être dépendant du succès de leur mise en scène sur les réseaux sociaux.

Tout n'est évidemment pas noir sur le net. « La plupart des gens font très bien la différence entre ce qui se passe dans la vraie vie et sur les réseaux, tempère le spécialiste. Sur Facebook, c'est un peu comme dans la réalité quand un ou une célibataire drague en boîte de nuit, il ou elle donnera aussi à voir une version idéalisée d'elle-même. »

De plus, les réseaux sociaux s'avèrent également de bons canaux de communication en cas de moments plus difficiles : on peut y exprimer sa tristesse sur sa page personnelle, recevoir quelques mots d'encouragement de la part de ses amis, tester certains aspects de sa personnalité dans un monde « virtuel », être compris ou complimenté, etc. « Les réseaux sociaux permettent parfois aussi de canaliser nos émotions, ajoute Olivier Servais. Dans une société où l'on vit des choses dures, avec des incertitudes tant au niveau professionnel que familial, les réseaux sociaux deviennent alors des exutoires. »

Néanmoins, selon le chercheur indépendant néerlandais Tijman Shep, un autre phénomène préoccupant nous guette : le social cooling, le « refroidissement social ».

Aujourd'hui, l'internaute se sent en permanence « surveillé » par ses connaissances virtuelles. Le moindre écart peut être révélé au grand jour au travers d'une image compromettante, d'une vidéo prise à son insu, d'une prise de position dérangeante. Les employeurs veillent et les demandeurs d'emplois sont pistés. Les opérateurs privés collectent la moindre donnée personnelle. Avec un risque majeur à la clé : le développement d'une culture du conformisme et de l'autocensure. Et la mise en cause de certaines libertés fondamentales (la protection de la vie privée, le droit à l'oubli...). Un contrôle social d'autant plus préoccupant qu'il est désormais exercé par Google, Facebook et d'autres géants numériques à des fins avant tout de marketing. Conséquence : pour préserver sa « réputation numérique », l'utilisateur aura tendance à prendre moins de risques, usera moins de sa liberté d'expression, contestera moins l'injustice, fera preuve de moins de créativité, etc. « Le refroidissement social est subtil, alerte le chercheur sur www.socialcooling.com. La pollution de notre environnement social est invisible pour la majorité des gens, tout comme la pollution de l'air l'était au début. » — L.d.H.

Sommes-nous mondialement devenus des poseurs obsédés par notre image ?



« Leur identité se construit aussi via les réseaux sociaux »

Kristina Papanikolaou, doctorante en sociologie au Centre interdisciplinaire de recherche sur les familles et les sexualités de l'Université de Louvain, s'intéresse à la communication des adolescents. Cette génération « hypermoderne » qui, aujourd'hui, construit en grande partie son identité au travers des réseaux sociaux.

Les adolescents ont-ils un usage des réseaux sociaux si différent de celui des adultes ?

— Jusqu'il y a peu, on pouvait encore distinguer la vie « en ligne » et la vie « hors ligne ». Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, tant le numérique imprègne toute notre existence au quotidien, de la gestion de notre agenda à la réservation d'un billet de train, en passant par l'écoute de la musique. Tout cela est allé extrêmement vite : Facebook ou le premier iPhone, c'était il y a quinze ans à peine. Tout le monde s'accorde à dire que nous assistons à une véritable mutation socioculturelle, mais elle a été si rapide que nous n'avons pas encore suffisamment de recul pour la cerner vraiment.

Chez les adolescents, les réseaux sociaux sont clairement devenus une ressource essentielle de leur construction identitaire. « Liker » tel ou tel « post », diffuser telle vidéo, beaucoup de choses se jouent là-bas, entre pairs et par rapport aux adultes.

La chercheuse Claire Balleys a par exemple montré combien ce qui se passe sur les réseaux influence fortement ce qui se passe à l'école : plus un couple qui est « people » dans la cour de récré va entretenir son image sur les réseaux en postant des photos et des commentaires, plus il va rester populaire à l'école.

Auparavant, on ne connaissait que quelques personnes dans son établissement scolaire – sa classe et quelques autres élèves. Maintenant, le cercle est beaucoup plus vaste. On en sait davantage et beaucoup plus vite. Et il y a une véritable injonction à la mise en scène de soi. C'est par exemple très flagrant sur l'application Musical.ly (un réseau social basée sur la création de vidéos, de messagerie et de diffusion en direct), on assiste à une véritable surenchère entre adolescents.

En même temps, c'est du spectacle, de l'émotion et il y a souvent un grand esprit de créativité. Ces images agissent comme des messages, les adolescents sont tout à fait conscients qu'ils se mettent en scène et suivent des codes qui leur sont propres.

Leur temps est très différent de celui que nous avons connu : quand nous étions à l'école, nous n'étions pas ailleurs. Maintenant leur temps est tellement fragmenté, entre plusieurs vies. Chez eux, tout s'interpénètre, le local et le global.



Inquiétants, ces ados qui ne décrochent plus de leurs smartphones ? Et si c'était aux adultes de jouer leur rôle d'éducateurs ?

Une génération qui est en permanence sollicitée, passant d'un réseau et d'un écran à l'autre.

— Oui, et nous ne connaissons pas encore les conséquences de cette adolescente dite « hypermoderne », plongée dans un flux constant de consommation et de communication. Il n'y a plus de temps d'attente, toutes les réponses sont immédiatement disponibles, on ne construit plus petit à petit une envie de savoir puisque tout est à portée de main. Ce sont aussi des consommateurs culturels : ils peuvent choisir tout de suite, à tout moment, écouter tel morceau ou regarder tel film. Ils consomment à plein régime.

Une étude a ainsi montré que la présence anticipée d'outils multimédias dans leur chambre faisait baisser l'âge du début de l'adolescence, car ils sont plus rapidement autonomes dans leurs choix et leurs goûts. Je ne crois pas qu'il faille déjà être pessimiste. Ils vivent simplement dans ce monde numérique qui les entoure et ils s'y adaptent.

C'est aux adultes à leur apprendre à doser leurs usages, à prendre de la distance, à savoir chercher et vérifier une information, à protéger leurs données, bref à développer leur propres outils de réflexion. — **Propos recueillis par L.d.H.**

Les coups de cœurs cinéma d'Imagine

Pour gagner ces entrées, contactez sans tarder la rédaction : info@imagine-magazine.com, 04 380 13 37.



10 X 2
PLACES DE
CINÉMA
À GAGNER

La part sauvage, de Guérin van de Vorst,
à voir aux cinémas des Grignoux,
à Liège et Namur (www.grignoux.be)



10 X 2
PLACES DE
CINÉMA
À GAGNER

Oh Lucy, d'Atsuko Hirayanagi,
à voir au Cinéma Palace, à Bruxelles
(www.cinema-palace.be)

PALACE

imagine

DEMAIN LE MONDE

**Pour tout nouvel abonnement d'un an,
recevez un cadeau de votre choix !**

- 👍 soit un 7^e numéro gratuit
- 👍 soit un exemplaire de notre hors-série
« Penser, agir, transformer »
(24 grands entretiens d'intellectuels de renom).

Remplissez le formulaire encarté dans ce numéro
ou via notre site www.imagine-magazine.com
et versez directement le montant de votre abonnement
sur le compte BE70 5230 4023 0625 (Triodos)
ou BE86 0013 9179 9850 (BNP Paribas Fortis)
en mentionnant en communication le cadeau de votre choix
(« 7^e numéro » ou « hors-série »).



Abattoirs : des alternatives à la mort industrielle

Chaque semaine, ce sont plus d'un milliard d'animaux qui sont abattus dans le monde, selon les chiffres des Nations unies (FAO 2011). Au cours du 20^e siècle, notre consommation de viande a ainsi explosé tant en Occident que dans les pays en développement, tout particulièrement en Asie. Et la majeure partie de l'élevage est devenue une activité industrielle à part entière avec des rapports temps/prise de poids des animaux de plus en plus courts, une hyperspécialisation, des exploitations gigantesques et le recours régulier à la chimie et aux médicaments.

En Europe, la consommation a atteint son pic à la fin des années 1990, et la crise financière de 2008 a encore accentué le mouvement à la baisse. En cause : la réduction des dépenses des ménages, mais pas seulement. Les scandales sanitaires, les préoccupations grandissantes concernant la santé et les modifications de nos habitudes alimentaires ont renforcé la tendance. A cela s'ajoute la question du bien-être animal de plus en plus présente dans le débat public. Avant de se cristalliser notamment autour de l'abattage, cette mise à mort que nous avons déléguée à quelques professionnels sans trop nous en préoccuper. Aujourd'hui, certains consommateurs ont décidé de ne plus manger de viande (*lire le dossier sur le végétarisme dans notre dernier numéro*), d'autres cherchent une réponse ailleurs, dans la contestation de ce système industriel qui génère beaucoup de violence, à la fois du côté des bêtes et des humains. « *Le problème n'est pas éthique, il est politique : c'est le système de production capitaliste et le projet de société mortifère qu'il recèle qui doivent être transformés* », estime ainsi Marie Gérard, philosophe de l'ULg qui défend une voie médiane, où la mise à mort des bêtes ne serait ni une banalité ni un scandale, où il serait possible à la fois « *d'aimer et de tuer les animaux* ».

C'est la thèse que soutient également Jocelyne Porcher, sociologue, directrice de recherches à l'INRA (UMR innovation Montpellier), ancienne éleveuse, pour qui un monde sans animaux abattus serait un monde sans élevage. Et donc un monde sans animaux.



Jocelyne Porcher, à quel moment de notre histoire nous sommes-nous à ce point distancés des animaux et de leur mort ?

— C'est lié au processus industriel du milieu du 19^e siècle, à la naissance du capitalisme. Alors qu'auparavant on vivait et on travaillait avec les bêtes, elles deviennent alors des animaux-machines, qui ne servent plus qu'à générer du profit. L'asservissement est général : c'est aussi bien celui des animaux que des hommes et des plantes. L'argent devient le moteur. On voit naître la zootechnie qui cherche à maximiser le rendement des produits animaux, et il y a une mise à distance affective et morale des bêtes. C'est un changement de représentation du monde.

Mais aujourd'hui, quel serait selon vous un « bon » abattoir ?

— L'abattage à la ferme est assez clair, c'est un bon mode d'abattage. La bête ne sort pas de son milieu, elle n'a pas peur, elle est tuée par surprise, il n'y a pas de problème de traçabilité, etc. (*lire p.75*). Mais dès que l'on sort de la ferme, est-ce possible d'avoir un bon système ? Il faudrait alors casser la chaîne. Car les abattoirs sont devenus des lieux de transformation où l'on veut extraire la matière animale de l'animal – d'ailleurs bien souvent le terme « abattoir » n'est même plus visible sur les bâtiments. Le rapport au temps y est tout à fait différent, il faut suivre des procédures, maximiser le temps productif.

Est-ce que l'on pourrait y amener plus d'humanité, en organisant autrement le travail de découpe, avec des personnes beaucoup plus autonomes et polyvalentes ? Ou est-ce qu'il faudrait, au contraire, davantage robotiser le processus ? Difficile à dire. Quoi qu'il en soit, il y a lieu de s'interroger : tuer un animal, cela n'est pas un détail, c'est le cœur de la question !

Cessons donc d'occulter, assumons, réfléchissons à des conditions de travail convenables pour les abatteurs, et en tant que consommateurs, prenons nos responsabilités. Car on ne mange pas de la viande sans coût moral. Pour moi ce n'est pas un crime de tuer un animal, mais il y a une responsabilité à assumer.

Serait-il possible de nous nourrir en supprimant les élevages et les abattoirs industriels, et en ne conservant que de petites exploitations ?

— Notre système agricole dépend des choix politiques qui sont faits : autonomie alimentaire ou dépendance, valeur ajoutée qui profite à des grandes entreprises ou alors directement à ceux qui travaillent. Il serait tout à fait imaginable de nourrir l'humanité au départ de milliers d'exploitations. En France comme en Belgique, nous avons la place, les compétences et les animaux pour recréer du lien, remettre du sens dans cette relation



Le pelage d'une carcasse de bœuf
à l'abattoir de Charleroi.

Sylvie La Spina

homme/animal. Mais il faudrait davantage de souplesse, élever des animaux qui ne soient pas uniquement destinés à être mangés, qu'ils puissent avoir une autre vie avant d'être abattus. Un troupeau de cochons peut être élevé pour entretenir une zone, éviter les incendies, et puis être mangé ensuite.

Mais ce serait un choix révolutionnaire. Car il s'agit de remettre en cause notre rapport aux animaux construit avec le capitalisme, de sortir de l'idée qu'ils sont seulement générateurs de profit.

Au final, l'élevage est un bien commun, c'est même un patrimoine de l'humanité. Le contexte économique actuel ne va pas dans cette direction, mais ce serait tout à fait possible.

Vous plaidez pour un nécessaire « contrat » entre l'homme et l'animal. Mais ce contrat est quand même très inégalitaire, puisqu'il se conclut par la mort de l'un des partenaires.

— Il est évident qu'il y a une asymétrie dans la domestication qu'il faut assumer. Mais les animaux domestiques sont souvent des proies, elles ont donc un intérêt à la protection offerte par l'humain. Il y a par ailleurs une question de ressources : sur un espace fini, on ne peut nourrir qu'un nombre limité de bêtes, c'est un état de fait. Même les animaux sauvages fonctionnent ainsi. Si certains naissent, d'autres doivent mourir. Le capitalisme, c'est l'ultraconsommation, c'est l'évacuation de la mort : éviter de penser à notre finitude et aux limites de la vie. Or, la mort est la condition de la vie.

L'élevage, c'est l'interface entre les animaux et les humains. Ils travaillent ensemble, créent des liens, produisent de l'intelligence (les bêtes nous apprennent énormément de choses sur la vie, cette relation est une vraie richesse). L'enjeu, c'est donc de leur donner aussi accès à leur monde propre, à leurs sens : les cochons par exemple doivent courir, fouir le sol, être ensemble. Et leur donner l'accès à un rapport de transformation du monde qui est dans la relation de travail, et qui les enrichit eux aussi.

Comment voyez-vous l'avenir ?

— Au niveau macro, je suis assez pessimiste. Le capitalisme ne veut pas du petit élevage. Les rapports de force sont tout à fait défavorables aux petits éleveurs, à la vie avec les animaux. Et entre les défenseurs des animaux et les biotechnologies qui occupent de plus en plus d'espace, les professionnels sont perplexes. Le système a trouvé une alternative intéressante pour lui avec les viandes in vitro et les substituts végétaux – il n'y a même plus besoin de s'embarrasser des animaux.

C'est pour cela que la contestation du type L214 (*lire p.74*) monte ainsi en puissance. Cela fait des années que des gens – moi compris – dénoncent les conditions d'élevage et d'abattage industriels, pour essayer de convaincre que c'est une abomination en pure perte. A présent, cette contestation devient utile au système, elle permet la promotion des biotechnologies et d'un monde alimentaire industriel sans les animaux.

Par contre, d'un point de vue micro, du côté de la recherche scientifique, de ce que des éleveurs et des agriculteurs font dans leur ferme, c'est beaucoup plus positif, il y a des initiatives nouvelles et des recherches d'alternatives. Est-ce que cela suffira à renverser la vapeur ? Je ne crois pas, mais cela ne m'empêchera pas de me battre pour autant. —

Propos recueillis par Laure de Hesselte



L214, les révélateurs

L'association française L214 Ethique et animaux s'est rendue célèbre par ses vidéos tournées dans des abattoirs, dénonçant images à l'appui leurs pratiques pour revendiquer l'arrêt de la consommation des animaux.

« Brigitte Gothière et Sébastien Arzac, les cofondateurs de l'association, se sont d'abord intéressés au gavage avant d'étendre la question à tous les animaux d'élevage et en fondant L214. Ils ont très vite compris en s'inspirant d'autres associations, notamment aux Etats-Unis, que la meilleure façon de parler du sujet était de montrer les pratiques au grand public, en filmant dans les élevages et les abattoirs. Car le dire, le dénoncer ne suffit pas, arriver à le montrer permet aux gens de vraiment se représenter ce qu'il se passe. Avant que l'on diffuse des vidéos, les défenseurs des abattoirs prétendaient que ces pratiques étaient révolues dans nos installations ou avait lieu à l'étranger. Avec nos films, nous pouvons démontrer que non, que c'est comme cela que ça se passe ici et maintenant », raconte Barbara Boyer, porte-parole de L214.

« En fait, même si nous filmions un abattoir où tout se passe parfaitement, dans les normes, personne ne supporte de voir un animal avec la gorge tranchée, personne n'est totalement à l'aise avec ça. Mais dans la plupart des abattoirs où nous nous rendons, il y a en plus des pratiques non conformes. Donc ce que nous montrons n'est pas une sélection d'images choquantes mais bien ce qui se produit régulièrement », insiste la militante.

« Par ailleurs, nous ne voulons pas jeter la pierre aux travailleurs, qui ne sont que les bras armés d'un système. C'est le système que l'on critique. Eux ils sont là pour gagner leur croûte, ils font ce qu'ils peuvent. Leur direction demande de "tuer avec bienveillance"... C'est quelque chose qui doit rendre complètement fou. Ils sont obligés de chosifier les animaux. Notre objectif final est l'abolition totale de l'exploitation des animaux, mais nous sommes pragmatiques : sur le court terme, en attendant, il y a déjà des choses à changer au niveau des pratiques de l'élevage et de l'abattage industriel », conclut Barbara Boyer. —

Albert, abatteur “Tout était dans un rayon de 15 km”

Albert Pierrard est abatteur à l'abattoir communal de Virton, dont il gère l'équipe. Il est aussi grossiste et possède un atelier de découpe.

« J'ai appris à abattre les bêtes sur le tas, petit à petit. Mais cela ne m'a jamais impressionné, je venais du monde de la chasse, j'étais habitué à la mort des animaux. La moindre des choses, c'est que ce soit fait le plus proprement et rapidement possible – sinon on devient fou.

Quand j'ai commencé, il y avait énormément d'abattoirs communaux dans la région, mais avec la réglementation européenne et les normes sanitaires, ils ont dû fermer. C'était pourtant bien plus écologique : les fermiers comme les bouchers, tout était dans un rayon de quinze kilomètres. Ici, à Virton, la commune l'a conservé tout de même, comme service à ses habitants. Ce n'est pas rentable, mais ce n'est pas plus cher qu'une piscine.

Il y a un vrai souci de la qualité dans un petit abattoir. D'ailleurs, si vous ne travaillez pas bien le client s'en va, vous le connaissez. Les réglementations de l'Afsc, de l'Europe, c'est juste une liste absurde : si on ne porte pas de casquette, on reçoit un avertissement ; par contr, que les bêtes soient importées de loin, ça il n'y a pas de problème ! Chez nous, tout le monde est polyvalent, on se complète, les choses sont faites à la main, et ce n'est pas grave si on perd cinq minutes. A la chaîne, ce serait la catastrophe, et les gens n'ont pas le temps de s'entraider, ils deviennent des machines. Quand je vois les vidéos [de L214], il y a évidemment des choses qui me choquent. Mais pas la majorité : dans la plupart des cas, ils font ce qu'ils peuvent, les animaux ne sont pas toujours dociles ! L'abattage à la ferme n'est pas réaliste pour moi, je crois plutôt à la solution de rouvrir des petits ateliers comme ici. Mais y imposer les mêmes lois que dans les grands abattoirs, cela n'a aucun sens... » —

Tuer à la ferme

Pour les petits éleveurs, l'abattage à la ferme serait une solution idéale pour sortir du système industriel.

« **J'** ai repris 9 hectares qui restaient à mes parents, raconte Gisèle Depas, médecin devenue éleveuse modeste de la région liégeoise. Nous avons tout de suite converti le terrain au bio, et nous y avons installé des vaches rustiques, résistantes, deux Galloways (Adam et Eve !) et des moutons, des roux d'Ardenne. Puis le troupeau a grandi, et il a bien fallu se décider à en tuer. Le premier était un mâle, en grandissant il devenait dangereux, j'ai dû passer à l'acte et l'emmener à l'abattoir d'Aubel. »

Gisèle Depas est l'un des nombreux petits éleveurs à faire tuer une bête de temps en temps, bien loin des grands élevages industriels. Et à être confrontée à une situation guère optimale. « En trente ans, la moitié des abattoirs wallons ont disparu, constate Sylvie La Spina, coordinatrice du projet Echangeons sur notre agriculture, de Nature et Progrès. Il n'en reste qu'une trentaine, certains spécialisés par espèce, et pour beaucoup de petits éleveurs il est difficile d'en trouver un pas trop loin et qui accepte des clients avec si peu de bêtes. »

Une nuit enfermée à l'étable, situation tout à fait inhabituelle pour ce type de bêtes, puis le transport en bétailière : « Je me sens comme une horrible manipulatrice, confie Gisèle Depas, qui leur fait passer les pires moments avant de les faire tuer. »

Une fois arrivés à l'abattoir, bon nombre d'éleveurs ont le sentiment d'abandonner leurs animaux, n'ayant pas le droit de les suivre. Un certain nombre d'entre eux plaident d'ailleurs pour une solution permettant de supprimer le transport des animaux, voire d'« échapper totalement au système industriel », comme le voudrait l'éleveuse liégeoise.

Les pistes ? Elles existent, elles sont pratiquées en Allemagne, en Suisse, en Suède, en Autriche... Le tir en prairie tout d'abord, qui, une fois le troupeau habitué au son du fusil, ne perturbe pas les bêtes. L'animal est ensuite saigné, puis soit transporté à l'abattoir, soit découpé dans un camion. Un camion qui peut aussi, dans d'autres cas,

En savoir +

Lire les excellents dossiers de Nature et Progrès, « Potentialités de l'abattoir mobile et du tir en prairie pour les élevages wallons » et « Réflexions et pistes pour développer les possibilités d'abattage de proximité pour nos éleveurs wallons en circuits courts », agriculture-natpro.be.

Robert, découpeur “A la chaîne, tout le temps le même geste”

Une highland et ses cornes hors norme pour les abattoirs.



Sylvie La Spina

être utilisé comme lieu d'abattage. Certes, il y a des difficultés techniques (le raccordement en énergie, la gestion des déchets, la taille du camion pour pouvoir suspendre un bœuf, etc.), mais d'autres pays sont parvenus à imaginer des modèles qui fonctionnent.

« Si nous voulons nous lancer, il faut évidemment bien en parler et soigneusement concevoir le système, insiste Sylvie La Spina, mais des voies sont ouvertes. Reste la question de la rentabilité, si c'est un camion, l'investissement est important pour abattre peu d'animaux par jour, puis il faut rémunérer le vétérinaire qui contrôle avant et après l'abattage. Mais certains éleveurs et consommateurs sont prêts à payer plus et puis il y a des économies de transport. »

La législation européenne laisse la porte ouverte ; l'Afsca, l'autorité de contrôle sanitaire, ne serait pas fermée. Reste à convaincre les politiques ! — L.d.H.

Robert¹ est employé depuis quarante ans dans un atelier de découpe. Témoignage d'un travailleur à la chaîne.

« J'ai commencé dans le secteur par hasard, suite à une rencontre dans un café alors que je cherchais du travail. Je me suis retrouvé là un peu comme en prison au début. Je n'avais jamais touché un cochon, j'étais un peu dégoûté. Nous

étions quatre cents, nous sommes cent cinquante aujourd'hui... Dans l'atelier il fait 6 degrés, nous sommes habillés comme des Eskimos. Avant nous travaillions comme des esclaves, mais au moins on s'amusait bien, nous étions ensemble à la même table.

Maintenant que c'est à la chaîne, je fais le même geste tout le temps. Nous nous arrangeons entre nous pour changer de poste de temps à autre, moi surtout au poignet, au canal carpien. Où que ce soit dans la chaîne le poignet bouge pareil... Quand je dis nous, c'est surtout les anciens, parce que les jeunes ils restent une semaine puis ils repartent.

Nous sommes passés de trois cents cochons à la journée à deux cents cochons à l'heure aujourd'hui. Ça va très vite !

Chez nous on a résisté, mais dans beaucoup de cas des employés de sociétés roumaines ont pris les emplois. Ils sont moins chers pour les patrons. Depuis un certain temps il y a moins de travail et peut-être que l'entreprise va être rachetée par une société flamande, ils veulent adopter la loi Peeters, pour augmenter la flexibilité². Nous les anciens on veut continuer, peut-être parce que notre vieux patron a toujours été gentil avec nous ? Un boucher quand il arrête c'est parce qu'il a trop mal... » —

1. Le prénom a été modifié.

2. La loi Peeters autorise le contrôle du respect de la durée hebdomadaire du travail sur une période d'un an, pendant laquelle les travailleurs pourront prestre 143 heures au-delà de la durée hebdomadaire moyenne de travail sans que des repos compensatoires ne soient accordés.

Christophe André

“Chaque émotion est une ressource inépuisable”

Psychiatre et psychothérapeute, auteur de plusieurs ouvrages de référence, Christophe André est l'un des principaux promoteurs de la méditation de pleine conscience. Sa quête intime vers l'épanouissement l'a conduit à se pencher sur la vie intérieure, « *ce fleuve qui, écrit-il, coule de manière permanente en nous* ». Avec cette question : et si le bonheur passait par une plongée dans nos ressentis afin de mieux comprendre comment s'orientent nos pensées et nos actions ?

Vos chroniques diffusées sur France Culture sont les émissions les plus téléchargées de la station. Chacune de vos conférences fait également salle comble. On dirait que la quête de bonheur est devenue un vrai phénomène de société.

— Il y a toujours eu un besoin de bonheur. La nouveauté, c'est sa réhabilitation. Le bonheur a longtemps été considéré comme une préoccupation existentielle secondaire, perçue comme autocentrée et limitée. Entre temps, les psychologues ont montré que les gens heureux sont en meilleure santé et se montrent plus attentifs à leur entourage. Le lien particulier entre bien-être et altruisme n'est plus à démontrer. Quand je me sens bien, il m'est plus facile d'aider les autres et lorsque je les aide, cela me fait du bien.

Il y a un cercle vertueux. Ce qui n'est pas étonnant en soi, car nous sommes des animaux sociaux qui réalisons des associations automatiques, entre sexe et plaisir par exemple, ou entre bien-être et altruisme, car ces connexions sont bonnes pour l'espèce, tout simplement.

Pour accéder au bien-être, vous nous invitez à savourer chaque émotion agréable qui se présente à nous. Vous les qualifiez de « *ressources quotidiennes inépuisables* ». Tout le monde reçoit-il tous les jours des émotions agréables ? Ou vous adressez-vous seulement aux personnes qui bénéficient d'un tempérament particulièrement positif ?

— Ces émotions existent bel et bien. Le fait d'être vivant et de marcher sur ses deux jambes est merveilleux. Une personne confrontée à la maladie, qui a perdu un proche ou qui s'est cassé une jambe, le comprend bien. Manger, boire, parler avec quelqu'un qui nous écoute au lieu de nous agresser, voir un beau ciel bleu, tout cela, ce sont des choses plaisantes, il faut y être attentif. Je ne dis pas qu'il faut s'en contenter, mais cela nous nourrit. L'intelligence du bonheur nous dit d'être attentifs à ces *poussières*, ces copeaux de bonheur qui se présentent à nous plusieurs fois dans nos journées.

Des choses négatives nous arrivent aussi quotidiennement. Notre cerveau de mammifère accorde d'ailleurs une attention particulière à ces signaux négatifs, car à l'état sauvage, un animal a besoin d'être attentif aux signes de danger pour assurer sa survie. Il est donc important d'être particulièrement aux signaux positifs, à tous ces petits bonheurs, afin de rééquilibrer notre vie.

Vous venez de consacrer un ouvrage à la vie intérieure. Vous dites que celle-ci qui nous distingue des machines. En quoi fait-elle notre humanité ?

— On parle peu de la vie intérieure, elle est d'ailleurs difficile à définir. Elle représente tout ce dont nous prenons conscience, lorsque nous cessons d'être engagés dans des actions ou des distractions. Elle apparaît en nous dans des moments de pause que l'on consacre à soi, quand on accueille le monde

en nous. Cette vie intérieure est un mélange de nos émotions et de nos pensées, elle est comme un fleuve qui coule de manière permanente en nous, et auquel nous ne prêtons pas toujours attention.

J'encourage à prendre le temps de faire un détour par soi-même, d'examiner soigneusement ce que nous sommes en train de ressentir, de penser, les réactions que nous élaborons par rapport à ce que nous vivons.

« Quand on rumine, on est enfermé dans un cercle d'auto-apitoiement, on se trouve minable, malheureux, maladroit »

D'autant, dites-vous, que ces moments de pause nous permettent d'affirmer notre individualité.

— Oui. Aujourd'hui, un humain en situation d'attente ne regarde plus le ciel ou ce qui l'entoure, il sort son téléphone et se plonge dans son écran. Ce réflexe nous pousse à devenir semblables les uns aux autres par une standardisation de nos comportements. Nous regardons les mêmes vidéos sur Youtube, voyons les mêmes messages sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, se détourner du

Psychiatre, psychothérapeute et écrivain, **Christophe André** (61 ans) soulage ceux qui souffrent de troubles anxieux et dépressifs à l'hôpital Sainte-Anne (Paris). Il est par ailleurs un adepte de la méditation de pleine conscience.

A vous écouter tout est une question de mesure, car il y a du bon dans les épreuves et du mauvais dans les satisfactions.

— La tristesse, la colère, la honte ne sont pas des émotions négatives en elles-mêmes. La tristesse attire mon attention sur le fait que quelque chose me manque, que ma vie ne s'écoule pas comme elle le devrait. La colère me dit que ce que j'attendais m'a été retiré. La honte me recommande de regarder ce que j'ai fait et de ne plus recommencer. Ces morsures sont utiles, si on fait un détour par la vie intérieure et que l'on cherche à comprendre comment y échapper à l'avenir.

Sandrine Roudet

téléphone pour explorer sa vie intérieure est un acte de résistance, un rééquilibrage vers ce que nous ressentons pour conduire sa vie en fonction de sa volonté et non en fonction des standards suggérés par la société.

Vous identifiez plusieurs voies d'accès à ce monde intérieur, dont la lecture qui constitue un élément important dans la construction de sa personnalité.

— Oui, la lecture nous fait découvrir le ressenti d'autres personnes. Nous réalisons ainsi que nous partageons certaines émotions, certaines sensibilités. Plus surprenant, nous découvrons que des auteurs qui vivaient voici plusieurs siècles manifestent les mêmes préoccupations que nous. Pour aller plus loin, on peut également tenir un journal intime, afin de clarifier le murmure confus que l'on ressent en nous, ou faire notre examen de conscience pour savoir si l'on se rapproche de ses idéaux et se comporte en humain cohérent. Lorsque l'on est malade, je propose de prendre le temps d'observer ce qui se passe en soi et de se dire que l'on doit accepter ce qui nous arrive.

Vous allez jusqu'à examiner en même temps l'échec et le succès.

La finalité de nos actions est qu'elles réussissent. Mais Cioran disait : « *Une seule chose importe : apprendre à être perdant.* » Il ne disait pas que l'on doit aimer perdre, mais être capable d'en tirer leçon. La vertu du succès est de nous faire plaisir, on en a besoin de moments où l'on se sent efficace, cohérent, reconnu. Mais les succès nous conduisent rarement à réfléchir sur nous-même. La douleur liée à l'échec nous contraint à faire un examen. Nos échecs nous permettent de progresser à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux et traumatisants. Nos succès nous nourrissent et nos échecs nous grandissent, on a besoin des deux et les deux nous arrivent.

Vous faites des ruminations le principal danger qui nous guette. Comment les éloigner ?

— Les ruminations sont très présentes dans les dépressions, les maladies anxieuses, chez les schizophrènes. Elles représentent des pensées répétitives, focalisées sur un aspect de notre vie. Il est difficile d'en sortir, car on

se pose des questions qui n'ont pas de réponse : pourquoi est-ce tombé sur moi, pourquoi m'a-t-on dit cela, pourquoi je ne m'en sors pas ? Ou alors on est enfermé dans un cercle d'auto-apitoiement, on se trouve minable, malheureux, maladroit. Tout le monde rumine à certains moments, parfois simplement parce que l'on a des difficultés à payer son loyer. Le piège est de croire que l'on réfléchit lorsque l'on rumine. Il y a trois questions à se poser dans ces moments. Depuis que ces pensées tournent dans mon esprit, ai-je trouvé une solution ? Ou éclairci certains points du problème ? Ou ces pensées m'ont-elles soulagé ? Si la réponse est trois fois non, on rumine, on est dans un dérèglement de la réflexion sans que l'on s'en rende compte. Le moyen le plus simple d'en sortir est de se lever et de bouger, s'engager dans l'action.

Vos convictions sur le bienfait de la méditation de pleine conscience sont connues. La méditation se distingue-t-elle de l'exploration de sa vie intérieure ?

— Se pencher sur la vie intérieure permet de prendre la mesure de ses pensées et de ses envies. La méditation, et notamment la méditation de pleine conscience, englobe tous les aspects corporels, elle vise à prendre conscience de son corps. On se rend présent au mouvement de son souffle, à ses sensations corporelles, à leur évolution dans le temps. Ensuite, on commence à regarder défiler ses pensées, à les voir d'un peu loin. On peut dire que la méditation est une introspection ancrée dans nos sensations corporelles sans qu'on se demande pourquoi, c'est un acte de présence qui a moins la volonté de clarifier nos pensées que l'introspection. —

Propos recueillis par Jean-François Pollet

La Vie intérieure

Issu des chroniques diffusées l'été dernier sur France

Culture, l'ouvrage aborde, en quarante petits chapitres, les différents aspects de la vie intérieure avec trois volets : les voies d'accès, soit les décisions à prendre pour se rapprocher de la vie intérieure, les expériences existentielles, ce qui s'impose à nous, et les ressentis que nous cherchons à explorer.

L'Iconoclaste, 2018, 195 p.



PHILOCITÉ

De la maternelle à l'université, en passant par les maisons de jeunes, les centres culturels, les bibliothèques, les IPPJ et les prisons, PhiloCité diffuse dans l'espace public les outils de la philosophie.

Parce que prendre le temps de réfléchir collectivement, sur un sujet du quotidien saisi au vol ou sur les grands thèmes qui balisent l'histoire de la philosophie, c'est se donner les moyens de s'émanciper.

PhiloCité propose, en Belgique et à l'étranger, des animations, des formations, des conférences et des travaux de recherche, dans un souci permanent d'émancipation, tant individuelle que collective.

Viens, je t'attends...

Autrefois, la mort était proche, familière, codée et ainsi en partie domptée. Aujourd'hui, elle fait peur au point que nous n'osons dire son nom et encore moins la « préparer ».

Auparavant, c'était au sujet de la sexualité¹ qu'on racontait aux enfants des fables peuplées de cigognes et de choux. Désormais, alors qu'ils savent très tôt et parfois très crûment comment se font les bébés, c'est de la mort qu'on ne leur parle plus, sinon dans un langage euphémisé : « *Papy est parti – Ah ? Et il revient quand ?* » « *Grand-maman est au ciel.* » Et le gamin lève alors les yeux vers les nuages pour voir s'il ne l'apercevrait pas, par hasard.

Sociologues et historiens s'accordent pour dire que la mort est devenue le principal interdit de notre société, remplaçant l'interdit millénaire de la sexualité. Comment alors nous y préparer sereinement ? Et comment affronter le deuil ? C'est beaucoup, beaucoup plus difficile...

L'histoire de la mort

L'histoire porte les traces d'une codification soigneuse de la mort avec une façon « canonique » de mourir pendant plus de mille ans. On savait tout d'abord qu'on allait mourir, par une sorte de reconnaissance naturelle et spontanée. On était prévenu et on prévenait les autres. Roland « *sait que son temps est venu* », Tristan « *sentit que la vie se perdait, il comprit qu'il allait mourir* », comme le sait aussi le laboureur de La Fontaine.

Ce qu'on craignait alors, c'était une mort foudroyante, qui priverait des derniers instants. Les progrès de l'imagerie médicale et des examens nous suspendent aujourd'hui au verdict d'un médecin, entravant le pressentiment de la mort. Il n'est pas sûr qu'on souhaite d'ailleurs le savoir. C'est la mort foudroyante qui nous paraît une « belle mort » : « *Il ne s'est pas senti partir* ». Quelle chance !

Ainsi averti, on avait pourtant l'occasion de respecter un véritable protocole, impliquant une posture spécifique (étendu sur le dos, les mains croisées sur la poitrine, la tête vers le ciel) et une série de moments bien définis, comme le regret de la vie, avec son triste rappel des êtres et des choses aimés, puis le pardon des compagnons, qui assistaient nombreux à l'agonie et que le mourant appelait un à un, pour un dernier dialogue solennel avec chacun, où il était écouté mieux que jamais. Parfois, un notaire ou un curé prenait note, le testament est le fruit de ce moment². Il était temps ensuite de passer à Dieu, qu'on priait d'accorder le Paradis. À ce moment intervenait l'absolution, si un prêtre était présent. Le dernier acte était alors terminé, il ne restait plus qu'à mourir – ce qui advenait en général rapidement...

C'était le mourant qui organisait cette cérémonie et en respectait le protocole, ce qui n'était d'ailleurs pas si compliqué : chacun avait eu régulièrement l'occasion d'assister à cette cérémonie. La mort était en effet un phénomène public, comme la naissance. Tous (même les passants et les enfants³) allaient et venaient dans la chambre du mourant. Ce n'est qu'au 18^e siècle que la chambre du mourant s'est vidée, les médecins se plaignant du surpeuplement.

L'oubli de la mort

Cette mort proche, familière, codée et ainsi en partie domptée s'oppose frontalement à la nôtre, qui fait peur au point que nous n'osions dire son nom. Les signes de cet oubli de la mort sont nombreux : la belle mort identifiée à la mort inconsciente et rapide, les corps évacués le plus rapidement possible. Plus de cadavres qui traînent dans le couloir d'un hôpital – ce serait un scandale. Plus ou presque de défunts qui séjournent à la maison. On ne s'occupe plus de la toilette mortuaire. On ne peut plus considérer la beauté singulière d'un cadavre, dont l'histoire de l'art porte pourtant les signes. On ne va plus beaucoup dans les cimetières et d'ailleurs on enterre de moins en moins au profit de l'incinération qui fait disparaître les restes, corollaire d'une société où la mort est bannie. Le deuil, enfin, n'est plus un moment dont la société imposerait le respect et les modalités, mais un état morbide, dont il faut sortir au plus vite pour jouir de la vie. À l'oubli de la mort s'ajoute ainsi la multiplication des injonctions à profiter intensément de la vie, et la prescription massive de pilules du bonheur pour espérer y parvenir...

Les conséquences de cet oubli ?

La mort n'en n'est pas moins certaine. Cet oubli s'apparente davantage à un déni qu'à un culte vivifiant de la joie. La mort nous fait horreur. On est donc peu préparé à y faire face avec courage et sérénité. Or la façon de mourir, suicide, euthanasie, mort naturelle, mais aussi avec le sourire ou dans l'angoisse et le refus, a un impact sur les autres : mourir est un acte relevant du domaine

“ La mort est bien plus qu’un rite de passage vers un autre monde ; c’est toute une manière de vivre – de vivre sa mort et celle des autres ; c’est toute une manière de fixer sa propre individualité ”

Michel Foucault
(*Dits et Ecrits II*).

l’accompagnent et la fragmentent en petites fins, tant et si bien que les proches ne savent plus quand l’agonisant est vraiment mort. Quand il a perdu conscience ? Ou la tête ? Quand on a désactivé les piles du *pace-maker* ? Lors de la fin de l’activité cérébrale ? Ou au moment du dernier souffle ?

La mort d’un proche est devenue un moment plus dramatique qu’il y a un siècle. C’est toujours trop tôt ; on ne « mérite » jamais ça. Devant un cercueil, tout le monde se conduit comme si le mort n’avait pas eu de chance.

On vit la mort moins comme une certitude, une loi constante, une fin évidente et normale, que comme un accident, une injustice, un scandale. Et, si dans l’ancienne société, les éclats du deuil cachaient à peine une résignation facile – les veufs se remarquant quelques mois après la mort de leur femme –, aujourd’hui alors que le deuil est en apparence plus rapide et discret, la mortalité accrue des veuves dans les six mois suivant la mort du conjoint témoigne de nos difficultés à faire sereinement le deuil de l’être aimé⁵.

En perdant la familiarité avec la mort, peut-être avons-nous perdu beaucoup plus qu’un instant qui est le dernier, à vivre aussi, avec les autres : la préparation de cet instant, laissé le plus souvent aux mains du personnel hospitalier, la possibilité d’une dernière parole, adressée de vive voix à chacun et qui comptait plus que jamais ; mais aussi et plus fondamentalement l’acceptation de notre propre mort et de la mort d’autrui comme normale, et celle, enfin, du deuil comme moment nécessaire pour préserver les vivants. Comment ne pas plaider pour une réflexion plus partagée et plus « banale » sur l’*eu-thanasie*, pour retrouver les chemins de cette familiarité avec la mort ? –

Gaëlle Jeanmart

de l’éthique. Or, l’usage réduit que nous faisons classiquement du mot « *eu-thanasie* » manifeste l’appauvrissement de notre réflexion sociétale sur la mort, comme si envisager une mort (*thanatos*) belle (*eu*) se réduisait à demander une assistance médicale pour mourir vite.

Ce terme⁴ autorise en réalité un questionnement éthique plus large : comment dois-je mourir pour que mes proches puissent vivre la suite sereinement ? Comment m’y préparer ? À quoi dois-je penser ? Pas seulement aux formalités (les assurances-obèques et les testaments ont manifestement une orientation généreuse, mais superficiellement, comme l’est la préparation à vieillir par l’aménagement du logement).

Est-ce que je souhaite mourir seul ou au milieu des miens ? Mais est-ce que je leur souhaite alors d’assister à ma mort ? Au nom de quoi ? Si oui et pour des motifs valables, comment les y préparer ? Et comment faire de ce moment un « beau » moment, malgré la souffrance ?

Ces questions se posent-elles encore ? Fréquemment ? Ou sommes-nous le plus souvent réduit à accepter ce qui semble s’imposer comme la façon « normale » de mourir aujourd’hui : une mort inconsciente, vécue par les autres d’une façon morcelée, parce qu’elle est attachée aux actes médicaux qui

1. Cette thèse, qui n’est plus contestée aujourd’hui, a d’abord été émise par le sociologue anglais Geoffrey Gorer, dans un article paru dans les années 60 sur la « Pornographie de la mort ». L’historien Philippe Ariès est celui qui l’a le plus exhaustivement explorée. Ses trois livres sur le statut de la mort en Occident sont devenus des incontournables de la littérature sur la mort. Nous conseillons plus particulièrement les *Essais sur l’histoire de la mort en Occident*, Seuil, « Points », 1975.

2. Apparu au 13^e siècle, le testament fut d’ailleurs jusqu’au 18^e siècle un document bien plus complet qu’il ne l’est aujourd’hui parce qu’il était l’occasion pour celui qui allait mourir d’écrire l’ensemble de ses volontés, des pensées profondes qu’il voulait laisser, l’évocation des êtres qu’il aimait, les décisions qu’il avait prises au sujet des dispositions à prendre pour son corps ou ses biens. Ce n’était donc pas seulement une gestion de l’héritage, mais également le moyen pour chacun de laisser des traces de sa sensibilité, de sa piété et de ses affections.

3. Jusqu’au 18^e siècle, pas de représentation d’une chambre de mourant sans enfants.

4. Comme la loi qui encadre l’euthanasie, d’ailleurs.

5. Des questions d’espérance de vie et d’âge de la mortalité entrent évidemment en compte, mais aussi la naissance au 18^e siècle de sentiments familiaux puissants, alors que Montaigne pouvait dire encore au 16^e siècle qu’il avait perdu deux ou trois enfants, comme s’il en avait surtout perdu le compte...

David Van Reybrouck

“ Il faut d’urgence se rappeler l’humanisme et l’universalisme ”

Penseur inclassable, David Van Reybrouck fait l’éloge de la modération et du juste milieu, dans une époque marquée par les crispations identitaires. Il plaide pour un rafraîchissement radical de la démocratie. Et revendique la nécessité, pour tous, d’une paix intérieure retrouvée. « Notre monde souffre d’un manque de silence », accuse-t-il. Dans ses bagages : une œuvre hantée par la violence, mais aussi nourrie de fraternité.

En cette fin de matinée, le ciel bruxellois hésite entre pluies torrentielles et éclaircies fugaces. A l’abri des caprices du temps, David Van Reybrouck a fixé rendez-vous dans un café-boulangerie de Schaerbeek, un lieu douillet et boisé. La conversation s’engage sans façon. L’écrivain se montre affable, simple. Fraternel, serait-on tenté d’écrire. Les mots virevoltent, à l’image d’une pensée en mouvement. L’entretien se prolonge une heure plus tard non loin de là, dans l’appartement de l’auteur, autour d’un puissant thé noir de Chine.

Cet échange privilégié survient au milieu d’un agenda chargé. Le matin même, David a répondu aux questions de son traducteur, en vue de la sortie prochaine aux Etats-Unis de son essai *Contre les élections*, qui sera préfacé par Kofi Annan, l’ancien secrétaire général de l’Onu. Il revient d’un long séjour en Indonésie, un pays qui sera le sujet de son prochain livre. L’Indonésie : ancienne colonie néerlandaise, premier Etat du tiers-monde à avoir gagné son indépendance. On devine qu’une fois encore, il sera question d’un déchaînement de violence, de joie, d’espoir, et d’une méditation sur la place de l’homme dans le monde.

Le dérèglement climatique, les vagues migratoires, le terrorisme islamiste bouleversent les anciens repères de l’Europe. Les statistiques sur l’automutilation et le suicide chez les adolescents sont alarmantes. Nous vivons des temps tragiques. Et on a l’impression que, depuis l’histoire tourmentée du Congo jusqu’à vos réflexions récentes sur la crise de la démocratie, en passant par *Zinc*, toute votre œuvre est baignée par une conscience du tragique.

— Vous êtes le premier à en faire le constat et je pense que c’est très juste. Le tragique survient toujours quand on se trouve en présence de deux éléments qui vont mal ensemble. On ne veut pas tuer son père, mais on le tue quand même : Œdipe. On ne veut pas coucher avec sa mère, mais on couche quand même avec elle : Œdipe encore. Oui, je crois que nous vivons des temps extrêmement durs, violents, inquiétants. En même temps, ce sont aussi des temps d’innovation, de générosité, de compassion. Quand un enfant chinois naît, on souhaite aux parents que celui-ci ne vive pas des temps intéressants. Parce que les temps intéressants, c’est toujours horrible. Malheureusement, nous les vivons aujourd’hui. On me demande tout le temps si je suis optimiste ou pessimiste, je ne sais trop que répondre. Je suis assez négatif, à vrai dire. Pas instinctivement : au contraire, de nature, je suis plutôt positif. Mais par rapport au présent, je me fais des soucis majeurs.

Quelle influence cela a-t-il sur les idées que vous portez en public ?

— J’ai essayé la radicalité, par le passé. J’ai trouvé ça trop facile. Aujourd’hui, je suis radical dans certains de mes idéaux, mais j’estime aussi qu’il y a plusieurs façons de lutter, ou d’agir. Pour être plus précis, je pense que la lutte n’est pas la seule forme d’action. Il y a quelque chose dans l’esprit occidental qui pense qu’œuvrer pour un monde plus juste, plus soutenable, ça implique une mentalité de combat. La métaphore militaire infiltre notre vocabulaire, surtout depuis Karl Marx, qui propose une analyse incroyable, mais qui amène un modèle très conflictuel. ➤



GRAND ENTRETIEN

➤ N'est-ce pas la raison pour laquelle votre pensée suscite de l'intérêt, mais aussi une certaine réticence dans les milieux syndicaux ? Certains vous reprochent de faire l'impasse sur le nécessaire rapport de forces, parfois violent, qu'implique toute transformation sociale.

— Vous parlez du nécessaire rapport de forces... Jusqu'à où doit aller celui-ci ? Récemment encore, j'entendais qu'une proposition invitant des jeunes syndicalistes à suivre des formations communes avec leurs collègues des organisations patronales, avait été rejetée. C'est ridicule ! Plus tard, ils devront quand même négocier ensemble. Cela me fait penser à des boxeurs que l'on dresse l'un contre l'autre avant que le match ne commence.

Pourtant, j'ai de l'admiration pour le combat syndical. Je reconnais que tout ce que j'ai réussi dans ma vie, c'est le fruit de luttes multiples, sociales, économiques, politiques, linguistiques aussi – j'ai pu étudier dans ma langue maternelle, le néerlandais, ce qui aurait été impossible il y a un siècle. Bien menée, l'action militante laisse espérer des résultats assez rapides. L'action diplomatique a l'inconvénient d'être plus lente, mais je me demande si ses résultats ne sont pas mieux ancrés, mieux soutenus par les différentes parties. Cela dit, je ne nie pas l'importance de la lutte, tant qu'elle se fait de façon non violente. Et encore, je suis pacifiste, mais je ne suis pas contre tout type de violence. Le débarquement en Normandie était une violence légitime. Un pacifiste, ce n'est pas quelqu'un qui est opposé à toute forme de violence, c'est une personne qui éprouve une profonde aversion pour la violence et qui l'utilise en dernier recours. Nelson Mandela a dit : c'est l'ennemi qui détermine quand nous allons prendre les armes. Aujourd'hui, on le perçoit comme un grand pacifiste. C'est pourtant lui qui a fondé le MK, la branche armée de l'ANC, en 1961. C'est lui qui a choisi de militariser un mouvement citoyen, parce que l'apartheid était devenu une forme de violence physique, et que la violence à son encontre paraissait dès lors justifiée. Le dalaï-lama a pris une autre décision. Bien que la violence chinoise au Tibet soit réelle, il a refusé de militariser les Tibétains.

C'est l'éternelle question de la fin et des moyens. Pour votre part, vous plaidez précisément pour de nouveaux moyens, pour une nouvelle méthode politique. Pourquoi ?

— Notre démocratie est une mise en scène du combat. Notre parlement a pris la forme d'un théâtre grec. Si la politique est parfois un drame, un théâtre, c'est aussi parce qu'elle se déroule dans un théâtre. Il y a un problème avec l'architecture des lieux. Plus largement, je vois très peu de sagesse dans notre modèle démocratique. Il encourage la violence plutôt que la paix, le conflit plutôt que le compromis. C'est un modèle qui ne favorise pas la réconciliation, l'écoute, la connaissance de soi. Dans mon esprit, au contraire, non-violence et démocratie sont intimement liées. Et si la démocratie aide à pacifier une société, la contemplation aide à pacifier un individu.

Pour moderniser la démocratie, vous prônez la constitution de panels de citoyens tirés au sort. L'idée a-t-elle une chance d'être mise en pratique à grande échelle ?

— Cela avance très lentement. La démocratie est en crise, les modèles alternatifs existent, prêts à être généralisés, mais cela prend un temps fou avant que les choses ne bougent, ce qui provoque

chez moi une immense frustration. En même temps, je continue de penser qu'il est possible de changer le système de l'intérieur, c'est-à-dire avec les responsables politiques eux-mêmes, ou du moins une partie d'entre eux. Le bourgmestre de Louvain, Louis Tobback, est par exemple opposé à l'idée même de participation citoyenne. Son argument : les gens ne le demandent pas. Les femmes ne le demandaient pas non plus en 1869 quand le philosophe britannique John Stuart Mill a plaidé pour leur accorder le droit de vote. Le mouvement des suffragettes ne s'est articulé que bien plus tard, après la Première Guerre mondiale. Or l'octroi du droit de vote aux femmes a constitué une étape majeure dans l'approfondissement de la démocratie, et ça a commencé avec des penseurs qui ont osé défendre cette option. En tant qu'écrivain, face à des réactions comme celle de Tobback, je me pose parfois la question : ne devrais-je pas devenir plus militant ?

Récemment, dans le quotidien flamand *De Morgen*, vous disiez qu'un intellectuel doit s'inspirer de Zola, l'auteur du célèbre *J'accuse*, mais aussi de Montaigne, le penseur en recherche, celui qui doute.

— Ces deux modèles cohabitent en moi. Mais pour être efficace, j'ai choisi ma lutte, et il s'agit d'une lutte en dépit de mes propres préférences politiques et idéologiques. Ma priorité, c'est le renouveau de la démocratie. Et je ne peux pas mener à bien cette action-là si je la mêle constamment à mes opinions personnelles. Pour moi, ça a été un choix stratégique. Et je sais que parfois, je déçois. Sur tel ou tel problème de société, des gens me disent : allez, exprime-toi ! Je comprends leur envie de me voir dans un camp... Mais je le fais rarement. Je dose mes diatribes. Certaines personnes sont capables de s'indigner sur commande. Moi, je suis quelqu'un de très compréhensif, je m'efforce toujours de comprendre le point de vue d'autrui et ce n'est que quand je suis convaincu de la malveillance de l'autre que je m'emporte.

“Je vois très peu de sagesse dans notre modèle démocratique. Il encourage le conflit plutôt que le compromis.”

D'où une incompréhension, chez certains progressistes, quand vous dites percevoir « de la fraîcheur » chez Emmanuel Macron, ou quand vous concédez que Bart De Wever, le leader de la droite nationaliste flamande, est parfois intéressant...

— Ils considèrent que je commets déjà une forme de trahison, c'est ça ? Eh bien, je ne suis pas d'accord. Dans les milieux progressistes, c'est devenu un réflexe pavlovien : dès que Bart De Wever dit quelque chose, on est tout de suite contre, quoi qu'il dise. C'est rarissime que je sois d'accord avec Bart De Wever, mais ça m'intéresse néanmoins de connaître sa pensée. Certaines personnes s'indignent avant même d'avoir lu. C'est une réaction typique d'une époque dominée par la polarisation. La polarisation actuelle n'est que le prolongement de la polarisation qui imprégnait autrefois la société belge. Sauf qu'au lieu d'avoir trois piliers – catholique, socialiste et libéral –, on a aujourd'hui deux camps moraux qui s'affrontent dans une guerre de tranchées.

Quels sont ces deux camps ?

— On assiste en Europe à une reproduction des schémas

américains : le camp républicain contre le camp démocrate. Mais moi, je refuse de choisir une tranchée, pour la simple raison que je ne crois pas qu'une guerre de tranchées soit la bonne manière de faire avancer le débat public. Dans quelques mois, on va commémorer le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Cent ans plus tard, je ne comprends pas pourquoi nous tendons sciemment vers une nouvelle guerre de tranchées... Moi, je suis celui qui aurait bien aimé organiser le match de foot dans le *no man's land*, comme c'est arrivé à Ploegsteert le 25 décembre 1914, entre soldats britanniques et allemands. Je trouve cette histoire d'une force incroyable.

Il est frappant de constater que l'américanisation de notre cadre politique est parfaitement assumée par une partie de l'intelligentsia. Aux yeux de celle-ci, le clivage pertinent, ce n'est plus gauche-droite, mais société ouverte-société fermée.

— Je trouve cette alternative trop simpliste. En 2008, j'ai écrit *Plaidoyer pour le populisme* (non traduit en français), un livre dans lequel j'essayais de cerner les inquiétudes du prolétariat blanc, ou du post-prolétariat blanc. Qui s'occupe encore du prolétariat blanc ? En Wallonie, il reste le PS, peut-être. Mais partout ailleurs, ces gens-là ont été abandonnés par les grands partis. La gauche est devenue très urbaine, très cosmopolite, très éduquée, très bien-pensante, totalement acquise à cette idée de la société ouverte.

Pour l'historien français Emmanuel Todd, le débat est aujourd'hui cadencé par une élite intellectuelle qui se perçoit comme tolérante et ouverte d'esprit, et qui n'a que mépris pour ceux qu'on appelle les *barakis* en Wallonie, les *beaufs* en France, les *chavs* en Angleterre...

— Je suis entièrement d'accord avec lui. *Plaidoyer pour le populisme*, cela a démarré avec une prise de conscience que je raconte aux premières lignes du livre, et tous mes travaux sur la démocratie depuis dix ans en découlent. J'étais avec des potes à Middelkerke, dans un appartement avec vue sur mer. D'en haut, on regardait les gens sur la digue et on se moquait de ce prolétariat, le *klootjesvolk*, « le peuple testiculaire ». On ne voyait aucun problème à s'en moquer, et c'était bien là le problème. Si ça avait été des Marocains et qu'on avait tenu des propos pareils à leur sujet, on aurait été racistes. Par après, j'ai réalisé que si mes grands-parents avaient été là, avec leur embonpoint, leur casquette, ils auraient eux aussi été la cible de nos ricanements. Mais mes grands-parents étant nés à l'époque de la polarisation, ils avaient encore des contacts avec des personnes diplômées – le curé du village qui parlait à un professeur de Louvain, qui parlait à un évêque, qui parlait à un député... A cette époque, les trois grandes familles politiques réunissaient à la fois des personnes peu éduquées et très éduquées. Aujourd'hui, seuls les partis populistes – et peut-être le PS en Wallonie – présentent encore cette caractéristique. Le chroniqueur britannique Owen Jones parle d'une diabolisation de la classe ouvrière. Je le rejoins complètement. Je ne comprends pas pourquoi la gauche officielle manifeste plus de compassion vis-à-vis des immigrés, qui le méritent, que vis-à-vis du prolétariat blanc. Je trouve que la compassion devrait être également distribuée. C'est comme si la gauche pouvait se solidariser avec le prolétariat quand il était misérable et travaillait dans les charbonnages, mais dès que la petite-fille du mineur du Borinage ouvre un solarium, emménage dans un lotissement et passe ses vacances à Ibiza, elle devient une conne blonde dont on ne doit plus se préoccuper. Et si en plus elle commence à tenir des propos xénophobes, ou simplement

Bio express

David Van Reybrouck est né à Bruges en 1971. Historien, archéologue et romancier, il a bâti une œuvre multiforme. En 2010, son récit-fleuve *Congo* lui a valu une notoriété internationale. Militant de l'innovation démocratique, il est à l'initiative du G1000, une plateforme créée en Belgique en 2011, qui a réuni mille citoyens tirés au sort et qui a accouché de propositions originales sur plusieurs grands sujets de société. En 2016, David Van Reybrouck a publié *Zinc*, l'odyssée immobile d'un habitant de La Calamine, en Belgique germanophone, à travers le 20^e siècle. Une allégorie sur la volatilité des frontières et des identités. Il a également coécrit *La paix ça s'apprend !*, avec le psychothérapeute Thomas d'Ansembourg. Les auteurs y défendent l'idée que la paix, intérieure et extérieure, est le fruit d'un entraînement régulier, comme les maths et le sport. —



critiques sur l'immigration, on va encore moins se soucier d'elle. Et ses enfants, on s'en moque parce qu'ils mettent du gel dans leurs cheveux.

Pourquoi cette curieuse indulgence de votre part à l'égard du populisme ?

— L'ancien ministre libéral Karel De Gucht a un jour déclaré que le populisme était la « *mérule de la démocratie* ». Je ne suis pas d'accord. C'est trop facile d'isoler un phénomène et de prétendre que tout le reste est en bonne santé. Le populisme n'est pas la maladie. Le populisme montre que la démocratie est elle-même malade. Je ne dis pas qu'on doit avoir de la sympathie pour les électeurs populistes, mais au moins de l'empathie. Je viens d'une famille extrêmement mixte, socialement et politiquement. Une bonne partie de mes cousins, de mes oncles et tantes votent pour la N-VA. Par le passé, certains ont voté pour le Vlaams Belang. Sont-ils tous des fascistes pour autant ? J'ai été très malheureux quand j'ai appris leur vote, bien sûr, mais ça ne m'a jamais empêché de converser avec eux et de me préoccuper de leurs soucis.

L'apologie de la société ouverte coïncide avec la valorisation des droits de l'homme comme alpha et oméga du débat politique. Doit-on s'en plaindre ?

— Les droits de l'homme, ce sont des droits individuels. Le problème, c'est que la gauche peine aujourd'hui à penser les droits d'une communauté. Parce que le mot « communauté », ça sonne déjà comme du crypto-fascisme. Et bien, je ne suis pas d'accord. Ma pensée à ce sujet a été inspirée par les écrits de Nelson Mandela et Desmond Tutu sur la commission Vérité et Réconciliation, en Afrique du Sud. Quand on les lit, on comprend qu'ils ont voulu élaborer un système juridique non seulement apte à punir les individus, mais surtout à même de recoudre le tissu social. Pour moi, cette notion de tissu social est essentielle.

Ne pensez-vous pas que les syndicats et les mutuelles continuent de jouer ce rôle de lien social ?

— Si, mais en dehors de ces lieux, je ne vois plus... Il y a une gauche académique qui s'est installée, et avec laquelle j'ai énormément de mal. Pour elle, les guerres culturelles sont devenues

GRAND ENTRETIEN

► plus importantes que les guerres sociales et économiques. Malgré les critiques que j'ai exprimées vis-à-vis des syndicats, je revendique l'importance des luttes sociales. Presque toute ma génération d'académiques a perdu de vue ces enjeux-là... Les questions identitaires ont éclipsé le reste. C'est fou, c'est vraiment fou. Je le vois sur ma page Facebook tous les jours. On veut bannir le père fouettard et prohiber le mot « anti-âge » sur les boîtes de cosmétiques. Un poème écrit par un ancien élève sur le mur d'une école berlinoise a dû être effacé, parce qu'il y parle des avenues, des arbres, des femmes et d'un admirateur : le mot « admirateur » serait une façon de réduire la femme à un objet de désir. Des féministes veulent enlever les toiles de Balthus des musées. Au théâtre d'Amsterdam, il n'y a plus de toilettes publiques pour les hommes ou pour les femmes, elles sont *gender neutral*.

Vous contestez la pensée queer, qui postule qu'on ne doit pas enfermer les individus dans un genre féminin ou masculin ?

— Pas du tout. J'admets que la classification charrie une forme de violence. Mais comme le dit un de mes amis, bientôt les gens dormiront en rue sur un carton, mais heureusement, il y aura des toilettes publiques pour les transgenres. En bas de l'échelle socio-économique, on assiste déjà à une compétition sévère entre les travailleurs, parce qu'il y a de moins en moins de boulot. L'arrivée de nouveaux migrants augmente le nombre de candidats sur le marché du travail. Et le perfectionnement des robots ne va faire qu'accroître la concurrence. Il y aura une tension majeure, y compris pour la classe moyenne, beaucoup de gens vont perdre leur emploi. Et pendant ce temps-là, 95 % de l'énergie de la gauche académique va vers les représentations, les symboles, les rituels, les mots. Je trouve ça incroyablement bête. Marx faisait la distinction entre infrastructure et superstructure. La superstructure, c'est la religion, la culture, le langage... Pour Marx, les vrais enjeux ne se situent pas là. A ses yeux, pour émanciper les travailleurs, il faut d'abord transformer l'infrastructure, c'est-à-dire s'attaquer aux rapports de production. Par la suite, les néomarxistes nuanceront cette théorie. Antonio Gramsci formulera le concept d'hégémonie culturelle, pour souligner qu'on ne peut pas tout réduire à l'économie. Dans son sillage, Michel Foucault cherchera à déconstruire les rapports de domination induits par la médecine, la justice, la sexualité ; Edward Saïd analysera l'empreinte mentale laissée par la colonisation. Très bien ! Mais on est arrivé maintenant à une décadence complète où la focalisation sur les guerres culturelles fait oublier tout ce qui se passe dans l'infrastructure. On lit la philosophe queer Judith Butler dans toutes les universités, mais on n'a plus aucune connaissance de l'histoire du syndicalisme. Dans ces guerres culturelles, on observe de surcroît une segmentation de toutes les sous-identités. C'est ainsi qu'on en vient à décréter qu'un activiste blanc nord-américain n'a plus le droit de prendre la parole pour le sort des Afro-Américains.

C'est la notion d'universel qui est attaquée ?

— Oui. Il faut d'urgence se souvenir de l'humanisme et de l'universalisme. Sur les réseaux sociaux, les mouvements #blacklivesmatter et #metoo ont permis de dénoncer avec vigueur les

violences policières commises contre les Afro-Américains et le harcèlement subi par les femmes. Je m'en réjouis. Donner aux gens le droit de parler, c'est aussi ce que j'essaie de faire avec mon action démocratique. Mais parfois j'ai peur, quand je vois enfler la colère, la violence verbale... Je vois la tentation de s'enfermer dans un combat sectaire. Eh bien, ce sera sans moi. Je veux bien risquer qu'on me traite de lâche pour avoir respecté l'humanité. Cela me rappelle la dispute entre Sartre et Camus à propos du goulag. A l'époque, l'intelligentsia préférait Sartre, en dépit de son aveuglement vis-à-vis du totalitarisme soviétique, car il était perçu comme un homme de principes. Oui, Sartre était un homme de principes, c'était bien son problème. Camus était plutôt un homme des hommes, tout en respectant un certain nombre de principes.

On vous devine en phase avec cette phrase prononcée par Albert Camus après sa réception du prix Nobel de littérature, en 1957, au moment où le FLN mène une lutte impitoyable pour l'indépendance de l'Algérie : « En ce moment, on lance des bombes dans les tramways d'Alger. Ma mère peut se trouver dans un de ces tramways. Si c'est cela la justice, je préfère ma mère. »

— Je crois moi aussi, par-dessus tout, dans le respect de l'être humain. Je suis camusien à 200 %. Albert Camus, ce n'est même pas mon père, c'est mon frère. Aucun écrivain ne m'a autant apporté. C'est bizarre, j'appartiens à une génération postmoderne, mais je me suis toujours considéré comme un existentialiste et un humaniste, et également comme un écologiste, à la différence de Camus. A mes yeux, l'humanisme sans l'écologie n'a aucun sens. C'est selon moi le grand défi du moment : vivre en paix avec nous-mêmes, dans une relation durable avec la planète.

Mais le problème ne se posait pas de la même manière dans les années 1950. Si Camus vivait aujourd'hui, je suis certain qu'il serait un écologiste. Notre époque est marquée par une grande violence verbale, mais aussi par une violence des individus contre eux-mêmes : l'automutilation, le suicide, la haine de soi, la dépression, le burn-out... Il y a une violence interne contre nos corps, contre nos esprits, à laquelle s'ajoute une violence externe contre les autres êtres humains. Mais la pire des violences est sans doute ce que l'humanité fait subir à la planète. Pour moi, il est essentiel de reconsidérer le réchauffement climatique comme une forme de violence. C'est une métaphore qu'on n'utilise pas assez.

Vous avez grandi en Flandre occidentale, la province qui a le taux de suicide le plus haut de Belgique, mais aussi celle qui réussit le mieux économiquement. Le bourgmestre de Courtrai, Vincent Van Quickenborne, en parle comme la « Silicon Valley belge ».

— Il y a beaucoup de malheur dans la Silicon Valley, en Californie. C'est l'une des régions du monde où la consommation de drogue est la plus élevée. Que gagnons-nous si cette région si prospère autour de Courtrai et Roulers, compte en même temps le taux de suicide le plus élevé de Belgique, voire d'Europe ? A quoi bon multiplier les zonings où les gens gagnent un maximum de pognon, si leurs enfants se suicident ? Le chercheur belge Michel Bauwens a aidé le gouvernement équatorien de Rafael Correa à développer le modèle du *buen vivir* (bien-vivre). Moi, j'aimerais que Van Quickenborne parle davantage de *buen vivir*, de *goede leven*, et ça peut bien sûr aller de pair avec une économie performante.



Bart Dewaele

“Parfois j’ai peur, quand je vois enfler la colère, la violence verbale... Je vois la tentation de s’enfermer dans un combat sectaire. Ce sera sans moi.”

Dans le livre *14-18*, réalisé avec le photographe Carl De Keyzer, vous signez un essai poignant sur les suicides qui ravagent cette terre de Flandre autrefois martyrisée par la Première Guerre mondiale. Pourquoi établir un parallèle entre ces deux réalités ?

- Je n’avais pas envie de participer aux commémorations de la Première Guerre mondiale, je trouvais que ça ressemblait trop à une kermesse touristique. Et puis, je me suis dit que j’allais le faire à condition de pouvoir jeter un pont avec le présent. Des jeunes continuent de mourir dans ce coin de Flandre occidentale. Ils ne sont plus tués par la guerre, mais ils se tuent eux-mêmes. Je me suis installé là pendant cinq mois, j’y ai loué une ferme, et j’ai rencontré les parents, les frères et sœurs, les petits amis et petites amies de jeunes qui se sont suicidés. Une bonne partie de mon œuvre tourne autour de la violence, mais ce projet reste le plus dur auquel je me suis attelé. Déjà, c’était ma région natale. J’ai interviewé les habitants dans mon dialecte ouest-flandrien, je savais que les gens viendraient voir l’exposition qui allait accompagner la sortie du livre. Dans le beffroi de Bruges, on a suspendu d’immenses photos de 14-18, et en regard, des lettres d’adieu de jeunes qui se sont suicidés et des témoignages de leurs proches. C’était très dur. Mon propre père a fait une tentative de suicide, mais je ne l’ai su qu’après sa mort, ce qui aide beaucoup, je crois. Pendant sa vie, je n’ai pas eu peur qu’il commette une deuxième tentative. La résilience, je pense qu’on peut la nourrir. La pleine conscience, la randonnée, le yoga, ce sont des écoles de résilience.

Le déclin de la pratique religieuse « a trop souvent supprimé les gestes de l’introspection », écrivez-vous dans *La paix, ça s’apprend*. Que voulez-vous dire ?

- Notre société souffre du manque de silence et de contemplation. Je suis athée, et pourtant, je suis arrivé à un moment où je

trouve nos leaders religieux plus intéressants que nos leaders politiques. Je pense à Desmond Tutu, au dalaï-lama, et même au pape François. L’encyclique *Laudato Si*, c’est un texte magistral. Il y a un côté théologique qui n’est pas le mien, mais il ne faut pas être catholique pour apprécier ce que je considère comme un des plus grands textes du 21^e siècle, qui capte les défis majeurs de notre temps et qui saisit la terrible détresse dans laquelle nous plonge le néolibéralisme. On parle toujours d’un esprit sain dans un corps sain, c’est en effet une excellente formule, mais l’erreur c’est de croire que l’esprit sain est acquis et qu’il suffit de faire du jogging pour réussir l’équation. Aujourd’hui, nous avons des corps plus sains que jamais, mais à l’intérieur de nous, il y a une forme de pourriture, nous sommes sales. On ne se coupe pas les ongles et on ne se peigne pas les cheveux à l’intérieur. Si la pleine conscience coûtait de l’argent, l’industrie pharmaceutique s’en serait déjà emparée. Malheureusement, c’est trop gratuit pour convaincre les décideurs de s’y intéresser. C’est pourquoi, avec le psychiatre Edel Maex, nous avons rencontré Hilde Crevits, la ministre flamande de l’Enseignement. Nous avons plaidé pour qu’on introduise dans les écoles deux moments de respiration quotidiens de cinq minutes. Il ne s’agit même pas de méditation, simplement d’une forme d’hygiène mentale dont la neurologie a démontré les bienfaits. Quelques semaines de pleine conscience dans une école peuvent déjà rendre les élèves plus concentrés, plus heureux. Pourquoi ne le fait-on pas ?

Après *Congo*, votre prochain livre portera sur l’Indonésie. Quel regard jetez-vous sur ce qu’on appelait autrefois le tiers-monde ?

— Le concept provient justement d’Indonésie. En 1955, la conférence de Bandoeng a rassemblé les représentants de vingt-neuf pays d’Asie et d’Afrique qui refusaient de se situer ou dans l’orbite soviétique ou étasunienne. De là est né le mouvement des non-alignés, puis le tiers-monde. Aujourd’hui, l’Occident s’est livré à une autocritique importante, parfois trop sévère. Je suis fier d’une Europe capable de critiquer son passé colonial, mais je n’aime pas cette Europe qui trouve un plaisir presque masochiste à l’autoflagellation. Entre la fierté coloniale et la honte postcoloniale, nous devons trouver le juste milieu, apprendre une certaine modestie, qui est aussi une certaine solidarité. Reconnaissons que l’Europe peut parfois aider l’Afrique, mais faisons aussi en sorte que cet échange ne soit pas à sens unique. Ma pensée sur la démocratie, elle est africaine. La commission Vérité et Réconciliation en Afrique du Sud, ainsi que la conférence nationale souveraine au Congo, dans les années 1990, témoignent d’une bien meilleure vision du tissu social que celle que nous avons ici en Belgique en 2018. J’aime bien cette idée d’apprendre des deux côtés. L’Afrique possède des atouts incroyables, pas seulement le coltan et l’aluminium. Patrice Lumumba, Amílcar Cabral, Julius Nyerere, Thomas Sankara : les héros de la libération africaine avaient tous une réflexion très subtile sur la démocratie. Il y a des choses formidables dans les pensées africaines et asiatiques. Cela ne m’empêche pas d’être un amoureux de l’Europe. Sans honte. —

Propos recueillis par François Brabant

Ludo De Witte

“ L’élite belge lutte toujours contre le nécessaire travail de décolonisation et d’explication ”



Thomson / Camera Press

Après avoir enquêté sur l’assassinat de Patrice Lumumba, arrêté ici en 1960, Ludo De Witte poursuit son exploration du rôle de l’Etat belge dans la période (post-)coloniale en s’attaquant cette fois à l’ascension de Mobutu.

Sur son passé colonial, la Belgique a des trous de mémoire. Le sociologue flamand Ludo De Witte s’attache à les reboucher. En 1999, son enquête sur l’assassinat de Lumumba avait bousculé les consciences. Il remet le couvert aujourd’hui, avec un livre sur le rôle de la Belgique dans l’installation de la dictature de Mobutu.

« L’ascension de Mobutu. Comment la Belgique et les USA ont installé une dictature. » Le titre du livre publié aux éditions Investig’Action, laisse penser à un brûlot conspirationniste. Pourtant,

le dernier essai de Ludo Witte est tout sauf un réquisitoire sans nuances. Solidement documenté, basé sur des sources révélées pour la première fois au grand jour, notamment de nombreux câbles diplomatiques, il retrace la vaste opération militaire belgo-américaine qui a permis à l’armée congolaise d’anéantir les Simbas, une armée mal organisée de partisans de Lumumba. Trois ans après l’assassinat du Premier ministre emblématique, elle contrôlait presque un tiers du territoire congolais, et notamment Stanleyville (Kisangani). De cet épisode, on sait peu de choses. Et pourtant, alors que les caméras commençaient à se braquer sur le conflit au Vietnam, la Belgique s’embourbait dans sa propre petite guerre postcoloniale. Présentée à l’opinion publique comme une opération de sauvetage des otages blancs, elle fut en réalité un vrai terrain de bataille de la guerre froide.

Ludo De Witte raconte, avec précision et méthode, les hésitations de Paul-Henri Spaak, alors ministre des Affaires étrangères, les massacres commis par les deux camps, le rôle des mercenaires ou encore l’arrivée de Che Guevara en personne au beau milieu de cette drôle de guerre. Riche en anecdotes, ce livre a surtout le mérite de rappeler à la Belgique un passé sur lequel elle préfère fermer les yeux, quand elle ne cherche pas à l’enjoliver.

Mais l’historien n’en est pas à son coup d’essai : en 1999, son précédent ouvrage, *L’assassinat de Lumumba*, avait eu un tel retentissement qu’une commission d’enquête parlementaire avait été mise sur pied. Certes, *L’ascension de Mobutu*, déjà paru en néerlandais il y a trois ans, n’aura pas le même impact. Mais il n’en constitue pas moins une lecture riche et troublante pour quiconque s’intéresse aux recoins sombres de l’histoire belge, à l’heure où les questions mémorielles et identitaires ressurgissent avec force dans le débat public.

Dix ans après votre enquête sur l'assassinat de Patrice Lumumba, vous publiez ce livre sur la guerre livrée par la Belgique aux rebelles lumumbistes. Pourquoi ?

— Mon nouveau livre est un complément nécessaire du précédent. En général, on approche Lumumba comme un individu, avec ses qualités et ses défauts. Mais pour le comprendre, il faut bien voir qu'il n'était que l'expression politique d'un mouvement de masse qui avait mobilisé des centaines de milliers de Congolais. Au grand étonnement du gouvernement belge, son assassinat n'a pas cassé cette révolution anticoloniale. De larges couches de la population aspiraient encore à une vraie indépendance, à briser les blocages structurels de la société coloniale, qui étaient fondamentalement racistes. Après l'assassinat de Lumumba, cette révolution anticoloniale a de nouveau fait irruption, surtout en 1963 et 1964 et il fallait la tuer dans le sang pour vraiment instaurer la paix et installer la dictature de Mobutu.



“Partout dans le monde, on a des rues Lumumba, mais pas ici”

Votre essai sort dans le contexte d'un retour des questions de mémoire dans le débat public...

— Longtemps, la communauté afro-belge a été dominée par les milieux mobutistes. Pendant des décennies, Mobutu avait posté des gens en Belgique. Il y avait un va-et-vient entre l'élite corrompue au Congo et ici. Mais aujourd'hui, il y a une jeune génération d'Afro-Belges, très conscients de l'Histoire, qui ne sont pas liés à ce système néocolonial.

Des organisations d'Afro-descendants, avec d'autres organisations de la société civile belge, poussent pour la décolonisation de l'espace public. En Flandre, dans une dizaine de villes, il y a eu en janvier des manifestations visant à « décoloniser » l'espace public. C'est très important. Un peu partout dans le monde on a des rues Lumumba, mais pas ici. Le fait qu'il y ait encore, un peu partout, des statues qui glorifient Léopold II ou, à Anvers, une rue Pieter Botha, du nom du dirigeant raciste sud-africain, cela montre qu'il faut un changement. Et la société commence à bouger.

Quel regard rétrospectif jetez-vous concernant l'impact de votre livre sur l'assassinat de Lumumba ?

— La commission parlementaire installée dans la foulée de la publication l'a été avec un seul but : déminer l'impact politique de mon livre. A l'époque, Louis Michel, qui était ministre des Affaires étrangères, voulait jouer un rôle primordial dans l'arène centrafricaine, un rôle de médiateur, alors que le Congo se trouvait dans une situation de guerre. Or, le livre avait un écho considérable au Congo, et le nouveau président Laurent-Désiré Kabila se déclarait lumumbiste. Il était donc très difficile, pour Louis Michel, de taper sur la table et de prôner le respect des droits humains, tout en refusant de parler de nos propres crimes au Congo, au moment même où des preuves accablantes étaient publiées. Le but de cette commission parlementaire, c'était donc de déminer. Il est tout à fait clair que c'était une opération politique.

La conclusion de la commission fut d'ailleurs très intelligente, voire diabolique. Les preuves étaient tellement massives qu'on devait reconnaître une responsabilité, mais on a évoqué une responsabilité

« morale », sans pointer de responsabilité pratique et sans mettre le doigt sur des personnes. Quant aux recommandations, aucune n'a été exécutée. Par exemple, celle appelant à stimuler la recherche dans les archives pour analyser plus profondément notre passé colonial. Ou alors la décision de créer une fondation Lumumba au Congo pour stimuler l'éducation et la démocratie n'a jamais été suivie d'effet. Il n'y a jamais eu non plus de réparation pour la famille Lumumba, du moins pas officiellement.

Les progrès sont difficiles, donc...

— Un certain nombre d'initiatives sont encourageantes, notamment l'instruction judiciaire sur l'assassinat de Lumumba ou la saisie de ses restes chez la fille d'un gendarme ayant participé à son assassinat. Mais une chose est sûre : dans l'opinion publique, ce n'est jamais gagné. Il y a toujours des flux et reflux. Après la commission parlementaire, les élites ont essayé de récupérer le terrain. Par exemple en 2005, une grande exposition sur la mémoire du Congo a été mise sur pied au Musée de Tervuren, qui a attiré des centaines de milliers de personnes. Dans cette exposition, suivie de près par le Palais, il y avait des éléments extrêmement révisionnistes concernant Léopold II. On a minimisé le nombre de morts qui ont eu lieu sous l'Etat indépendant du Congo. Les démographes sérieux disent qu'un à deux tiers de la population a été décimée, soit entre trois et six millions de morts. Pas tous massacrés, mais affectés par les maladies ou la famine.

Autre exemple : le livre de David Van Reybrouck, *Congo. Une histoire*, qui a connu un grand succès à travers le monde. Au parlement, des élus ont salué le livre comme une carte de visite pour la Belgique, des traductions ont été financées par la Communauté flamande. C'est un livre extrêmement bien écrit, et son approche est très intéressante, car l'auteur est allé interviewer les Congolais. Tout a l'air très nuancé, puisqu'on ne donne pas seulement l'avis des Blancs. Mais fondamentalement, c'est un peu *Tintin au Congo*. Les Congolais disent ce qu'ils pensent que l'auteur veut entendre. Dans cet ouvrage, les noms d'Eyskens, de Davignon, de Leburton (les responsables politiques belges de premier plan au moment de la décolonisation, ndlr) n'existent pas. C'est une histoire racontée qui omet l'impact dominant du monde extérieur. Or l'histoire du Congo, depuis 1885 jusqu'à aujourd'hui, c'est un siècle d'interventions militaires extérieures, par le colonisateur, par des mercenaires, par les casques bleus, par des pays voisins.

Aujourd'hui, l'élite belge lutte toujours contre une vision nuancée de nos interventions coloniales et néocoloniales. Cela se com-

prend, car la Belgique veut conserver une marge de manœuvre aussi large que possible pour avoir un rôle sur la scène internationale, et pour intervenir si nécessaire. Une reconnaissance de ces crimes de guerre limiterait forcément notre capacité d'intervention. C'est pour ça essentiellement que l'on lutte contre ce travail de décolonisation et d'explication de ce qui s'est effectivement produit. —

Propos recueillis par Eric Walravens



En savoir +

L'ascension de Mobutu. Comment la Belgique et les USA ont installé une dictature, Ludo De Witte, Investig'Action, 2018.



LE PAYS PETIT

Claude Semal

Auteur-compositeur, comédien et écrivain
www.claudeseimal.com

Les poissons rouges

Je ne fais pas partie de ceux qui ne voient dans le net et les réseaux sociaux qu'une moulinette à fausses nouvelles, nourrie par notre narcissisme atrabilaire et pourrie par les *fake news*.

Comme beaucoup de militants et d'esprits libres, j'y trouve au contraire les infos, réflexions et modes d'action que je chercherais en vain dans la grande presse ou dans la sphère audiovisuelle.

Bien sûr, cela demande un peu de pratique et de prudence.

Choisir ses sites (il en est de remarquables).

Ne pas « partager » n'importe quoi.

Sourcer et dater ses infos. Laisser les *trolls* bavasser tout seuls sur Facebook. Et ne pas passer sa vie devant son écran.

Mais au moins cette nouvelle agora est-elle ouverte à tous et toutes. Elle n'est pas, comme la grande presse et les télévisions, directement liée à l'Etat ou au capital. Dans cette auberge espagnole, à vous de choisir vos plats.

Et pour ma part, j'y trouve souvent quelques aliments roboratifs qui sont un heureux contrepoint à la tambouille médiatique ambiante.

Tous les prestidigitateurs débutants connaissent le tour dit « de la carte forcée ». Il en existe différentes versions, mais le principe est toujours le même : vous avez

l'illusion de *choisir* une carte que le manipulateur, par sa faconde ou son adresse, a placée lui-même dans votre main.

Au music-hall, c'est un amusant tour de passe-passe. En démocratie, c'est un poison pervers qui partout distille l'illusion du consentement. C'est la somme de ces petites manipulations quotidiennes, qui non seulement masquent vos véritables choix, mais vous font partager les conclusions tronquées de votre interlocuteur.

Or ces *fake news softs* saturent aujourd'hui tout le champ médiatique.

Ainsi, un copain rappeur me montre sa toute nouvelle vidéo. Elle revendique plus de 100 000 « vues » en 48 heures. Un tabac.

Je songe, in petto : « *C'est autre chose que la chanson française* ». Et je le félicite. Quoi de plus objectif que ces « likes » ou ces « vues » sur Youtube et Facebook ? Le goût du public en temps réel.

Sauf que...

100 000 « vues » s'achètent aujourd'hui 180 euros en ligne. Une goutte d'eau dans un plan promo : le coût de 180 affiches.

Songez-y lorsque Trucmuche annonce un million de « vues » (999 euros, TTC). Carte forcée.

Lors d'une récente élection partielle en France, le second tour opposait le candidat En Marche au candidat Les Républicains (ce qui réduit sensiblement la démocratie au choix du papier peint). Le vainqueur est triomphalement élu avec 54 % des voix (et vous voyez tous vos voisins comme une belle bande d'abrutis).

Sauf que.

Au second tour, 80 % des électeurs sont restés chez eux ou se sont abstenus. Le vainqueur n'a convaincu que 11 % de l'électorat. Cela ne change rien au résultat, mais cela change beaucoup à la perspective. Non, vos voisins ne sont pas tous des crétins. Non, l'électorat populaire ne plébiscite pas le néolibéralisme. Carte forcée.

Et les « 50 personnalités préférées des Français » ? Un sujet médiatique récurrent où l'on glosera sans fin sur Trucmuche (encore lui !) qui est passé de la 37^e à la 25^e place. Et vous vous étonnez de trouver dans cette liste tant de gens dont vous ignorez tout, et de ne jamais y voir ceux qui pourtant sont chers à votre cœur.

Sauf que.

Chaque année, « on » choisit et coopte vingt noms qui s'ajoutent aux cinquante de l'année précédente. Et c'est sur ce seul panel de septante noms que les sondés sont ensuite appelés à s'exprimer. Bref, vous n'avez jamais le choix qu'entre ceux qui ont déjà été choisis. Carte forcée.

Ainsi, jour après jour, on ne compte plus les radios trottoirs, sondages, concours, prix, hit parades, éditoriaux et autres avis d'experts, qui tous formatent la pensée dans ces listes préétablies, dans ces moules préfabriqués.

Comme des poissons rouges, nous tournons ainsi en rond dans un bocal virtuel où nous ne percevons plus du monde que ce que ces miroirs déformants nous ont renvoyé.

C'est tout le défi d'une presse libre, dont ce magazine est un des glorieux fleurons : sortir du bocal.

Parler du ciel, de la forêt et de l'océan aux poissons rouges ! —



POSITIONS

François Brabant

Journaliste à Imagine Demain le monde

Bienvenue en Amérique

C'était en 2003. Reporter au pied tendre, fraîchement sorti de l'université, on avait signé une série d'articles dans le magazine que vous tenez entre les mains. Chargée de calibrer les articles en fonction des exigences maison, la secrétaire de rédaction nous avait rappelé pour suggérer quelques légères corrections. L'une de celles-ci était non négociable : remplacer l'adjectif « américain » par « étasunien », lorsqu'on se référait au gouvernement de George W. Bush. Le choix des mots traduisait un souci de précision : les Etats-Unis sont un pays, l'Amérique un continent. Mais le recours à un lexique inhabituel trahissait surtout une ligne éditoriale : pas question, chez *Imagine*, de laisser l'Oncle Sam annexer l'ensemble d'un territoire qui est aussi celui de Sitting Bull, de Gabriel Garcia Marquez et de Salvador Allende. Depuis 2003, bien d'autres cohortes en ont fini avec les études. Entre-temps, une nouvelle coutume s'est emparée du monde universitaire belge. La traditionnelle cérémonie de proclamation, au terme du cursus, donne désormais lieu à un show à l'américaine, avec toges noires, lancer de toques et diplômes enroulés dans un ruban rouge. Si quelques facultés résistent encore, à Liège, Bruxelles et Louvain-la-Neuve, la pratique gagne du terrain d'année en année. Interrogé sur le pourquoi de cette conversion aux mœurs en cours à Princeton, Berkeley et Yale, un recteur avançait cette explication simple : ce sont les étudiants qui le demandent.

Ce besoin de donner aux grands moments de sa vie un petit air de *Friends*, de *Gossip girl*, de *How I met my mother* ou de *Greys anatomy* ne connaît plus de limites. Le baby shower est à présent une station obligée sur le chemin de neuf mois qui attend toute femme enceinte. Et un mariage n'est plus concevable sans son lancer de bouquet.

On croyait la civilisation américaine (ou étasunienne) déjà solidement implantée en Europe. On avait tort : le bombardement culturel s'intensifie encore. « *Les Etats-Unis se désindustrialisent, leur déficit commercial se creuse, leurs inégalités sociales s'accroissent, mais leur capacité d'impression n'est pas plus entamée que leur puissance de feu* », observe le philosophe Régis Debray dans son dernier livre, *Civilisation*, ironiquement sous-titré « *comment nous sommes devenus américains* ». Obama ou Trump ? Peu importe, en un sens. La force perdue : deux mille implantations militaires sur les cinq continents, auxquels s'adjoignent 35 000 McDo, le décolleté de Marilyn et le déhanché de Beyoncé.



S'émouvoir de cette américanisation de nos modes de vie ? Complicé, sauf à paraître rabougri et *has been*. En 1950, Maurice Thorez, le leader du Parti communiste français, dénonçait pêle-mêle le cinéma hollywoodien, le Coca-Cola et le Journal de Mickey, symboles de « gangstérisme » et de « racisme ». On a vu avec quel relatif succès il a été entendu. Plus tard, la critique de Washington est restée l'un des refrains favoris de la gauche, tous courants confondus. A Liège, le socialiste André Cools organisait l'accueil des réfugiés chiliens, victimes d'un coup d'Etat sanglant soutenu par la CIA. Les marxistes-léninistes ne voyaient la politique internationale qu'au travers de leurs lunettes anti-impérialistes. Quant à la gauche chrétienne, elle se faisait tiers-mondiste et honorait la mémoire de Camilo Torres, ce prêtre colombien mort en guérillero, après des études à l'Université de Louvain.

« La liberté d'importuner »

Autres temps, autres mœurs. Le phare de la pensée progressiste semble être devenu New York. Ou Los Angeles, au choix. Le 10 janvier, sur la chaîne Europe 1, la chroniqueuse française Nadia Daam s'émerveillait de la dernière édition des Golden Globes, marquée par les speeches anti-harcèlement de Nicole Kidman et de Natalie Portman. Elle raillait, par contraste, la douteuse carte blanche de Catherine Deneuve et Cie, revendiquant la « liberté d'importuner ». « *Les Américains ont Oprah Winfrey, dont on dit qu'elle pourrait devenir la prochaine présidente des Etats-Unis, et des débats sur Woody Allen. Nous, on a des défenseurs du droit inaliénable à coller des mains au cul.* » Sur un registre plus académique, l'historienne Michelle Perrot a salué l'influence croissante, en Europe, d'un féminisme d'inspiration anglo-saxonne, venu des campus étasuniens. « *Les Américaines ont toujours été plus hardies que les Françaises*, soulignait-elle récemment. *MLF, Women's studies, Gender studies prennent leurs racines aux Etats-Unis. Le féminisme français est tempéré – voire englué – dans une tradition de courtoisie et de galanterie, qui demande à être déconstruite tant elle dissimule l'inégalité sous les fleurs.* »

Bienvenue en Amérique, donc. Pas lieu de larmoyer. Ce qui n'empêche pas de constater, voire de contester, la suite logique : la montée en puissance d'une nouvelle grammaire militante, qui préfère la dérision aux manifestations, les réseaux sociaux à la rue, et souvent les mots aux actes. —

Les rivières mentales de Stefan Hertmans

Stefan Hertmans, qui a connu le succès international avec son roman *Guerre et térébenthine*, a passé la majeure partie de sa vie à Gand. S'il a quitté les rives de la Lys et de l'Escaut pour s'installer en périphérie bruxelloise, l'écrivain reste attaché à ce qu'il considère comme « *la seule ville de gauche* » dans une Flandre décrite comme « *remplie de frustration* ».

Gelukstraat. Rue du Bonheur. Rien ne destinait à la notoriété cette étroite rue gantoise, aux petites maisons serrées les unes contre les autres, nichée dans un méandre de la Lys. Jusqu'à ce que Stefan Hertmans n'y trouve l'inspiration de l'un de ses poèmes. Désormais, de nombreux habitants de Gand connaissent la rue du Bonheur, même parmi les moins férus de littérature. Et pour cause : pendant près de vingt ans, le poème s'est étalé en lettres peintes sur la façade latérale du Vooruit, l'ancien foyer du socialisme gantois, reconverti en lieu culturel branché. Les milliers de personnes qui passaient chaque jour devant cet édifice emblématique, situé dans le quartier très animé de l'université, étaient peu à peu devenues familières des vers mélancoliques de Stefan Hertmans. Leur imagination avait appris à projeter des images sur les mots – la vieille école poussiéreuse, les traces de plâtre sur le sol, les tilleuls aperçus par la fenêtre, les songes de l'enfance et l'indéflectible lien maternel. En février 2013, la construction d'une terrasse sur le flanc gauche du Vooruit avait conduit à l'effacement du poème. Pendant plusieurs mois, la question avait agité le landerneau gantois : que faire de « *Gelukstraat* » ? Un espace a finalement été trouvé pour offrir à nouveau aux passants la rêverie de Stefan Hertmans, à présent imprimée sur un mur de béton, juste à côté de l'entrée principale du Vooruit. L'écrit a été dévoilé le 31 mars 2015 en présence du bourgmestre Daniel Termont, le jour même où l'écrivain fêtait son 64^e anniversaire.

Hertmans, l'enfant du pays. Poète, dramaturge, essayiste, romancier, l'auteur gantois a connu un succès mondial avec *Guerre et térébenthine*, best-seller paru en 2014, traduit dans vingt-cinq langues. S'il vit depuis quelques années à Dworp, au sud-est de Bruxelles, il a gardé pour sa ville d'origine, dont il reste l'un des meilleurs ambassadeurs culturels, une tendresse profonde.

“Gand est la seule vraie ville de gauche en Flandre. Ailleurs, toute cette tradition socialiste s'est écroulée, et va s'écrouler encore plus aux prochaines élections communales, je pense”

Dans *Entre Villes*, recueil de déambulations urbaines paru en 1998, où il saute de Bratislava à Dresde, de Trieste à Marseille, il décrit la mentalité gantoise comme un curieux mélange d'esprit de clocher et d'ouverture au monde. Le Gantois préfère se brancher sur l'étranger plutôt que d'aller passer un jour à Anvers. Quand on rencontre l'écrivain, la conversation s'enclenche naturellement sur le Vooruit. « *C'était le temple de ma génération, se souvient Stefan Hertmans. J'y ai vu John Cale jouer pendant trois heures, seul, assis sur le coffre de sa guitare. Le Vooruit est le trait d'union parfait entre l'ancienne histoire ouvrière de la ville et le renouveau culturel des années 1970. C'est pour ça que Gand représente quelque chose d'assez unique, parce que s'y est créée une sorte d'entente entre la mentalité de l'ouvrier et la mentalité de l'étudiant.* »

Cette singularité gantoise, Stefan Hertmans en parle avec lyrisme. « *J'ose même dire que Gand est la seule vraie ville de gauche en Flandre. Bien sûr, Bruges, Ostende, Louvain et Hasselt ont toutes à leur tête un bourgmestre socialiste. Mais les idées de gauche n'y sont pas ancrées, comme à Gand, dans la conscience publique. Parce que soyons francs, à Bruges, on serait bien en peine de voir que le bourgmestre est socialiste. La ville s'est vendue au tourisme de façon purement capitaliste et libérale. A Gand, en revanche, les leaders socialistes locaux, comme l'actuel bourgmestre Daniel Termont, ont toujours été des figures un peu intellectuelles, des gens qui menaient le débat. Ailleurs en Flandre, toute cette tradition socialiste s'est écroulée, et va s'écrouler encore plus aux prochaines élections communales, je le crains.* »

Comment la ville est-elle passée, en trois décennies à peine,





Catherine Hélie - éditions Gallimard

d'une bourgade éreintée par le déclin industriel à une métropole tendance, où affluent les délégations venues de toute l'Europe, en quête d'un modèle de cité verte et conviviale ? Stefan Hertmans n'hésite pas à parler de *Wirtschaftswunder*, un terme allemand qui fait référence au boom économique post-1945 : l'Allemagne avait perdu la guerre, mais était devenue le pays le plus riche d'Europe. « *Le miracle gantois, on le doit aux étudiants. Enfant, quand j'allais à l'athénée, Gand était une ville grisâtre, délabrée, triste. Je me rappelle de l'odeur du charbon qui empestait l'air. Quand mon grand-père m'emmenait au glacier Veneziana, il prenait toujours une pierre dans sa poche, car on devait traverser le quartier mal famé du Patershol et on ne savait jamais ce qui pouvait arriver. Gand donnait l'image d'une ville qui avait sombré. Les grandes maisons bourgeoises étaient inhabitées, parce que quiconque qui en avait les moyens partait s'installer à la campagne, construire une villa quatre façades, avec une Mercedes devant. Qui est resté dans le centre-ville ? Les étudiants. Le renouveau est parti d'eux.* »

Issus des quatre coins de la Flandre, les étudiants restent souvent à Gand une fois leur cursus achevé. Dans les années 1970, la génération du baby-boom fait souffler un vent d'anticonformisme. De jeunes hippies squattent un monastère désaffecté, Het Pand. Ils s'installent dans les anciennes cellules des carmélites, où ils passent le plus clair de leur temps à jouer de la musique. « *Quand la Ville a entrepris de rénover les lieux, on est descendus dans la rue pour protester. Parce que cet endroit, il était à nous !* »

Sous l'impulsion d'une jeunesse bohème, le centre historique reprend vie. « *Quand je suis devenu prof de littérature à l'Académie*

Poète, dramaturge, essayiste, romancier, l'auteur gantois Stefan Hertmans a connu un succès mondial avec *Guerre et térébenthine*.

des Beaux-Arts, j'ai racheté une maison de quatre étages dans le Patershol pour le prix d'une voiture. J'ai tout retapé moi-même : le toit, les fenêtres, les volets, les planchers... Des amis me filaient un coup de main, et le soir, on faisait la fête. On a fait une maison comme on en voyait en Italie. On appliquait juste une couche de couleur sur le plâtre frais, de façon à donner aux murs une patine un peu brute. On passait nos soirées au Damberd, deux rues plus loin, un grand café de jazz où venaient des artistes renommés, comme Archie Shepp. Toutes ces maisons valent aujourd'hui dix fois leur prix d'alors. »

“Enfant, quand j'allais à l'athénée, Gand était une ville grisâtre, délabrée, triste. Le miracle gantois, on le doit aux étudiants”

Dans *Guerre et térébenthine*, Stefan Hertmans relate la réaction dépitée de son grand-père, lorsqu'il a vu son petit-fils tomber dans les bras de la gauche contestataire : « *Tu es en train de jeter tout ce que tes parents ont fait pour toi.* » L'auteur décrit aussi une classe ouvrière flamande, au début du 20^e siècle, fracturée entre

LITTÉRATURE

socialistes et catholiques. « Je laisse entrevoir une réalité souvent refoulée dans la littérature flamande : celle du monde catholique. Louis Paul Boon, Hugo Claus, Herman Teirlinck, Tom Lanoye... Toute une lignée d'auteurs plutôt de gauche ont dépeint la tradition socialiste en Flandre, mais à côté de celle-ci, il y avait aussi un autre univers sociologique. David Van Reybrouck et moi-même, on provient d'un milieu catholique, mais très ouvert, de gauche... Mon père, dans les années 1970, il portait les cheveux longs comme moi, je lui passais mon pétard. On s'enthousiasmait pour la théologie de la libération, on admirait monseigneur Romero, l'évêque des pauvres, assassiné au Salvador. Il y avait à cette époque tout un pan de la société flamande qui était progressiste et imprégné de tiers-mondisme, mais avec des racines catholiques. »

Guerre et térébenthine trouve son origine dans les deux carnets que Stefan Hertmans a reçus de son grand-père Martien quelques semaines avant sa mort, en 1981, à l'âge de nonante ans. Dans ces six cents pages manuscrites, Martien raconte son enfance misérable à Gand, puis sa participation à la Première Guerre mondiale, qu'il nomme « mon épouvante ». Longtemps, tétanisé par ce cadeau, l'écrivain n'a même pas osé lire les carnets. Ce n'est qu'à l'approche du centenaire de 1914-1918 qu'il s'y plongera enfin, pour en tirer un roman. La première partie de celui-ci se déroule avant le début de la guerre et prend la forme d'une chronique familiale. Sous la plume de Stefan Hertmans, le Gand des années 1900 se déploie jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne. En suivant les pas de Martien, ouvrier fondeur, on découvre les harangues des tribuns socialistes dans les courées, les enfants épuisés dont les doigts sont arrachés sous les grandes machines à carder des usines textiles, le tic-tac du coucou dont il faut soigneusement régler le poids des cuivres, le signe de croix avant de s'endormir, la tasse de chicorée avalée en hâte, le claquement des sabots dans la froidure matinale, la liesse du carnaval... Cette façon de remonter son arbre généalogique pour rendre hommage aux petites gens d'autrefois rappelle le regard posé sur Liège par Georges Simenon, dans son roman *Pedigree* – autre grand récit d'introspection où l'auteur brouillait la frontière entre réalité et fiction.

Dans un texte publié en 2012 par *De Standaard*, le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette, examinait l'actuel succès des fresques familiales dans la littérature flamande. A travers les tribulations de quelques individus, ce sont souvent les mœurs de toute une communauté que celles-ci entendent dépeindre. « C'est en soi, déjà, le signe d'un certain état d'esprit, car on écrit de moins en moins sur ce mode en France, en Italie, en Angleterre ou ailleurs, notait Magnette. Dans les grandes nations européennes sûres d'elles-mêmes, la chronique familiale est passée de mode. » Stefan Hertmans nuance l'analyse. « En fait, ce type de roman commence seulement à émerger en Flandre, développe-t-il. Je pense que ça a quelque chose à voir avec la conscience naissante d'une spécificité de notre culture. Le sort du Flamand, en tout cas pour les intellectuels de ma génération, c'est qu'il est le seul au monde à parler une langue germanique avec un cœur latin. L'identité flamande a toujours été très pénible. La Flandre culturelle est de gauche et progressiste, tandis que la Flandre profonde est de droite, voire d'extrême droite. En fait, la formation de l'identité

flamande, longtemps bafouée, s'opère de deux côtés à la fois : d'un côté, des individus ouverts sur le monde, multiculturels, progressistes ; de l'autre, une Flandre apeurée, populiste. Le premier mouvement n'exclut pas l'autre, au contraire. C'est peut-être en raison de cette dualité que la culture flamande est si vivace. Cette ambivalence permanente crée une dynamique émancipatrice. »

Il en découle un paradoxe apparent. Au moment où la Belgique néerlandophone vote en masse pour la droite nationaliste, les plasticiens, chorégraphes et écrivains flamands sont encensés à l'étranger pour leur audace, de Jan Fabre à Alain Platel, en passant par Tom Lanoye et Anna Teresa De Keersmaeker. « Ce que tous ces créateurs ont en commun, c'est une façon de partir de la soi-disant modestie du Flamand, du petit Calimero, pour dire

“Les Etats-nations d'antan, aigris comme des vieilles tantes, geignards, versatiles et querelleurs, ne sont plus préoccupés que par la conservation de leurs vieux meubles”



Catherine Hélie - éditions Gallimard

Pour l'auteur du *Paradoxe de Francesco*, « le nationalisme est une attitude de frustré ».

Stefan Hertmans aura soixante-sept ans le 31 mars. Il est poète, romancier, dramaturge, essayiste et l'auteur de nombreux ouvrages écrits en néerlandais. Certains ont été traduits en français comme *Entre villes : histoires en chemin*, (Le Castor Astral, 2003), *Comme au premier jour*, (Christian Bourgois, 2003), *Ange de la métamorphose : sur l'œuvre de Jan Fabre* (L'Arche Éditeur, 2003), *Le Paradoxe de Francesco* (Le Castor Astral, 2005) et *Guerre et térébenthine* (Gallimard, 2014).



ses quatre vérités au monde. C'est un mélange de désinvolture et de grande sensibilité. C'est le propre d'une race métisse, coincée entre trois grandes cultures – française, anglaise et bien sûr allemande. L'Allemagne a été le diable de l'identité flamande. Ce sont les Allemands, pendant la Première Guerre mondiale, qui ont offert pour la première fois une université néerlandophone à la Flandre. C'était un cadeau empoisonné, qui a déchiré les Flamands entre eux. De nombreux professeurs de l'Université de Gand disaient : non, dans ces conditions, on refuse. Et en même temps, l'enseignement supérieur en néerlandais était une revendication ancienne et légitime. Là, l'identité flamande s'est retrouvée prise au piège. » Sur ce traumatisme de la Première Guerre mondiale, *Guerre et térébenthine* (classé parmi les dix romans de l'année par le *New York Times*) livre un témoignage poignant. Quand, après une convalescence en Angleterre, Martien est jugé apte à repartir au front, son effroi est aussi celui du lecteur lorsque, en pleine mer, encore loin des côtes, il entend déjà le grondement des tirs d'artillerie. « On aurait dit le grognement d'un animal gigantesque qui nous attendait à l'horizon et qui, affamé, ouvrait grand ses mâchoires pour nous dévorer. » Parfois, l'horreur connaît une trêve : une paysanne surgit par enchantement à l'arrière des positions belges, chargée d'une corbeille de cerises ; un soldat de Charleroi qui a étudié la musique apprend à ses camarades à chanter sur des tons qui s'accordent. « C'est très beau, il dit que nous allons créer une grande chorale après la guerre et tout le monde le croit sur parole. Jusqu'à la patrouille suivante, quand le prochain ténor reste accroché en hurlant dans les barbelés. »

Le roman évoque aussi les vexations infligées par les officiers francophones aux soldats flamands, toujours avec nuance. « Le comportement des officiers contraste fortement avec la manière dont les Wallons ordinaires nous témoignent leur amitié, et se montrent la plupart du temps solidaires : de la chair à canon, voilà ce que nous sommes tous », ressasse Martien en son for intérieur, dans la boue de l'Yser.

« Le nationalisme, dans une société qui a réalisé ses droits humains, est une attitude de frustré, tranche aujourd'hui Stefan Hertmans. Les Flamands possèdent aujourd'hui tout ce qu'ils voulaient. Pourquoi les séparatistes se plaignent-ils tout le temps ? Mais d'un point de vue historique, on comprend pourquoi ils n'ont pas cette stabilité culturelle des Hollandais. Parce qu'ils se sont toujours sentis menacés. Mon père me disait encore que dans les années 1960, alors qu'il était responsable d'un bureau des chemins de fer à Gand, il avait dû téléphoner à un directeur à Bruxelles pour régler une urgence. Eh bien, il a été puni pour avoir parlé néerlandais. Avant cela, mon grand-père avait été humilié dans les tranchées de l'Yser... Il ne faut pas sous-estimer les traces de ce ressentiment énorme. On les a traités comme des minables, on les a méprisés. Mon livre témoigne d'une génération, la mienne, qui pour la première fois peut regarder cette histoire avec une certaine distance, sans devoir porter les frustrations du passé. »

Après la consécration de *Guerre et térébenthine*, Stefan Hertmans a continué de creuser une veine résolument universelle. Sa pièce de théâtre *Antigone* à Molenbeek revisite le mythe de Sophocle, en imaginant une jeune musulmane entrant dans un commissariat bruxellois pour s'enquérir du corps de son frère, auteur d'un attentat-suicide. En décembre dernier, cent musiciens du Brussels Philharmonic ont interprété ses *Chansons pour la traversée*. Le texte évoquait tout autant un épisode célèbre de la Première Guerre mondiale (le passage de l'Yser à Tervaete) que l'odyssée dramatique des réfugiés en Méditerranée. Dans une *Lettre ouverte à l'Europe*, publiée cet été, Stefan Hertmans saluait l'avènement d'une génération qui a décidé de prendre en main les questions écologiques et sociales, sans attendre un hypothétique changement politique. « Ces citoyens se rendent compte que les Etats-nations d'antan, aigris comme de vieilles tantes, geignards, versatiles et querelleurs, ne sont plus préoccupés que par la conservation de leurs vieux meubles. »

Hertmans est à présent une voix qui porte dans le panorama littéraire mondial. Tant d'eau a coulé sous les ponts de Gand depuis sa jeunesse passée le long de l'Escaut, quai de Nijverheid, et le début de sa vie adulte dans le Patershol, à cinquante mètres des rives de la Lys. Récemment, le critique littéraire Joël Neyt y décelait un lien de cause à effet : « Le fait qu'Hertmans a habité pendant des années à proximité des principales rivières de Gand apporte de l'ouverture et du mouvement dans son écriture. »

— François Brabant





EN TOUS GENRES

Caroline Lamarche

Auteur de romans, de nouvelles et de textes pour la radio et pour la scène. Son dernier ouvrage : Dans la maison un grand cerf (Gallimard, 2017)

Fabuleuses “conneries”

Dès sa parution, *Le Chagrin des Belges* a été pour des dizaines de milliers de lecteurs un immense choc de lecture. Avec, choc en retour après la mort d'Hugo Claus, *La version Claus* jouée par Josse De Pauw, ce puzzle d'interviews qui contient des affirmations décoiffantes. En voici une, extraite, vous vous en doutez, parfaitement au hasard : « *J'ai à l'égard des femmes des objections sérieuses, mais je peux écouter leurs conneries pendant des heures.* » Imagine-t-on une seule femme, même célébrité, dire publiquement : « *J'ai à l'égard des hommes des objections sérieuses mais je peux écouter leurs conneries pendant des heures* » ? Bizarrement, non. Et même si elle le disait – la chose finira bien un jour par arriver – la phrase paraîtra dans un premier temps incongrue voire fautive, en raison d'une croyance ancrée en nous depuis des siècles, à savoir, que – citons, aussi parfaitement au hasard, André Gide : « *Les femmes n'ont rien à dire mais tout à raconter.* »

Jugement immémorial, guère étonnant chez Gide, plus surprenant chez Claus qui aimait les femmes à la folie, n'hésitant pas à dire qu'il dépendait d'elles, en gigolo artistique pratiquant le poème et la prose quand elles étaient au turbin pour financer le loyer et le repas du soir.

Heureusement, si on y réfléchit bien, on peut interpréter à rebours ces sentences. Et si la force des femmes se trouvait, précisément, dans ces « *objections sérieuses* » (en gros : elles disent n'importe quoi) que les grands hommes leur adressent ? Avouons-le, je ne suis pas fan de Gide, mais des romans, des nouvelles et des poèmes de Claus j'ai appris qu'il est infiniment plus jouissif, en effet, de raconter que de platement dire. Et même, si on le suit, de raconter avec feu et folie : « *Je suis baroque* », disait-il (toujours dans *La version Claus*), et « *baroque ça veut dire : les volutes, les spirales, les ornements qui dérangent la ligne de base.* »

Dès lors, il y a moyen de retourner l'accusation comme un gant et d'y voir une invitation merveilleuse : celle de la conquête d'un territoire, ici désigné comme féminin, qui ne serait plus du morne dire mais du raconter, du tenir l'auditoire en haleine par de surprenantes conneries, du déranger joyeusement la ligne de base.

Un peu comme l'ont fait, sur les sujets les plus variés et en usant des registres les plus divers, du récit au conte en passant par le poème, la nouvelle, le pamphlet, le roman : Karen Blixen, Flannery O'Connor, Carson McCullers, Violette Leduc, Virginia

Woolf, Elfriede Jelinek, Herta Müller, Virginie Despentes... Et j'en passe, j'en passe parmi toutes celles que je voudrais citer, les transfuges du *mainstream*, les décalées de la plume, les oubliées des palmarès, les abonnées à l'angle mort qui tentent de se faire entendre dans un monde d'hommes levés quelques siècles avant elles. Monde dans lequel, du reste et par ailleurs et sans la moindre rancune, nous sommes prêtes à admettre que quelques génies de sexe masculin, de Rabelais à Cervantès ou de Kafka à Lowry, ont eux aussi déployé dans leur œuvre leur part proprement féminine, voire l'ont revendiquée. « *J'aime l'allure poétique à sauts et à gambades.* » C'est de Montaigne, cela aurait pu être de Claus dont on célèbre aujourd'hui¹, dix ans après sa mort, l'art fabuleux de raconter. —

1. L'exposition « Con amore » consacrée à Hugo Claus se tient à Bozar (Bruxelles), du 1^{er} mars au 27 mai. www.bozar.be



« *J'ai à l'égard des femmes des objections sérieuses, mais je peux écouter leurs conneries pendant des heures* » aimait à dire l'écrivain flamand Hugo Claus, ici avec sa femme Sylvia Kristel.

COUPS DE COEUR

Romans**Ecoute la ville
tomber****Kate Tempest**

Becky, Harry, Pete et Leon, quatre jeunes Londoniens qui se cherchent, s'aiment, se battent, se prennent des murs, tentent de vivre, de poursuivre leur rêve malgré la société grisâtre qu'ils ont reçue en partage. En compagnie de Leon, Harry passe de soirées en fêtes privées, discrète et efficace pourvoyeuse de drogues, thésaurise pour arriver à, un jour, ouvrir son endroit à elle. Becky, danseuse-serveuse-masseuse, aimerait enfin pouvoir danser comme elle l'entend. Pete n'a plus de boulot, se traîne ici et là. Kate Tempest a, à un peu de trente ans, secoué les mondes du rap et de la poésie britanniques. Sa bouille ronde, ses longs cheveux blonds, sa passion et sa rage font sensation à chaque passage sur scène. Avec *Ecoute la ville tomber* elle signe son premier roman, et le lecteur y retrouve la même peinture pleine de colère, de tendresse, d'intensité, de politique, des oubliés de l'Angleterre post-thatchérienne. L'écrivaine nous emmène à toute vitesse dans la vie de ces enfants d'une époque et d'une ville où tout s'achète, enfants des rêves et révoltes brisés de leurs parents. C'est lyrique, électrique, fort. — **L.d.H.**

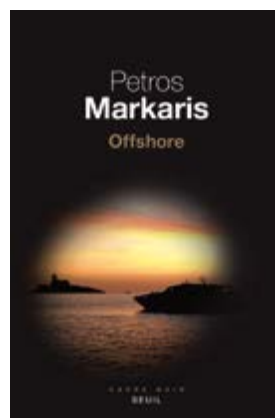
Rivages, 2017, 425 p.

Traduit de l'anglais par Madeleine Nasalik.

Les oiseaux sans tête**Hedwige Jeanmart**

Daniel est de ces hommes poursuivis par la poisse. Aux yeux de la justice, il est un meurtrier récidiviste. A chaque fois, c'est pareil : lui arrivent des moments où tout bascule, où ses pulsions prennent le dessus et l'entraînent vers l'irréparable, sans qu'il y ait réelle malice ou calcul. A chaque fois, c'est qu'il n'a pas trouvé les mots pour dire l'insupportable, pour déjouer la fatalité, faisant de son acte sans mobile une forme d'appel au secours tout à la fois muet et dévastateur. En arrière-fond, des étapes manquées dans l'enfance et dans l'âge adulte, une aspiration forte mais impuissante au bonheur, l'impuissance à le construire et à vivre la contrariété. Hedwige Jeanmart, prix Rossel 2014, donne ici un récit terrible et subtil qui ne vire jamais au misérabilisme, faisant de la violence un signe de désespoir profond qui ne saurait de ce fait nous être totalement étranger. — **Th.D.**

Gallimard, 2018, 313 p.

**Bicyclettres****Jean-Acier Danès**

Jean-Acier Danès est un fou de vélo. Il est de ceux qui ne jurent que par lui dans les trajets quotidiens, mais qui partent aussi à la découverte du monde en deux-roues, sans rechigner face à l'effort, convaincus que la position du cycliste et le rythme auquel il voit défiler les paysages en permettent la meilleure appréhension. Mais l'homme est aussi amoureux des livres qu'il ouvre lorsqu'il est au repos. Pour relier ses deux passions, il entame un tour de France singulier : fort de sa culture livresque et de son goût non dissimulé pour la poésie, il part à la rencontre des écrivains dans leur région d'élection, à la recherche des échos de leur œuvre qu'il connaît si bien et dont des bribes lui reviennent à mesure que le paysage et des ambiances s'offrent à lui. Il en ressort un livre original à la gloire de la petite reine érigée ici en ambassadrice des lettres. — **Th.D.**

Seuil, 2018, 214 p.

**Offshore****Petros Markaris**

Et soudainement, l'argent se mit à pleuvoir... Les Grecs ont élu à la tête du pays les représentants d'un nouveau parti, ni-de-gauche-ni-de-droite, qui leur promettent une sortie de crise rapide. Et en effet, les investisseurs semblent se bousculer, les affaires reprennent et les embouteillages renaissent partout à Athènes, au grand dam du commissaire Costas Charitos. Lui se retrouve du coup avec un nouveau sous-chef, très inquisiteur. Et trois meurtres, rapidement résolus par les aveux d'immigrés fort empressés d'avouer. Mais Charitos n'est pas du genre à se laisser endormir par des promesses d'augmentation des salaires...

Petros Markaris, grand scénariste des films de Theo Angelopoulos, auteur de théâtre, est aussi un écrivain de polars indigné, porte-voix des Grecs écrasés par la crise. La dystopie qu'il imagine ici résonne évidemment avec l'actualité et fait froid dans le dos. Mais donne aussi l'envie de se mettre à table en compagnie du commissaire et de sa femme Adriana, génie des fourneaux, dont la cuisine rythme avec humour les enquêtes de son mari. Un court *page turner* qui se dévore et fait réfléchir... — **L.d.H.**

Seuil, 2018, 298 p.

COUPS DE COEUR

La part sauvage

Guérin van de Vorst


Ben sort de prison. Quelques braquages minables, il en a pris pour trois ans. Laisant derrière lui son fils, Samir, dix ans, à qui l'on a raconté qu'il était parti en Australie. Malgré l'opposition de son ex-compagne, Ben tente de renouer le contact, à coup de cadeaux trop chers pour lui. Pour un ex-taulard, sa situation n'est pas la pire : son ami Anouar, même s'il n'est guère venu le voir au parloir, lui offre un boulot dans son garage ; Ben a un appartement, un peu miteux mais c'est un logement ; sa voisine de palier semble bien le trouver intéressant...



Mais il a toujours en lui cette *part sauvage*, qui le tire vers l'autodestruction, vers les conneries, vers la violence. Et puis, converti, il est tenté par les réponses de Mustapha, prédicateur islamiste.

Pour son premier long métrage, Guérin van de Vorst – et son interprète Vincent Rotiers, parfait dans ce rôle tendu, visage fermé – nous emporte à la suite de ce Ben, sincère mais en manque de repères, brut. Et aborde de grandes questions, la réinsertion, la religion, la violence, sans pour autant en faire un film à thèse mais bien le portrait sensible d'un être humain en quête. — **L.d.H.**

1 h 40, sur les écrans à partir du 14 mars.

 **10 x 2 places à gagner**
(voir p.71)

Cinéma

Lean on Pete

Andrew Haigh

Charley a quinze ans, et débarque à Portland, Oregon, avec son père Ray. Il vit seul avec lui depuis presque toujours, sa mère les ayant abandonnés très tôt. Ray n'est pas un mauvais type, juste instable, un peu paumé, et du genre à pratiquer la politique de la terre brûlée.



Désœuvré, sans argent, Charley trouve un travail de garçon d'écurie auprès d'un homme bourru, Del, propriétaire de chevaux de course qui sillonne la région pour les faire courir et tenter de ramasser quelques sous.

Charley se prend d'amitié pour Lean on Pete, le pur-sang dont il a la charge. Et quand celui-ci se voit menacé d'être envoyé à l'abattoir, Charley décide de partir avec lui.

Pareil scénario pourrait donner lieu à un film mièvre et sentimentaliste... Mais Andrew Haigh réalise ici au contraire un très beau long métrage, sans aucun pathos. Charlie Plummer y est formidable dans le rôle de cet adolescent taiseux et épouvantablement seul, que ceux qu'il croise sur sa route n'aident jamais vraiment. Loin d'être le héros d'un road movie aventureux, il est un garçon perdu, dans un monde où nous veillons si peu les uns sur les autres. Simple et beau. — **L.d.H.**

2 h 01, sur les écrans à partir du 25 avril.

Oh Lucy Atsuko Hirayanagi

Setuko est une femme entre deux âges, célibataire solitaire, passant de son bureau où elle s'ennuie à son appartement très, très encombré. Quand sa nièce Mika lui demande de prendre sa place dans un cours d'anglais, elle accepte avec réticence. Et se retrouve face à John,

un Américain aux méthodes particulières – une perruque blonde et un prénom d'emprunt, Lucy, devrait l'aider à se plonger dans l'*american english*. Mais lui fait surtout oser ce qu'elle n'a jamais osé...

Alors, lorsqu'elle apprend la fuite pour Los Angeles de son professeur et de sa nièce, elle décide de les rejoindre, suivie par sa sœur (et mère de Mika).

Oh Lucy navigue entre la comédie et le drame, c'est ce qui fait son charme délicat. Setsuko devenue Lucy ose soudainement exprimer ses pensées, ses désirs, s'affranchit de la norme, gênant tous ses interlocuteurs. Et en profite au passage pour dénoncer quelques hypocrisies, qu'elles soient japonaises ou américaines – voire universelles... Un très joli portrait de femme ! — **L.d.H.**

1 h 35, dans les salles à partir du 7 mars.

PALACE 10 x 2 places à gagner
(lire en p.71)



Razzia Nabil Ayouch

« *want to break free...* » L'emblématique morceau de Freddy Mercury résonne tout au long du dernier film choral de Nabil Ayouch, le passionnant réalisateur franco-marocain de *Much Loved* et *Les chevaux de Dieu*. C'est Hakim, jeune homme des quartiers populaires de Casablanca, musicien, qui en est fan. Et c'est en quelque sorte l'hymne de tous les personnages de cette histoire de mal-être face aux normes, aux intolérances, aux restrictions de liberté de la société marocaine, et de désarroi, de fuite ou de révolte. *Razzia* s'ouvre dans le Haut-Atlas, avec un instituteur merveilleux qui se voit bientôt interdit d'enseigner en berbère (seule langue que parlent les enfants). Il se poursuit aujourd'hui avec Salima, femme libérée enfermée par un mari « moderne »

mais grand adepte du patriarcat ; Inès, adolescente en manque d'amour, délaissée par sa riche mère ; Joseph, restaurateur que tous renvoient sans cesse à sa judéité. Pendant qu'en arrière-fond montent des manifestations islamistes. Véritable concentré d'énergie,

le film de Nabil Ayouch est un cri d'alerte et de révolte contre le raidissement de la société marocaine, la montée de l'intolérance, les inégalités criantes envers les femmes. Son usage des langues comme marqueur social, son utilisation de la musique, son sens du rythme de l'image en font un film très abouti, qui emporte et passionne. — L.d.H.

1 h 59, au cinéma à partir du 25 avril.



Expo

Wonderland Acay & Olabo

Nouvelle exposition jouissive au Mima, cette fois en compagnie de deux *street artists* suédois, Acay et Olabo. Comme souvent ici, l'exposition est ludique et plonge les adultes (et les enfants) dans un univers où on joue pour résister, où l'on s'amuse à déjouer caméras de surveillance, cadenas divers, portes fermées, où l'on grimpe dans une cabane et se

prend pour un détective.

Acay et Olabo sont friands d'exploration urbaines, de sites industriels abandonnés, dont ils transforment les espaces, recyclent les scories. En riant, ils interrogent les notions de propriété privée, de société de surveillance, de consommation, et nous invitent à faire acte de désobéissance civile. Un entraînement salutaire, poétique, pour une expo à ne pas rater. — L.d.H.

Jusqu'au 15 avril au Mima à Bruxelles.
www.mimamuseum.eu, 0472 61 03 51.

Cirque

Festival Up ! Biennale internationale de cirque



Cie Samuel Mathieu - Guerre

Le cirque contemporain emprunte aujourd'hui à la danse, au théâtre, au cinéma, aux arts plastiques. Il est bien souvent un spectacle total mais aussi un espace de poésie. La biennale organisée par l'Espace Catastrophe propose trente créations à découvrir ou à revoir. Tel ce formidable *Hyperlaxe*, récompensé par le Prix de la critique l'an dernier, qui nous raconte la rencontre entre Axel et Nicolas, l'un trisomique, l'autre pas. Ou encore *Burning (je ne mourus pas et pourtant nulle vie ne demeura)*, où un homme tente de garder son équilibre sur une scène métaphore du monde du travail, tandis que résonnent des témoignages et des textes dits par Laurence Vielle. Vous pouvez encore partager la solitude du clown Léandre qui n'a *Rien à dire*, rencontrer les autodidactes venus des rues de Bogota, El Nucleo, qui nous racontent leur propre histoire dans *Somos...* Et cetera ! —

Du 12 au 25 mars en divers lieux de Bruxelles.
Upfestival.be, 02 538 12 02.

Danse

Mon élue noire Olivier Dubois/Germaine Acogny



Considérée comme la « mère » de la danse africaine contemporaine, Germaine Acogny s'était vue promettre par Maurice Béjart un *Sacre du printemps*. Une promesse que remplit aujourd'hui Olivier Dubois, en composant pour cette grande dame d'à présent septante-trois ans ce solo dans lequel elle lutte et secoue la cage dans laquelle on a voulu l'enfermer. Un autre solo complète la soirée, celui de la Tunisienne Oumaïma Manai, qui se bat contre les filets du système qui veulent la corseter. Deux femmes, deux combats pour la liberté. —

Les 19 et 20 mars aux Halles de Schaerbeek.
www.halles.be, 02 218 21 07.

COUPS DE COEUR

BD

La sorcière

Benoît Guillaume

La figure magique et mystérieuse de la sorcière est depuis longtemps le symbole de la lutte des femmes pour leurs droits et leur statut dans la société, mais aussi celui de la possibilité d'affirmer leur puissance au moyen de pratiques étrangères aux codes masculins et patriarcaux – il faut lire, à ce sujet, *Starhawk* ou *Isabelle Stengers*. En adaptant – magnifiquement ! – le roman éponyme de Marie N'Diaye paru en 1996, Benoît Guillaume le replace, plus de vingt ans plus tard, au cœur des problématiques féministes qui agitent notre époque.

Lucie possède des dons de sorcellerie, bien moins étendus que ceux de sa mère. Ses deux filles, qui entrent de plain pied dans l'adolescence, les possèdent aussi, et leur talent surpasse de loin le sien. Son mari est parti en lui volant son argent. Et ses parents se séparent, détruisant les quelques repères auxquels elle pouvait s'accrocher. Si la sorcellerie représente la liberté, l'indépendance, l'identité, même, Lucie se trouve bien démunie, coincée entre la liberté conquérante de sa mère et celle, revendiquée et prise avec une évidence simple et incontestable par ses filles. Lucie, alors, nous apparaît telle qu'en elle-même, archétype générationnel de femmes dépossédées de leur pouvoir et donc de leur liberté, portant seules le poids des combats dont ne se soucient plus les mères et pas encore les filles. Lucie, forte et vulnérable à la fois, ressemble à ces femmes qui, aujourd'hui, revendiquent l'égalité et le respect et à qui le monde ne répond que par « allez, quoi, de quoi vous plaignez-vous, ça ne va pas si mal » ! — **Philippe Marczewski**, www.livreauxtresors.be

Actes Sud, 2018, 224 p.



Musique

GAND

Charlotte Adigéry,

voix gantoise et cascade antillaise

Le grand public l'a découverte avec le film *Belgica*, tourné à Gand en 2015 par le réalisateur Felix Van Groeningen, sur une bande-son concoctée par les héros locaux de Soulwax. La dernière scène montrait une chanteuse en train de faire ses balances, dans une salle vide, quelques heures avant le concert qu'elle devait y donner le soir. « Elle est douée », murmurait alors le propriétaire des lieux, debout au fond de la salle, dans l'obscurité. Oui, Charlotte Adigéry est douée. Gantoise aux racines antillaises, elle raconte avoir « toujours chanté et dansé ». Du reggae et du blues, notamment, avant d'officialier comme choriste pour le rappeur Baloji (qui vit lui aussi à Gand) et pour le groupe Arsenal. Sous son nom, la jeune femme de vingt-six ans a sorti en

mars 2017 son premier maxi, enregistré dans le studio des frères Dewaele, le duo moteur de Soulwax. Quatre morceaux chantés en français et en anglais. Une voix soul. De l'électro minimale, avec quelques lointains échos d'Afrique. Assez pour susciter la curiosité de la presse internationale. En septembre dernier, la chanteuse a récidivé avec un nouveau maxi, « *La Falaise* », cette fois sous le nom de WWWater, un projet plus intimiste, presque spirituel, qui explore la sensation des vagues, des cascades, de la pluie, de l'eau sous toutes ses formes. Le titre fait référence aux gorges de la Falaise, en Martinique, la terre de naissance de sa mère – tandis que son père est originaire de Guadeloupe. Premier album attendu bientôt. — **F.B.**

Théâtre

Les cœurs atomiques

Zététique Théâtre

Depuis 1986, ils s'adressent aux adolescents avec force et brio. En proposant un théâtre intelligent, jamais mièvre, toujours percutant. En mêlant le jeu, la danse et la vidéo. En inscrivant son propos dans une réalité toujours concrète et contemporaine. Après trois décennies de création, vingt-deux spectacles, des centaines d'ateliers en milieu scolaire et une reconnaissance unanime dans le secteur jeune public, la fine équipe du Zététique Théâtre et ses huit permanents sont plus que jamais debout ! Et du 18 au 21 avril, le Zet fêtera cet anniversaire en fanfare, au Manège Fonck, à Liège, autour de son dernier opus, *Les cœurs atomiques*, où il est question d'amitié et de deuil, de révolte et de joie de vivre.

Quatre jours de spectacles, d'ateliers et d'expositions afin de s'accorder « un temps pour les utopies ».

En (re)partant de la jeunesse, « notre plus précieux capital »,

insiste la compagnie liégeoise. En misant sur son audace et sa créativité. En l'aidant à résister au prêt-à-penser et au fatalisme ambiant. Avec, au programme, plusieurs représentations des Cœurs atomiques, des ateliers théâtres, du graff, la création d'une grande fresque collective coréalisée avec Les Débrouillards/Spray Can Arts, de la radio libre (48FM) et une nanomanifestation signée L'Ami Terrien. Quatre jours entiers de fête et d'imaginaire, de sens et d'action. A l'image du Zététique, indispensable théâtre de notre temps. — **H.Do.**

Du 18 au 21 avril, à la Caserne Fonck (Liège). Spectacles et ateliers gratuits pour les ados, jusqu'à 18 ans.

www.zetetiquetheatre.be, 04 227 63 49
5 x 2 places à gagner pour les lecteurs d'*Imagine* (lire en p.4)



ESSAIS

Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance

Paul Ariès



Paul Ariès est un politologue insoumis et désobéissant. Depuis plus de dix ans, le

Rédacteur en chef de la revue *Les Zindigné(e)s*, directeur de l'Observatoire international de la gratuité, mène un combat acharné contre cette société du « *toujours plus* ». Et dans son dernier livre, *Désobéir et grandir*, il invite ses lecteurs à ne plus être de « *sages consommateurs* » pour se tourner vers une croissance « *de l'imaginaire et des liens sociaux* ». Ariès part à l'assaut de ce système obsédé par l'accumulation des richesses, cette économie financière devenue folle, cette « *obsession du pouvoir d'achat* », et propose des alternatives concrètes, porteuses d'opportunités et de sens : la simplicité volontaire, la désobéissance civique, le don, le revenu universel d'existence, la gratuité... Son livre-combat ravira les décroissants déjà convaincus par son ton enjoué et sa plume fleurie. Quant aux autres, embarqués sur son « *chemin de crête* », ils découvriront un auteur non-conformiste, provocateur à ses heures, qui derrière un discours faussement gentillet cache une vision politique acérée. – **H.Do.** *Ecosociété*, 2018, 235 p.

Pour la dignité paysanne Expériences et témoignages d'Afrique

Deogratias Niyonkuru



Pourquoi les campagnes ne nourrissent-elles plus les paysans ? Comment retenir les travailleurs sur leurs terres pour

leur permettre de nourrir les villes plutôt que de migrer vers leurs banlieues ? Comment redonner une dignité à 80 % de l'humanité ? Voici les questions auxquelles l'auteur répond au travers de son expérience de terrain au Congo et au Burundi au cœur de l'Afrique. Celui qui a été couronné, en 2014, du prix du développement de la Fondation Roi Baudouin, a redonné confiance aux paysans en leur demandant ce qu'ils jugeaient plus important, (une route, une école ou un marché ?) afin de répondre au mieux à leurs demandes. Il a questionné les femmes sur leurs besoins de financement pour imaginer une politique d'action centrée sur les exploitations familiales. Des témoignages concrets et souvenirs de terrain apportent une touche d'humanité à ce plaidoyer qui cherche à nourrir les campagnes par un projet collectivement concerté et démocratiquement approuvé. – **J.F.P.** *GRIP*, 2018, 520 p.

Le cercle vertueux

Nicolas Hulot et Vandana Shiva
Entretien avec Lionel Astruc



Ces deux-là se sont réellement rencontrés lors du Sommet de Paris sur le climat. Elle,

l'écoféministe, docteure en physique quantique, icône de la défense des petits paysans, bête

noire des multinationales. Lui, l'ex-présentateur d'Ushuaia et animateur de la Fondation pour la nature désormais ministre de la Transition sous Macron. Le Sud et le Nord réunis dans un livre d'entretien réalisé par Lionel Astruc. Et nos deux d'échanger autour d'une même « *urgence partagée* ». Peu de réelles surprises, mais un échange nourri autour de questions essentielles : la justice fiscale, la crise climatique, les inégalités sociales, la solidarité internationale, l'alimentation saine, la dérégulation de l'économie... Avec un point commun : « *l'un comme l'autre refusent les faux-fuyants, fussent-ils momentanément réconfortants* », souligne leur interviewer. Deux personnalités médiatiques aux parcours très différents mais qui maîtrisent très bien les enjeux de la crise écologique, analysent lucidement le cycle infernal dans lequel la planète se trouve et proposent des pistes pour « *amorcer un cercle vertueux* ».

– **H.Do.**

Actes Sud, Domaines du possible, 125 p., 2018.

Transitions économiques

Philippe De Leener et Marc Totté



« *L'économie n'est plus l'affaire des seuls économistes, elle est redevenue manifestement ce qu'en réalité elle n'a jamais cessé*

d'être : une matière profondément politique » plaident le professeur de l'UCL et le géographe, chercheur chez Inter-Mondes Belgique. Ensemble, ils démontent les ressorts de l'économie dominante et questionnent frontalement ses fondements : la valeur et l'argent, la spéculation, la dette, la propriété privée... Ils se

penchent sur les nouveaux modèles (économie collaborative, coopératives...) et rappellent combien le capitalisme est partout, y compris au sein de ceux qui désirent ardemment le combattre. Avant de réinterroger en profondeur la notion même de « *transition économique* » et proposer au lecteurs « *d'en finir avec les alternatives dérisoires* ».

Du croquant, 317 p., 2018.

Le goût des pesticides dans le vin

Jérôme Douzelet
Gilles-Eric Séralini



Le vin est un produit fermenté et pour le fabriquer la viticulture traditionnelle a recours à énormément de

pesticides. Non seulement ceux-ci sont toxiques pour la santé, mais en plus ils altèrent le goût et les arômes du vin. Dans ce petit livre à la lisière de la santé publique, de l'œnologie, et de la science pour tous, l'artisan cuisinier et le professeur d'université, spécialiste des OGM et des pesticides, ont proposé à des vignerons et à des gourmets de « goûter », au nez et à la bouche, onze pesticides parmi les plus répandus dans le vin. Une expérimentation qui, visiblement, vaut bien plus que de longues analyses scientifiques. Une manière de comprendre ces substances chimiques qui pourrissent le vin et un plaidoyer en faveur du bien-vivre et du bien-manger.

Actes Sud, 142 p., 2018.

17 & 18 MARS 2018

LES JOURS FOUS

DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

PORTES OUVERTES • ANIMATIONS • EXPOS • DÉGUSTATIONS

www.lesjoursfousdeleconomiesociale.be

DÉCOUVREZ NOS OFFRES IRRÉSISTIBLES !

Découvrir des **produits locaux** ?
 Faire **réparer** vos appareils électroménagers ?
 Manger des **produits bio** ?
 Tout comprendre sur l'**énergie alternative** ?
 Investir dans un projet **proche de chez vous** ?
 Trouver des services de **proximité de qualité** ?

Les Acteurs de l'économie sociale* vous accueillent le **week-end du 17 et 18 mars 2018**, partout en Wallonie et à Bruxelles, pour vous faire découvrir leurs offres irrésistibles. Préparez vos visites et tentez de gagner de nombreux bons d'achat sur www.lesjoursfousdeleconomiesociale.be.

* Les Acteurs de l'économie sociale sont des sociétés, des associations, des coopératives, des mutuelles ou des fondations qui proposent des biens et des services pour tous. Ils ne considèrent pas le profit comme une fin en soi mais bien comme un moyen au service d'un projet collectif. #économiepourtous

